

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail - Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DES BAMBOUTOS

COMMUNE DE MBOUDA

communembouda@yahoo.fr

REALISE SUR FINANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)



PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MBOUDA



PAR LE GROUPE D'INITIATIVE COMMUNE APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRAL (GIC
ADI) (GIC ADI) adi_cameroon@yahoo.fr Téléphone : 77 34 44 33/99 64 81 78/99 84 99 90-Yaoundé



PCD de la Commune de Mbouda, réalisé par ADI sur financement PNDP

RESUME DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD)

Réalisé au cours de la période allant de novembre 2010 à avril 2011 par le Groupe d'Initiative Commune dénommé Appui au Développement Intégral (GIC ADI) et répondant sur le plan de la forme au canevas tracé par le Programme National de Développement Participatif, le PCD de la Commune de Mbouda est l'aboutissement d'une démarche participative dont les principales séquences ont porté sur :

- la préparation du processus ;
- la collecte des données de base ;
- la réalisation du Diagnostic Sectoriel niveau Villages ;
- la réalisation du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) ;
- la réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) ;
- et, la tenue d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation qui aura également permis de mettre en œuvre des mécanismes de suivi évaluation.

Parmi les résultats obtenus figurent en bonne place :

1.- En ce qui concerne la préparation du processus

- la définition de la méthodologie d'élaboration du PCD en rapport avec le Maître d'ouvrage, les autorités administratives et le PNDP et sur la base du canevas d'usage du PNDP.

2.- En ce qui concerne la monographie de la Commune

2.1.- Sa situation : Faisant partie de la Région de l'Ouest, la Commune de Mbouda est située respectivement à 330 kms, 313 kms, 27 kms et 50 kms de Yaoundé, Douala, Bafoussam et Bamenda sur l'axe Bafoussam-Bamenda qui est un tronçon de la route Nationale N°6 reliant les Régions du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest.

2.2.- La description du milieu biophysique caractérisé par :

- un climat de type subéquatorial modifié par l'altitude, ou climat pseudo-tropical. Ce climat comporte globalement deux saisons : une courte saison sèche de novembre à février et, une longue saison de pluies de mars à octobre.
- Les sols de la Commune de Mbouda et particulièrement ceux de la région de Ngoaya sont d'origine volcanique et comptent parmi les plus fertiles du pays. Toutefois, la pratique de l'agriculture intensive à fort potentiel d'utilisation d'engrais chimique ne cadre pas avec la politique volontariste actuelle de gestion durable des terres.
- un relief varié comprenant des plaines, des plateaux, des collines et des vallées ainsi que des zones de bas-fonds;
- une hydrographie caractérisée par l'existence de petits cours d'eau et ruisseaux qui prennent leur source au pied des Monts Bamboutos pour la plupart ;
- une flore et une végétation caractérisées par des formations montagnardes et semi-montagnardes. Celles-ci sont associées à des savanes arbustives et herbacées sur les sommets et à des raphias dans les bas-fonds;
- un sous-sol dont le potentiel minier reste inconnu en l'absence des études géologiques approfondies ; toutefois, il existe des gisements apparents de latérites et de pierres inexploités sur les hauteurs.

2.3.- L'Utilisation et la Gestion Durable des Terres (PUGT) caractérisée par :

- l'absence d'un schéma directeur de Gestion Durable des Terres;
- l'atténuation des effets de serre prévisibles par l'existence des espaces verts naturels et la pratique de la sylviculture;
- la pratique généralisée de l'écobuage et des feux de brousse qui détériorent l'équilibre du sol et limitent les infiltrations des eaux;
- la présence de nombreux eucalyptus en partie responsable de l'assèchement des sols.

- Le surpâturage et l'élevage transhumant à l'origine de nombreux conflits agropastoraux.
- L'exploitation irrationnelle du raphia qui entraîne le dessèchement des sols.

2.4. La description du milieu socioéconomique caractérisée par :

- Une population de 140.000 habitants répartie sur une superficie de **437 km²**, soit une densité de **320habitants** au km². Par sexe, cette population est répartie ainsi qu'il suit : **64 488** personnes de sexe masculin soit **45.92%** et, **75 712** personnes de sexe féminin soit **54.08%**.
- Cette population est majoritairement constituée des Nda'a qui occupent six (06) groupements sur les huit que compte la Commune de Mbouda ;
- Au terme des investigations menées sur le terrain et après analyse des données recueillies, il ressort que les couches vulnérables de l'espace urbain communal de Mbouda font face à deux problèmes majeurs ; il s'agit :
 - De la marginalisation sociale tous azimuts et,
 - Du refus systématique des administrations d'appliquer les avantages pourtant prévus par le législateur en faveur des couches vulnérables.
- l'organisation sociale basée sur la chefferie traditionnelle, avec la pratique des rites secrètes et des célébrations diverses (deuils, dot, désignation et intronisation du Chef et désignation des notables;
- un habitat varié et constitué des modernes et des cases traditionnelles autant en milieu urbain que rural;
- un zonage comprenant huit (08) Groupements (**Bamekombo, Bamessingue, Balatchi, Bamendjinda, Bamesso, Babété, Bamendjo et Bafounda**) ayant à leur tête des Chefferies de 2^{ème} Degré et, 136 Villages. L'espace urbain compte 12 quartiers. Il s'agit des quartiers : **Nzintia, Rapide, Tsuegwé, Fouola, Tsoumotio, Tap, Moutchio I, Moutchio II, Moutchio III, Lepi, Haoussa et, Lafi**;
- l'héritage des terres dynastique et le Chef traditionnel jouant un rôle d'arbitre dans l'occupation des terres en milieu rural;
- une représentation incomplète des services publics ;
- une activité économique à prédominance agricole avec un secteur commercial embryonnaire et l'insuffisance d'établissements de microfinance;
- un accès encore insuffisant à une éducation et aux soins de santé de qualité (précarité des équipements sanitaires et scolaires);
- la résurgence du VIH/SIDA avec un taux de prévalence observé dans la commune de Mbouda qui se situe autour de :
 - 5.5 % pour le dépistage volontaire
 - 6.8% pour la PTME.
- Bien que présentant des potentialités dont la proximité de la Route Nationale N°6 et l'attrait des revendeurs des produits primaires très variés, le tourisme est embryonnaire.
- Parallèlement au transport par taxis de brousse très limité se développe le transport par motos taxis qui facilitent les déplacements intra urbain et inter villages. La réglementation en vigueur pour ce mode de transport est à peine respectée. Il existe également un réseau de transport interurbain.

3.- En ce qui concerne les résultats du diagnostic participatif.

3.1. S'agissant du DIC,

Il ya lieu de souligner que le processus de décentralisation mis en œuvre de façon volontariste par les pouvoirs publics à travers un recueil de textes circonstanciés n'a pas encore été maîtrisé par la Commune de Mbouda, nonobstant le transfert des compétences de l'Etat déjà opéré dans les domaines sociaux et éducatifs.

Il s'agit donc pour la Commune de Mbouda de tout mettre en œuvre pour saisir l'opportunité qu'offre la décentralisation en vue d'atteindre les objectifs visés à savoir, faire

de cette localité « **un pôle autonome de développement durable** ». L'arrimage du fonctionnement de la Commune de Mbouda aux textes en vigueur, la maîtrise des mécanismes de financement des microprojets sur la base des études de faisabilité et la capitalisation des potentialités qu'offre l'environnement socioéconomique est par conséquent une nécessité, voire un gage de réussite.

3.2. S'agissant du DEUC et des DSV,

La couverture en services sociaux de base se présente ainsi qu'il suit :

- Une cinquantaine d'écoles publiques et maternelles en milieu rural auxquelles il faudrait ajouter les établissements confessionnelles, une quarantaine d'écoles publiques et maternelles en milieu urbain ;
- Une vingtaine d'établissements d'enseignement secondaire dans l'espace communal.
- Une quarantaine de formations sanitaires couvre l'espace communal.
- La problématique de l'hydraulique dans l'espace communal de Mbouda au regard des différents diagnostics reste très préoccupante. Exception faite des puits où on dénote 63% des puits aménagés, les indicateurs des infrastructures aménagées ne dépassent guère 17%.
- La faible capacité installée du courant électrique ne permet pas l'extension du réseau.

De manière générale, les infrastructures de la Commune de Mbouda souffrent d'un problème de fonctionnalité. Ceci explique la décision de l'autorité communale de prioriser les problèmes sociaux pour les investissements des trois premières années du Plan Communal de Développement issu de la planification.

Exception faite de quelques investissements pour lesquels l'évaluation n'a pas été possible, les différents budgets sont respectivement de :

- **PIA : 1 149 161 055 FCFA** et,
- **CDMT : 6 063 792 000FCFA**

En définitive, la mise en œuvre harmonieuse de ce PCD nécessite de la part de l'appareil dirigeant de la commune :

- l'internalisation des avis de toutes les parties prenantes dans la gestion de la cité ;
- l'instauration permanente d'un débat contradictoire ;
- l'observation scrupuleuse des principes de bonne gouvernance ;
- un monitoring permanent des différentes activités ;
- la pro-activité et un sens plus élevé du lobbying dans la recherche de partenariats tous azimuts.

Le maître d'œuvre (ADI) de cet important ouvrage suggère que les potentiels bénéficiaires de ce document en leur qualité de maître d'ouvrage s'inspirent des enseignements édictés de manière participative et consensuelle pour une gestion toujours plus efficiente de la Commune de Mbouda, concourant par-là même à la concrétisation des multiples efforts consentis par les communautés villageoises, les sectoriels, la société civile, les opérateurs économiques de tout bord, les couches vulnérables ayant pris une part active à la réalisation du Plan Communal de Développement de la cité de Mbouda.

SOMMAIRE

RESUME DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD).....	2
LISTE DES ABBREVIATIONS	10
I.INTRODUCTION GENERALE.....	12
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	12
1.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS DU PDC.....	12
1.2.1. Objectif global :.....	12
1.2.2. Objectifs spécifiques.....	12
1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT	13
II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD	14
2.1. PREPARATION DU PROCESSUS	14
2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS	15
2.2.1. Au niveau village	15
2.2.2. Au niveau de l'espace urbain communal	16
2.2.3. Au niveau de l'Institution communale	16
2.3. ELABORATION DU PUGT (EN MEME TEMPS QUE LE DIAGNOSTIC NIVEAU VILLAGES).	18
2.4. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE	18
2.5. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION.	18
2.6. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF.....	19
III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	20
3.1. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE MBOUDA	20
3.2. DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE.	23
3.2.1. Climat	23
3.2.2. Sols.....	24
3.2.3. Relief.....	24
3.2.4. Hydrographie	24
3.2.5. Flore et Végétation.....	24
3.2.6. Faune.....	25
3.2.7. Ressources Halieutiques	25
3.2.8. Sources énergétiques naturelles	25
3.2.9. Ressources minières	25
3.3. DESCRIPTION DU MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE	25
3.3.1. Histoire de la Commune	25
3.3.1.1. Origine des NDA'A	26
3.3.1.2. Naissance des Chefferies Nda'a.....	26
3.3.1.3. Origine des Balatchi	27
3.3.1.4. Origine des Bamessingué	28
3.3.2. Démographie	29
3.3.2.1. Taille et structure de la population.....	29
3.3.2.2. Groupes ethniques et relations inter-ethniques	29
3.3.3. Religion.....	30
3.3.4. Mobilité de la population.....	30
3.4. PRINCIPALES ACTIVITES ECONOMIQUES	33
3.4.1. Agriculture.....	33
3.4.2. Élevage.....	33
3.4.3. Sylviculture.	33
3.4.4. Pêche	34
3.4.5. Chasse	34
3.4.6. Médecine traditionnelle	34
3.4.7. Artisanat.....	34
3.4.8. Tourisme	34
3.4.9. Transport.....	34

3.4.10. Commerce	35
3.4.10.1. Vente de carburant	35
3.4.10.2. Vente des produits divers	36
3.5. COUVERTURE EN SERVICES SOCIAUX DE BASE ET INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR	41
3.5.1. Education	41
3.5.2. Santé/VIH/SIDA et Infections sexuellement Transmissibles	50
3.5.3. Hydraulique	51
3.5.4. Electrification	51
3.5.5. Réseau routier	51
3.5.6. Marchés	53
3.5.7. Equipements sportifs et de loisir	54
3.5.7.1. Equipements sportifs	54
3.5.7.1.1. Au niveau scolaire	54
3.5.7.1.2. Au niveau civil	54
3.5.7.1.3. Au niveau des handicapés.	54
3.5.7.2. Loisirs	55
3.5.8. Etablissements touristiques	55
3.5.9. Banques Micro finances et Assurances.	55
3.5.10. Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique.	58
Tableau 14 : Matrice des principales potentialités et contraintes par centres d'intérêt du milieu socio-économique.	58
3.5.11. Principales potentialités et ressources de la Commune de Mbouda.....	60
IV. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.	66
4.1. SYNTHESE DU DIC.....	66
4.1.1. Gestion des ressources humaines.	66
4.1.1.1. Classification du personnel	66
4.1.1.2. Politique de Gestion des Ressources humaines (GRH)	66
4.1.1.2.1. Organisation du Conseil Municipal	66
4.1.1.2.2. Organisation des commissions techniques	67
4.1.1.2.3. Fonctionnement des services administratifs	67
4.1.2. Gestion des ressources financières.	68
4.1.2.1. Procédure d'élaboration et de suivi du Budget Communal et validation du compte administratif	68
4.1.2.1.1. Élaboration du Budget.	68
4.1.2.1.2. Validation du compte administratif	68
4.1.2.2. Analyse des écarts entre les prévisions et les réalisations budgétaires	69
4.1.2.2.1. S'agissant des recettes	69
4.1.2.2.2. S'agissant des dépenses	71
4.1.2.2.3. Analyse des tendances sur la base des documents des trois derniers exercices	72
4.1.2.2.4. Tenue de la comptabilité et du suivi	72
4.1.3. Gestion du patrimoine communal.....	73
4.1.3.1. Inventaire, typologie et mode de gestion du patrimoine communal	73
4.1.3.1.1. Biens meubles	73
4.1.3.1.2. Appareils et petit matériel de bureau	73
4.1.3.1.3. Biens Immeubles	73
4.1.3.1.4. Matériel de transport	74
4.1.4. Forces et faiblesses de l'Institution Communale.	74
4.1.4.1. Forces de l'institution communale	74
4.1.4.1.1. Forces de l'Institution communale sur le plan transversal	74
4.1.4.1.2. Forces de l'Institution Communale par service	75
4.1.4.2. Faiblesses de l'institution communale	75
4.1.4.2.1. Faiblesses de l'Institution Communale sur le plan transversal	76
4.1.4.2.2. Faiblesses de l'Institution Communale par service	76
4.1.5. Gestion des relations.....	77
4.1.6. Axes de renforcement de la commune.....	79
4.1.6.1. Pistes d'actions prioritaires	79

4.1.6.1.1. Pistes d'actions prioritaires en ce qui concerne les aspects transversaux.....	79
4.1.6.1.2. Renforcement des capacités de l'institution communale (Ressources humaines, financières, patrimoniales et, gestion des relations.	80
4.1.6.2. Pistes d'actions prioritaires en ce qui concerne les activités des services de l'institution communale.....	81
4.1.6.2.1. Le Service Administratif et Financier	81
4.1.6.2.2. Le Service d'Etat civil.....	81
4.1.6.2.3. Le Service Technique et Aménagement du Développement Urbain.....	81
4.1.6.2.4. Le Service de Recouvrement.....	81
4.1.6.2.5. La Bibliothèque Municipale	81
4.1.6.2.6. La Cellule Informatique	82
4.2. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.....	83
4.3. SITUATION DE L'ECONOMIE LOCALE	96
4.3.1. Situation de référence.....	96
4.3.2. Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune	96
4.1.7.3. Recommandations.....	99
V.- PLANIFICATION STRATEGIQUE	100
5.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD	100
5.1.1. Vision du PCD.....	100
5.1.2. Objectifs du PCD	100
5.1.2.1. Objectif global.....	100
5.1.2.2. Objectifs spécifiques.....	100
5.2. CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR.....	101
5.2.1. Cadre logique de la stratégie du secteur Education de Base	101
5.2.2. Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignement Secondaire.....	106
5.2.3. Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignement Supérieur	110
5.2.4. Cadre logique de la stratégie du secteur Santé Publique	111
5.2.5. Cadre logique de la stratégie du secteur eau et énergie	116
5.2.6. Cadre logique de la stratégie du secteur Promotion de la Femme et de la Famille ..	120
5.2.7. Cadre logique de la stratégie du secteur Affaires sociales.....	124
5.2.8. Cadre logique de la stratégie du secteur Domaines et Affaires Foncières	128
5.2.9. Cadre logique de la stratégie du secteur Forêt et Faune	130
5.2.10. Cadre logique de la stratégie du secteur Développement Urbain et Habitat.	132
5.2.11. Cadre logique de la stratégie du secteur Industries, Mines et Développement Technologique	135
5.2.12. Cadre logique de la stratégie du secteur Elevage, Pêches et Industries Animales	138
5.2.13. Cadre logique de la stratégie du secteur Tourisme	142
5.2.14. Cadre logique de la stratégie du secteur Travaux Publics	145
5.2.15. Cadre logique de la stratégie du secteur Commerce	147
5.2.16. Cadre logique de la stratégie du secteur Transports	149
5.2.17. Cadre logique de la stratégie du secteur Culture	151
5.2.18. Cadre logique de la stratégie du secteur Agriculture et Développement Rural.....	153
5.2.19. Cadre Logique de la stratégie du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	159
5.2.20. Cadre logique de la stratégie du secteur Sport et Education Physique	161
5.2.21. Cadre logique de la stratégie du secteur Postes et Télécommunication	162
5.2.22. Cadre logique de la stratégie du secteur Jeunesse	163
5.2.23. Cadre logique de la stratégie du secteur Emploi et Formation Professionnelle	165
5.2.24. Cadre Logique de la stratégie du secteur Travail et Sécurité Sociale	166
5.2.25. Cadre Logique de la stratégie du secteur Administration Territoriale, Décentralisation Administrative et Maintien de l'ordre	167
5.2.26. Cadre Logique de la stratégie du secteur Environnement et Protection de la Nature.	169
5.2.27. Cadre Logique de la stratégie du secteur Recherche Scientifique et Innovation...	171
5.2.28. Cadre logique de la stratégie du secteur Communication	173

5.2.29. Cadre logique de la stratégie du secteur Institution Communale	175
5.3. COUT ESTIMATIF DU PCD DE LA COMMUNE DE MBOUDA.....	178
VI.- PROGRAMMATION	182
6.1.- CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES.....	182
6.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU PLAN TRIENNAL	238
6.2.1. Principaux impacts environnementaux potentiels.	238
6.2.1.1. Sur le plan économique	238
6.2.1.2. Sur le plan institutionnel.....	238
6.2.2. Sur le plan social.	238
6.2.2.1. Au niveau des services sociaux	238
6.2.2.2. Au niveau des couches vulnérables.	239
6.2.2.3. Le chômage des jeunes	239
6.2.3. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.	239
6.2.4. Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	239
6.2.4.1. Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets de construction	240
6.2.4.2. Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets hydrauliques	243
6.2.4.3. Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets de construction/réhabilitation des pistes rurales et de gestion des ressources naturelles.....	245
6.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA).....	246
6.3.1.- Ressources mobilisables et échéances.....	246
6.3.2.- Programmation annuelle des projets prioritaires (PIA)	247
6.3.3. Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables.	278
6.3.4. Budget annuel opérationnel du PIA de la Commune de Mbouda.....	279
6.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES.....	280
VII. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	285
7.1. COMPOSITION, ATTRIBUTION DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD.....	285
7.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION.	286
7.3. DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DE SUIVI.....	289
7.3.1. Dispositif	289
7.3.2. Outils et fréquence de suivi	289
7.3.3. Dispositif statistique	289
7.4. MECANISME DE REVISION DU PCD ET DE PREPARATION DU PIA	289
7.5. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	290
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	291
ANNEXES I : FICHES DE PROJETS DU PIA	292
ANNEXES II : QUELQUES PHOTOS	311

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Données des précipitations moyennes mensuelles de la station météorologique de Bafoussam, de 2000 à 2006.....	22
Tableau 2 :	Répartition de la population par groupements.....	28
Tableau 3 :	Matrice de Mobilité consolidée de la population de la Commune de Mbouda.....	29
Tableau 4 :	Etat des lieux des corps de métiers de la Commune de Mbouda.....	35
Tableau 5 :	Corps de métiers : Filière alimentation.....	38
Tableau 6 :	Fiches consolidées des écoles des villages de la Commune de Mbouda.....	40
Tableau 7 :	Fiches consolidées des écoles de l'Espace Urbain Communal de Mbouda.....	43
Tableau 8 :	Fiches consolidées des établissements d'enseignement secondaire de l'Espace Urbain Communal.....	46
Tableau 9 :	Fiches consolidées des écoles publiques et évangéliques du Cameroun.....	48
Tableau 10 :	Formations sanitaires de la Commune de Mbouda.....	49
Tableau 11 :	Tableau consolidé des données relatives à l'hydraulique en milieu rural de la Commune de Mbouda.....	50
Tableau 12 :	Etat des routes/pistes.....	50
Tableau 13 :	Récapitulatif du réseau routier de la Commune de Mbouda.....	52
Tableau 14 :	Distribution des marchés périodiques/permanents dans la Commune de Mbouda.....	52
Tableau 15 :	Matrice des principales potentialités et contraintes par centres d'intérêt du milieu socio-économique.....	57
Tableau 16 :	Matrice de gestion des ressources naturelles de la Commune de Mbouda.....	59
Tableau 17 :	Répartition du personnel par service et par grade.....	65
Tableau 18 :	Écarts entre les prévisions et les réalisations des recettes en 2009.....	68
Tableau 19 :	Taux de réalisation des prévisions budgétaires de 2007 à 2009.....	69
Tableau 20 :	Écarts entre les prévisions et les sommes effectivement payées en ce qui concerne les dépenses de 2007 à 2009.....	70
Tableau 21 :	Evolution des recettes et des dépenses effectivement effectuées au cours des trois derniers exercices.....	71
Tableau 22 :	Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	82
Tableau 23 :	Ressources mobilisables à échéance.....	245
Tableau 24 :	Matrice des Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV).....	285

LISTE DES ABBREVIATIONS

ADI	Appui au développement Intégral
AGR	Activité Génératrice de Revenus
ASMEDIA	Association Mondiale pour la Défense des Intérêts et la Solidarité des Albinos
BIP	Budget d'Investissement Public
CAC	Centimes Additionnels Communales
CDV	Comité de Développement Village
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CM	Conseil Municipal
CMR	Commune Mixte Rurale
COMES	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
COOP	Coopérative
CPF	Centre de la Promotion de la Femme
DD	Délégation Départementale
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
DEL	Développement de l'Economie Locale
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DSV	Diagnostic Sectoriel village
EEC	Eglise Evangélique du Cameroun
ENIEG	Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
FEICOM	Fonds d'Equipement Inter Communal
GIC	Groupement d'Intérêt Commun
GPS	Global Positioning System
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IDH	Indice de Développement Humain
IRAD	Institut de Recherche pour l'Agriculture et le Développement.
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINCULT	Ministère de la Culture
MINDAF	Ministère des Domaines et Affaires Foncières
MINDUH	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de L'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEP	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature.
MINEPIA	Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	Ministère de la Faune et de la Forêt
MINIMIDT	Ministère de l'Industrie, des Mines et du développement Technologique.
MINJEUN	Ministère de la Jeunesse
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINTOUR	Ministère du Tourisme
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTRANSPORT	Ministère des Transports
MINTSS	Ministère du travail et de la Sécurité Sociale
OAL	Organisme d'Appui Local
OIV	Indicateurs Objectivement vérifiables
OMS	Organisation Mondial de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
P.A	Poste Agricole
PCD	Plan Communal de Développement
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PM	Pour Mémoire

PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et moyennes Industries
PNDP	Programme National de développement Participatif
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTME	Protection de la Transmission Mère/Enfant
PUGT	Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres
PV	Procès Verbal
RAS	Rien à Signaler
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RN	Route Nationale
RP	Route Provinciale
RR	Route Rurale
SABC	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun
SAR	Section Artisanale Rurale
SDF	Social Democratic Front
SGBC	Société Générale des Banques au Cameroun
SIG	Système d'Information Géographique
TDR	Termes de Référence
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TTC	Toutes Taxes Comprises
UPEC	Unité de Prise en Charge

I. INTRODUCTION GENERALE

1.1. Contexte et justification

La décentralisation dans laquelle les pouvoirs publics sont résolument engagés consacre les communes comme pôles de développement durable par excellence avec autonomie de gestion. Il est donc indispensable que celles-ci se dotent d'ores et déjà d'un instrument leur permettant de s'engager avec plus de lisibilité et de visibilité sur les sentiers du développement avec comme objectif principal, la lutte contre la pauvreté qui a pour corolaire l'amélioration des conditions de vie des populations qui les composent à la base.

Dans ce contexte, les plans de développement sont appelés à jouer un rôle essentiel. Prenant en compte les forces et les faiblesses ainsi que les opportunités, les contraintes et les menaces de chaque commune, ils mettent en exergue les plans d'actions prioritaires susceptibles d'infléchir les errements du passé pour envisager avec plus d'optimisme l'avenir.

Ces plans d'actions ont pour corolaires:

- le renforcement des capacités de l'Institution communale et des services locaux décentralisés dans la perspective d'en assurer un fonctionnement optimal et,
- l'identification et la planification sur le double-plan opérationnel et stratégique des projets d'infrastructures ainsi que des microprojets productifs à promouvoir sur la base des ressources humaines, financières et matérielles judicieusement ciblées.

Il s'agit également pour les Communes de s'approprier les secteurs dont les compétences sont progressivement transférées par le pouvoir central dans le cadre de la décentralisation.

Pour atteindre ces importants objectifs, les Communes sont appelées à solliciter les services d'un Consultant devant les accompagner, chacune en ce qui la concerne, dans la mission d'élaboration de son Plan Communal de Développement (**PCD**). Dans ce cadre, le **PNDP** apporte ces dernières années son appui aux Communes pour asseoir chacune, son PDC avec comme maître d'œuvre, un Organisme d'Appui Local (**OAL**).

En ce qui concerne la Commune de Mbouda, elle figure dans la liste retenue par le PNDP pour la deuxième phase ; le Groupe d'Initiative Commune dénommé Appui au Développement Intégral (GIC ADI) a été sélectionné en qualité d'OAL. Un Contrat a été signé dans ce cadre le 21 octobre 2010 entre le GIC ADI et la Commune de Mbouda pour la réalisation de cette opération stratégique dans un délai n'excédant pas 06 mois.

Le présent document est le résultat des travaux réalisés à cet effet. Il s'appuie sur le diagnostic niveau villages, le plan de gestion durable des terres, le diagnostic de l'Institution communale et le diagnostic de l'espace urbain qui ont conduit en fin de compte à l'organisation d'un atelier de planification communale les 18, 19 et 20 et 21 avril 2011 sous la présidence effective du Préfet du Département des Bamboutos.

1.2. Présentation des objectifs du PDC

1.2.1. Objectif global :

Il s'agit pour la Commune de Mbouda de se doter d'un document de référence, véritable feuille de route de l'autorité communale qui oriente les actions à mettre en œuvre à court à moyen et à long terme.

1.2.2. Objectifs spécifiques

A court terme, il s'agit d'identifier des projets réalistes et réalisables dont l'exécution sera planifiée sur douze (12) mois avec un bilan en fin d'exercice budgétaire et dont les

activités sont contenues dans le PIA. Au terme de l'exercice budgétaire, le conseil Municipal en sa dernière session donne quitus à l'exécutif et/ou de nouvelles recommandations pour l'année suivante.

Il n'est pas superflu de rappeler que le PIA est constitué de projets prioritaires au regard de la vision holistique du Maire.

A moyen terme (triennale), l'exécutif communal revisite le parcours de trois années écoulées, en fait un bilan diagnostic et se reprojette sur trois nouvelles années, non sans tenir compte des projets qui peuvent chevaucher sur un, deux voire trois années successives.

A long terme (à partir des années 2020) : l'autorité communale fait un bilan à mi-parcours et des questionnements sont examinés par rapport à la filigrane de 2035 qui marque l'émergence de la Commune de Mbouda.

Vu désormais sous l'angle de la quête d'un pôle de développement économique durable, cette démarche qui se veut participative intègre tous les acteurs de la vie économique. Il convient de souligner que le succès de ce PCD est largement tributaire :

- De l'entregent de l'exécutif communal à travers le lobbying auprès des différents partenaires au développement ;
- De la mise sur pied d'une synergie interactive entre l'autorité communale et tous les acteurs de la vie économique : sectorielles, société civile, communautés villageoises, couches vulnérables, pour une prise en compte effective des problèmes de la commune de Mbouda.

1.3. Structure du document

Pour répondre aux exigences énoncées dans les Termes de Référence (TDR) de la mission, la structure générale du Plan Communal de Développement (PCD) se présente comme suit :

- I. Introduction générale**
- II. Méthodologie d'élaboration du PCD**
- III. Présentation sommaire de la commune**
- IV. Synthèses du diagnostic**
- V. Planification stratégique**
- VI. Programmation**
- VII. Mécanismes de suivi-évaluation et,**
- Une Conclusion et des recommandations**

II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD

2.1. Préparation du processus

Composantes de la séquence	Sous composante	Activités
Préparation du processus	Préparation interne	-Mobilisation des ressources financières, logistiques et humaines de ADI
	Prise de contact avec l'exécutif municipal	-Présentation de l'équipe complète de l'OAL en conformité avec l'offre
		-Présentation de la méthodologie de l'OAL à l'exécutif municipal
		-Présentation du projet de chronogramme détaillé préalablement élaboré
		-Présentation par l'OAL de ses bureaux dans la commune, à l'exécutif municipal et au PNDP
		-Accompagnement de l'exécutif municipal dans la mise en place du comité de pilotage du processus (présentation des critères de choix des membres et de l'Arrêté-type à l'exécutif, élaboration avec l'exécutif d'un chronogramme de mise en place dudit comité)
		-Préparation de l'Exécutif Municipal à l'identification des sources de financement potentielles de la mise en œuvre du PCD à présenter au cours de l'atelier de planification (passage en revue des différentes sources de financement et discussions sur des sources potentielles : BIP, DGD, CAC, PNDP, redevances diverses, Députés, ressources propres, dons et legs, élites, coopération décentralisée, etc.)
	Information et sensibilisation des autorités administratives locales	-Participation à la réunion de prise de contact avec les Autorités Administratives
		-Compte rendu aux autorités, de la réunion de prise de contact avec l'exécutif municipal
		-Négociation de la date de l'atelier de lancement et de son organisation
	Information et sensibilisation des autres parties prenantes	-Préparation des correspondances informant les différentes parties de l'importance du processus, de sa durée, de leur implication et les invitant à l'atelier de lancement
		-Préparation des projets de communiqués sur l'importance et le processus d'élaboration du PCD (radios, presses, affichages dans les lieux publics, annonces dans les associations et lieux de culte)

Composantes de la séquence	Sous composante	Activités
	Mise en place et opérationnalisation du dispositif institutionnel	-Aider l'Exécutif à l'identification des membres du Comité de pilotage
		-S'assurer de la signature par le Maire de l'arrêté municipal portant création, composition et attribution du comité de pilotage du PCD conformément à l'Arrêté type.
		-Présentation au comité de pilotage pour adoption, du chronogramme détaillé du déroulement du processus
	Atelier de lancement	-S'assurer de la préparation et de la ventilation des invitations à l'atelier
		-Préparation des TDR de l'atelier de lancement conformément aux TDR type
		-Préparation/réalisation de l'atelier

Source : résultat des analyses

2.2. Collecte des Informations

2.2.1. Au niveau village

Composantes de la séquence	Activités
<i>Préparation du diagnostic villageois</i>	-Organisation des équipes de planificateurs
	-Répartition des tâches
	-Programme de travail
	-Analyse des données de base
	-Visite de courtoisie aux autorités Administratives et aux autorités traditionnelles
	-Horloge journalière des populations et négociation du calendrier de planification
	-Identification des facilitateurs endogènes
	-Arrangements logistiques
	-Collecte des données de base par le facilitateur endogène et restituées en assemblée villageoise pendant le diagnostic participatif
<i>Diagnostic participatif</i>	-Exécution du diagnostic participatif suivant la Check List
<i>Planification des solutions endogènes</i>	-Planification des solutions endogènes
<i>Synthèse par secteur, des données du diagnostic réalisé dans tous les villages de la commune</i>	-Etablissement de la situation de référence par secteur
	-Consolidation des données par secteur
	-Formulation des problèmes et identification des solutions transversales par secteur

Composantes de la séquence	Activités
	-Consolidation des matrices diagnostic des ressources naturelles (fiches remises au sectoriels et données collectées dans les villages) -Elaboration de la carte participative des ressources naturelles de la commune

Source : résultat des analyses

2.2.2. Au niveau de l'espace urbain communal

Date	Séquence/ Etape	Activité	Personnes ressources	Durée	Résultats attendus
Du 24 au 28 janvier 2011	-Préparation technique	-Préparation des outils - formation des facilitateurs -Elaboration du plan de travail -identification des sources de données	Maire OAL ADI	5 jours	-Réunions d'harmonisation des membres de l'équipe de terrain tenue -Outils du diagnostic identifiés, harmonisés et élaborés par les membres de l'équipe ADI, -Moyens logistiques et matériels nécessaires pour Le DEUC identifiés et disponibles, -Sources des données identifiées -Outils (divers questionnaires, SIG) élaborés, -Espace urbain réparti en zones -Tâches réparties (rôles et responsabilités), -Chronogramme des activités élaboré,
Du 31 janvier au 05 février 2011	Préparation administrative	-Information et sensibilisation des acteurs locaux	OAL ADI	06 jours	-Populations cibles définies -Domaines d'activités recensés -Acteurs locaux informés et sensibilisés -Chronogramme des activités connus des acteurs locaux

Source : Résultats de l'étude

2.2.3. Au niveau de l'Institution communale

Date	Séquence	Activité	Contenu	Acteurs	Durée	Résultats obtenus
21 déc. 2010 à partir de 09 heures	Préparation	Rencontre préparatoire	-approbation des orientations et de la démarche de réalisation du DIC -établissement de la liste des documents clés à produire par la Commune	-1^{er} Adjoint au Maire - Secrétaire Général de la Commune -Délégué de l'OAL ADI - Délégué Adjoint de l'OAL ADI	06 heures	-orientations et démarche de réalisation du DIC approuvées -liste des documents clés à produire par la Commune

Date	Séquence	Activité	Contenu	Acteurs	Durée	Résultats obtenus
			-validation du calendrier de travail	-personnel ADI désigné pour le DIC		établie -accès aux informations du DIC clarifié -calendrier de travail adopté
22 au 30 déc. 2010	Diagnostic participatif	-diagnostic structurel et organisationnel de la Commune	-analyse de la structure de l'institution communale -analyse de l'organisation de l'institution communale -analyse des ressources humaines, matérielles et financières de la Commune	-1 ^{er} Adjoint au Maire Secrétaire Général de la Commune -Receveur municipal - personnel municipal Délégué de l'OAL ADI - Délégué Adj. de l'OAL ADI -personnel ADI désigné pour le DIC-	09 jours	-diagnostic structurel et organisationnel de la Commune réalisé sur la base des données disponibles
Du 02 au 25 janv. 2011	Dépouillement, traitement et analyse des données du Diagnostic participatif	Tenue des Séances d'analyse des données	-revue des données collectées, des notes et des résultats des entretiens -contrôle de cohérence Données collectées/Données objectives -analyse des écarts entre le fonctionnement actuel de la Commune et les données réglementaires	OAL ADI	24 jours	-données du Diagnostic participatif Dépouillées, traitées et analysées -avant-projet du DIC élaboré
Du 26 au 29 janv. 2011	Enquête de couverture	-collecte des données complémentaires -apport des mesures correctives appropriées	-ajustement de l'avant-projet du DIC	OAL ADI	03 jours	Projet de DIC élaboré
16 mars 2011	restitution et de	-tenue de la Séance de	-restitution de l'avant-projet du	-Exécutif communal		

Date	Séquence	Activité	Contenu	Acteurs	Durée	Résultats obtenus
	validation du DIC	restitution et de validation du DIC	DIC -élaboration d'un plan de renforcement de l'institution communale -validation du DIC	-Conseil municipal -Personnel communal - Représentant du Préfet -OAL ADI	01 jour	-DIC élaboré

Source : Résultats de l'étude

2.3. Elaboration du PUGT (en même temps que le Diagnostic niveau Villages).

Composantes de la séquence	Activités	Acteurs	Durée
Elaboration d'un projet de plan d'utilisation et de gestion durable des terres	-Collecte des données géo-référencées des ressources identifiées	ADI	35 jours
	-Elaboration des cartes thématiques existantes et potentialités (hydraulique, santé, éducation, agriculture, élevage, foresterie, autres ressources naturelles, électricité, transport, etc.)	ADI	

Source : Résultats de l'étude

2.4. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Composantes	Activités	Acteurs	Durée
-DIC -Diagnostic de l'espace communal -DSV -PUGT	-Synthèse et mise en commun des données conformément au format du PCD	ADI	07 jours
Données cartographiques	-Elaboration du répertoire des données géo-référencées et transmission au PNDP pour élaboration de la cartographie	ADI	

Source : Résultats de l'étude.

2.5. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.

Composantes	Activités	Durée	Acteurs	Résultats obtenus
Préparation	-Concertation avec les autorités municipales-	31/03/2011	-ADI -Maire	-Dates préconisées
	-Concertation avec le Préfet des Bamboutos	31/03/2011	-Préfet -Maire	-Dates arrêtées
	-Elaboration, signature par le Maire et distribution des invitations aux Autorités traditionnelles et chefs de quartiers	11/04/2011	-Mairie -ADI	-Courriers distribués
	-Elaboration, signature par le Préfet et distribution des invitations aux sectoriels	-11 au 12/04/2011	-Maire -Préfet -ADI	-Courriers distribués
Restitution des	-Présentation des données	31/03 2011	-ADI	-Données de base du

Composantes	Activités	Durée	Acteurs	Résultats obtenus
données consolidées	consolidées			PCD présentées
	-Apport des mesures correctives	31/03 au 15/04 2011	-Sectoriels -PNDP	-Mesures correctives approuvées
Planification	-Elaboration du PIA	18 au 21 /04 2011	- Participants	-PIA élaboré et approuvé
Mobilisation des ressources	-Présentation des ressources	18 au 21 /04 2011	-Maire	-Ressources présentées
Programmation	-Présentation de la banque des projets	18 au 21 /04 2011	-ADI	-Fiches distribuées
	-Planification stratégique	18 au 21 /04 2011	- Participants	-Microprojets programmés

Source : Résultats de l'étude

2.6. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Composantes	Activités	Acteurs	Durée
-Mise sur pied d'un Comité Communal de suivi	-Désignation des membres	-Maire -Sectoriels -Société civile	18 au 21 /04 2011
	-Préparation de l'arrêté municipal	-Maire -ADI	18 au 21 /04 2011
	-Signature de l'arrêté municipal	Maire	18 au 21 /04 2011
-Elaboration des mécanismes de suivi évaluation	-Elaboration des indicateurs	-ADI -Participants	18 au 21 /04 2011
	-Définition de la périodicité des rencontres	-ADI -Participants	18 au 21 /04 2011

Source : Résultats de l'étude.

III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

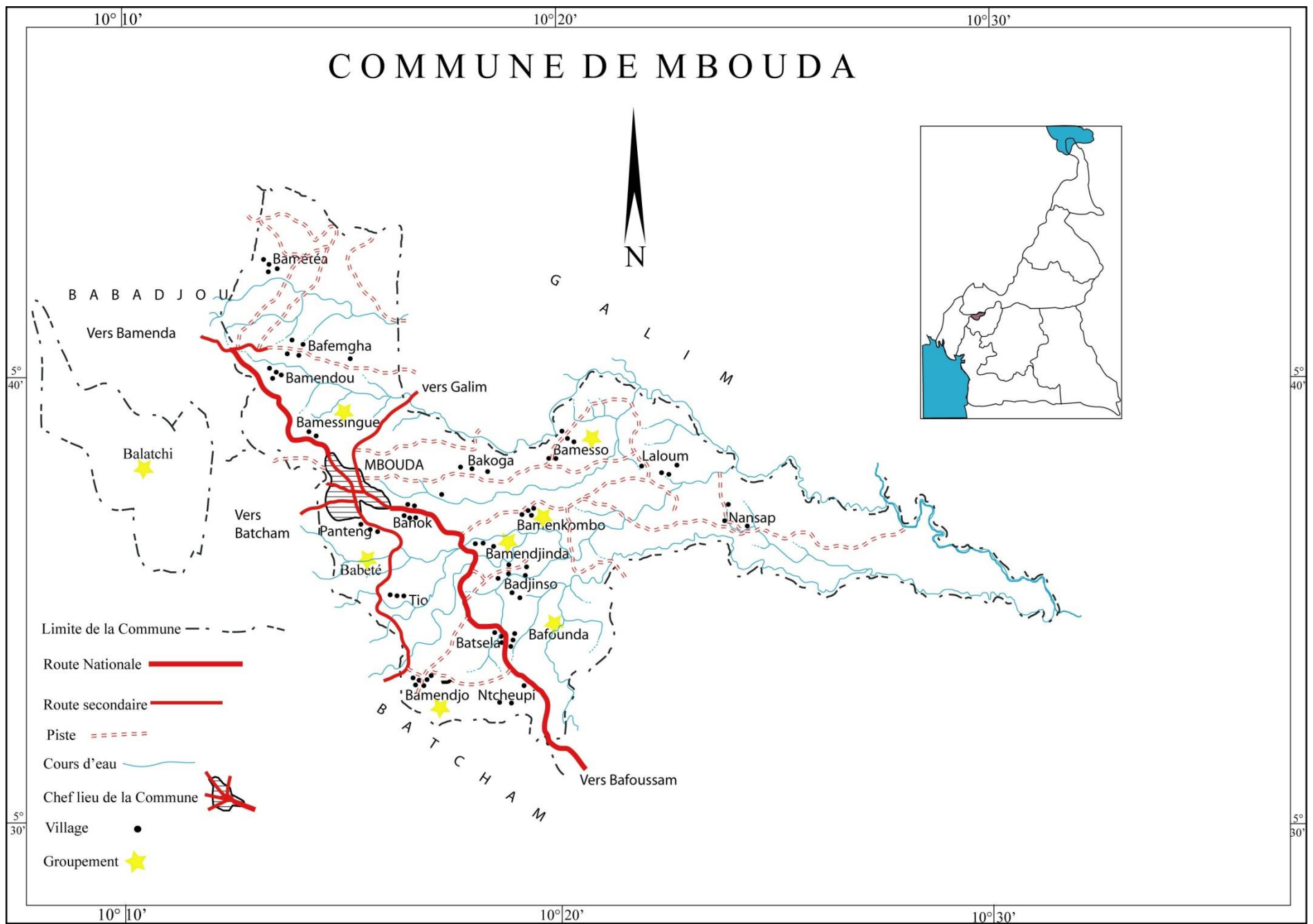
3.1. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE DE MBOUDA

La Commune de Mbouda, Chef-lieu du Département des Bamoutos, s'étend sur les parties Centrale et Sud-Est de ce Département qui compte 04 Arrondissements. Elle a une superficie de **437 km²** et se situe globalement sur les hauteurs dont le point culminant est localisé sur les Monts Bamoutos avec une altitude de plus de 2 300 mètres.

Elle est limitée :

- au Nord par la Commune de Wabane (Région du Sud-Ouet) ;
- au Sud par les Communes de Bamougoum et de Baleng ;
- à l'Ouest par la Commune de Batcham ;
- et à l'Est par les Communes de Galim et de Babadjou.

Faisant partie de la Région de l'Ouest, la Commune de Mbouda est située respectivement à *330 kms, 313 kms, 27 kms et 50 kms de Yaoundé, Douala, Bafoussam et Bamenda sur l'axe Bafoussam-Bamenda* qui est un tronçon de la route Nationale N°6 reliant les Régions du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest.



3.2. DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE.

3.2.1. Climat

Le climat des hautes terres de l'Ouest est un climat de type subéquatorial modifié par l'altitude, ou climat pseudo-tropical. Ce climat comporte globalement deux saisons :

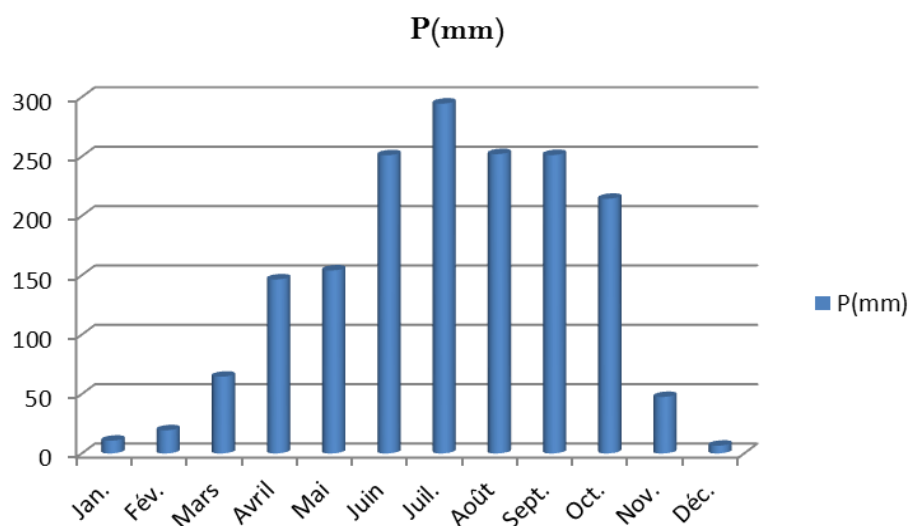
- Une courte saison sèche de novembre à février.
- Une longue saison de pluies de mars à octobre.

La température moyenne annuelle est d'environ 20°C, pouvant descendre jusqu'à moins de 10°C au sommet des massifs montagneux. La pluviométrie est de l'ordre de 1700 à 2000 mm d'eau par an atteignant 2500 mm d'eau au sommet des massifs. En plus du relief, Il faut noter l'influence des vents humides venant de l'océan qui modifient parfois considérablement la longueur des saisons, de même que les volumes pluviométriques, selon qu'on se trouve face au vent ou sous le vent.

Tableau 1 : Données des précipitations moyennes mensuelles de la station météorologique de Bafoussam, de 2000 à 2006.

Mois	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
P(mm)	10,7	19,5	64,6	146,5	154	251	294, 3	252	251,2	214,4	47,5	6,5	1712,2

Source : Mémoire de DEA, Laboratoire de Pédologie Tropicale, MAMDEM TAMTO Lionelle Estelle, 2009.



Variation des précipitations moyennes mensuelles de la station météorologique de Bafoussam, de 2000 à 2006

Le climat de Mbouda est très influencé par:

- la chaîne des Monts Bamboutos qui culminent à 2740m ;
- les étendues d'eau du barrage hydroélectrique de Bamendjing ;
- et, le confluent des cours d'eau du Noun et de la Mfi aux confins du Groupement Bamenkombo.

Il en résulte des microclimats avec une pluviométrie moyenne avoisinant 1800 mm d'eau par an. Les influences ci-dessus relevées sont à l'origine d'un climat tempéré avec des températures de l'ordre de 20°C d'avril à juin, 28°C de février à mars, 28°C d'août à septembre et 15°C en octobre (mois à forte pluviométrie).

3.2.2. Sols

Les sols de la Commune de Mbouda et particulièrement ceux de la région de Ngoaya sont d'origine volcanique et comptent parmi les plus fertiles du pays. Toutefois, la pratique de l'agriculture intensive à fort potentiel d'utilisation d'engrais chimique ne cadre pas avec la politique volontariste actuelle de gestion durable des terres.

Les sols ferralitiques de nature basaltique couvrent la presque totalité du territoire de l'arrondissement de Mbouda. Cependant, il existe des sols hydromorphes dans les bas-fonds couverts de raphia. Ces sols sont propices aux cultures maraichères, autre activité à succès de l'arrondissement de Mbouda.

Le long des cours d'eaux situés dans les bas-fonds marécageux, la forêt de raphia est abondante. Mais elle est aujourd'hui envahie par les cultures maraichères. En outre, les eucalyptus sont à l'origine de l'assèchement des marécages et constituent de ce fait une source non négligeable d'appauvrissement des sols.

Il convient toutefois de relever que les populations locales extraient à partir du raphia un vin naturel très apprécié des consommateurs.

3.2.3. Relief

Le relief de la commune de Mbouda est varié sur toute son étendue. Il comprend des plaines, des plateaux, des collines et des vallées.

L'arrondissement de Mbouda, à l'image de l'ensemble des hautes terres de l'Ouest-Cameroun, est une région très accidentée, et plusieurs types de modelés peuvent y être observés. Il s'agit principalement : des plateaux tabulaires, des buttes à sommet tabulaire ou sub-aplani et les croupes surbaissées.

3.2.4. Hydrographie

L'hydrographie de l'arrondissement de Mbouda est caractérisée par l'existence de petits cours d'eau et ruisseaux qui prennent leur source au pied des Monts Bamboutos pour la plupart.

Ces ruisseaux deviennent en aval d'importants affluents pour la rivière Mifi et le fleuve Noun qui bordent la Commune respectivement dans ses limites Nord et Sud. Cette rareté en cours d'eau limite les potentialités de l'agriculture locale ; on enregistre également des pénuries d'eau potable. Toutefois, la ville de Mbouda dispose d'un réseau de distribution d'eau courante (Réseau CAMWATER) et il existe quelques points d'eau aménagés dont l'entretien est mitigé dans certains villages.

3.2.5. Flore et Végétation

L'arrondissement de Mbouda est constitué de formations montagnardes et semi-montagnardes. Celles-ci sont associées à des savanes arbustives et herbacées sur les sommets et à des raphias dans les bas-fonds. Parmi les formations à caractère montagnard, les espèces les plus courantes sont : Daniella, Ficus dracaena, Eucalyptus grandis, tandis que Loudetia simplex et Imperata sont fréquents sur les sommets.

Toutefois, on note une forte anthropisation, surtout sur les versants des interfluvies, ainsi que la présence de quelques forêts galeries autour des lieux sacrés tels que les chefferies traditionnelles. Cette végétation laisse place en majeure partie à des cultures telles que le maïs, le manioc, le macabo, le taro, le haricot, la banane plantain, la pomme de terre.

Les cultures de rente et pérennes, avec notamment le café, les arbres fruitiers et le kolatier, viennent enrichir cette végétation. Les cultures maraîchères viennent également s'ajouter à ce décor.

3.2.6. Faune

Les ressources fauniques sont devenues très rares en raison entre autres de la forte poussée démographique. Toutefois dans la zone de Ngoaya à Bamenkombo, il existe encore quelques hippopotames et rhinocéros logés dans le Noun et ses affluents.

3.2.7. Ressources Halieutiques

Les ruisseaux et les cours d'eau contiennent des espèces variées de poissons (silures, carpes). La pêche artisanale pratiquée par les résidents n'est pas développée compte tenu de la rareté et du caractère saisonnier de la plupart des cours d'eau.

3.2.8. Sources énergétiques naturelles

Les chutes constituent un important potentiel pour le développement de l'hydro-électricité et font déjà l'objet du projet Noun-Wouri logé au MINEE et dont les études de faisabilité sont en cours. Peut également être envisagé, le développement de l'énergie éolienne dans la localité de Balatchi où le relief est très élevé laissant place à d'importants vents.

3.2.9. Ressources minières

Des recherches approfondies sont fondamentalement nécessaires pour circonscrire avec exactitude le potentiel minier de la Commune. Toutefois, il existe dans la Commune des sites potentiels représentés par des carrières de latérites et de pierres.

3.3. DESCRIPTION DU MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE

3.3.1. Histoire de la Commune

L'appellation Mbouda résulte du mot Mbouda'a qui signifie en langue locale **Peuple Nda'a**. Ce peuple a occupé la partie centrale de l'actuel Département des Bamoutos au 14^{ème} siècle à la suite des mouvements migratoires qui ont marqué cette époque. En effet, d'origine soudanaise, les populations bamoutos ont franchi :

- pour d'aucuns, le fleuve Noun, pourchassés par le Roi des Bamoun ;
- et, pour d'autres, les rives de la Mezam par Ndop ainsi que la zone de Santa dans l'actuelle Région du Nord-Ouest.

3.3.1.1. Origine des NDA'A

Se fondant sur les données iconographiques (*études explicatives du passé par les monuments figurés d'un peuple*) et linguistiques, certaines émettent l'éventualité d'une origine égypto-pharaonique des **NDA'A**. En effet, la tradition orale nous dit que le peuple occupe le site actuel depuis le 17ème siècle, à la suite des migrations Bantous. Selon cette tradition orale, ils auraient quitté les rives du Nil et seraient descendus jusqu'au Lac Tchad puis progressés jusqu'à la plaine du **HAUT-MBAM (NDOBO)**, dans la plaine de **TIKAR** plus précisément en passant par la région de Ngaoundéré. Ils fuyaient derrière eux des guerriers musulmans qui soumettaient tous les peuples qu'ils rencontraient sur leur chemin. Avant leur pénétration dans la plaine TIKAR, ils étaient dirigés par un chef **FO RIFUM**. A la mort de leur chef Fo Rifum, chef Tikar de Bankim, ses enfants se disputent la succession. Les princes évincés vont alors partir avec leurs partisans en direction du Sud. Cette migration commence par petits groupes en direction de l'actuel pays Bamoun.

L'un des fils va donc descendre s'installer dans la plaine du Noun. Plus tard, l'autre nommé Scharé, dirigeant de l'un des groupes et fondateur de la dynastie Bamoun, va se battre sur la rive gauche du **Mvi** contre les **Ndobo** qui occupaient la région. Quelques-uns se soumettent et renforcent l'armée de Scharé. Mais, la plupart vont préférer l'émigration à la soumission et reculer vers l'ouest. Parmi eux, certains franchissent le Noun et pénètrent dans l'actuel pays Bamiléké.

Les groupes qui constituaient l'actuelle **NDA'A** vont résister à cette soumission sous la houlette de leur chef **MBOUGONG**. Ils seront pourchassés avec les autres « rebelles » par les Bamoun et doivent traverser le NOUN pour pénétrer dans les hautes terres bamiléké. C'est le cas aussi des Baleng et des Bafoussam qui montèrent sur le plateau déjà organisé en chefferies.

Les **NDA'A** plus connus sur le nom des **BANSO** doivent traverser le Noun du fait des rudes assauts pour s'installer à MVEN. En effet, les Banso dont le chef très courageux eu l'ingénieuse idée de faire face à la pression de l'armée de **Mboèm-Mboué (20ème roi de la dynastie Bamoun)** va lancer deux longues cordes au bout desquelles se trouvaient des morceaux de bois. Ceux-ci vont aller s'accrocher à l'intersection de deux branches d'arbres. A partir de la première rive, il va tisser un pont de singes, sur lequel il va faire traverser son peuple ainsi que d'autres peuples qui refusaient aussi la soumission. C'est à la suite des conquêtes territoriales que MBOUGONG, le dirigeant du groupe BANSO, étendra ses frontières jusqu'aux limites de l'actuelle NDA'A. Avec cet exploit et suite à la faiblesse de leur artillerie, les Banso deviennent des hommes pacifiques bien que conservant jalousement leur identité par la ruse. Ils vont créer un grand royaume nommé NDA'A (*C'est-à-dire Paix*).

Suite aux petites tentatives d'invasion menées par les Bafoussam, les Bagam et les Baleng et à la mort du chef Mbougong; une fraction des Banso va se déplacer en direction du Nord-Ouest. Il est à noter que la fuite des peuples BANSO devant l'ennemi était motivée par la recherche d'un rocher, représentation symbolique de leur puissance que le chef MBOUGONG avait vu en rêve avant sa mort. C'est ainsi qu'ils trouveront ce rocher près de l'actuel village BANSO, où il va s'installer. La seconde fraction, désormais appelée NDA'A va mener une résistance pacifique et se réorganiser sur place.

3.3.1.2. Naissance des Chefferies Nda'a

Le chef MBOUGONG qui, grâce à son dynamisme, a conduit le peuple NDA'A du pays Bamoun à l'actuel NDA'A, était polygame et père de six (06) enfants: **Ngoup, Pimela, Matchio, Djouté, Mopat** et **Tatsifo**. A la mort de leur père, NGOUP, l'aîné, va prendre la direction du groupe. Mais, il ne tardera pas à recevoir les menaces de ses frères. Ainsi, les

querelles successorales vont aboutir au partage du territoire patrimonial. NGROUP va se retirer à Tousso dans l'actuel village Bamenkombou puis au confluent des rivières « MOGOTIEU » et « MOKIFE » créant ainsi l'actuelle chefferie Bamesso (Ngoup) laissant place aux autres fils de se partager le territoire en 5 villages : Babeté (Mopat), Bamenkombo (Matchio), Bafounda (Tatsifo), Bamendjo (Pimela) et Bamendjida (Djouté). Cela se passe au début du XIX^e siècle juste avant l'invasion Bali.

Sources : *Esquisse de l'histoire des NDA'A : Département des Bamboutos. Du Professeur Michel TCHOTSOUA HDR de Géographie/Géomatique Directeur du Laboratoire de Géomatique Université de Ngaoundéré ; avec la collaboration de : FOKOU Pierre., SOB Samuel., WAMBA Charles Marie.*

3.3.1.3. Origine des Balatchi

Au départ partie intégrante du Groupement Bangang, l'histoire de Balatchi commence à la fin du 19^e siècle sous le règne de **FOUO TANEMO** de Bangang. Le cours du temps, aidant, le destin du peuple de Balatchi allait se dessiner en rapport aux accointances des faits et situations. Son autonomie acquise au prix d'intenses revendications a longtemps laissé planer le spectre d'une paix salubre perpétuellement menacée. Fort heureusement, la sagesse du dialogue a toujours nourri de part et d'autre la crainte du pire.

En effet, à la mort de **FOUO TSOPBENG** de Bafou, son fils **BOUMANANG** pressenti héritier ne put accéder au trône. Ainsi évincé, ce prince déchu s'exila. Il demanda asile aux autorités de Bangang. Ces dernières le reçurent à bras ouvert et lui offrirent hospitalité et sécurité. Agréablement surpris et satisfait, BOUMANANG en retour se fit hôte docile et dévoué vis-à-vis de sa Majesté FOUO TAMENO de Bangang.

Chasseur de son état, BOUMANANG fut installé dans la brousse giboyeuse au Nord de Bangang. Il y fut rejoint par (06) compagnons avec qui ils formèrent un hameau et firent le serment de fidélité dans l'amour réciproque en enterrant un chien noir.

Surpris par l'émergence d'un campement dans la brousse, les Bangang s'interrogèrent et pour calmer leur inquiétude, le Chef Bangang répondit : « *épala'sué* », c'est-à-dire « *ce sont les gens de la brousse* ». Ce fut donc la transcription de l'expression « *épala'sué* » qui donne « *Balatou* » sous la colonisation allemande et plus tard « *Balatchi* » sous la colonisation française.

Généreux, BOUMANANG offrait régulièrement du gibier à son protecteur, le chef TAMENO de Bangang qui ne tarda pas à lui en être reconnaissant. Ce fut ainsi que BOUMANANG a été élevé au rang de Sous-Chef par le Chef Bangang et introduit sous le nom FOUOTSOP LAT SUE (en souvenir du nom de son père FOUO TSOPBENG de Bafou). Cependant, la Sous-Chefferie Balatchi dut connaître à partir de **1902** de profondes crises dont la conséquence directe fut la scission de Balatchi de la tutelle de Bangang.

L'histoire retient que les aspirations de Balatchi à la souveraineté avaient engendré d'énormes incidents politiques et diplomatiques au point où en dernier ressort, l'Etat Camerounais s'est senti obligé d'intervenir et d'arbitrer.

Ainsi, par Arrêté **N° 275 du 22 Novembre 1962**, le Secrétaire d'Etat à l'intérieur, Monsieur **MOHAMANE LAMINE**, érige Balatchi en Groupement autonome. Ledit territoire de Balatchi est celui déterminé par la Sous Chefferie du même nom. Un (01) mois plus tard, **l'Arrêté N°286 du 18 Décembre 1962** « homologue la désignation faite selon les règles coutumières » de **TANGA FOUOTSOP Samuel** comme Chef du Groupement Balatchi, Arrondissement de Mbouda. Cette autonomie sera formellement reconnue par sa Majesté le Chef Supérieur Bangang, **MOMO Jean Norbert** dans une correspondance datée du 02 Janvier 1974 adressée au MINAT où il est écrit « *Que le Chef Bangang reconnaissait l'acte*

du Gouvernement dont il respecte les institutions en Arrêté N°275/SEC/INT/SQD/1 du 22 Novembre 1962 consacrant l'autonomie de la Sous Chefferie Balatchi... » (Cf : l'Abbé NGOUANE T. Michel dans l'aperçu historique du peuple Nguiemba).

Ajoutons que Balatchi est après Batcham, Balessing, Bamougong le dernier village détaché de Bagang.

Dynastie des Chefs supérieurs Balatchi

1. FOUO BOUMANANG
2. FOUO WAGOUG
3. FOUO MELIOTCHOU
4. FOUO YEMELONG
5. FOUO SOUALA
6. FOUO LONTSIE
7. FOUO DOUANLA
8. FOUO TSINDA
9. FOUO DOUNGMO 1929-1931
10. FOUO YEMELONG 1931-1956
11. FOUO TANGA Samuel 1957-2000
12. FOUO Patrice KENFACK TANGA II FOUOTSOP depuis Décembre 2003

Source : Extrait de *regards sur les Chefferies Bamiléké* de Olivier DJIMELI ; Extraits de *Balatchi, Petit Groupement au grand destin* de FOKOU J., FOKWO P., FOUO TOULA N P., DEKEMLEKOU K.J.

3.3.1.4. Origine des Bamessingué

Contrairement aux Groupement Balatchi, les investigations menées à la Chefferie Supérieure (King-place), auprès des patriarches et des notables, l'équipe des planificateurs affectée au Groupement Bamessingué n'a pas obtenue des informations fiables relatives au profil historique de cette localité.

Toutefois, l'équipe a pu enregistrer quelques événements importants :

Dates	Evénements	Impacts
≈ 1930	Compte tenu de l'évolution significative de la population à King-place, le Chef Supérieur Confie la Chefferie King-place I à TATSAPLA	
≈ 1945	Invasion des criquets	
≈ 1947	LONTION TAPEFO succède à son père TATSAPLA après le décès de ce dernier	
≈ 1947	Eclipse solaire	
≈ 1947	Conflit frontalier entre les Bamessingue et les Bamendjinda	Plusieurs personnes tuées
≈ 1958-1960	Troubles liées aux événements qui vont conduire le Cameroun à l'indépendance	Plusieurs personnes tuées
≈ 1961	Création de l'école publique de Bamessingué King-place ville	
?	Epidémie de variole	Plusieurs pertes en vies humaines
?	Epidémie de choléra	Plusieurs pertes en vies humaines
?	Création de la SAR/SM de King-place Mbouda	
?	Création du CETIC de Mbouda King-place	
?	création de l'école publique de Bamessingué King-place I	
?	Erection du CETIC de Mbouda en lycée technique de Mbouda King-place	

Source : Résultats des enquêtes

3.3.2. Démographie

3.3.2.1. Taille et structure de la population

Sur la base des résultats du Recensement Général de la Population et de l'habitat de 2006 et au regard du taux d'accroissement moyen de la population nationale évalué à **2.9%**, la population de la Commune de Mbouda se situerait aujourd'hui autour de **140 000** habitants pour une superficie de **437 km²**, soit une densité de **320habitants** au km². Par sexe, cette population est répartie ainsi qu'il suit :

- **64 488** personnes de sexe masculin soit **45.92%** ;
- et, **75 712** personnes de sexe féminin soit **54.08%**.

Les femmes, majoritaires, s'investissent surtout dans les activités agricoles et dans une moindre mesure dans le petit commerce. Quant aux hommes, ils pratiquent l'agriculture de rente (café), vivrière, maraichère et des agrumes. Ils pratiquent également l'élevage des porcins, des caprins et de la volaille, ainsi que l'artisanat et le commerce. Les Bororos sont tributaires de l'élevage des bovins alors que les Haoussa font un commerce embryonnaire et la vente à la sauvette.

3.3.2.2. Groupes ethniques et relations inter-ethniques

Le caractère cosmopolite de la population de Mbouda se traduit par l'existence de 06 grands ensembles, à savoir :

- **Les Nda'a** (les plus nombreux) qui occupent les parties Sud, Est et Nord-est de la Commune. Ils sont établis dans les Groupements Babété, Bamendjinda, Bamenkombo, Bamesso, Bamendjo et Bafounda.
- **Les Ngombalé** qui peuplent le Nord de la Commune. Ils occupent le Groupement Bamessingué.
- **Les Nguiemba** qui sont surtout localisés dans le Groupement Balatchi situé à l'Ouest de la Commune. Ils étaient auparavant rattachés à la Communauté Batcham.
- **Les Mégaka** qui peuplent l'Arrondissement de Galim et la ville de Mbouda.
- **Les Bororos** qui occupent les versants des Monts Bamboutos. Ils sont regroupés au sein d'un village à la tête duquel se trouve un Chef de 3^{ème} degré.
- **Les Haoussa** qui sont localisés dans le Quartier Haoussa à Mbouda.

Les quatre premiers groupes, majoritaires, sont de coutume Bamiléké. A ces grands ensembles viennent s'ajouter les ressortissants des autres localités de la Région de l'Ouest ainsi que des Régions riveraines (Nord-Ouest notamment).

Tableau 2 : Répartition de la population par groupements

N°	Désignation du Groupement	Population (Nombre)	Part (%)	Nombre de villages
01	Bamessingué et Mbouda Urbain	101 210	72.29%	16+CU
02	Balatchi	8 174	5.84%	26
03	Bamenkombo	6 996	5%	21
04	Bamendjinda	6 989	4.99%	19
05	Babété	6 736	4.81%	15
06	Bamendjo	5 210	3.72%	13
07	Bafounda	3 217	3%	15
08	Bamesso	1 468	1,05%	10
	ENSEMBLE COMMUNE MBOUDA	140 000	100%	136

Source : BUCREP et Résultats des analyses.

3.3.3. Religion.

Les religions pratiquées sont dans l'ordre :

- le protestantisme avec à sa tête l'Eglise Evangélique Camerounaise (EEC) avec environ 62% de la population ;
- le catholicisme (30%) ;
- et l'islam (8%).

Les non pratiquants de ces trois religions sont marginaux.

3.3.4. Mobilité de la population.

La matrice de mobilité met en relief les interactions entre le village et les localités avoisinantes. Le tableau ci-dessous présente les données consolidées des différentes matrices de mobilité du DSV.

Tableau 3 : Matrice de Mobilité consolidée de la population de la Commune de Mbouda

Catégorie /groupe	destination	Distance (km)	moyen	Cout (FCFA)	motifs	Impacts
Hommes	Mbouda	0 à 30	Pied Motos Voitures	0 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Balatchi	6 à 24	Pied Motos Voitures	1000 à 2000	Travaux champêtres, ravitaillement en produits vivriers et autres produits des champs	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Bamenda	50 à 80	Motos Voitures	500 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Bafoussam	27 à 57	Motos Voitures	400 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Yaoundé	330 à 360	Voitures	3500 à 4500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales, formations universitaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Douala	313 à 343	Motos Voitures	3500 à 4500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales, formations universitaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Mbouda	0 à 30	Pied Motos Voitures	0 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Galim	6 à 12	Pied Motos Voitures	0 à 1500	Agriculture, services administratifs, achat des produits	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Ngouaya	15 à 27	Motos Voitures	1000 à 2000	Travaux champêtres, ravitaillement en produits vivriers et autres produits des champs	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.

Catégorie /groupe	destination	Distance (km)	moyen	Cout (FCFA)	motifs	Impacts
Femmes	Balatchi	6 à 24	Pied Motos Voitures	1000 à 2000	Travaux champêtres, ravitaillement en produits vivriers et autres produits des champs	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Bamenda	50 à 80	Motos Voitures	500 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Bafoussam	27 à 57	Motos Voitures	400 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Yaoundé	330 à 360	Voitures	3500 à 4500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales, formations universitaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Douala	313 à 343	Voitures	3500 à 4500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales, formations universitaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
Jeunes	Mbouda	0 à 30	Pied Motos Voitures	0 à 1500	Loisirs, hôpital, services administratifs, études secondaires, vente et achat des produits, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Bamenda	50 à 80	Motos Voitures	500 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Bafoussam	27 à 57	Motos Voitures	400 à 1500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales. Formations scolaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Yaoundé	330 à 360	Voitures	3500 à 4500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales, formations universitaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.
	Douala	313 à 343	Voitures	3500 à 4500	Soins de santé, services administratifs, achat des produits divers, évènements, loisirs, activités commerciales, formations universitaires.	Bien être, dépenses supplémentaire dues au coût élevé du transport.

Sources : Résultats de l'analyse.

En l'absence de statistiques fiables, il serait risqué de donner avec exactitude le nombre de personnes qui se déplacent d'une localité à une autre. Cependant, l'analyse du tableau ci-dessus fait clairement ressortir :

- Les motifs liés aux déplacements des populations.
 - Des villages vers le centre urbain de la Commune de Mbouda, les déplacements sont justifiés par la nécessité d'accéder : aux soins de santé, aux services administratifs, à l'achat des produits divers, aux évènements, aux loisirs et aux activités commerciales.

- Du centre urbain vers les villages notamment les localités de Ngouaya, Galim, Balatchi etc..., il ressort que le mouvement des personnes trouve sa justification dans : la recherche des terres cultivables, l'approvisionnement en produits vivriers au niveau des marchés périodiques de ces localités, les événements familiaux et rites.
 - De Mbouda vers les grandes métropoles (Bafoussam, Bamenda, Douala, Yaoundé...), les motifs de déplacement vont de la recherche des soins de santé de qualité à la formation universitaire en passant par les nécessités administratives, les activités commerciales, les événements à caractère régional ou national.
- Les moyens de locomotion.
- Les moyens de locomotion inter-villages sont assurés par les motos et les voitures quand les populations ne se déplacent à pied sur les courtes distances.
 - Les mouvements des personnes des villages vers le centre urbain est essentiellement l'œuvre des motos et des taxis brousses.
 - Les déplacements interurbains se font par voitures et cars de transport. C'est l'œuvre des trois agences de voyage que compte la Commune de Mbouda (Général Express, Polyglotte, Amour MEZAM) auxquels il convient d'ajouter la multitude des « racoleurs » qui fusionnent dans les artères de la ville de Mbouda.

3.4. PRINCIPALES ACTIVITES ECONOMIQUES

3.4.1. Agriculture.

L'agriculture est l'un des domaines d'activité de prédilection des populations de la commune de Mbouda. Elle intègre les cultures vivrières, les cultures maraîchères, les cultures de rente et les cultures pérennes.

En matière de culture maraîchère, c'est le domaine des grandes productions de tomate, chou, piment, laitue, morelle noire, ...). Elles se pratiquent toute l'année avec la présence de grands bas-fonds fertiles.

Les cultures vivrières portent sur la banane plantain, le macabo, le taro, l'igname, l'arachide, la patate douce, le haricot, le manioc, le maïs, ...). La culture de la pomme de terre est essentiellement pratiquée dans les zones des montagnes que dans les bas-fonds irrigués. Balatchi en est la zone de grande production.

Les cultures pérennes concernent la culture des arbres fruitiers (safout, mangue, orange, pamplemousse, papaye, mandarine, kolatier ...) et le raphia ;

Les produits de rente portent sur le café. La production du café est en baisse à cause de la mévente sur les marchés.

Sur la base des données collectées, l'agriculture occupe près de 70% de la population active de la Commune et nourrit plus de 95% de la population totale.

3.4.2. Élevage

L'élevage intensif est presque inexistant. L'élevage extensif de porc, poulets et chèvres est pratiqué dans les ménages. Les éleveurs sont encadrés par la délégation d'arrondissement du MINEPIA dont le rôle est de promouvoir l'élevage dans la commune à travers l'amélioration de la santé des animaux et la vulgarisation des techniques de production animale. Cette faible pratique de l'élevage est due entre autres aux difficultés d'accès aux financements et aux intrants. Notons également que l'insuffisance de personnel, de structures d'encadrement et d'équipements adaptés ne permet pas une optimisation de la production. Il est cependant à noter que l'élevage Bovin est l'œuvre des Bororos dans les hauteurs des Monts Bamboutos.

L'élevage somme tout offre quelques opportunités notamment dans :

- Le développement de l'élevage non conventionnel (Lapin, Miel etc...).
- L'amélioration des volailles et des porcs.
- La transformation des produits de l'élevage notamment la charcuterie et le saucisson.
- Le développement de l'aquaculture

Pour atteindre ces objectifs il y a lieu de cerner pour y apporter des solutions certaines menaces au nombre desquelles :

- La peste porcine.
- La peste des petits ruminants.
- La vente illicite des produits vétérinaires.
- L'entrée illégal dans l'espace communal des produits de l'élevage.
- Et, le contrôle des bêtes en transit.

3.4.3. Sylviculture.

En l'absence de forêt à proprement parler, les activités sylvicoles portent sur l'entretien et l'exploitation des ressources forestières constituées pour la plupart des eucalyptus.

Toutefois, la Commune de Mbouda a entamé en 2010 un vaste projet de reboisement dans le Groupement Balatchi. La première phase de 3,5 Ha située dans le versant adjacent à la forêt sacrée de Balatchi a déjà été entièrement plantée et réceptionnée par le maître d'ouvrage. Les espèces utilisées sont composées de 3000 plants de pin et 500 plants de pygeum pour un montant de 2 998 170 FCFA TTC.

La deuxième phase est prévue pour 2011 à condition que les financements soient trouvés à temps.

3.4.4. Pêche

La pêche est artisanale compte tenu de la rareté et du caractère saisonnier de la plupart des cours d'eau.

3.4.5. Chasse

En raison de la rareté des ressources fauniques dues entre autres à la forte poussée démographique, les activités liées à la chasse sont presque inexistantes.

3.4.6. Médecine traditionnelle

Source de revenus pour ceux qui la pratiquent, la médecine traditionnelle s'appuie sur les plantes médicinales variées dont regorgent la plupart des forêts sacrées.

3.4.7. Artisanat.

Seul, l'artisanat de production destinée à la couverture des besoins locaux existe. Cet artisanat produit des matelas en paille, des tabourets en bambous, des lits en bambous, des cajous pour le conditionnement des produits, etc.

3.4.8. Tourisme

Bien que présentant des potentialités dont la proximité de la Route Nationale N°6 et l'attrait des revendeurs des produits primaires très variés, le tourisme est embryonnaire. On note toutefois la présence de chûtes, grottes, lacs et montagnes dont l'aménagement contribuerait significativement à une plus grande valorisation de ce secteur.

Il importe de souligner que la Chefferie Supérieure du Groupement Bamendjinda abrite en son sein un musée d'art et d'exposition.

3.4.9. Transport

Parallèlement au transport par taxis de brousse très limité se développe le transport par motos taxis qui facilitent les déplacements intra urbain et inter villages. La réglementation en vigueur pour ce mode de transport est à peine respectée. Il existe également un réseau de transport interurbain.

L'organisation du transport reste une préoccupation majeure en raison du mauvais état des routes à l'origine des difficultés de mobilité des personnes et des produits agricoles.

Toutefois, le transport interurbain est l'œuvre de trois agences de voyage :

- Le polyglote.
- Général Express et,

- Amour Mezam Express..

3.4.10. Commerce

Le commerce en milieu rural est caractérisé par la présence des marchés spontanés des vivres et des étals domestiques dans les villages pour la vente informelle des produits de première nécessité.

L'absence d'un fichier des contribuables ne permet pas d'évaluer de manière objective les recettes municipales issues du secteur du commerce.

3.4.10.1. Vente de carburant

La vente de carburant est assurée par deux (02) marqueteurs ; il s'agit de :

- MRS propriétaire de deux (02) stations-services.
- TOTAL avec une station-service.

Ces trois stations-services couvrent largement les besoins en carburant et du gaz domestique de la Commune de Mbouda. Notons cependant qu'il existe dans L'espace urbain communal des points de vente parallèle du gaz domestique. Il existe dans la presque totalité des villages des points de vente de carburant (bouteilles de 1litre).

3.4.10.2. Vente des produits divers.

Tableau 4 : Le tableau ci-après présente l'état des lieux des corps de métiers de la Commune de Mbouda, hors alimentation.

Activités	Relations avec la mairie	Difficultés rencontrées dans l'exercice de l'activité	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Vente et réparation des produits Electroménagers Nombre : 30	Relations conflictuelles	-absence d'organisation ; -coût élevé des impôts et droits communaux ; -concurrence déloyale des produits chinois ; -difficulté d'approvisionnement en pièces de rechange ; -insuffisance d'équipement	-présence d'un marché -clientèle importante ;	-activité génératrice de revenus	-diminuer le coût des impôts et taxes ; -entretien des voies publiques et de la voirie municipale -structurer convenablement le marché de mbouda
Bureautique Nombre : 15	Bonnes collaborations	-coupure répétées de courant ; -mauvaise organisation du secteur	-présence de plusieurs structures déconcentrées des services de l'Etat	-peu rentable du fait des perturbations occasionnées par les coupures répétées de courant.	-réduire les taxes et impôts ; -création d'un centre de formation par la Commune de Mbouda
Coiffeurs	Relations conflictuelles	-coût élevé de la location stand et des impôts ; -coupures répétées du courant électrique ; -absence d'organisation des coiffeurs au sein d'une association ; -faible niveau d'intégration sociale (mépris des autorités) ; -prix non homologués ; -non maîtrise des techniques d'esthétique et des précautions d'hygiène et de santé ; -matériel parfois inadapté	-position privilégié du marché ; -population assez nombreuse	-activité très peu rentable du fait de la fréquence élevée des coupures de courant	-réduire les impôts et la location stand ; -appui en matériel de travail et renforcement des capacités techniques (esthétiques) ; -multiplier les rencontres avec le MINSANTE, la Commune
Boucher Nombre : 09	Bonne collaboration	-absence d'éclairage dans l'abattoir ; - bâtiment en mauvais état ; -insuffisance d'équipements et accessoires de boucherie (anneaux d'accrochage)	-développer la production en créant des ranchs	-activité génératrice de revenus	-installer l'éclairage public ; -équiper l'abattoir ; -moderniser la boucherie ; -construire des enclos modernes pour garder les bœufs) ; -installer une chambre froide

Activités	Relations avec la mairie	Difficultés rencontrées dans l'exercice de l'activité	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
Garagistes Nombre : 08	Bonne collaboration	-absence d'organisation du secteur ; -absence d'éclairage public⇒vols de pièces de voitures. -difficulté d'accès aux financements	-importance du parc automobile ;	-métier rentable	-aménager des espaces devant abriter des magasins de vente de pièces détachées
Association des commerçants du marché de Mbouda Nombre : 1000	Bonne collaboration	-faible structuration du marché en zones de filières ; -absence d'électricité dans le marché ; -faible aménagement de la boucherie ; -absence d'adduction d'eau ; -absence de collaboration avec les services du MINCOMMERCE ; -transformation des boutiques en magasins au profit des petits étalages aménagés sur les axes principaux	-important centre de commercialisation et d'approvisionnement des grands centres de consommation ; -disponibilité des produits agropastoraux	-activité rentable	-tenue régulière des réunions de concertation avec les parties prenantes ; -organiser le marché en filières ; -appliquer les règles de d'hygiène et de salubrité dans la ville de Mbouda ; -réglementer le fonctionnement des débits de boisson (ex : aménagement des toilettes) ; -assainir le marché (dallages des allées et rues du marché) ; -installer des branchements pour lutter contre les incendies
GIC de commercialisation des racines et tubercules (GIC COPRATUMBO) Nombre : 22	Bonne collaboration (don du site ayant servi à la construction du hangar de commercialisation	-difficulté de commercialisation groupés des racines et tubercules ; -difficulté d'acheminement des produits ; -dépérissement des produits ; -difficulté d'accès aux financements ; -encombrement de la voie d'accès	-Disponibilité des produits pour la commercialisation ; -présence d'un hangar pour la commercialisation	-rentabilité avérée	-aménager des toilettes publiques ; -désengorgement de l'accès au site du hangar ; -électrification du magasin ; -alimentation en eau potable
GIC FEDDMA Nombre : 10	Bonne collaboration	-coût élevé de la location stand et des impôts ; -difficulté dans la recherche d'opportunités ; -faible capacité de transformation	-bonne organisation du secteur	-activité génératrice de revenus	-accompagner le GIC dans la recherche de financements
GIC ASO (Groupe	Bonne	-difficulté d'accès aux	-opportunités d'affaires	-activité génératrice de	-alimentation continue en courant

Activités	Relations avec la mairie	Difficultés rencontrées dans l'exercice de l'activité	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
des Artisans Solidaires de l'Ouest) Nombre : 15	collaboration	renforcements de capacités des producteurs ; -insuffisance des outils modernes de travail ; -difficulté d'accès aux financements extérieurs ; -coupures régulières du courant électrique	importantes ;	revenus	électrique ; -faciliter l'accès aux crédits ; -renforcement des capacités sur le double plan techniques et du montage de microprojets. -octroi des subventions par l'Etat, la commune et les autres acteurs du développement.
Call-box Taxes communale : 46 500/an	Relation mitigée	-taxes communales très élevées (46 500/an) ; -location bail élevée ; -absence d'organisation du secteur en association -absence d'harmonisation des prix de vente	-nombre important d'abonnés	-activité génératrice de revenus	-réduire la taxe communale ; -harmonisation des prix de vente et les coûts d'achat.
Couturiers	Bonne collaboration	-insuffisance d'équipements et faible maîtrise des techniques en industrie d'habillement	-clientèle disponible ;	-rentabilité moyenne	-harmonisation les taux de location des boutiques et interdire la sous location -renforcement des capacités et appuis en équipements.
Menuisiers	Relation assez bonne	-concurrence déloyale et absence d'organisation ; -faible niveau d'équipements ; -difficulté d'accès aux matériaux de travail (bois) ; -impôts et taxes élevées	-présence d'eucalyptus -disponibilité du marché		
Association des motos taximan de Mbouda	Relations conflictuelles	-coûts élevés des impôts et des taxes ; -mauvais état des routes ; -coupures intempestives de courant électrique ⇒ obscurité⇒insécurité	-apport considérable dans l'augmentation des recettes fiscales.	-activité génératrice de revenus	-revoir les impôts à la baisse ; -aménager les voies d'accès ; -organiser des réunions de dialogues avec les autorités ;
Pousseurs	Conflictuelle à cause des impôts	- Manque d'appui financier de la part de l'Etat - Vétusté des portes-tout qui tombent régulièrement en panne - Faible capacité des	Clientèle disponible surtout les jours du marché	Peu rentable	- Appui en porte-tout - Allègement des impôts et taxes - Faciliter l'accès aux crédits pour l'achat des portes-tout

Activités	Relations avec la mairie	Difficultés rencontrées dans l'exercice de l'activité	Opportunités liées au corps de métier	Rentabilité des activités du corps de métier	Attentes exprimées par les acteurs
		pousseurs à acheter de nouveaux portes-tout			
Jeux de Hasard	Bonne collaboration	- Difficultés liés au positionnement de certains kiosques dans la ville - Absence de bacs à ordures - coupures intempestives de courant électrique et baisse constante de l'énergie ⇒ détérioration des machines.	- Nouvelles implantations en vue. - Plaques publicitaires en vue au centre de jeunesse	Rentable	- Aménagement des devantures des locaux c'est-à-dire, couler le béton sur les devantures poussiéreuses - Plaques publicitaires à créer à certains endroits stratégiques

Source : Résultats des analyses

Tableau 5 : Corps de métiers : Filière alimentation

Désignation	Localisation	Rentabilité	Droits et taxes
Revendeuses (Bayam-sellam) Vivres frais, fruits et légumes etc...	-milieu urbain	-hypothéquée par la nature périssable des denrées	-location stand : 8000 FCFA/mois -droit de bail : 7500 FCFA/mois -impôt libératoire : 20800 FCA/mois
Cafétérias	-milieu urbain	-autour de 120 000 FCFA/mois	-location stand : 6000 FCFA/mois -droit de bail : 7500 FCFA/mois -impôt libératoire : 20800 FCA/mois
Poissonnerie	-milieu urbain	-hypothéquée par les coupures intempestives d'électricité	-location stand : 8000 FCFA/mois -droit de bail : 7500 FCFA/mois -impôt libératoire : 20800 FCA/mois
Etals de nourritures	-milieu urbain -milieu rural	-entre 90000 et 130 000 FCFA/mois	//
Vente de Boissons Hygiéniques.	-milieu urbain -milieu rural	Rentabilité Moyenne	//
Etals de vin local (Palme et Raphia)	-milieu urbain et rural	Moyenne	//
Restauration	-milieu urbain	Moyenne	//
Produits de la braise: porcs, chèvre, poulet, poisson, bœuf, mouton.	-milieu urbain	Moyenne	//
Structures hôtelières	-milieu urbain	Rentabilité Moyenne	//
Boucherie	-milieu urbain	Rentable	//
Boulangerie	-milieu urbain	Rentabilité moyenne	//
Volailles	-milieu urbain	Rentable	//
Poisson fumé	-milieu urbain	Rentabilité Moyenne	//

Il y a lieu de relever pour le déplorer la problématique des coupures intempestives qui pénalisent tous les acteurs de la vie économique :

- administration publique ;
- secteur privé ;
- corps de métiers
- ménages.

Cette situation est en partie responsable de l'absence de l'industrie et des PMI/PME dans l'espace Communal.

3.5. COUVERTURE EN SERVICES SOCIAUX DE BASE ET INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR

3.5.1. Education

La Commune de Mbouda compte :

- Une cinquantaine d'écoles publiques et maternelles en milieu rural auxquelles il faudrait ajouter les établissements confessionnelles, une quarantaine d'écoles publiques et maternelles en milieu urbain ;
- Une vingtaine d'établissements d'enseignement secondaire dans l'espace communal.

Tableau 6 : Fiches consolidées des écoles des villages de la Commune de Mbouda.

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	LÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Ecole publique Bamesso E=500 G=255 F=245	8(-4)	131	9(-4)	0	0	0	0	0	-	0	0	Matériel didactique
Ecole Publique Bamesso Latet E=130 G=69 F=61	6(-2)	65(-20)	4(-2)	oui	oui	0	0	0		0	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique Mbatap E=304 G=161 F=143	10(-2)	76(-12)	7(-3)	0	0	0	0	0	-	0	0	Vétusté des bâtiments
Ecole Publique Balaloum E=284 G=161 F=123	06(-2)	39(-20)	7(-2)	oui	oui	0	0	Terrain Foot et Hand	-	0	0	Vétusté des bâtiments
Ecole Publique Bamefap E=380 G=196 F=184	06(-6)	50(-50)	4(-2)	0	oui	0	Matériaux locaux	Foot Hand et piste de course	Latrines Clôture	0	0	- Vétusté des bâtiments - Matériel didactique
Ecole Publique Tousso G1 E=405 G=203 F=202	06(-1)	110(0)	07(-1)	0	oui	0	0	0	Aire de jeux	0	0	- Bureau du directeur - Bâtiments
Ecole Publique Nantsap E=273 G=159 F=114	06(-5)	44(-25)	6(-3)	0	0	0	Matériaux locaux	0	-	0	0	Vétusté des bâtiments
Ecole Publique Tousso G11 E=380 G=210 F=170	07(0)	74(-22)	07(-1)	0	Oui	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Manque d'intérêt pour la chose scolaire
Ecole Publique King-place (Bamenkombo) E=420 G=227 F=193	06(-6)	102(-56)	07(-2)	0	0	0	0	Terrain de foot	Aire de jeux Bureaux	0	0	- Matériel scolaire et abandon des cours par les élèves (champs)
Ecole Publique Bamendjo "A" E=387 G=221 F=166	07(0)	104(-35)	8(-1)	0	0	0	0	Foot Hand	Aire de jeux	0	0	Mobilier de bureau

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	LÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Ecole Publique King-place G11 (Bamendjo) E=362 G=183 F=179	05(-3)	98(0)	07(-1)	oui	0	0	0	Terrain de Foot et Hand	-	0	0	Nouvel Etablissement
Ecole Publique King-place G1 (Bamendjo) E=432 G=198 F=234	06(0)	95(-20)	07(-3)	oui	0	0	Matériaux locaux	Terrain de Foot et Hand	Aire de jeux	0	0	Maladie hydrique
Ecole Publique Bamendjo "B" E=313 G=166 F=147	06(0)	86(-32)	07(-2)	0	oui	0	0	0	-	0	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique King-place (Bafounda) E=333 G=158 F=175	06(-6)	15(-100)	06(-3)	0	oui	0	0	-	-	0	0	Insuffisance d'enseignants
Ecole Publique Bafounda G1 E=349 G=186 F=163	06(-3)	120(0)	07(-1)	oui	oui	0	0	Foot	-	0	0	Inondation en saison des pluies
Ecole Publique Bamoussang E=381 G=203 F=178	07(-4)	54(-80)	07(-3)	0	0	0	0	Terrain de Foot et Hand	-	0	0	- Vétusté des bâtiments - Matériel didactique
Ecole Publique Badjutsit E=140 G=84 F=56	04(-4)	30(-20)	05(-2)	0	Oui	0	0	0	Matériel didactique	0	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique Bafounda G11 E=291 G=162 F=129	07(-7)	88(0)	07(-2)	0	0	oui	0	0	Aire de jeux	0	0	- Matériel didactique - Mobilier de bureau
Ecole Publique Batchisso E=225 G=181 F=406	06(-4)	79(-30)	06(-2)	0	0	0	0	0	-	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Babete G1 E=346 G=171 F=175	06(-4)	107(-25)	07(-2)	oui	1	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vétusté des bâtiments
Ecole Publique Babete G2 E=223 G=111 F=112	06(-2)	52(-50)	04(-2)	oui	oui	0	oui	Terrain de Foot et Hand	Aire de jeux	0	0	Vétusté des bâtiments
Ecole Publique Femto'o E=378 G=171 F=207	06(-4)	70(-75)	07(-4)	0	0	0	0	0	Aire de jeux	0	0	- Matériel didactique - Insécurité
Ecole Publique Bassokeng E=220 G=102 F=118	05(-5)	62(-20)	06(-1)	0	0	0	0	-	-	0	0	Accès sud à l'école

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	LÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Ecole Publique Bafacdjuï G2 E=230 G=122 F=108	06(0)	68(0)	07(0)	oui	oui	0	-	0	-	0	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique Nkotsah E=410 G=216 F=194	06(-4)	(-38)	06(-1)	oui	0	0	oui	sautoir	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Mobilier de bureau
Ecole Publique Toumaka G1 E=454 G=253 F=201	06(-6)	122(-34)	07(-1)	0	oui	0	-	Foot	-	0	0	Vétusté des bâtiments
Ecole Publique Toumaka G11 E=370 G=188 F=182	07(0)	97(-126)	07(-1)	0	0	0	-	Foot Hand Piste	-	non	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique Bawa E=371 G=190 F=181	06(-3)	123(0)	07(0)	oui	oui	0	-	0	Matériel didactique	0	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique Bafemgah E=537 G=283 F=254	12(-8)	90(-45)	08(-2)	0	0	0	-	-	Aires de jeux	0	0	Mobilier de bureau
Ecole Publique Bamendou E=239 G=118 F=121	06(-6)	92(-35)	07(-1)	0	0	0	-	-	-	0	0	Accès à l'école
Ecole Publique Bameta E=137 G=79 F=58	03(-1)	120(0)	04(-1)	0	0	0	-	-	Matériel didactique	oui	0	Intempéries
Ecole Publique Bafacdjuï G1 E= 359 G=191 F=168	06(0)	96(0)	07(0)	oui	0	0	-	0	Matériel didactique	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Batchipa (Bamendjinda) E=541 G=285 F=256	09(-9)	70(-100)	06(-2)	0	0	0	Oui	Sautoir Arche Toboggan Balançoire	Aires de jeux	0	0	Maladies récurrentes
Ecole Publique Latet (Bamendjinda) E=154 G=79 F=75	02(-4)	10(0)	08(-3)	0	0	oui	Matériaux définitifs		Matériel Didactique	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Marché (Bamendjinda) E=588 G=310 F=278	07(-2)	122(-60)	08(-4)	0	Oui	0	-	0	-	oui	0	Matériel didactique
Ecole Publique Poneki (Bamendjinda)	06(-5)	125(-22)	07(-2)	0	0	0	oui	Terrain de Foot et Hand	-	oui	0	Vétusté des bâtiments

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	LÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
E=437 G=221 F=216												
Ecole Publique Centre G1 (Balatchi) E=203 G=95 F=108	08(-5)	94(-20)	06(-2)	0	0	0	Matériaux locaux	-	Matériel didactique	non	0	Arriérés des salaires des maîtres des parents
Ecole Publique Centre G2 (Balatchi) E=349 G=169 F=180	07(-4)	84(-35)	07(-1)	0	0	0	Matériaux locaux	Terrain de Foot et Hand non aménagés	Matériel didactique	0	0	Aménagement des latrine
Ecole Publique Bakotio E=300 G=146 F=154	06(-2)	163(0)	07(-1)	0	0	0	-	-	Aires de jeux	0	0	Electricité
G.B.P.S. Bamaka E=85 G=43 F=42	0(0)	15(-15)	02(-2)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Ecole Publique Mekié (Balatchi) E=395 G=201 F=194	11(-6)	141(0)	09(-3)	oui	oui	oui	-	-	Aires de jeux	oui	0	Livres et matériel didactique
Ecole Publique Bamaka E=531 G=291 F=240	10(-4)	130(-50)	10(-2)	oui	oui	oui	oui	-	Aires de jeux	0	0	Vétustés des infrastructures
Ecole Maternelle Balatchi E=13 G=6 F=7	0(-2)	(-12)	1(-1)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
Ecole Publique King-place (Balatchi) E=331 G=170 F=161	06(0)	143(0)	07(-2)	oui	oui	oui	-	Terrain de Foot et Hand non aménagés	-	oui	oui	-
Ecole Publique Mekié (Balatchi) E=395 G=201 F=194	11(-6)	141(0)	09(-3)	oui	oui	oui	-	-	-	0	0	Absence matériel didactique Insécurité
TOTAL	147	1334	84	30	26	39	34	29		41	44	

Source : Résultats des analyses

Tableau 7 : Fiches consolidées des écoles de l'Espace Urbain Communal de Mbouda

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Ecole Maternelle Bilingue les Papillons E=81 G=47 F=34	3(0)	20	4(0)	oui	oui	oui	oui	0	Un ordinateur	oui	oui	Voie d'accès à l'école
Ecole Publique d'Application II E=520 G=280 F=240	6(-6)	126(-50)	12(-2)	0	oui	0	0	0		0	0	Vandalisme Insécurité

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Ecole Publique d'Application I E=541 G=263 F=278	7(-2)	142(-12)		oui	oui	0	0	un sautoir		0	0	
GBPS Plt Admin E=714 G=355 F=359	7(-5)	170(-68)	10(-4)	oui	oui	oui	0	0		0	0	Vandalisme Poussière Insécurité
Ecole Publique Lycée Bloc II E=664 G=331 F=333	8(-4)	144(-77)	13(-4)	0	0	oui	0	un sautoir	Latrines Clôture	0	0	Vandalisme Photocopieuse Insécurité
Ecole Publique Banock E=706 G=378 F=328	10(0)	140(-40)	11(0)	oui	oui	oui	0	0	Aire de jeux Armoires	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Bamemboro ville E=36 G=18 F=18	1(-6)	8(-20)	1(-8)	0	0	0	0	0	Nouvel établissement qui nécessite tout	0	0	
ENIEG Mbouda EPA III E=390 G=179 F=211	06(-3)	90(-30)	10(-4)	Oui	Oui	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
LAF Groupe III E=84 G=51 F=33	01(-5)	12(-60)	01(-5)	0	0	0	0	0	Aire de jeux Bureaux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Nylon Groupe I E=603 G=313 F=290	06(-2)	132(-22)	10(-2)	oui	oui	oui	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Nylon Groupe III E=603 G=313 F=290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Nouvel Etablissement
Ecole Publique LAF Groupe II E=568 G=297 F=271	06(-3)	127(-40)	08(-4)	oui	oui	0	0	Terrain de Foot et Hand	Sautoir	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Batang Groupe II E=359 G=184 F=175	06(0)	98(-22)	07(-2)	oui	0	oui	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Montchio B E=521 G=269 F=252	07(0)	131(-10)	05(-4)	oui	oui	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
EP Bamessingue Ville Groupe I E=464 G=242 F=222	06(0)	107(-40)	07(0)	0	oui	oui	0	Terrain de Foot	Matériel Didactique	0	0	Vandalisme Photocopieuse Insécurité
EP Bamessingue Ville Groupe II	06(0)	97(-50)	-	-	oui	oui	0	-	Matériel Didactique	0	0	Vandalisme Insécurité
EP Bamessingue Ville Groupe III	06(-6)	62(-36)	07(-1)	0	0	0	0	0	Matériel	0	0	Vandalisme

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
E=363 G=188 F=175									Didactique			Insécurité
Ecole Publique du Centre Groupe II/B E=425 G=213 F=212	06(-2)	87(-55)	07(-2)	Oui	Oui	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Batang Groupe I E=408 G=196 F=212	06(-4)	90(-15)	08(-1)	0	oui	oui	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Montchio A E=505 G=248 F=257	07(0)	110(-30)	08(-2)	0	0	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique GBPS Groupe II E=474 G=250 F=224	06(-3)	93(-30)	10(-2)	0	0	0	0	0	Matériel Didactique	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique LAFI Groupe I E=539 G=279 F=260	07(-2)	129(-50)	08(-2)	0	0	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique NZINTIA E=562 G=273 F=289	05(-1)	136(-120)	08(-2)	Oui (3)	1	1	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Nylong Groupe II E=648 G=339 F=309	06(-5)	134(-28)	11(-1)	oui	oui	oui	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Montchio III E=602 G=323 F=279	06(-8)	133(-102)	09(-3)	0	1	0	0	0	Aire de jeux	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique GBPS Banock E=22 G=15 F=16	(-6)	04(-10)	03(-2)	0	0	oui	0	Terrain de Foot		0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Publique Bilingue Koudat E=564 G=292 F=272	17(0)	133(-100)	17(0)	oui	oui	oui	Bambous	0	Un ordinateur	oui	0	Vandalisme Coupure d'eau Non enlèvement des ordures
St François Xavier E=316 G=171 F=145	11(0)	79(0)	06(0)	0	0	oui	0	Terrain de Foot		0	0	Vandalisme Insécurité
CEPCA NZINTIA E=392 G=193 F=199	09(-6)	80	07(0)	oui	oui	0	Bambous	0		0	0	Enlèvement de la poubelle
Ecole Publique Bilingue EEC E=472 G=267 F=205	09(-6)	95(-100)	10(0)	oui	oui	oui	Matériaux locaux	0	-	0	0	Insalubrité autour de l'école
Ecole Maternelle les Bambinos E=101 G=48 F=53	02	12	02	0	0	oui	Matériaux locaux	0	-	0	0	
Ecole Maternelle CNPS E=103 G=56 F=47	03(0)	-	06(0)	oui	0	oui	Matériaux locaux	0	-	0	0	Vandalisme Insécurité

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Ecole Maternelle d'Application E=154 G=79 F=75	02	-	07	oui	0	oui	Matériaux locaux	Arche Balançoire Toboggan	-	0	0	Vandalisme Insécurité
GBNPS Plt Administratif E=239 G=118 F=121	04	23	07	oui	oui	oui	Matériaux définitifs	Arche Toboggan Balançoire	-	oui	oui	Vandalisme Insécurité Vol
Ecole Maternelle Ste Anne E=185 G=100 F=85	03(0)	19	03	oui	oui	oui	Matériaux locaux	Balançoire Toboggan	-	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Maternelle EEC E=130 G=62 F=68	02	16(0)	04(0)	0	0	oui	Matériaux locaux	0	-	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole privée bilingue la Promotion E=617 G=292 F=325	15(0)	152(-29)	13(0)	oui	oui	oui	Matériaux définitifs	Stade multisports	-	0	0	Dégradation des infrastructures
Ecole Maternelle d'Application E=154 G=79 F=75	02(-4)	10(0)	08(-3)	0	0	oui	Matériaux définitifs	Arche Toboggan Balançoire	Matériel Didactique	0	0	Vandalisme Insécurité
Ecole Catholique Ste Thérèse Bamessingue E=251 G=132 F=119	07	70(-14)	05(0)	oui	oui	0	Matériaux locaux	0		0	0	
Ecole Maternelle Mère Theresa E=77 G=34 F=43	03(-4)	16(0)	04(-3)	0	0	oui	Matériaux définitifs	0	-	0	oui	-
Ecole Maternelle KONGLETO E=66 G=32 F=34	0(-2)	0(0)	02(-2)	0	0	0	0	Echelle Salle de jeu	-	0	0	-
Ecole Publique Hôtel de ville E=549 G=282 F=267	06(-3)	130(-46)	08(-2)	oui	oui	oui	0	-	-	0	0	-
TOTAL	98	1286	68	17	18	17	28	29		38	35	

Source : Résultats des analyses.

Tableau 8 : Fiches consolidées des établissements d'enseignement secondaire de l'Espace Communal

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Collège de la Référence E=94 G=47 F=47	06 (-7)	51 (-100)	14(0)	oui	oui	0	Matériaux définitifs	Terrain de Foot	Salle Informatique	0	0	Insécurité aux alentours du collège
Collège Evangélique Bilingue	16(0)	327	53(0)	oui	oui	oui	Matériaux locaux	Football Sautoir	Handball Athlétisme	(02)Ordinateur (07) imprimantes	oui	Vandalisme Insécurité

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
E=1031 G=400 F=631												
Collège de l'Unité E=1904 G=1135 F=769	40(0)	752(0)	77(0)	oui/14	oui/02	oui/04	Matériaux locaux	Foot Hand Volley	Salle multimédia Laboratoire	0	oui	-
Lycée de Babété E=1031 G=403 F=628	16 (-04)	345	51	oui	oui	oui	Matériaux locaux	0	Salle multimédia Ordinateurs	0	oui	-
Lycée Bilingue Banock E=1596 G=481 F=603	27 (-8)	540 (-260)	45 (-33)	oui	oui	0	0	0	-	0	0	Vandalisme Insécurité
Collège Polyvalent Aloys E=1084 G=481 F=603	20(0)	545	20(0)	oui	oui	oui	Matériaux locaux et définitifs	Foot Basket Volley	-	Ordinateur imprimantes	oui	Baisse de tension. Relief accidenté
Lycée Bilingue Mbouda E=3537 G=1557 F=1980	49 (-8)	1179 (-300)	77 (-43)	oui	oui	oui	Matériaux locaux et définitifs	non aménagés	-	(52) Ordinateurs Internet	oui	Activités sportives en
Lycée de Kontsa'a E=509 G=200 F=309	10 (-4)	212 (-60)	17 (-12)	oui/01	oui	0	Matériaux locaux	0	-	0	0	Manque d'eau Absence de surveillant et de veilleur de nuit
Lycée Technique E=2094 G=1309 F=785	32 (-10)	801 (-241)	80 (-30)	oui	oui	oui	0	Foot Hand Athlétisme	-	(30)Ordinateurs (02) Imprimantes	oui	Baisse d'énergie électrique
Lycée Mbouda Rural E=1929 G=836 F=1903	29 (-2)	620 (-25)	26 (-29)	oui	oui	oui	Matériaux locaux	0	-	(30)Ordinateurs Photocopieur Imprimante	oui	Nouvel Etablissement
CETIC Bamendjo E=277 G=148 F=129	08 (-5)	191(-0)	18 (-15)	oui	oui	oui	0	0	-	18 Ordinateurs en réseau	0	Vandalisme Flânerie des élèves
Lycée Bilingue de Bamesso E=388 G=170 F=218	10 (-7)	169 (-25)	04 (-31)	oui	oui	0	0	0	-	0	oui	Grossesses indésirées
Lycée de Mbougong E=723 G=336 F=387	12 (-6)	190 (-70)	09 (-23)	oui	oui	0	Matériaux locaux	0	-	(05)Ordinateurs (02) Imprimantes	oui	-
Lycée de												Retard

Ecoles/Effectifs	SC	T.B	ENS	LAT	F.O	PEP	CLÔT	InfraSport	Equip	TIC	ELEC	PR
Bamenkombo E=635 G=298 F=337	09 (-8)	164 (-70)	02 (-25)	oui	oui	0	0	0	-	0	0	Pas de manuel scolaire
Cours du soir la Référence	06 (-5)	45(0)	13(0)	0	oui	oui	En ruine	0	-	0	oui	Rémunération irrégulière des enseignants Vandalisme
TOTAL	-74	-1151	-241	-1	-	-6	-5	-9		-7	-5	

Source : Résultats des analyses

Abréviations :

SC : Salles de Classes

T.B : Tables Bancs

ENS : Enseignants

LAT : Latrines

F.O : Fosses à ordures

PEP : Points d'Eau Potable

CLÔT : Clôture

Infra Sport : Infrastructures Sportives

Equip : Equipements

TIC : Technologie de l'Information et de la communication

ELEC : Electricité

PR : Problèmes récurrents

Les totaux en rouge représentent la somme des équipements et / ou enseignants à pourvoir.

Tableau 9 : Fiches consolidées des écoles publiques et évangéliques du Cameroun.

ETABLISSEMENTS	EFFECTIF ELEVES		SALLES DE CLASSE		NOMBRE DE TABLES BANCS	LATRINES AMENAGEES	FOSSE D'ORDURES	PEP
	Garçons	Filles	MD	MP				
MBOUDA VILLE	267	205	06	03	129	OUI	OUI	OUI
NZINTIA	196	196	00	09	98	OUI	OUI	OUI
MBATAP	140	121	00	05	66	OUI	OUI	NON
BAMENDJINDA	42	36	03	02	43	OUI	OUI	NON
BALATCHI	54	52	00	05	61	NON	NON	NON
BAMENDJO	61	63	03	02	43	NON	OUI	OUI
BANTANG	51	33	00	00	00	OUI	NON	NON
LALOUM	50	53	00	03	12	NON	NON	NON
KIE	38	27	00	03	32	NON	NON	OUI
NGUATCHIO	32	36	01	02	39	OUI	NON	NON
TOMENI	23	28	00	03	30	NON	NON	OUI
E.M. MBOUDA VILLE	62	68	02	00	163 TABOURETS	OUI	NON	OUI
E.M. NZINTIA	53	65	00	02	118 TABOURETS	OUI	NON	OUI

Source : Résultats des analyses

3.5.2. Santé/MH/SIDA et Infections sexuellement Transmissibles

Tableau 10 : Formations sanitaires de la Commune de Mbouda

N°	Type de formation sanitaire
01	CSI de Batsada
02	Centre de santé privé de Batsella
03	Centre de santé privé de Bamefap
04	CSI de Baloum
05	CSI de Batoula 1
06	CSI de Bametegou
07	Centre de santé Privé de Bafemtoh
08	CSI de Bafemgha
09	Hopital de district de Bameloh
10	CSI de Batoula
11	CSI de King-place
12	CSI de Bahoboung 2
13	Centre de santé privé de Gamoki
14	CSI de Batang
15	CSI de Batoussi 1
16	CSI de King-place
17	CSI de Bakouotio
18	Centre de santé privé de Bamaka
19	CSI de NkOUNGUI
20	Service de Santé de District
21	CSI Batang/Babété
22	Hôpital de district de Mbouda
23	CSI Bamendjinda
24	Hôpital Protestant de Montchio Mbouda
25	Centre de Santé Intégré de Babété
26	CSI de Bamesso
27	CSI de Lépi
28	Fondation Médicale Ngoualem's
29	CSI de Bafemgha
30	Ad-Lucem
31	CSI de Nguesse
32	CSI de Bafounda
33	Centre médico-social de secours de Mbouda

La fiche clinique de la Commune de Mbouda présente les caractéristiques ci-après :

- Une insuffisance de médecins (12727 habitants pour 01 médecin)
- Au niveau des infrastructures sanitaires (bâtiments...) : sur les 136 villages que compte la Commune de Mbouda, on dénombre 19 Formations Sanitaires composées de 22 bâtiments dont 04 en bon état, 15 relativement passables et 03 en mauvais état.
- Au niveau Urbain, cette tendance s'équilibre. En effet, sur les 24 formations sanitaires de l'espace urbain communal, 12 sont en bon état de fonctionnement, 08 sont relativement passables et 04 sont en mauvais état.
- Appeler à administrer les soins de santé primaire, les centres de santé intégré manquent cruellement :
 - De personnel
 - Des équipements socio-environnementaux
 - Des équipements sanitaires

- Des infrastructures sanitaires
- S'agissant des couvertures sanitaires on constate : une moyenne de taux vaccinal des enfants de 0 à 11 mois et enfants de moins de 5 ans estimée à 78,55%.
- Un taux de mortalité infantile et maternelle proche de 0.
- Une offre de services sanitaires relativement variée (33).

Les problèmes récurrents concernent essentiellement :

- La rareté de l'eau potable (absence de points d'eau).
- La difficulté d'accès à l'énergie électrique et les coupures intempestives
- L'insuffisance de médicaments essentiels, insécurité
- L'insuffisance voir quasi absence de latrines aménagées et fosses à incinération
- L'absence des propharmacies dans les formations sanitaires du milieu rural.

L'absence de statistiques fiables ne permet pas d'estimer le taux de prévalence du VIH/SIDA et des maladies sexuellement transmissibles.

3.5.3. Hydraulique

Tableau 11 : Tableau consolidé des données relatives à l'hydraulique en milieu rural de la Commune de Mbouda.

N°	Désignation	Forages		Puits		Sources		Bornes fontaines	
		Fonction nels	Non fonction nels	Aménagés	Non aménagés	Aménagées	Non aménagées	Fonctionnelles	Non fonctionnelles
1	Espace rural	14	23	85	06	12	91	21	21
2	Taux de couverture en infrastructures hydrauliques	10%	17%	63%	04%	09%	68%	16%	16%
3	% par infrastructure	20%		68%		77%		31%	

Source : Résultats de l'analyse.

La problématique de l'hydraulique dans l'espace rural de la Commune de Mbouda au regard du tableau ci-dessus reste très préoccupante. Exception faite des puits où on dénote 63% des puits aménagés, les indicateurs des infrastructures aménagées ne dépassent guère 17%.

3.5.4. Electrification

La faible capacité installée du courant électrique ne permet pas l'extension du réseau. L'alimentation connaît des longues coupures et des baisses de tension récurrentes. Ce qui pousse les particuliers à acheter des groupes électrogènes pour pallier ces insuffisances.

3.5.5. Réseau routier

Tableau 12 : Etat des routes/pistes

N°	désignation	Classe	Itinéraires	Distances (Km)	Praticabilité		Observations
					saison sèche	saison Pluvieuse	
01	Route classée bitumée	RN6	Tronçon : Santa-Mbouda-Bafoussam	44	Bonne	Bonne	
02	Routes en terre classées	RP15	Bamending-Galim-Mbouda-Batcham ville-Baleveng	57	Passable	Mauvaise	Entretien irrégulier des routes
		RR	Bamendjinda (Inter RN6)-	27	Passable	Mauvaise	Entretien

N°	désignation	Classe	Itinéraires	Distances (Km)	Praticabilité		Observations
					saison sèche	saison Pluvieuse	
03	Routes rurales		Bati-Bamedjing (RP 15)				irrégulier des routes
		RR	Mbouda-Bamesso-Galim + Boucle CSI Toussi/Ep Bamendjinda	25	-/-	-/-	-/-
		RR	Mbouda- Bametim-Balatchi	15	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamendjinda Monastère-Batcham Chefferie	18	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamenkombo inter RN6-Bantap-Bamefap-Badeng.	20	-/-	-/-	-/-
		RR	Balaloum-Nansap-Ngouaya	15	-/-	-/-	-/-
		RR	Bafounda (marché plantain)-Bakatou-Ep Balegang-Maya-Bamendjo	24	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamendjinda Bufalo-Bamessingue-Bafemgha-Mechue	15	-/-	-/-	-/-
		RR	Mbouda (mairie)-Bameboro-Balatchi-Bakoutio-Babadjou	18	-/-	-/-	-/-
		RR	Mbouda-Babété-Batcham Chefferie	15	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamendjinda (King-place)-calmet-Bamesso + bretelle CSI	15	-/-	-/-	-/-
		RR	Bougong Inter RN6-Bamendjo-Batcham Chefferie	12	-/-	-/-	-/-
		RR	Bougong Inter RN6-Chefferie Babété-Tchelepi-Bamougong et Bretelle	18	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamendjinda Inter RN6-Monastère-Mbouda	08	-/-	-/-	-/-
		RR	Messah InterRN6-Junegoh-Kéjibou-Foyer Batchépa	12	-/-	-/-	-/-
		RR	Lycée Mbouda rural-Ep Poneki-Ep Bamendjinda Latet	11	-/-	-/-	-/-
		RR	Marché Bamesso-Bamenka-Balaloum	12	-/-	-/-	-/-
		RR	Toussi-CSI Boumetio-Ep Bamendjinda Latet	08	-/-	-/-	-/-
		RR	Pont Mifi-Balaloum	06	-/-	-/-	-/-
		RR	Carrefour Bafounda InterRN6-Bafounda Chefferie-Ep Bamenkombo	12	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamessingue Chefferie-Marché d'Igname-Bamendou	08	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamessingué Inter RN6-Lycée Technique-Batoula-Balatchi	05	-/-	-/-	-/-
		RR	Bamendou-Kontsa'a-Inter	09	Passable	Mauvaise	Entretien

N°	désignation	Classe	Itinéraires	Distances (Km)	Praticabilité		Observations
					saison sèche	saison Pluvieuse	
			RN6				irrégulier des routes
		RR	CSI Balatchi-Bakouotio-Bamaka-Mekié-Ndakoup	12	-/-	-/-	-/-
		RR	Tialong-EP Mekié- vers Ména'a	04	-/-	-/-	-/-
		RR	Ep Bantang-Poste de Transformation-Station texaco	04	-/-	-/-	-/-
		RR	Marché Molong-Bamaka-Mvouo et Bamaka-Babadjou	13	-/-	-/-	-/-
		RR	Inter (Babadjou-Bagam)-CES Kontsa'a + Limite Balighan	11	-/-	-/-	-/-
		RR	Bafemgha-Méchué-Limite Bagam et bretelle	12	-/-	-/-	-/-
		RR	Inter N°6 (Plaqué Mbouda 6 Km)-Ep Tousso-Tsusso III-Batap-Bamendjinda	08	-/-	-/-	-/-
		RR	Inter N°6 (Carrefour six morts) –Chefferie Bamenkombo-Lycée + Bretelle Tsouza-Mobou	07	-/-	-/-	-/-
		RR	Batchepa-Chiguéré-Chefferie-Mogatso-Tetga	08	-/-	-/-	-/-

Source: DD/MINTP et résultats des analyses.

Tableau 13 : récapitulatif du réseau routier de la Commune de Mbouda

N°	Désignation	Distance (Km)	Pourcentage
01	Route bitumée	44	09%
02	Routes en terre classées	57	12%
03	Routes rurales	384	77%
TOTAL		485	100%

Source: DD/MINTP et résultats des analyses.

L'analyse du tableau ci-dessus montre que les populations rurales éprouvent d'énormes problèmes de déplacement dans l'intervalle 15 mars-15 novembre correspondant à la saison des pluies, période pendant laquelle les routes sont peu praticables.

Bien qu'elles soient relativement praticables en saison sèche, 15 novembre-15mars, les populations rurales doivent encore faire face à des routes excessivement poussiéreuses.

Ainsi se présente le cycle infernal du réseau routier de la Commune de Mbouda.

3.5.6. Marchés

Tableau 14 : Distribution des marchés périodiques/permanents dans la Commune de Mbouda

Désignation	localisation
Marchés périodiques	
Marché de Batoula 1	Groupement Bafounda
Marché de Badjutsit Nord	Groupement Bafounda
Marché des plantains	Groupement Bafounda
Marché de Bagong	Bamendjo

Désignation	localisation
Marché de Batsella	Bamenkombo
Marché de Tousso	Bamenkombo
Marché de Nantsap	Bamenkombo
Marché de Tedjing	Bamenkombo
Marché des ignames (Bameta)	Bamessingué
Marché de king-place	Babété
Marché de King place	Bamesso
Marché de Balatet (marché Tassanssang)	Bamesso
Marché Molong de Bagadeng I	Balatchi
Marché de Batiamékié III	Balatchi
Marché Thré de BAMAKA	Balatchi
Marchés permanents	
Marché périodique axe lourd (Batoula 1) marché permanent.	Groupement Bafounda
Marché A	Mbouda
Marché B	Mbouda

Source : Résultats des enquêtes

Les marchés dans l'espace communal de Mbouda sont essentiellement caractérisés par leur inorganisation, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Cette inorganisation se caractérise par :

- L'absence d'un plan cadastral des marchés à l'origine des installations anarchiques.
- La non-spécialisation des rayons par secteur d'activité dans les marchés.
- L'absence des toilettes publiques.
- L'absence des points d'eau aménagés et des bouches d'incendies.
- L'approvisionnement discontinue en eau potable.

Au niveau de l'espace urbain communal, la nécessité de créer un mini marché de gros capable de centraliser au niveau urbain les produits en provenance des villages en vue d'une ventilation vers les grands centres de consommation d'une part et d'autre part la maîtrise des flux commerciaux à des fins statistiques.

3.5.7. Equipements sportifs et de loisir

3.5.7.1. Equipements sportifs

3.5.7.1.1. Au niveau scolaire

Les statistiques recueillies lors des différents diagnostics (DIC, DEUC, DSV) montrent un important déficit en matière d'infrastructures sportives tant au niveau scolaire qu'au niveau civil.

Il n'est pas superflu de rappeler que le milieu scolaire voire étudiantin est par excellence le véritable terreau, zone d'incubation privilégiée des jeunes talents sportif.

3.5.7.1.2. Au niveau civil

Au niveau civil, le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) a recensé, s'agissant des infrastructures sportives :

- Le stade municipal de Mbouda, uniquement réservé à la pratique du football.
- Un mini gymnase du MINJEUN où les équipements sont en état de vétusté avancé et qui ne répondent plus aux normes internationales.
- Un terrain de tennis abandonné.

3.5.7.1.3. Au niveau des handicapés.

L'exclusion sociale tant décriée plus haut se confirme au niveau sportif. En effet, la Commune de Mbouda ne dispose d'aucun environnement propice à l'éclosion moral de cette couche. Il y va des handicapés comme des vieillards.

Compte tenu de ce qui précède, la Commune de Mbouda gagnerait à multiplier et à diversifier les infrastructures sportives pour éviter de tuer dans l'œuf le génie créateur de la jeunesse sportive de sa localité et, empêcher la composante sociale des handicapés à prendre part aux différentes manifestations sportives organisées dans l'espace national et international en leur faveur.

3.5.7.2. Loisirs

Afin de nous éviter des querelles de sémantique, il nous a paru nécessaire de définir le concept de loisir. Les sept dictionnaires utiles définissent le loisir en tant que temps disponible en dehors du travail et espace de temps nécessaire pour faire une chose à son aise.

Vue sous cet angle, le loisir apparaît comme l'environnement nécessaire à tout être humain pour son épanouissement moral, intellectuel, culturel en l'absence de toute contrainte professionnelle.

Pour atteindre ces objectifs d'oxygénation et de remobilisation de ses ressources physiques et mentales, l'homme a besoin de certains supports au nombre desquels :

- Parcs d'attraction.
- Sites touristiques.
- Foires culturelles.
- Sport.
- Musique.
- Théâtre.
- Cinéma.
- Excursions.
- Distractions de tous genres etc...

Au regard du panel des supports sus énumérés, la Commune de Mbouda n'est pas la meilleure destination.

3.5.8. Etablissements touristiques

L'analyse de la carte hôtelière de l'Arrondissement de Mbouda présente les caractéristiques suivantes :

Au plan administratif, on constate un fort taux d'incivisme. En effet, sur les 24 infrastructures hôtelières de la place, 08 seulement possèdent un arrêté les autorisant à exercer la profession d'hôtelier. Les 14 autres exercent en marge de la réglementation en vigueur.

Au plan structurel, on dénote :

- 04 hôtels d'une étoile ;
- 02 hôtels du groupe II ;
- Et, 16 infrastructures hôtelières non classées.

Au plan de la capacité installée, on dénombre :

- Environ 208 Lits et,
- 550 Couverts

3.5.9. Banques Micro finances et Assurances.

Il y a lieu de citer :

- Banque de premier ordre : Société Générale de Banques au Cameroun (SGBC).
- Etablissements de micro-finances :
 - Express Union.
 - First Investment for Financial Assistance (FIFFA).
 - BATOCCUL.
 - Express Exchange.
 - COMECI.
 - Général des Caisses pour l'Épargne et le Financement au Cameroun (GECEFIC).
 - Mutuelle pour la Promotion de l'Épargne et du Crédit d'Investissement (MUPECI).
 - Crédit Communautaire d'Afrique (CCA).
 - Coopérative d'Épargne et de Crédit (CAPCOL).
- Assurances :
 - Britania Assurance Assistance.
 - SAMIRIS S.A.
 - Compagnie d'Assurance et de Réassurance.
 - Assurance et Réassurance Africaine.
 - ALPHA Assurance.
 - Compagnie Professionnelle d'Assurance du Cameroun (CPA).
 - La Financière des Monts Bamboutos.
 - SAMARITAN Insurance INC.

Au regard de la géographie des établissements financiers de la Commune de Mbouda, il y a lieu de constater que le service de l'épargne et du crédit est essentiellement adossé sur les établissements de micro-finances.

3.5.10. Hygiène et salubrité

La voirie municipale, faute de ressources humaines et de moyens logistiques est quasiment inopérante. Cette situation est responsable de nombreux immondices que l'on observe çà et là dans l'espace urbain communal.

Au niveau rural, la notion d'hygiène et de salubrité peut se résumer dans la composante sociologique des villages caractérisés par :

- L'absence de latrine.
- La cohabitation entre les hommes et les bêtes domestiques avec pour corolaire la recrudescence des Chics et des puces, parasites d'un autre âge.
- L'absence quasi-totale de l'hygiène corporelle.

3.5.11. Gestion des déchets/ nuisances diverses

3.5.11.1. Gestion des déchets

L'inorganisation de la voirie municipale est entièrement responsable des problèmes environnementaux que connaît l'espace urbain de la Commune de Mbouda

- L'ignorance des pratiques de traitement des déchets. En effet, le recyclage des ordures ménagères pour en faire du compost apparaît comme une activité onéreuse, en même temps qu'elle constitue une alternative aux problèmes des intrants agricoles.
- L'un des cours d'eau qui traverse de bout en bout la ville de Mbouda s'est transformé en dépotoir des déchets provenant de l'abattoir municipal du fait de la vétusté des installations.

- Au niveau du marché, on remarque des abattoirs spontanés (porcs, petits ruminants, volailles) dont les pratiques échappent à tout contrôle phytosanitaire et dont les déchets sont purement et simplement rejetés dans la nature occasionnant de ce fait une pollution environnementale.
- L'absence d'un profil de canalisation dans l'espace urbain communal est responsable des grandes rigoles que l'on observe çà et là et dont les eaux de ruissellement creusent parfois les sols jusqu'à atteindre parfois les fondations des maisons surtout dans les habitats construits en pente.

3.5.11.2. Nuisances diverses

A titre d'illustration, il existe deux petites unités d'ondulation des tôles dans la ville de Mbouda (SOTRADIPAL Sarl et SICTRAL Sarl) dont les activités nocturnes ont entraîné la banqueroute d'un hôtel de la place du fait du bruit issu des machines.

En milieu rural, l'impact de la pratique de l'écobuage est en partie responsable de la pollution atmosphérique avec dégagement des gaz à effet de serre.

Au niveau urbain, l'absence d'incinérateurs dans les hôpitaux d'une part et la pratique des brûlages des déchets à ciel ouvert présentent un grave danger pour les populations du fait du degré de toxicité des objets brûlés.

3.5.10. Atouts, potentialités et contraintes du milieu socio-économique.

Tableau 15 : Matrice des principales potentialités et contraintes par centres d'intérêt du milieu socio-économique.

CENTRES D'INTERET	ATOUTS ET POTENTIALITES	FAIBLESSES ET CONTRAINTES
AGRICULTURE	– Sols fertiles dans les hauteurs de Balatchi (Monts Bamboutos) et la localité de Ngoya aux confins de Bamenkombo. – Bas-fonds propices à la culture des produits vivriers, maraichers et de raphia. – 70% de la population pratiquent l'agriculture. – Pédologie propice à la plantation de l'espèce Grevilla comme alternative aux eucalyptus. – Présence de nombreux programmes d'appuis au secteur agricole: • PACA • ACEFA • PNAFM • PNVRA • SNAR • PSCC • PPVCC • PNDRT • PRFPT • PVBF • BIP • IRAD	– Insuffisance des espaces cultivables liée à la poussée démographique et au relief accidenté. – Insuffisance d'encadrement des agriculteurs. – Accès difficile aux intrants agricoles. – Pratiques culturelles traditionnelles (écobuage, polycultures). – Assèchement des sols lié à la présence de nombreux eucalyptus. – Faible mobilisation des agriculteurs en GIC et/ou associations (62 GIC fonctionnels à ce jour sur les 320 inscrits). – Faible mobilisation des GIC dans la recherche des sources de financement.
ELEVAGE	– Présence d'une zone propice à l'élevage (Monts Bamboutos) dans les hauteurs de Balatchi. – Sols propices à l'introduction des espèces nouvelles destinées au pâturage dans la zone de Balatchi : Bracharia et Guatemala pour bétail. – Possibilité de pratiquer l'élevage conventionnel et non conventionnel. – Possibilité de pratiquer l'aquaculture. – Présence de nombreux programmes d'appuis au secteur élevage : • ACEFA. • PACA. • PDFP • PNUD • PAPENOC	– Insuffisance des zones de pâturage – Insuffisance d'encadrement des éleveurs. – Accès difficile aux intrants d'élevages. – Pratiques pastorales traditionnelles (absence de bain détiqueur, des puits pastoraux, de clôtures etc...). – Faible mobilisation des éleveurs en GIC et/ou associations. – Faible mobilisation des GIC dans la recherche des sources de financement. – Désengouement des populations pour l'élevage au profit du secteur agricole. – Insécurité des éleveurs, victimes de nombreux braquages dans la zone de Balatchi.
MEDECINE TRADITIONNELLE	– Présence de nombreuses plantes médicinales dans les forêts sacrées.	– Absence d'une organisation de tradi-praticiens.

CENTRES D'INTERET	ATOUPS ET POTENTIALITES	FAIBLESSES ET CONTRAINTES
ARTISANAT	– Présence de bambous issus des raphias. – Valorisation du bambou de raphia en produits artisanaux (Lits, Chaises, Tabourets, Tables etc...).	– Absence des structures d'encadrement des artisans. – Absence d'un centre artisanal communal chargé de la promotion de l'artisanat. – Faible engouement des populations. – Difficulté d'accès aux financements.
TOURISME	– Présence de nombreux sites touristiques (Monts, Chutes, Grotte, Lacs, Musés).	– Accès difficile aux sites touristiques. – Délaissement des autorités communales du secteur touristique. – Absence d'un Office communal du tourisme chargé de la promotion du tourisme. – Absence de circuits touristiques
TRANSPORT	– Clientèle disponible – Position de la ville de Mbouda entre deux grands pôles économiques de développement (Bamenda et Bafoussam sur la Nationale N°6). – engouement des opérateurs économiques locaux dans le secteur des transports – Disponibilité en pièce de rechange pour les voitures – Existence d'une gare routière de grande superficie. – Présence de 02 syndicats – Atomicité des mototaxis	– Inorganisation de la gare routière – Incivisme : racolage, tracasseries policières, non-respect de la réglementation en vigueur par les mototaximan notamment le permis A – Mauvais état des routes. – Absence des taxis de ville. – Surcharge des taxis brousse.
BANQUES ET ASSURANCES	– Présence d'une banque de premier ordre (SGBC). – Présence de 09 institutions de micro finance. – Présence de 08 assurances	– absence de partenariat entre les établissements financiers et les GIC.
COMMERCE	– présence de 90 corps de métiers regroupés au sein de 09 filières. – Populations très actives dans les activités commerciales.	– Absence d'un fichier du contribuable. – Absence d'un plan de zonage des marchés (installations anarchiques des commerçants). – Absence d'innovation des acteurs du secteur commercial. – Inorganisation des circuits de distribution. – Insuffisance de l'approvisionnement en énergie électrique. – Insuffisance de l'approvisionnement en eau. – Absence de syndicats des commerçants chargés de la défense de leurs intérêts auprès des autorités administratives. – Absence d'une bouche d'incendie dans le marché.

Source : Résultats des analyses.

3.5.11. Principales potentialités et ressources de la Commune de Mbouda

Tableau 16 : Matrice de gestion des ressources naturelles de la Commune de Mbouda

RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIEL	UTILISATEURS/ UTILISATIONS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION (ACCES)	TENDANCES	PROBLEMES /CONTRAINTES	ACTIONS A ENTREPRENDRE
1-GROUPEMENT BAM ENDJINDA								
-Bas-fond -Raphia -Cours d'eau	-Nord du village TOUTOUTE -PONEKI I et II -BOUMETIO -MESSA -BATO -TSEULAI -LAFI I et II -BAGANKOU -BATOUSSE I -DOUNTSEU -BAKOGA	Important (vaste étendue de terre)	Population du village -vignes -matériels de construction et d'artisanat -Agriculture par endroits	- villageois	-Contrôlé	-Dégradation des sols de bas-fond -disparition du raphia (coupe fréquente de Bambou et nattes pour construction et artisanat, vigne) - baisse de la productivité agricole	-Inondation -destruction abusive des raphias pour des fins diverses -Dégradation des sols	-Aménager le bas-fond. -Améliorer la fertilité des sols par l'utilisation de la fumure organique et des plantes fertilisantes - créer les champs de raphia
Chutes de Maffo Nefouck	-Motseutsa	Important site touristique	-	-	-	Abandon	Site touristique non aménagé	Aménager au niveau de la chute un site touristique en vue de la création d'une source de richesse
2-GROUPEMENT BABETE								
Chute d'eau	Bakassang Nenew ou II	Assez important	-	-	-	Abandon	Site touristique non aménagé	Aménager au niveau de la chute un site touristique en vue de la création d'une source de richesse
Carrière de pierres	Nenew ou II Bahoboung	Assez important	Jeunes du village	-Jeunes du village - Commercialisation et construction	-Contrôlé	-	Voie d'accès difficile	Aménager la voie d'accès au site
Bas-fond -Raphia	-Bahoboung III Nenew ou II Bamatsa Nenew ou I Bassokeng Nzenepa	Assez important	Maraîchers	propriétaire	-Contrôlé	-Dégradation des sols de bas-fond -disparition du raphia (coupe fréquente de Bambou et nattes pour construction et artisanat, vigne) - baisse de la productivité agricole	-Inondation -destruction abusive des raphias pour des fins diverses -Dégradation des sols	-Aménager le bas-fond -Améliorer la fertilité des sols par l'utilisation de la fumure organique et des plantes fertilisantes - créer les champs de raphia car source de revenus chez la population
Bambou de chine	Nenew ou II	Assez important	Maraîchers pour les tuteurs des plantes	propriétaire	-Contrôlé	-destruction abusive des bambous de chine pour des fins diverses	-disparition de bambou de chine (coupe fréquente de Bambou pour construction barrière, tuteurs pour certaines	Créer les parcelle de bambou de chie

RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIEL	UTILISATEURS/UTILISATIONS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION (ACCES)	TENDANCES	PROBLEMES /CONTRAINTES	ACTIONS A ENTREPRENDRE
							cultures maraichères artisanat, vigne)	
Savane arbustive	Nenew ou II	Assez important	Extraction des pierres	Villageois	Contrôlé		Dégradation des sols et effet de l'érosion	Améliorer la fertilité des sols par l'utilisation de la fumure organique et des plantes fertilisantes
3-GROUPEMENT BAMENKOMBO								
Chutes d'eau	Nantsap bamefap	Pente douce et assez importante Site touristique	-	-	-	-	Manque d'aménagement du site	Aménager le site pour des fins touristiques et en vue de la création des sources de richesses pour la commune et le village
Carrière de sable	Nantsap Nzemmegueme Manthée	-Important avec possibilité d'extension	Construction et commercialisation	Contrôleur : chef supérieur	règlementé	-	Accès difficile	Aménager les voies d'accès
Cours d'eau	Nantsap	Permanent et important	Consommation Ménage Agriculture de contre-saison	-	Accès libre	-	-	-
Carrière de latérite	Nantsap Bamatieun Nzemmegueme	-Terre de couleur brun-rouge Importante	Entretien et construction des routes		Libre pour les habitants du village et règlementé pour les gens de l'extérieur	-	Faible niveau d'exploitation dû au manque de matériels et équipement adapté et route d'accès non aménagé	-
Bas-fond	Nantsap Bamatieun Bamefap	Très vaste étendue de terres fertiles -Zone irrigable à tout moment -Sol hydromorphe par endroit	Agriculture maraichère et vivrière	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé -Obtenu par héritage ou octroyer par le chef de village	Surexploitation	Inondation en saison de pluie	Aménager le bas-fond et appliquer les techniques culturales appropriées
Zones de polyculture	Bamatieun	Sol brun-rouge ferralitique - Vaste-tendue de terre propice à l'agriculture	Agriculture vivrière de tous ordres	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé obtenu par cession héritage, location ou octroyer par le chef de village	Surexploitation des sols	-Présence des ravageurs et destructeurs des cultures -absence de jachères -Mauvaises pratiques culturales -Baisse de la fertilité des sols	Améliorer la fertilité des sols par l'utilisation de la fumure organique et des plantes fertilisantes ainsi que l'usage des bonnes pratiques culturales
Forêt sacrée	Bamatieun	-Mini forêt secondaire -Lieu sacré	Pratique des rites et coutumes -prélèvement des	Notables et chef du village	Réglementé	Disparition de certaines espèces	Exploitation des environs par les riverains	Délimiter la zone de forêt sacrée et reboisement de la zone

RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIEL	UTILISATEURS/UTILISATIONS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION (ACCES)	TENDANCES	PROBLEMES /CONTRAINTES	ACTIONS A ENTREPRENDRE
		-Réserve forestière	plantes médicinales -conservation des traditions			animales et végétales		
Cours d'eau Bandzo et Nenfeung	Bametioun	-Assez important et permanent - présence de quelques espèces halieutiques	-Petite pêche -Usage domestique -Consommation	-	libre	-	-Absence de pont -phénomène de pollutions de tous ordres	-Construire un pont en matériaux définitif -Mener les campagnes d'éducation sanitaire et environnementale pour résoudre le problème de pollution
Raphia	Nantsap Bametioun Bamefap	Ressources renouvelable	-Extraction du vin de raphia -Bambou et nattes pour construction et artisanat	Propriétaires de terrain	règlementé	-disparition du raphia (coupe fréquente de Bambou et nattes pour construction et artisanat, vigne	-destruction abusive des raphias pour des fins diverses	- créer les champs de raphia car source de revenus important chez la population
Cours d'eau mifi	Nzemmegueme	-Important -Traverse le village	-Agriculture et besoins domestiques -Pêche artisanale	-	libre	-	-L'eau non potable -cours d'eau éloigné des habitations	-
Bas-fond	Nzemmegueme	Très vaste et s'étend tout le long du cours d'eau Mifi	Agriculture maraîchère et vivrière	-Propriétaires terriens et le chef du village	Règlementé -Obtenu par héritage ou octroyer par le chef de village	Surexploitation	Inondation en saison de pluie	Aménager le bas-fond et appliquer les techniques culturelles appropriées
Massifrocheux	Manthée	-Très volumineux	-Séchoirs pour manioc et autres denrées agricoles -extraction des pierres pour construction des maisons	-	libre	-	-Faible niveau d'exploitation -Manque de matériels et équipement pour exploitation rationnelle	-
Site sacré	Manthée	-Grotte large -Site touristique potentiel	-sacrifices et rites traditionnels	-	-	Très peu fréquenté	-Site touristique non aménagé	Aménager le site pour des fins touristiques en vue de la création des sources de richesses pour la commune et le village
4-GROUPEMENT BAMESSINGUE								
Carrière de sable	BAETTA-Mezo	important	-	-	-	stable	Enclavement de la carrière	Ouverture de piste de désenclavement de la carrière
Carrière de pierres	-Bameta -BAWA-CHEFFERIE -Batsinla Bafemga-bloc Louh -Bafagdji	important	-POPULATION	population	Règlementé	Stable Baisse de volume et de quantité	Difficulté d'accès	Ouverture de piste de désenclavement de la carrière et construire des ponceaux

RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIEL	UTILISATEURS/UTILISATIONS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION (ACCES)	TENDANCES	PROBLEMES /CONTRAINTES	ACTIONS A ENTREPRENDRE
	Bamalapa -Bamedou -Balego							
Bas-fond	-BAETTA-Mezo -Batsinla-kenzou Bafemga-bloc Louh Bamedou- Nsafeu	Important	Agriculture maraîchère et vivrière	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé -Obtenu par héritage ou octroyer par le chef de village	Surexploitation et baisse de la fertilité des sols	-difficulté d'exploitation du bas-fond due à l' Enclavement de la zone -conflits agropastoraux - irrigation	Ouverture de piste de désenclavement du bas-fond -aménagement du bas-fond -Sensibilisation et éducation des producteurs agricoles et des éleveurs locaux au cours des rencontres de concertation
Raphia	Bamalapa Raphia	Ressources renouvelable	-Extraction du vin de raphia -Bambou et nattes pour construction et artisanat	Propriétaires de terrain	réglementé	-disparition du raphia (coupe fréquente de Bambou et nattes pour construction et artisanat, vigne	-destruction abusive des raphias pour des fins diverses	- créer les champs de raphia car source de revenus important chez la population
Forêt sacrée	Derrière la chefferie Bamedou	Assez important	Conseil traditionnel pour des rites et coutumes	Chef et notables	réglementé	Disparition de certaines espèces végétales et animale	-faible densité des arbres	Augmentation de l'aire de la forêt sacrée par le reboisement
5-GROUPEMENT BALATCHI								
Carrière de pierre et gravier	King place Bamougou Batsela II Bamaka Bagadeng I Bamekeme	Important avec des roches basaltiques	Construction et commercialisation	propriétaires	Contrôler par les propriétaires terriens	stable	Faible niveau d'exploitation Manque de voies d'accès	-Assurer une exploitation rationnelle avec les engins appropriés -Aménager les voix d'accès
Raphia	King- place Batsela II	Ressources renouvelables	-Extraction du vin de raphia -Bambou et nattes pour construction et artisanat	Propriétaires de terrain	réglementé	-disparition du raphia (coupe fréquente de Bambou et nattes pour construction et artisanat, vigne	-destruction abusive des raphias pour des fins diverses	- créer les champs de raphia car source de revenus important chez la population
Chute d'eau	Bamougou- Tsong	Important	Site Touristique	Pas De Control	Libre	Abandon	Site non aménagé	Aménagement du site pour des fins touristiques
Bas-fond	Batsela II et I	Important et très fertile	Population pour l'agriculture maraîchère et vivrière	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé -Obtenu par héritage ou octroyer par le chef de village	Surexploitation et baisse de la fertilité des sols	-Dessèchement du cours d'eau -Appauvrissement des sols -Non maîtrise des techniques culturales	Restauration de la fertilité des sols des sols par des méthodes adaptées
Zone de pâturage avec massif du Mont	Village Bororo	- Vaste étendue de terrain avec	Elevage des bovins -Chasse	-Propriétaires terriens et le chef du village	Plus ou moins réglementé	Surexploitation et baisse de la fertilité des	-Feux de brousse -Absence d'un plan	Mettre en place un plan d'aménagement et d'exploitation durables

RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIEL	UTILISATEURS/UTILISATIONS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION (ACCES)	TENDANCES	PROBLEMES /CONTRAINTES	ACTIONS A ENTREPRENDRE
Bam boutos		des massifs montagneux et rocheux par endroits -Relief accidenté par endroits - Sols ferrallitiques	-Récolte plantes décimales et autres produits de montagne -Agriculture vivrière et maraichère			sols	d'aménagement -Difficulté de gestion et d'exploitation durable de la zone de pâturage -Envahissement de l'espace par des espèces non désirables -Mauvaise gestion du pâturage -Manque de point d'eau aménagé -Conflits agropastoraux	
Zone de Colline et des pentes	Bamaka	-Relief accidenté - Sols ferrallitiques	-Agriculture vivrière et maraichère	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé -Obtenu par héritage ou octroyer par le chef de village	Surexploitation et baisse de la fertilité des sols	Appauvrissement des sols	Améliorer la fertilité des sols par l'utilisation de la matière organique, des plantes améliorantes et la construction des dispositifs antiérosifs sur des espaces appropriés
Mont LEKWEKHI (2268 m)	Bametim	important	-Population pour captage d'eau et pour l'agriculture	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé -Obtenu par héritage ou octroyer par le chef de village	Surexploitation et baisse de la fertilité des sols	-Appauvrissement des sols -présence d'eucalyptus -Menace de dessèchement	-Protéger l'environnement avec des espèces végétales appropriées
-Cours d'eau Wang et Lap -Cours d'eau Touopi et Ménépang -kaked et Tchoumekô Cours d'eau Tola, Tsedeng, Tsemetsid, Tsemagwou et Tsemeto'o	Bametim Bagadeng I bBamekeme Village BORORO	moyen	-Population pour irrigation des parcelles et pour besoins domestiques - Aussi pour abreuvement des bêtes	libre	Libre	Surexploitation	Taris souvent en saison sèche	-Protéger l'environnement avec des espèces végétales appropriées
Chute sur Metsid et Tsedeng	Village Bororo	Important	Non exploité	libre	Libre	-	Manque d'aménagement et accès difficile	Aménager le site et la voie d'accès à des fins touristiques
-Grotte de BEVOTEMAKE	Village Bororo	Important	Non exploité	libre	Libre	-	Manque d'aménagement et accès difficile	Aménager le site et la voie d'accès à des fins touristiques
Bas-fond	Entre les sommets des	Important	-Agriculture vivrière et	-Propriétaires terriens et le chef	Parfois réglementé,	Surexploitation	Appauvrissement des sols avec	Aménager le site

RESSOURCES NATURELLES	LOCALISATION	POTENTIEL	UTILISATEURS/UTILISATIONS	CONTROLEURS	MODE DE GESTION (ACCES)	TENDANCES	PROBLEMES /CONTRAINTES	ACTIONS A ENTREPRENDRE
	collines		marâchère	du village et libre par endroit	Mais généralement libre		exploitation anarchique de l'espace	
Raphia	Dans l'ensemble du village Balatchi	Ressources naturelles renouvelables dans les exploitations familiales agricoles et tout le long des cours d'eau Très important	Populations locale pour extraction du vin raphia et pour utilisation des bambous et nattes pour constructions et pour l'artisanat	-Propriétaires terriens	Réglementé -Obtenu par héritage ou planter par les individus au niveau du villages	Diminution vertigineuse de la population des Raphia	Destruction abusive	-Assurer de manière permanente la régénération par la création de nouvelles plantations des raphia -Elaborer et assurer la mise en oeuvre des Micro-projets communautaires ou communales de plantation des raphias
6-GROUPEMENT BAMENDJO								
Zone de polyculture	Sols Ferrallitiques dans l'ensemble du Groupement Bamendjo	Vastes étendues de terre	Populations pour l'Agriculture vivrière, de rente et fruitière	-Propriétaires terriens et le chef du village	Réglementé -Obtenu par héritage ; par cession ou octroyer par le chef de village	Baisse de la fertilité des sols	Appauvrissement des sols	Améliorer la fertilité des sols par des techniques culturales appropriées et par l'utilisation des plantes améliorantes et de la fumure organique
Forêt sacret	Bamendjo-king place -BATOUSSOP -BAKEPE -Batsella II Bakazou Badjinsi Batsella I	-Important -Présence importante des espèces fauniques et floristiques	-Conseil des notables pour -Rites Traditionnels -Récolte des plantes médicinales	-Chef de village -Notables et les initiés	-Réglementé et réservé pour le -Chef de village, les Notables et les Initiés	-	-	-
Cours d'eau Nkem Ngou Landiong Ngouda Mohta Megoune Mifi Megoune Kobo Ngouala Ngola Ngo tsi ngola foh Nso tsinkop et Ngo Toh Ntsoepa Lop et Mendonga Mofefet Kemgoum Netsep	-Bamendjo -BAMOGO -Bakepe Bakatou Bakazou Badjinsi Bafemtoh Bassi	Peu important	Population du village pour des besoins domestiques	libre	libre	- Diminution du volume en saison sèche	-	-

Source : Résultats des analyses.

IV. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.

4.1. Synthèse du DIC.

4.1.1. Gestion des ressources humaines.

La présentation des Ressources humaines de la Commune est axée sur :

- la classification du personnel ;
- la politique de gestion des Ressources humaines ;
- le Conseil municipal et son organisation.
- Les forces et faiblesses

4.1.1.1. Classification du personnel

Selon l'approche genre, le personnel communal est réparti ainsi qu'il suit :

- Femmes : 26 soit 44.07%.
- Hommes : 33 soit 55.03%.

Le tableau 17 : ci-après la répartition du personnel par service et par grade.

Structure	Cadres contractuels (10 ^{ème} à 12 ^{ème} Cat.)	Agents contractuels (7 ^{ème} à 9 ^{ème} Cat.)	Décisionnaires (1 ^{ère} à 6 ^{ème} Cat.)	Total
Cabinet du Maire	/	01	02	03
Secrétariat Général	01	/	03	04
SAF	/	01	03	04
Service d'Etat civil	/	01	02	03
Service d'hygiène	/	/	06	06
Service Technique et aménagement Dév. Urb.	/	01	08	09
Recette municipale	01	04	02	07
Sce de Recouvrement	/	01	04	05
Bibliothèque municipale	/	/	01	01
Cellule Informatique	/	01	/	01
Préfecture de Mbouda	/	01	06	07
Sous-préfecture de Mbouda	/	/	01	01
Recette des Finances	/	/	01	01
Centre Dép. des Impôts des Bamboutos	/	/	02	02
Dél. Dép. Education de Base	/	/	01	01
Dél. Dép. Environnement et Protection de la Nature	/	/	02	02
Dél. Dép. Jeunesse	/	/	01	01
Hôpital de District de Mbouda	/	/	01	01
ENSEMBLE	02	11	46	59
Part (%)	3.4%	18.6%	78%	100%

Source : Fichier du personnel communal et résultats des enquêtes.

4.1.1.2. Politique de Gestion des Ressources humaines (GRH)

4.1.1.2.1. Organisation du Conseil Municipal

Il convient tout d'abord de relever pour le déplorer l'absence des dossiers administratifs des Conseillers municipaux au niveau des archives communales.

Cependant, la Commune de Mbouda compte 41 Conseillers municipaux, tous issus du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).

En ce qui concerne l'aspect genre, le Conseil municipal comprend :

- 06 femmes soit 14.63% ;
- et 35 hommes soit 85.37%.

Les points saillants en ce qui concerne l'organisation du conseil communal au regard des outils de collecte des données sont les suivants :

- quatre sessions par an.
- le conseil municipal ne joue pas un rôle cardinal dans le fonctionnement de la Commune.
- Cependant, en tant qu'organe délibérant, il décide des orientations du budget de la commune dont-il assure le vote en même temps qu'il apprécie la gestion financière du Maire lors de l'adoption du compte administratif en session ordinaire.

4.1.1.2.2. Organisation des commissions techniques

Tel que déjà relevé dans le tableau précédant, la Commune de Mbouda comprend 04 Commissions techniques à savoir :

- **La Commission des Finances** dont le Président est Monsieur Jean KUIGNOU TCHIO, Conseiller municipal. Cette Commission s'occupe de la coordination générale de toutes commission par rapport aux crédits votés par le Conseil.
- **La Commission des Affaires Sociales et Culturelles** avec à sa tête Monsieur Boniface WAMBA, Conseiller municipal. Elle s'occupe du volet social, culturel et sportif.
- **La Commission des Travaux** dirigée par Monsieur Michel TSAKOU, Conseiller municipal. Elle s'occupe des investissements relatifs aux infrastructures socioéconomiques (routes, forages, électrification, etc.)
- **La Commission de suivi des Travaux** présidée par Monsieur Noel KUETTE. Elle s'occupe du suivi de l'exécution de tous les travaux sus-évoqués.

Chacune de ces Commissions comprend :

- un Président ;
- un Rapporteur ;
- et 07 Membres, tous des Conseillers municipaux.

Cette situation ne cadre pas avec l'Article 11 du Décret N°2008 /0752/PM du 24 avril 2008 qui dispose que la composition d'une Commission ne peut excéder 06 Membres.

4.1.1.2.3. Fonctionnement des services administratifs

Hormis le Cabinet du Maire, la Commune de Mbouda comprend 08 Services dont le fonctionnement est rattaché au Secrétariat Général de la Commune. Il s'agit notamment des Services suivants :

- **le Service Administratif et Financier** dont le responsable est Monsieur FOKOUANG René, Agent Contractuel Communal de 8/3 diplômé du CEFAM, Cycle 2. Ce Service a pour missions : i) la gestion des Ressources Humaines, ii) la gestion des affaires juridiques, iii) la documentation et les archives ; la confection de l'avant-projet de Budget et du compte administratif de la Commune, iv) l'émission des recettes, l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses.
- **le Service d'Etat civil**, dirigé par Madame MATANE TCHIO Juliette, Agent Contractuelle municipale de 9/5 diplômée du CEFAM, Cycle 1, option Administration. Les missions de cette Structure portent sur l'établissement des actes de naissance, de mariage et de décès.

- **le Service d'Hygiène** s'occupe de la voirie urbaine et de l'hygiène et de la salubrité publique.
- **le Service Technique et Aménagement du Développement Urbain.** qui a à sa tête Monsieur MOFFO Jean Marie, Agent Contractuel Communal de 7/12 titulaire d'un Probatoire technique F4. Les missions de ce Service sont les suivantes : i) études et réalisation des projets d'infrastructures socioéconomiques, ii) enlèvement des ordures ménagères, iii) entretien et aménagement de la ville.
- **la Recette Municipale** dirigée par Monsieur FEUYOM NGONGANG Gilles, Ingénieur Informaticien de 10/5 a pour missions i) le recouvrement des recettes, ii) le paiement des mandats et iii) la tenue de la comptabilité.
- **le Service de Recouvrement** dirigé par Monsieur Désiré KUETE SA'A Administrateur communal diplômé du CEFAM. Ce service est chargé du recouvrement des recettes municipales. Il comprend le bureau d'émission, le Bureau de recouvrement et des brigades.
- **la Bibliothèque Municipale** gérée par Monsieur NOTIO, Agent décisionnaire de 5/3 titulaire d'un BEPC. La mission de cette structure mise en place en 2008 et à promouvoir consiste à mettre à la disposition du public les livres et autres documents disponibles ainsi qu'un service internet.
- **la Comptabilité-Matières** dont le Chef est Monsieur NOTEMGNOU Paul Dagobert, titulaire d'une Capacité en Droit, accompagne le Maire dans la Gestion matérielle de la Commune.
- **la Cellule Informatique** rattachée au Secrétariat Général et dirigée par Monsieur PEZIEPE Noel. Les attributions de cette Cellule portent sur la saisie informatique des documents.

4.1.2. Gestion des ressources financières.

La présentation des Ressources financières de la Commune est axée sur :

- la procédure d'élaboration et de suivi du Budget Communal et validation du compte administratif ;
- Analyse des écarts entre les prévisions et les réalisations budgétaires ;
- Analyse des tendances sur la base des documents des trois derniers exercices.
- Tenue de la comptabilité et du suivi ;
- les forces et faiblesses.

4.1.2.1. Procédure d'élaboration et de suivi du Budget Communal et validation du compte administratif

4.1.2.1.1. Élaboration du Budget.

En rapport avec le Secrétaire Général de la Commune et le Préfet du Département des Bamboutos, le Maire procède à la convocation, au moins 15 jours au préalable, de la session budgétaire qui se tient dans la salle des actes de la Commune.

Les convocations sont adressées aux membres du Conseil municipal en charge du vote du budget en session plénière. Il convient de souligner qu'après ce vote, le Préfet procède à l'approbation du Budget de la Commune à partir de ses services. C'est alors qu'intervient la publication du Budget par le Maire à travers les médias.

4.1.2.1.2. Validation du compte administratif

C'est le Conseil municipal qui est en charge de l'examen en plénière des Comptes administratifs de la Commune. Après délibération, ces comptes sont soumis au Gouverneur

de la Région de l'Ouest la tutelle pour approbation. C'est alors qu'intervient la publication desdits comptes par la tutelle qui les transmet par correspondance au Maire pour publication.

4.1.2.2. Analyse des écarts entre les prévisions et les réalisations budgétaires

L'analyse des écarts entre les prévisions et les réalisations budgétaires s'articule d'une part sur les recettes et d'autre part sur les dépenses.

4.1.2.2.1. S'agissant des recettes

Sur la base des comptes administratifs de l'exercice 2009, les écarts entre les prévisions et les réalisations en ce qui concerne les recettes sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 18 : Écarts entre les prévisions et les réalisations des recettes en 2009

Nomenclature	Total prévisions (FCFA)	Total réalisations (FCFA)	Ecart (FCFA)	Taux de réalisation (%)
Titre 1 : recettes de fonctionnement				
7.1. recettes de fonctionnement courant	354 902 800	245 798 867	109 103 933	69.26%
7.2. produits de l'exploitation du domaine et services municipaux	52 500 000	33 801 216	18 698 784	64.38%
7.3. ristournes et redevances consenties par l'Etat	1 500 000	0	1 500 000	0%
7.7. autres produits et profits divers	4 800 000	1 903 650	2 896 350	39.66%
Total Titre 1 : recettes de fonctionnement	414 449 946	282 250 879	132 199 067	68.10%
Titre 2 : recettes d'investissement				
1.1. réserves	1 494 293	1 494 293	/	100%
2.5. remboursement des prêts et autres créances à long et à moyen terme	5 000 000	940 000	4 060 000	18.80%
Total du Titre 2 recettes d'investissement	6 494 293	2 434 293	4 060 000	37.48%
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES (TITRE 1 + 2)	420 944 239	284 685 172	136 259 067	67.63%

Source : Compte Administratif Exercice 2009.

Tableau 19 : Taux de réalisation des prévisions budgétaires de 2007 à 2009.

Nomenclature	Taux de réalisation 2007	Taux de réalisation 2008	Taux de réalisation 2009
Titre 1 : recettes de fonctionnement			
7.1. recettes de fonctionnement courant	71.48%	70.50%	69.26%
7.2. produits de l'exploitation du domaine et services municipaux	39.62%	61.28%	64.38%
7.3. ristournes et redevances consenties par l'Etat	0%	0%	0%
7.7. autres produits et profits divers	20.38%	46.49%	39.66%
Total Titre 1 : recettes de fonctionnement	65.80%	68.90%	68.10%
Titre 2 : recettes d'investissement			
1.1. réserves	100%	100%	100%
2.5. remboursement des prêts et autres créances à long et à moyen terme	1.97%	11.69%	18.80%
Total Titre 2 recettes d'investissement	52,36%	32.05%	37.48%
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES (TITRE 1 + 2)	65.23%	67.71%	67.63%

Source : Compte Administratif Exercices 2007, 2008, 2009.

Le tableau ci-dessus montre que les recouvrements effectifs (réalisations) sont inférieurs aux prévisions budgétaires. En effet, le taux de recouvrement se situe pour les trois (03) derniers exercices à savoir de 2007 à 2009 entre **65.23%** et **67.63%**. Il y a par conséquent des prévisions non réalisées de plus de **32%**.

Les taux de réalisation les plus faibles concernent les recettes d'investissement dont le poste le plus affecté porte sur les remboursements des frais et autres créances. Ces taux oscillent pour la période triennale considérée entre **52 et 38%**.

Les taux de réalisation des recettes de fonctionnement qui sont les plus importantes varient sur la même période de **65 à 68.10%**. Ces recettes ont pour ressort les recettes fiscales, les centimes additionnelles communales, les taxes communales, les produits d'exploitation du domaine et des services municipaux, les ristournes et redevances consenties et, les autres produits et profits divers.

Il convient de souligner pour la période considérée que :

- La récupération en ce qui concerne les dotations aux amortissements est nulle. Ce qui traduit la vétusté de tous les équipements amortissables et le renchérissement prévisible des frais d'entretien desdits équipements.
- La Commune ne bénéficie d'aucune subvention ni d'emprunts et dettes à long et moyen terme.

4.1.2.2.2. S'agissant des dépenses

Tableau 20 : Écarts entre les prévisions et les sommes effectivement payées en ce qui concerne les dépenses de 2007 à 2009

Désignation	Ecart 2007 (FCFA)	Ecart 2008 (FCFA)	Ecart 2009 (FCFA)
Titre 1 : dépenses de fonctionnement.			
6.10. matières et fournitures consommées	10 388 656	18 452 885	8 641 664
6.11. transport consommé	2 645 500	3 132 000	3 312 000
6.12. autres services consommés	6 010 447	6 429 002	7 219 857
6.2. frais de personnel	27 001 538	25 590 166	28 168 480
6.3. impôts et taxes	1 479 594	650 780	1 165 000
6.5. subventions versées	4 836 784	2 444 963	9 226 271
6.6. transferts versés	2 796 200	3 345 000	2 990 600
6.7. autres charges et pertes diverses.	15 373 232	12 735 972	16 323 445
-Total Titre 1 : dépenses de fonctionnement	72 149 027	72 780 768	77 047 317
-Total des dépenses de fonctionnement prévisionnelles	Sur 249 795 167	Sur 266 081 577	Sur 291 052 800
- taux de réalisation	71.12%	72.65%	73.53%
Désignation	Ecart 2007 (FCFA)	Ecart 2008 (FCFA)	Ecart 2009 (FCFA)
Titre 2 : dépenses d'équipement et d'investissement			
1.5. remboursement des dettes à LMT	40 000	200 000	1 250 000
1.7. remboursement des dettes LMT sur engagement	11 512 561	0	0
2.1. terrain (achat, acquisition)	0	3 500 000	602 254
2.2. autres immobilisations corporelles	53 148 253	47 541 055	71 016 433
2.6. participation et affectation	500 000	1 000 000	1 000 000
-Total Titre 2 : dépenses d'équipement et d'investissement	65 561 814	52 241 055	73 143 775
-Total des dépenses d'investissement prévisionnelles	Sur 135 906 125	Sur 121 650 000	Sur 143 650 000
-Taux de réalisation	51.76%	57.06%	49.08%
ENSEMBLE DEPENSES BUDGETAIRES	137 710 841	125 021 823	150 191 092
ENSEMBLE PREVISION DES DEPENSES	Sur 385 701 292	Sur 387 731 577	Sur 434 702 800
TAUX DE REALISATION DES DEPENSES	64.30%	67.76%	65.45%

Source : Compte Administratif Exercices 2007, 2008, 2009.

Il ressort du tableau ci-dessus les commentaires suivants :

- les dépenses de fonctionnement ont été réalisées à 71.12% en 2007, 72.65% en 2008 et, 73.53% en 2009.
- Celles d'investissement ont été réalisées à 51.76% en 2007, 57.06% en 2008 et, 49.08% en 2009 donc seulement presque à moitié au cours de cette période triennale.

4.1.2.2.3- Analyse des tendances sur la base des documents des trois derniers exercices.

Le **Tableau 21** ci-après présente l'évolution des recettes et des dépenses effectivement effectuées au cours des trois derniers exercices.

Désignation	2007	2008	2009
-Recettes effectuées (FCFA)	251 586 567	264 951 193	284 685 172
- Dépenses (FCFA)	247 990 451	262 709 754	284 511 708
Recettes nettes des dépenses (FCFA)	3 596 116	2 191 339	173 464
Evolution des recettes par rapport à l'année précédente (FCFA)	/	13 364 626	19 733 979
Evolution des recettes par rapport à l'année précédente (en %)	/	5.31%	7.45%
Evolution des dépenses par rapport à l'année précédente (FCFA)	/	14 719 303	21 801 954
Evolution des dépenses par rapport à l'année précédente (en %)	/	5.94%	8.30%

Source : Compte Administratif Exercices 2007, 2008, 2009 et résultats des analyses.

Il ressort du tableau qui précède que les recettes ont accusé une augmentation de 5.31% en 2008 et 7.45% en 2009.

Quant aux dépenses, elles se sont accrues de 8.30% en 2009 contre 5.94% en 2008. En outre, les dépenses effectuées au cours de cette période triennale ont été entièrement couvertes par les recettes, accusant des excédents qui évoluent de 3 596 116 FCFA en 2007, 2 191 339 FCFA en 2008 et, 173 464 FCFA en 2009.

4.1.2.2.4. Tenue de la comptabilité et du suivi

1. Tenue de la comptabilité

La Commune de Mbouda ne tient pas encore de comptabilité analytique conformément aux dispositions réglementaires. Toutefois elle tient une comptabilité générale matérialisée par :

- l'existence d'un Livre Journal tenu au quotidien à la Mairie par le Comptable Matières. Tous les enregistrements se font sur la base des factures et des PV de réception.
- L'existence également d'un livre de contrôle, des services faits, de contrôle de consommation et d'enregistrement des BIP tenus au quotidien par le Comptable Matières dans les mêmes conditions que le Livre Journal.

L'exploitation, le contrôle et le suivi des documents ci-dessus évoqués se font en fin d'exercice.

A ces documents s'ajoutent les pièces comptables à l'instar du Document de Compte de Gestion Matières tenu par le Comptable Matières. Il a une durée d'un an renouvelable et son contrôle est fait en fin d'année par le Maire.

2. Rapports financiers

Les rapports financiers s'entendent le Budget et le Compte Administratif. Ils sont élaborés, le premier le 15 novembre et le second le 31 mars de chaque année par le Chef de Service Administratif et Financier en rapport avec le Secrétaire Général, sur la base des documents comptables. Ces rapports financiers disponibles et accessibles par tout le monde sont publiés.

4.1.3. Gestion du patrimoine communal

4.1.3.1. Inventaire, typologie et mode de gestion du patrimoine communal

Sur la base des Comptes Administratifs des exercices 2007 2008 et 2009, les ressources patrimoniales de la Commune sont ci-après présentées.

4.1.3.1.1. Biens meubles

a) Meubles de bureau

Acquis sur Budget Communal de 1987 à 2007 avec une valeur d'acquisition de 5 746 831 FCFA, ces meubles sont en état de fonctionnement normal au regard de l'entretien qui y est consacré.

b) Meubles divers

Dans ce cadre il y a lieu de citer :

- l'existence des chaises et des tentes (chapiteaux) utilisés aussi bien par la Commune que par les particuliers à l'occasion de manifestations diverses ;
- l'appui à la conservation et à l'entretien des objets d'art dans le musée de la chefferie Bamendjinda mérite d'être évoqué.

4.1.3.1.2. Appareils et petit matériel de bureau

Il s'agit notamment :

- des appareils divers acquis sur Budget Communal de 2002 à 2009 pour un montant de 115 691 921 FCFA, ces appareils sont en état de fonctionnement normal au regard de l'entretien qui y est consacré.
- du petit matériel de bureau acquis sur Budget Communal de 2002 à 2009 pour un montant de 735 744 FCFA, ce matériel demeure en état de fonctionnement normal au regard de l'entretien qui y est consacré.

4.1.3.1.3. Biens Immeubles

Il s'agit notamment des biens suivants :

- l'immeuble communal abritant les bureaux ;
- l'immeuble abritant la bibliothèque municipale ;
- l'immeuble abritant la Salle des Fêtes ;
- les immeubles communaux à usage d'habitations ;
- les immeubles communaux à usage commercial (stands des gares routières et les boutiques des marchés en location) ;
- la tribune municipale ;
- le stade municipal ;
- les marchés A et B ;
- et les gares routières A, B et C.

Bien que fonctionnels, ces biens immeubles nécessitent un entretien. Particulièrement les marchés A (marché central) et B (marché mondial) nécessitent les travaux de réhabilitation et de réaménagement.

A ces immeubles viennent s'ajouter :

- les jardins, les espaces verts et les cimetières ;

- les monuments,
- et les terrains de voiries.

4.1.3.1.4. Matériel de transport

On distingue notamment dans cette rubrique :

- 01 véhicule TOYOTA type Pick-up acquis en 1987 sur budget communal eu prix de 6 750 000 FCFA, de valeur vénale nulle et entretenu par les garagistes locaux pour être encore fonctionnel.
- 01 camion Benne de capacité 20 tonnes acquis en 2006 à 22 000 000 FCFA sur Budget Communal. Entièrement amorti sur le plan comptable, ce camion est fonctionnel et fait l'objet d'un entretien régulier ;
- 01 véhicule Pick-up double cabine de marque Great Wal acquis en 2008 à 22 500 000 FCFA sur Budget Communal. il est fonctionnel et est régulièrement soumis à des révisions mensuelles.

En ce qui concerne le matériel de transport, les petites réparations sont confiées aux garagistes de la place et celles plus importantes à deux (02) garagistes agréés.

La commune dispose aussi d'un agent de maintenance pour le matériel de transport nécessitant un renforcement de capacités en matière de formation.

4.1.4. Forces et faiblesses de l'Institution Communale.

Cette partie comprend deux rubriques à savoir :

- les forces de l'Institution Communale et
- les faiblesses de l'institution communale.

4.1.4.1. Forces de l'institution communale.

Il est présenté tour à tour :

- les forces de l'Institution Communale sur le plan transversal et
- les forces de l'Institution Communale par service.

4.1.4.1.1. Forces de l'Institution communale sur le plan transversal

Il ya notamment :

- l'exécutif communal complet.
- le patrimoine de la Commune en matière d'immeubles à savoir :
 - l'immeuble communal abritant les bureaux ;
 - l'immeuble abritant la bibliothèque municipale ;
 - l'immeuble abritant la Salle des Fêtes ;
 - les immeubles communaux à usage d'habitations ;
 - les immeubles communaux à usage commercial (stands des gares routières et les boutiques des marchés en location) ;
 - la tribune municipale ;
 - le stade municipal ;
 - les marchés A et B ;
 - et les gares routières A, B et C.
- l'existence de deux plans d'actions (2004-2008 et 2008-2012) traduit la volonté des autorités communales à s'arrimer à la décentralisation.
- la répartition du travail au sein de l'exécutif communal en phase avec les textes sur la décentralisation.
- la régularité dans le paiement des salaires.

- la prise en compte de l'approche genre en ce qui concerne la structure du personnel communal.
- la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à jour.
- la tenue des réunions de coordination mensuelles.

4.1.4.1.2. Forces de l'Institution Communale par service

a) le Service Administratif et Financier

- personnel qualifié, expérimenté et appliqué au travail ;
- bonne collaboration dans le service ;
- disponibilité des comptes administratifs des exercices 2007, 2008 et 2009.

b) le Service d'Etat civil.

- existence d'un personnel constitué d'un Chef de service et de 02 agents disponibles.
- ligne téléphonique disponible ;
- assiduité, serviabilité et respect de la hiérarchie par le personnel du service.

c) le Service Technique et Aménagement du Développement Urbain.

- existence du personnel technique dont 02 chauffeurs, 01 maçon, 02 manœuvres et 02 gardiens disponibles ;
- communication permanente entre agents du service (tenue des réunions de concertation) ;
- respect de la hiérarchie et serviabilité par le personnel du service ;
- disponibilité de 01 camion et de 01 pick-up.

d) la Recette Municipale.

- existence d'un personnel qualifié comprenant 06 agents dont 01 ingénieur, 03 diplômés du CEFAM, 01 capacitaire en droit, 01 titulaire du BEPC et 01 chauffeur.
- très bonne répartition des fonctions dans le service avec notamment 01 receveur, 01 fondé de pouvoirs, 01 Chef de Services comptabilité et caisse, 01 agent d'appuis à la recette municipale, 01 caissier principal, 01 teneur quittancier.

e) le Service de Recouvrement

- existence d'un personnel de base dont 01 diplômé du CEFAM et 04 agents communaux niveau BEPC ;
- capacité du personnel à assurer les tâches actuelles.

f) la Bibliothèque Municipale

- disponibilité de l'outil informatique constitué entre autres de 05 ordinateurs raccordé au réseau internet ;
- organisation des cours d'informatique ;
- disponibilité d'une bibliothèque comprenant 2000 ouvrages

g) la Cellule Informatique

- maîtrise de l'outil informatique par le responsable du service.

4.1.4.2. Faiblesses de l'institution communale.

Il est présenté tour à tour :

- les faiblesses de l'Institution Communale sur le plan transversal et
- les faiblesses de l'Institution Communale par service.

4.1.4.2.1. Faiblesses de l'Institution Communale sur le plan transversal

Il ya notamment :

- le manque d'assiduité de certains membres de l'Exécutif communal à leur poste de travail;
- la vétusté et l'étroitesse des locaux abritant les services communaux au regard du transfert des compétences prévisibles dans le cadre de la décentralisation;
- l'insuffisance de la communication entre l'Institution communale et les Communautés villageoises, les Conseillers municipaux ne jouant pas toujours leur rôle d'interface;
- l'affectation à des fins non bénéfiques à l'Institution communale du personnel municipal dans d'autres services administratifs ;
- le manque des mécanismes d'appropriation des services dont les compétences ont déjà été transférées ;
- la non maîtrise du montage des DAO par le personnel communal;
- l'absence d'une voirie municipale et d'un service de sous-traitance en la matière ;
- la non affiliation de certains personnels et le non reversement subséquent des cotisations sociales à la CNPS ;
- l'exécution de certaines dépenses inappropriées (achat des téléviseurs en l'absence des meubles de rangement des dossiers pourtant prioritaires).
- l'absence d'une cellule de communication et d'un plan médias au sein de la Commune.
- l'insuffisance des actions de vulgarisation des TIC.

4.1.4.2.2. Faiblesses de l'Institution Communale par service

a) le Service Administratif et Financier

- insuffisance du personnel ;
- matériel de travail insuffisant et inadapté ;
- absence d'une comptabilité analytique conformément aux exigences des textes en vigueur.

b) le Service d'Etat civil.

- personnel en nombre insuffisant et particulièrement l'absence d'un archiviste ;
- matériel de travail inadapté (outils informatiques notamment)

c) le Service Technique et Aménagement du Développement Urbain.

- insuffisance du personnel technique ;
- insuffisance du matériel de chantier
- vétusté du mobilier ;
- rendement insuffisant dû au personnel vieillissant ;

d) la Recette Municipale.

- personnel insuffisant au regard du transfert des compétences prévisibles dans le cadre de la décentralisation.
- Insuffisance de matériel de travail à l'instar de l'outil informatique approprié pour le traitement des recettes.

e) le Service de Recouvrement

- personnel insuffisant au regard du transfert des compétences prévisibles dans le cadre de la décentralisation ;

- manque de matériel de travail à l'instar des moyens de transport ;
- absence d'un fichier du contribuable à l'origine d'un taux de recouvrement relativement bas ne permettant pas d'optimiser les recettes communales et partant d'atteindre les objectifs ;
- fréquence inadaptée des opérations de recouvrement (deux ou trois fois par an pour des opérations qui se devraient permanentes).

f) la Bibliothèque Municipale

- très faible effectif du personnel (01 agent assurant toutes les fonctions) ;
- gestion non automatisée de la bibliothèque ;
- manque d'un organigramme fonctionnel de la bibliothèque ;
- insalubrité autour de la bibliothèque et absence de toilettes.

g) comptabilité matière

- très faible effectif du personnel ;
- manque de mobilier de bureau à l'instar d'un meuble de rangement des dossiers ;
- manque de matériel de travail à l'instar de l'outil informatique approprié pour le traitement des données comptables.

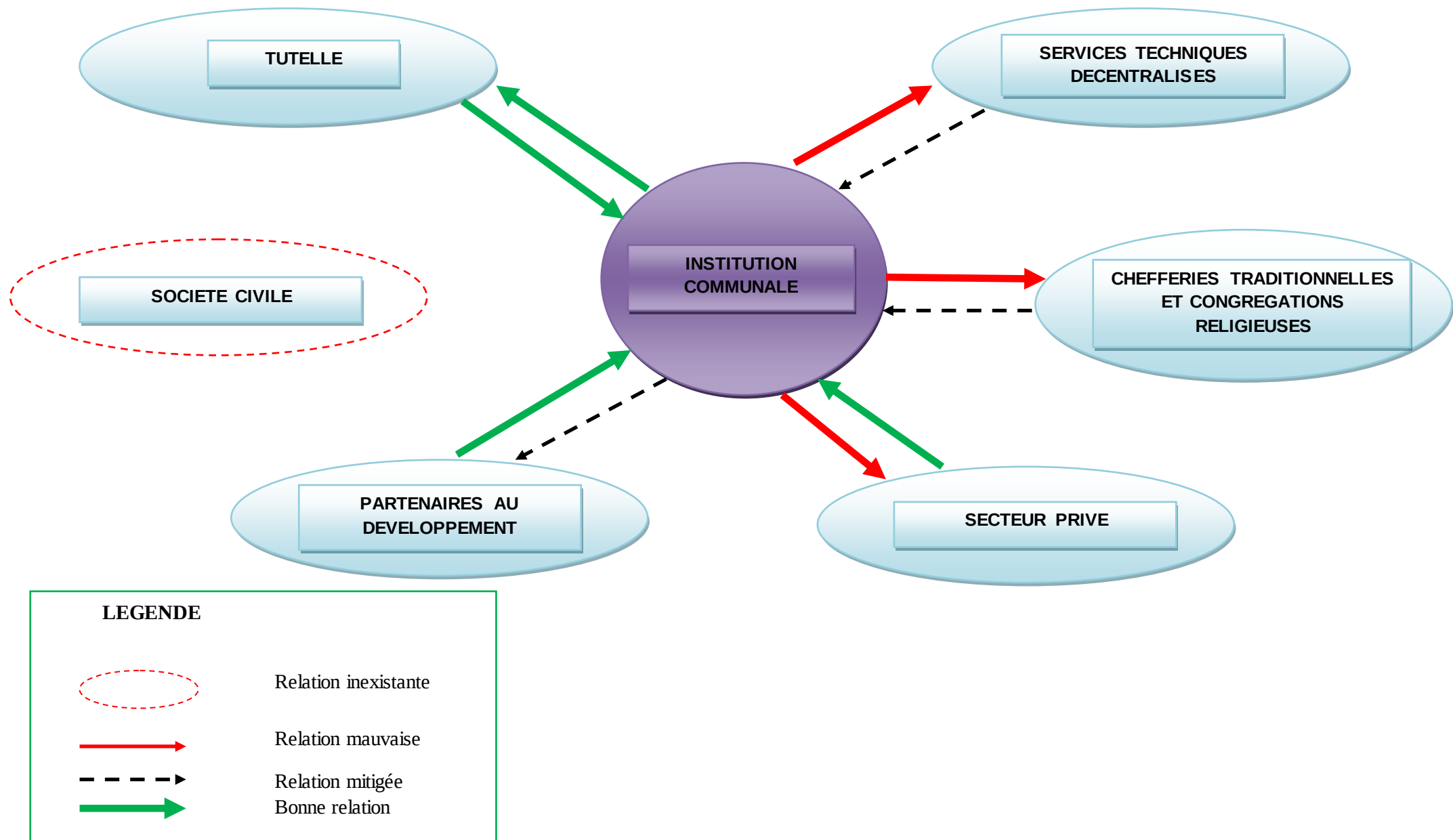
h) la Cellule Informatique

- très faible effectif du personnel (01 agent assurant toutes les fonctions) ;
- vétusté de l'outil informatique et manque de logiciels de traitement des dossiers ;
- absence d'un organigramme fonctionnel de la Cellule informatique.

4.1.5. Gestion des relations

- la gestion des relations entre la Commune et la tutelle ;
- la gestion des relations entre la Commune et les Services techniques;
- la coopération décentralisée;
- la gestion des relations entre la Commune et les chefferies traditionnelles et les congrégations religieuses;
- la gestion des relations entre la Commune et la société civile;
- la gestion des relations entre la Commune et le secteur privé;
- le contrôle citoyen de la gestion communale;
- et, les regards critiques et externes sur la Commune.

Diagramme de Venn des relations de la Commune de Mbouda.



4.1.6. Axes de renforcement de la commune.

4.1.6.1. Pistes d'actions prioritaires

Dans la perspective d'optimiser le fonctionnement de l'institution communale, il est préconisé les pistes d'actions prioritaires suivantes portant d'une part sur les aspects transversaux et d'autre part sur le fonctionnement des services.

4.1.6.1.1. Pistes d'actions prioritaires en ce qui concerne les aspects transversaux.

- 1. Elaboration, adoption et mise en œuvre d'un organigramme fonctionnel de l'institution communale adapté à ses réalités et conforme à l'organigramme type prescrit par la réglementation en vigueur.** Cette activité devrait se faire selon une approche participative et au besoin avec l'appui d'un Consultant ayant des compétences avérées en Organisation et en gestion des ressources.
- 2. Mise en place d'une structure d'appui à l'identification, à la définition et la mise en œuvre des mécanismes d'appropriation par la Commune, des compétences transférées par l'Etat dans le cadre de la décentralisation** (création d'un Comité et/ou recrutement d'un Consultant à cet effet);
- 3. Mise en place des mécanismes de suivi des carrières des Agents municipaux comme facteur essentiel de promotion sur le triple plan sanctions positives et négatives, avancement et nomination desdits Agents.**
- 4. Intégration du personnel handicapé au regard de la législation en vigueur en la matière.**
- 5. Identification et nomination aux différents postes de travail de l'organigramme en rapport avec l'augmentation prévisible du volume de travail consécutif au transfert à la Commune des compétences dans le cadre de la décentralisation; les nominations se feraient alors sur la base des Termes de Référence (TDR) élaborés pour chaque poste de travail, si nécessaire avec l'appui d'un Consultant ayant des compétences avérées en Organisation.**
- 6. Affectation judicieuse du personnel communal.**
 - en tenant compte de l'accroissement prévisible du volume de travail consécutif au transfert progressif des compétences aux communes dans le cadre de la décentralisation ;
 - en évitant autant que faire se peut l'affectation des Agents municipaux au sein des autres administrations publiques n'ayant aucune interférence directe sur les activités de l'institution communale.
- 7. Prise des mesures en vue d'assurer la disponibilité de l'ensemble du corps constitutif de l'exécutif communal pour faire face au volume de travail de plus en plus important.**
 - en assignant à chaque Adjoint au Maire, au regard du domaine d'activité qui lui est confié, un cahier des charges s'appuyant sur un cadre logique (objectif général, objectifs spécifiques, résultats attendus, indicateurs objectivement vérifiables, etc.) ;
 - et, en assurant autant que faire se peut la désignation à ces postes des personnes disponibles à plein temps. Le critère de résidence pourrait alors jouer un rôle essentiel en ce qui concerne cet aspect.
- 8. Prise des mesures visant à pallier les difficultés découlant de la vétusté et de l'étroitesse des locaux abritant les services de la Commune.**
 - entretien des infrastructures existantes ainsi que des espaces y attenants ;
 - aménagement des parkings et des espaces verts ;
 - construction des clôtures ;

- extension des infrastructures actuelles. Il serait alors tenu compte de la mise en œuvre effective de l'organigramme édicté par les textes sur la décentralisation, ainsi que de l'augmentation prévisible du volume des activités de la Commune.

9. Mise en œuvre des mécanismes de planification et de suivi évaluation des activités des différents services communaux sur la base d'un cahier des charges bien précis et actualisable.

4.1.6.1.2. Renforcement des capacités de l'institution communale (Ressources humaines, financières, patrimoniales et, gestion des relations.

a. Sur le plan des Ressources humaines

- organisation des formations continues appropriées en ce qui concerne la gestion des ressources humaines, les techniques d'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO), ainsi que des formations spécifiques dans les services de la Commune;
- formation de l'ensemble du personnel à l'utilisation de l'outil informatique ;
- organisation des séminaires d'imprégnation du personnel communal sur les enjeux liés à la décentralisation et leur impact sur les activités de l'institution communale, avec un accent particulier sur les activités additionnelles au regard des compétences effectivement transférées ;
- recrutement des personnes handicapées conformément à la réglementation en vigueur ;
- suivi des opérations de reversement périodiques par la Commune, des cotisations sociales du personnel à la CNPS ;
- suivi des opérations d'apurement par l'Etat de la dette de la Commune vis-à-vis de la CNPS.

b. Sur le plan des Ressources financières

- promotion des microprojets productifs par la diversification des sources de revenus à l'instar *i)* de l'extension des produits de la Bibliothèque (à l'exemple de la vidéo projection, de la projection des films culturels, de l'organisation des formations en informatique à des coûts promotionnels et attractifs étant entendu que l'institution communale compte déjà dans ses effectifs un Ingénieur informaticien, etc.) ; *ii)* d'un abattoir, d'une réorganisation/régulation du transport à l'intérieur de la Commune, etc.). Ces microprojets seront identifiés au cours de l'atelier de planification communale. Ceci a trait à la consolidation de l'indépendance financière de la Commune vis-à-vis des recettes fiscales;
- élargissement de l'assiette fiscale au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes.
- Saisine des services régionaux du MINFI en vue du reversement à la Commune des taxes collectées pour son compte, nonobstant certaines dispositions fort mitigées de la Loi de Finances 2011;
- élargissement à l'ensemble des partenaires de la Commune dans le processus d'élaboration du Budget, à l'effet de réduire les écarts constatés entre les prévisions et les recettes effectives (approche participative).
- établissement d'un fichier fiable du contribuable.

c. Sur le plan des ressources patrimoniales

- réalisation d'un état des lieux (diagnostic stratégique et inventaire quantitatif et qualitatif) des matériels à réformer et remplacement subséquent desdits matériels et/ou acquisitions nouvelles. Le Comité des Travaux pourrait opportunément réaliser l'inventaire ;
- aménagement des voies d'accès, les parkings et les espaces verts dans les parvis des immeubles ainsi que qu'au sein des autres espaces qui s'y prêtent

- construction des clôtures autour des immeubles abritant certaines infrastructures communales (cas de la Bibliothèque et de la Mairie notamment).

d. Sur le plan de la gestion des relations

- maintien et suivi des réunions hebdomadaires d'évaluation des activités des services en présence de tout le personnel que le nouveau Secrétaire Général vient d'instaurer ;
- institution des réunions périodiques (mensuelles) entre l'Exécutif communal et l'ensemble du personnel ;
- identifier et mettre en œuvre les activités sportives au sein de l'institution communale ;
- mettre une cantine à la disposition du personnel ;
- mise en œuvre effective d'un plan de communication communal ;
- information par toutes voies et moyens (tenue des réunions, missions d'information, communiqués, messages par voie des Conseillers municipaux et des autorités traditionnelles, etc.) des différents partenaires au fonctionnement de l'institution communale (services déconcentrés, communautés villageoises, opérateurs économiques, partenaires techniques et financiers réels et potentiels) ;
- et, élargissement à l'ensemble des partenaires le panel des intervenants à la prise des décisions relatives aux activités de la Commune (approche participative).

4.1.6.2. Pistes d'actions prioritaires en ce qui concerne les activités des services de l'institution communale.

Les pistes d'actions prioritaires préconisées sur le plan transversal permettent de contrer les faiblesses constatées dans le fonctionnement de la plupart des services de l'institution communale. Il n'est donc présenté ci-après que les pistes d'actions prioritaires complémentaires pour les services qui le nécessitent.

4.1.6.2.1. Le Service Administratif et Financier

- former le personnel du Service à la gestion des Ressources humaines ;
- mettre en œuvre une comptabilité analytique conformément aux exigences des textes en vigueur dans le cadre de la gestion du Service public.

4.1.6.2.2. Le Service d'Etat civil.

- dotation du service d'un Agent archiviste ;
- dotation du service d'un outil informatique notamment adapté à la gestion des données de l'état-civil.

4.1.6.2.3. Le Service Technique et Aménagement du Développement Urbain.

- prise des mesures visant le rajeunissement du personnel vieillissant.

4.1.6.2.4. Le Service de Recouvrement

- intensification des opérations de recouvrement dans les marchés secondaires ;
- établissement d'un fichier exhaustif, actualisable et fiable des contribuables.

4.1.6.2.5. La Bibliothèque Municipale

- formation d'un Bibliothécaire dans la perspective de l'optimisation du fonctionnement de cette structure;
- mise en place d'un système de gestion informatique de la bibliothèque ;
- inventaire et classement selon des critères bien définis, des ouvrages disponibles ;
- élargissement de la gamme des documents à plusieurs domaines ;
- élargissement également de la gamme des services offerts par la Bibliothèque au regard de l'espace disponible (vidéo projection, projection des films culturels, organisation des formations en informatique à des coûts promotionnels et attractifs (l'institution communale compte déjà dans ses effectifs un ingénieur informaticien) ;
- réorganisation de la salle de lecture pour viabiliser ce cadre culturel ;
- promotion (publicité) pour susciter davantage l'intérêt des usagers potentiels encore peu nombreux (moins de 15 par jour).

4.1.6.2.6. La Cellule Informatique

- formation spécifique du personnel de cette Cellule appelée à jouer un rôle transversal au sein de l'institution communale;
- extension et aménagement du cadre d'accueil de cette Cellule;

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.

Tableau 22 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
SECTEUR 1: GESTION ET ADMINISTRATION DE L'INSTITUTION COMMUNALE		
PROBLEME PRINCIPAL : INSUFFISANCE DES CAPACITES ORGANISATIONNELLES ET DE GESTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE		
Mauvaise gestion des ressources humaines due à : - l'absence d'un organigramme conforme à l'arrêté n°136 du 14/08/2009. -l'absence d'un profil de carrière. -l'absence d'un cahier des charges spécifiant les tâches du personnel communal. - Faible confort intellectuel de certains Conseillers Municipaux. -quasi absence d'ateliers/séminaires de renforcement des capacités du personnel et de l'Exécutif communal. -Insuffisance de matériel et infrastructures.	- Faible mise en œuvre des textes sur la décentralisation. - Déploiement du personnel et de l'Exécutif Communal non conforme aux principes de la Gestion Prévisionnelle des Compétences et de l'Emploi.	- Augmenter de 50% au moins le niveau de prestation des services au sein de l'institution communale à travers l'optimisation de la gestion des ressources humaines axée sur : - l'élaboration d'un organigramme conforme à l'arrêté n°136 du 14/08/2009. - l'élaboration d'un profil de carrière - l'élaboration d'un cahier des charges en vue de spécifier les tâches du personnel communal. - l'organisation des séminaires d'imprégnation du personnel communal sur les enjeux liés à la décentralisation et leur impact sur les activités de l'institution communale, avec un accent particulier sur les activités additionnelles au regard des compétences effectivement transférées. - le renforcement des capacités managériales, matérielles et infrastructurelles de la Commune (voir DIC : 3.6.3.). - le recrutement des personnes handicapées conformément à la réglementation en vigueur. - l'informatisation de tous les services de la Commune et création d'un site web. - la formation de l'ensemble du personnel à l'utilisation de l'outil informatique. - le renforcement des capacités de l'exécutif communal en matière de lobbying.
Mauvaise gestion des ressources financières due à : - l'absence d'un fichier du contribuable. - la quasi absence d'ateliers/séminaires de renforcement des capacités du personnel et de l'Exécutif communal. - l'insuffisance du personnel.	- Faible taux de recouvrement des recettes communales. - Absence d'une comptabilité analytique telle que le prévoit la réglementation en vigueur. - Tenue imparfaite des documents financiers de la Commune	- Optimiser la gestion des ressources financières de la Commune à travers : - le renforcement des capacités des membres de la CCPM en vue de la maîtrise des techniques d'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO). - le renforcement des capacités du personnel de gestion en vue de la mise en œuvre d'une comptabilité analytique conformément aux exigences des textes en vigueur dans le cadre de la gestion du service public. - l'établissement du fichier du contribuable de la Commune de Mbouda. - l'intensification des opérations de recouvrement dans les marchés secondaires.
Faible développement des activités génératrices de revenus.	- Dépendance de la Commune vis-à-vis des recettes fiscales. - faible taux d'investissement dans l'amélioration des infrastructures de base (eau, électricité, éducation et santé).	- Augmenter de 50% les recettes communales à travers le développement des AGR et la promotion des actions suivantes : - l'élargissement de l'assiette fiscale au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes. - l'organisation de la gare routière.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
	-faible taux d'investissement dans les secteurs productifs.	- la construction et l'équipement d'un abattoir municipal et de 07 mini abattoirs municipaux. - la construction d'une boucherie moderne à Mbouda. - la construction d'une chambre froide communautaire. - La construction d'un hôtel communal (voir secteur tourisme). - la Construction de 01 centre artisanal culturel sur la place forte de Mbouda (voir secteur Culture) - l'aménagement du stade municipal de Mbouda (voir secteur Sport et éducation physique).
SECTEUR 2: EDUCATION DE BASE		
PROBLEME PRINCIPAL : DIFFICULTES D'ACCES A UNE EDUCATION DE BASE DE QUALITE		
Insuffisance d'écoles primaires et maternelles et éloignement des structures existantes de certains villages	-Effectifs pléthoriques dans les écoles voisines - Scolarisation tardive - Parcours de longues distances - Débauche d'énergie	Créer, construire et équiper : -10 écoles maternelles bilingues -10 écoles primaires bilingues -08 écoles maternelles -08 écoles primaires
Insuffisance du personnel enseignant en quantité et en qualité qualifiés dans les écoles primaires et maternelles.	-Forte proportion écoles sont complétés par les maîtres des parents. -déperditions scolaires -Mauvaise qualité des enseignements à l'origine du taux d'échec élevé enregistré lors des examens. -Taux élevé des frais d'APEE, car avoisinant les 15.000Fcfa dans certaines écoles primaires. - Exode vers le centre urbain et les établissements des autres localités.	Renforcer l'effectif du personnel de 198 enseignants dans les écoles primaires et maternelles.
Insuffisance des infrastructures scolaires, logements d'astreinte et divers équipement (salles de classes, bancs, tables et chaises, matériel didactique, classeurs, aires de jeux, toilettes, eau potable, électricité etc.)	-Effectifs pléthoriques (Jumelage des classes) - Scolarité tardive des enfants en âge préscolaire. - Recrudescence des maladies hydriques - Non arrimage aux TIC - Exode vers le centre urbain et les établissements des autres localités -déperditions scolaires.	-Equiper les salles de classes en tables bancs (soit 9109 tables bancs dans les écoles primaires) -Equiper les écoles maternelles de 1991 petites et grandes chaises et tables. -Construire et équiper 240 salles de classes dans les écoles primaires et maternelles. - Doter les écoles de 99 placards et 109 bureaux-maîtres -Doter les écoles de 125 ordinateurs. -Doter les écoles de 71 bibliothèques. -Doter les écoles de 78 lignes électriques -Construire 59 blocs de latrines dans les écoles primaires et maternelles. -Construire et équiper 29 points d'eau dans les écoles primaires et maternelles. -Construire et équiper 02 blocs administratifs respectivement à la DDEB et à l'ENIEG. -Construire et équiper en tables bancs (300) 10 salles de classes à l'ENIEG de

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
		Mbouda. - Construire et équiper 12 logements d'astreinte.
Absence d'écoles primaires et maternelles franco-islamique dans la commune de Mbouda notamment dans la zone de Balatchi constituée par une forte population de Mbororos.	- Scolarisation tardive des enfants. -Parcours de longues distances vers les écoles voisines. -Déperditions scolaires.	Créer, construire et équiper deux écoles primaires et maternelles franco-islamique dans la localité de Balatchi, chez les Bororos et dans l'espace urbain de Mbouda.
SECTEUR 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		
PROBLEME PRINCIPAL : DIFFICULTES D'ACCES A UN ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE QUALITE		
Insuffisance du personnel enseignant en quantité et en qualité qualifiés dans les établissements d'enseignement secondaire général et technique.	-Mauvaise qualité des enseignements. -Taux élevé des frais d'APEE, car avoisinant les 15.000Fcfa dans certaines écoles primaires. - Exode vers le centre urbain et les établissements des autres localités. -Parcours de longues distances vers les écoles voisines.	Renforcer l'effectif du personnel en : • 236 enseignants • 08 surveillants • 09 Censeurs • 07 Conseillers d'orientation
Insuffisance des infrastructures scolaires et divers équipement (salles de classes, ateliers, kits scientifique, bancs, matériel didactique, classeurs, aires de jeux, toilettes, eau potable, électricité, fosses à ordures etc.)	-Effectifs pléthoriques. - Recrudescence des maladies hydriques - Non arrimage aux TIC - Exode vers les métropoles. -déperditions scolaires.	-Equiper les salles de classes en tables bancs (1725 tables bancs) -Construire et équiper 28 ateliers dans les établissements d'enseignement secondaire. -Construire et équiper 182 salles de classes dans les établissements d'enseignement secondaire. -Doter les établissements d'enseignement secondaire de 60 kits scientifiques. - Doter les établissements d'enseignement secondaire de 250 ordinateurs - Doter les établissements d'enseignement secondaire de 04 lignes électriques -Construire 130 blocs de latrines dans les établissements d'enseignement secondaire. -Construire et équiper 31 points d'eau dans les établissements d'enseignement secondaire. -Construire et équiper 31 blocs administratifs dans les établissements d'enseignement secondaire. -Aménager 05 fosses à ordures dans les établissements d'enseignement secondaire.
SECTEUR 4 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES AUX SERVICES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
Absence de structures de formation et d'encadrement des jeunes dans les différentes spécialités de l'enseignement supérieur (BTS, Licences professionnelles, Masters professionnels).	-Difficulté des jeunes à s'auto employer -Exode urbain. -déperditions scolaires	-Faciliter l'implantation de 05 structures privées de formation supérieure. -Créer construire et équiper un centre de formation supérieur d'Agronomie.
SECTEUR 5: SANTE PUBLIQUE		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES AUX SOINS DE SANTE DE QUALITE ET A L'HYGIENE CORPORELLE.		
Insuffisance du personnel médical dans la	-Mauvais suivis des malades	Renforcer les formations sanitaires en personnel médical.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
plupart des formations sanitaires privées et publiques de la Commune de Mbouda.	- Recrudescence des infections et des épidémies - Mauvais suivi prénatal Des femmes enceintes.	
Absence de centre de santé dans la localité de Bamenkombo Chefferie		Construction et équipement du centre de santé de Bamenkombo Chefferie
Faible déploiement des activités de la croix rouge dans l'arrondissement de Mbouda		Redynamiser les activités de la croix rouge dans l'arrondissement de Mbouda à travers la création, la construction et l'équipement d'un centre médico-sanitaire
- Insuffisance d'équipements dans les infrastructures sanitaires existantes. - Absence ou mauvais fonctionnement des pharmacies communautaires		Doter les 09 formations sanitaires existantes en équipements de santé et pharmacies communautaires.
- Insuffisance des campagnes de sensibilisation de la population sur les modes de transmission des MST - Insuffisance des campagnes de dépistage - Brassage des populations - Recrudescence de la prostitution - Insuffisance de structure de prise en charge des malades infectés par le VIH/SIDA..	- Recrudescence des MST - Taux de prévalence élevé - Taux de contamination de la mère à l'enfant élevé	- Organiser 12 Campagnes de sensibilisation en collaboration avec le MINSANTE, GTZ, PNDP, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres dans l'optique de réduire de 50% le taux actuel de séroprévalence dans la Commune de Mbouda à l'horizon 2015. - Organiser 12 campagnes de dépistage gratuit des MST/VIH-SIDA en collaboration avec le MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres. - Renforcer en médicaments les structures de prise en charge des personnes infectée.
-Insuffisance de fosses septiques aménagées - Non-respect des règles d'hygiènes corporelles de base par les élèves et de l'ensemble de la population. -Absence d'une voirie municipale.	-Pollution de l'environnement. - Présence de parasites - Recrudescence des maladies cutanées chez les élèves. -Insalubrité de l'espace urbain.	- Susciter l'aménagement des fosses septiques par la population (augmenter le nombre de fosses sceptique de 50% par rapport à l'existant). - Organiser des campagnes de sensibilisation dans toutes les écoles, les lycées et sur toute l'étendue du territoire Communal en vue d'encourager le respect des règles d'hygiènes de base par les élèves et l'ensemble de la population.
SECTEUR 6: EAU ET ENERGIE		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTE D'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ENERGIE ELECTRIQUE		
-Insuffisance de points d'eau aménagés sur l'ensemble du territoire communal. -Points d'eau en panne ou en état de délabrement avancé.	-Consommation d'eau de qualité douteuse par la population→ recrudescence des maladies hydriques -Parcours de longues distances vers les points d'eau des localités voisines.	-Doter la Commune de Mbouda de 195 points d'eau potable -Réactualiser les projets abandonnés (Projet Hauts Plateaux de l'Ouest) -Réhabiliter les scans water de : • Bamenkombo • Balatchi • Babete -Aménager 91 sources d'eau
Faible maîtrise des populations des procédés conventionnels de potabilisation	-Consommation d'eau de qualité douteuse par la population→	-Renforcer les capacités des populations sur la maîtrise des procédures de potabilisation de l'eau.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
de l'eau	recrudescence des maladies hydriques	
-Prolifération des eucalyptus dans les zones de captage des eaux. -Exploitation abusive des raphias alors que ceux-ci permettent de maintenir l'eau en surface au niveau des zones de captage.	-éloignement de la nappe d'eau phréatique. -diminution des sites de captage des eaux.	-Reboiser en Raphias et autres espèces appropriées les aires de captage d'eau.
Faible capacité de la puissance installée qui est de 1000 KVA. Ce qui ne permet pas de couvrir la demande en énergie encore moins d'étendre le réseau électrique.	-Echecs scolaires et analphabétisme - Recrudescence des maladies oculaires - Absence des projets agro-industriels et industriels	-Renforcer la puissance installée (puissance installée actuelle : 1000 KVA) en vue d'avoir une alimentation permanente et suffisante pouvant permettre l'extension du réseau électrique
Faible couverture du réseau électrique	- Frein au développement des AGR	-Etendre le réseau électrique de moyenne et basse tension dans l'ensemble des villages de la commune de Mbouda
Faible valorisation des autres sources de productions d'énergie	- Non arrimage des populations aux TIC.	-Valoriser les sources d'énergie renouvelable. (notamment dans la zone de Balatchi à travers l'utilisation des aérogénérateurs et la valorisation de la production de l'énergie solaire.
SECTEUR 7 : TRAVAUX PUBLICS.		
PROBLEME GENERAL : MAUVAIS ETAT DU RESEAU ROUTIER		
-Insuffisance du réseau routier - Mauvais état des routes rurales et pistes de collecte	- Difficulté d'acheminement des produits vers les grands centres de consommation - Renchérissement des produits - Accidents récurrents	-Créer de nouvelles routes rurales reliant les différents groupements (30 Km linéaires /an). - Entretenir les routes rurales répertoriées (135 Km linéaires de routes par an).
Dégradation avancé des ouvrages d'art .	-Coût élevé du transport.	-Réhabiliter les ouvrages d'arts existants et construire d'autres.
Mauvais fonctionnement des barrières de pluie	- praticabilité difficile des routes en saison de pluies (routes boueuses) et en saison sèche (routes poussiéreuses)	- Augmenter le nombre de barrières de pluie.
SECTEUR 8 : TRANSPORT		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES DE CIRCULATION DES BIENS ET DES PERSONNES.		
Mauvais état des routes rurales.	-Occupation anarchique du trottoir -Accidents récurrents	-Aménager les parkings et matérialiser les routes (voir secteur travaux publics) -Aménager les voies d'accès (voir secteur MINDUH)
Mauvaise organisation des gares routières.	-Diminution des recettes municipales en rapport avec le secteur du transport.	- Réhabiliter la gare routière A, construire, équiper et organiser une nouvelle gare routière en vue d'augmenter de 35% les recettes communales issues de cette activité. -Intensifier les contrôles de police dans le centre urbain
Mauvaise organisation de la fourrière municipale.	- Surcharges dans les voitures de transport.	-Ramener à l'ordre et renforcer les capacités du personnel de la fourrière municipale sur les principes de bonne gouvernance.
Mauvaise organisation du secteur des		-Organiser le syndicat des motos taximan en vue de permettre à 75% des conducteurs

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
motos taximan		d'être en règle avec la législation en vigueur (obtention des permis A) et d'avoir une bonne maîtrise des principes fondamentaux du code de la route
SECTEUR 9 : ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE		
PROBLEME PRINCIPAL : DIFFICULTES D'ACCES A CERTAINS SERVICES DECONCENTRES DANS LA COMMUNE DE MBOUDA.		
-Absence d'une délégation départementale le la Culture.	-Absence d'une délégation départementale le la Culture.	-Absence d'une délégation départementale le la Culture.
Absence/Eloignement des centres d'état civil	-taux élevé des enfants ne possédant pas un acte de naissance notamment dans la localité de Balatchi	Créer 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda à l'horizon 2020.
-Absence de poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi -contrôles irréguliers des forces de l'ordre	-cas de braquage des éleveurs et agriculteurs -vol récurrent du bétail. -Nombreuses agressions.	Créer construire et équiper un poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi en vue de limiter les cas d'agressions et de braquage des éleveurs et grands agriculteurs.
SECTEUR 10 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTE D'ACCES AUX TECHNIQUES MODERNES DANS LES ACTIVITES AGRICOLES.		
Insuffisance d'infrastructures d'encadrement.	-Mauvais suivi des producteurs. -Faible production agricole - Faible taux de croissance économique de la commune. -Exposition des terres à l'érosion→ appauvrissement des sols. -Revenus bas des populations. -Divagation des bêtes→ destruction des cultures → conflits agropastoraux → mort d'hommes dans la localité de Balatchi.	- Réhabiliter le PA de Babeté et le CEAC de Balatchi - Créer, construire et équiper 05 postes agricoles à l'horizon 2016 (PA) : • Badjutsit • Bagathio • Ngouaya • Kontsa • - Bakouotio - Acheter l'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda. Réhabiliter 40 pistes de collecte Réhabiliter 40 ouvrages d'art -Doter la Commune de 05 unités de transformation des produits agricoles (maïs, manioc, avocats etc...). -Doter la Commune de 08 motoculteurs Construire et équiper les postes agricoles existant : 1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bafemgha 5. Bakassang, 6. Tsada, 7. Bantap, 8. Batselan 9. Bamalapa, 10. Bamendjinda
Insuffisance du personnel d'encadrement		- Pourvoir la DDADER en personnel d'encadrement • 07 chefs de PA • 01 Directeur de CEAC et, • 36 cadres d'appui
Insuffisance des équipements au sein des structures d'encadrement.		- Doter la DDADER d'équipements : • 02 Pick-up • 15 motos

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
		20 mobiliers de bureau (pour 19 PA et 01 CEAC).
Difficulté d'accès aux intrants et au matériel végétal amélioré.		- Réfectionner la brigade phytosanitaire et la section statistique de Mbouda.
Ignorance des techniques agricoles modernes (écobuage).		Introduire les techniques culturales modernes.
Absence/insuffisance de GIC et d'associations communautaires.		- Faciliter la création de 400 GIC et le financement des activités agricoles dans la Commune de Mbouda.
SECTEUR 11 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTE D'ACCES AUX TECHNIQUES MODERNES DANS LES ACTIVITES PASTORALES.		
Insuffisance d'infrastructures d'encadrement.	- Faible intervention des services d'encadrement sur le terrain. - Coûts élevés des traitements vétérinaires (notamment les Epizooties et Zoonoses). - Insuffisance des points d'abreuvement des bêtes. - Faible production pastorale. - Faible promotion des activités piscicoles	- Construire et équiper 02 centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire (CZCSV) à Mbouda et Balatchi. - Créer, Construire et équiper 06 autres CZCSV. - Doter la Commune d'un parc vaccino-gène - Doter la Commune d'un bain de-tiqueur à BALATCHI - Réhabiliter le centre d'alevinage de Mbouda - Construire des points d'eau dans les zones de pâturage Balatchi - Créer 03 postes de contrôles zoosanitaires pour lutter contre les Epizooties et Zoonoses. - Réhabiliter le centre d'alevinage de Mbouda en vue de relancer les activités piscicoles dans la Commune de Mbouda
- Insuffisance de souches parentales et de prophylaxie. - Difficulté d'accès aux intrants.	- Prédominance de l'élevage extensif - Faible production pastorale. - Recrudescence des maladies notamment les Epizooties et Zoonoses.	- Subventionner 10 multiplicateurs de porcins
Insuffisance de GIC et d'associations communautaires.	Faible taux de financement des GIC observé au niveau de la DDADER/ Bamboutos.	- Organiser 680 GICs et 05 Unions d'éleveurs par spéculation dans différents groupements
Insuffisance d'appui financier		- Chercher les financements pour 08 microprojets/an.
Ignorance des techniques pastorales modernes	- Prédominance de l'élevage extensif - Faible production pastorale.	- Renforcer les capacités de 100 éleveurs
- Non démarcation des zones de pâturages et d'abreuvements des troupeaux - Absence d'enclos pour l'élevage des animaux	- Divagation des bêtes. - Destruction des cultures - conflits agropastoraux. - Mort d'hommes dans la localité de Balatchi.	- Réhabiliter la zone de pâturage de BALATCHI en éliminant les mauvaises herbes et en introduisant d'autres herbes (Bracharia, Gustemala, Moringa).
Faible promotion de l'élevage non conventionnel.	- faible diversification des produits de bétail.	- Promouvoir l'élevage non conventionnel à large échelle.
SECTEUR 12 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT		

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
PROBLEME GENERAL : FAIBLE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET PARTANT, DU TISSUS ECONOMIQUE LA COMMUNE DE MBOUDA.		
Faible capacité de la puissance installée qui est de 1000 KVA. Ce qui ne permet pas de couvrir la demande en énergie encore moins d'étendre le réseau électrique.	- Insuffisance de projets agro-industriels et industriels. -Insuffisance d'entreprises d'envergure. -Faible taux de croissance économique. De la Commune. -Taux élevé de chômage des jeunes.	Renforcer la puissance de la puissance installée (puissance actuelle 1000 KVA) en vue d'avoir une alimentation permanente et suffisante devant permettre l'installation des industries
Difficultés d'accès aux sources de financement des porteurs de projets productifs.		Faciliter l'accès aux sources de financement des porteurs de projets productifs auprès des institutions financières locales, nationales et internationales.
Absence d'une zone réservée à l'installation des industries tel que le prévoit les textes de la MAGZI		Créer une zone industrielle et susciter l'installation des petites et moyennes entreprises dans l'espace communal en vue de la transformation des produits locaux (transformation des avocats en produits cosmétiques par exemple)
Faible promotion de l'économie sociale et de l'artisanat dans la Commune de Mbouda	-faible regroupement des artisans en GICS et Associations.	Améliorer la promotion de l'économie sociale et de l'artisanat dans la Commune de Mbouda.
SECTEUR 13 : COMMERCE		
PROBLEME GENERAL : INORGANISATION DES RESEAUX DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS.		
Absence d'un cadre de concertation entre la commune et les opérateurs économiques.	-Insuffisance d'infrastructures d'exposition-vente (magasins, boutiques...). -Insuffisance de développement des activités génératrices des revenus.	-Organiser les différents opérateurs économiques en syndicats.
Absence de centrales d'achats	Ravitaillement incontrôlé des pays de la sous-région (Gabon) dans les plantations villageoises	- Construire et équiper 01 de mini-marchés de gros à Mbouda et 08 centres de collectes dans les groupements.
Inorganisation des corps de métiers impliqués dans le domaine commercial.	Absence de suivi du fonctionnement des marchés périodiques.	- Organiser les circuits de commercialisation des filières cacao et café - Assainir les marchés
Méconnaissance des textes régissant l'activité commerciale au Cameroun	-Vente illicite de certains produits (produits périmés) -Utilisation des balances non approprié -Méconnaissance des mécanismes d'exposition/vente	Vulgariser les textes régissant l'activité commerciale au Cameroun (Loi 90/031)
SECTEUR 14 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE.		
PROBLEME GENERAL : TAUX DE CHOMAGE ELEVE DANS LA COMMUNE DE MBOUDA.		
Faible encadrement des jeunes dans le montage des microprojets générateurs de revenus.	Insuffisance des activités génératrices de revenus.	-Doter la Commune de Mbouda de 04 centres de formation professionnelle

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Difficultés d'accès des jeunes aux programmes de financement des microprojets générateurs de revenus	-Insuffisance des activités génératrices de revenus. -Délinquance juvénile -Exode rural -Recrudescence du vol.	- Renforcer les capacités des populations de la ville de Mbouda sur les opportunités d'emploi de l'heure et sur les projets et programmes de financement des projets existants.
SECTEUR 15 : AFFAIRES SOCIALES		
PROBLEME GENERAL : DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES VULNERABLES ET SINISTRES.		
-Difficulté d'accès aux examens et soins de santé des personnes vulnérables. - Absence de campagnes périodiques de prise en charge des personnes vulnérables.	-Aggravation des maladies de sénilité et autres.	- Offrir une assistance multiforme aux indigents et aux nécessiteux. Célébrer les journées spécifiques : -Journée internationale de l'enfant africain ; - Journée internationale des personnes âgées ; -Journée internationale personnes handicapées - Journée internationale des populations autochtones etc...
-Insuffisance de microprojets générateurs de revenus.	-Revenus faibles des populations vulnérables.	- Construire et équiper une unité de transformation de manioc en sous produits.
-Insuffisance d'infrastructures d'encadrement des personnes vulnérables.		Construire et équiper le centre social de Mbouda - Doter la commune de Mbouda d'un complexe multifonctionnel pour personnes vulnérables (Ecole pour Sourds-muets, handicapés moteurs, enfants abandonnés, personnes âgées, Infirmerie, infrastructures sportives, orphelinats). - Construire et équiper un centre d'accueil pour enfants de la rue. - Construire et équiper un centre d'accueil pour malades mentaux.
-Insuffisance d'équipements d'encadrement des personnes vulnérables	Faible encadrement des personnes vulnérables. - Marginalisation sociale des personnes vulnérables.	-Doter la DDAS/Btos d'équipements divers
SECTEUR 16: PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES A L'EDUCATION SOCIALE.		
-Insuffisance d'équipements dans le CPF. -Insuffisance du personnel d'encadrements des jeunes, des femmes et de la jeune fille. - Faible encadrements des jeunes, des femmes et de la jeune fille. - Insuffisance de foyers communautaires dans certains villages. -étroitesse des locaux abritant la Délégation Départementale de la femme et de la jeune fille des Bamboutos	- Organisation des manifestations socioculturelles à l'air libre. -Faible représentativité des femmes dans les instances de prise de décisions. -Faible implication des femmes dans les activités de développement socioéconomique.	-Faciliter l'intégration de la femme et de la jeune fille dans les activités socioéconomiques. - Renforcer les capacités des femmes - Equiper le centre de promotion de la femme et de la famille en : • 05 machines à coudre • 03 cuisinières • 02 surfileuses • 05 Kits coiffures • 02 tricoteuses • 02 congélateurs • 07 ordinateurs complets - Organiser les journées commémoratives de la femme. - Appuyer la construction de 08 foyers communautaires de 08 tables et de 160 chaises.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
		- célébrer les mariages collectifs. - construction et équipement de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille
SECTEUR 17 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'EPANOUISSEMENT DES POPULATIONS DANS LES ACTIVITES DE SPORT ET D'EDUCATION PHYSIQUE.		
- Insuffisance de complexes et de structures d'encadrement des sportifs - Insuffisance d'encadreurs techniques des sportifs.	- Recrudescence des maladies cardiovasculaires. - Insuffisance d'athlètes et de sportifs de renom. - Insuffisance voir absence d'activités sportives dans les établissements scolaires. - Représentation limitée de l'arrondissement aux compétitions départementales régionales et nationales.	Aménager et équiper 04 infrastructures sportives dans la Commune : • Stade Municipal • Court de tennis • Jardins publics pour jeux de société • Parcours Vita - Doter la DDSEP de 30 cadres de jeunesse et d'animation/encadreurs sportifs
SECTEUR 18 : CULTURE		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'EPANOUISSEMENT DES POPULATIONS DANS LES ACTIVITES DE CULTURE.		
- Absence d'une délégation départementale de la culture - Faible promotion de la culture locale - Insuffisance des infrastructures de loisirs	- Potentialités financières de ce secteur inexploitées - Perte des valeurs culturelles.	- Doter la Commune d'une Délégation Départementale de la culture. - Doter la commune des infrastructures culturelles communales et communautaires notamment dans les groupements de: • Bafounda (Batchusso) • Bamendjo (King-place) • Bamessingue (King-place) - Doter la Commune de 01 centre de promotion des langues locales - Vulgariser la culture et l'artisanat d'art local à travers l'institution des journées culturelles à l'échelle de la Commune et des groupements (01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par an et par groupement) - Augmenter de 25% les recettes issues du secteur de la culture par la Création d'une plage artisanale urbaine sur la place forte de Mbouda. - Editer des dépliants sur les musées et monuments historiques.
SECTEUR 19 : TOURISME		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTE D'EPANOUISSEMENT DES POPULATIONS DANS LES ACTIVITES DE TOURISME.		
- Absence d'un marché organisé d'ouvrages d'art - Absence d'infrastructures touristiques. - Absence d'un marché organisé d'ouvrages d'art.	- Potentialités financières de ce secteur inexploitées	- Créer un office communal du tourisme - Construire un parc d'attraction - Viabiliser les sites touristiques d'intérêt régional : • 03 lacs • 04 chutes • 03 grottes - Créer et équiper 01 hôtel municipal d'une capacité de : • 30 chambres

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
		• 01 bar • 01 restaurant • 01 night club - Créer et équiper 01 village de vacances
Insuffisance d'infrastructures d'encadrement	-Mauvais confort de travail à la DDTOUR/Btos -Absence d'un circuit touristique	-Renforcer le cadre institutionnel de la DDTOUR/Btos par la construction d'un bâtiment -Créer les circuits et promouvoir les activités touristiques
SECTEUR 20 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTE D'ACCES AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION		
- Faible couverture des réseaux de télécommunication - Coupures régulières du courant électrique - Absence de télé-centres communautaires	- Instabilité du Réseau Téléphonique -mauvais débit de la connexion internet - Non arrimage de la population aux TIC	- Initier un projet d'installation de 01 télé-centre communautaire par groupement dans la commune de Mbouda en collaboration avec les responsables techniques du MINPOSTEL. - Créer, aménager et équiper un centre multimédia au sein de la Bibliothèque Municipale.
SECTEUR 21 : INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES DANS L'EXPLOITATION, LA GESTION DES CARRIERES ET L'IMPLANTATION DES INDUSTRIES.		
- Insuffisance de matériel adéquat pour l'exploitation des ressources disponibles - Absence d'un répertoire des ressources à exploiter - Non prélèvement des taxes par la commune dans l'exploitation des carrières par des particuliers - Mauvais état des voies d'accès aux sites des ressources naturelles - Exploitation anarchique des ressources	- Risque de disparition de certaines ressources non renouvelables - Déperdition des recettes communales - Insalubrité due à l'exploitation anarchique.	- Définir les zones propices à l'aménagement des carrières et Identifier leurs exploitants - Sensibiliser les exploitants et la Commune sur la nécessité d'obtenir leur autorisation ou permis d'exploitation délivré par le MINIMIDT - Sensibiliser les exploitants et la Commune sur la nécessité de s'auto-équiper en matériel adéquats (Blouse, Bottes, gants, masses, marteaux, machines de concassage de pierre...) - Doter la DDIMIDT d'inspecteurs assermentés, de 02 ordinateurs et 02 motos de marque YAMAHA 125- Personnel administratif - Diffuser le code minier - Aménager les voies d'accès - Instituer les taxes communales et la lettre de voiture en matière d'exploitation des carrières. - Lutter contre l'exploitation illicite et le transport clandestin des produits de carrière. - Organiser des journées technologiques au sein de la Commune de Mbouda. - Faciliter l'implantation des industries agroalimentaires et de fabrication des produits cosmétiques dans la Commune de Mbouda (Ex : transformation des avocats en produits cosmétiques...) -Doter la Délégation Départementale du MINIMIDT d'un véhicule tout terrain
SECTEUR 22 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES A UN HABITAT SOCIAL DECENT DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN		
-Absence de logements sociaux. -Absence d'une voirie municipale.	-Occupation anarchique de l'espace urbain communal.	- Construire 100 logements sociaux (contrat ville : article 05 alinéa 10 du décret n°2004/017 du 22/07/2004).

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
-Absence d'un plan d'occupation des sols.	-Mauvaise occupation des sols au sein du marché de Mbouda. - Mauvaise gestion du marché de Mbouda -Obstruction de la voie publique et de voies d'accès - Installation anarchique des commerçants	- Aménager des voiries et réseaux divers dans le centre urbain de Mbouda à l'horizon 2013. -Doter le centre communal d'un plan d'occupation des sols en incluant : le marché de Mbouda par secteurs d'activités, les zones d'extensions urbanisées ou urbanisables en dehors du titre foncier de l'Etat n° 551 confondu à tort comme ville de Mbouda. - Urbaniser certains quartiers du centre urbain de Mbouda par l'établissement des plans de lotissement desdits quartiers (Lafi, Montchio III...) - Promouvoir et vulgariser l'utilisation des matériaux locaux (Briques de terre stabilisées et autres). - Aménager les parkings et espaces verts
SECTEUR 23 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES		
PROBLEME GENERAL : ABSENCE D'UN PLAN CADASTRAL DANS LE CENTRE URBAIN COMMUNAL.		
-Absence d'un plan cadastral.	-Occupation anarchique de l'espace urbain communal.	Délimiter le centre urbain communal Equiper la DDAF de 02 voitures tout terrain Achever les travaux de construction de la DDAF
-Faible sécurisation des terrains des populations en zones rurales et dans l'espace urbain communal	-quasi absence de titres fonciers au sein de la population. -conflits fonciers	-Sécuriser les terrains des populations en zones rurales - Faciliter la sécurisation du domaine de l'espace urbain communal occupé ou exploité par chaque occupant
SECTEUR 24 : FORET ET FAUNE		
PROBLEME GENERAL : DESTRUCTION ABUSIVE DU COUVERT VEGETAL ET DES ESPECES FAUNIQUES		
- Exploitation irrationnelle des raphias -Difficultés d'exploitation et de gestion durable de la zone de pâturage	- Disparition de la ressource naturelle (Raphia) - Assèchement du milieu et des cours d'eau	- Lutter contre le braconnage et promouvoir l'élevage de certaines espèces fauniques conformément à la loi forestière - Lutter contre la coupe anarchique des arbres et arbustes Promouvoir l'agroforesterie (plantation de Grevilla et autres espèces appropriées comme solution alternative aux eucalyptus) Lutter contre l'exploitation irrationnelle des raphias et des galeries forestières des bas-fonds -Equiper les services de la DDFOF de 5 motos, 1 véhicule de liaison (tout terrain)
SECTEUR 25 : JEUNESSE		
PROBLEME GENERAL : TAUX ELEVE DE CHOMAGE DES JEUNES DANS LA COMMUNE DE MBOUDA.		
- Faible encadrement des jeunes dans le montage des microprojets générateurs de revenus. - Mauvaise organisation des jeunes. - Difficulté d'accès aux programmes de financement des microprojets générateurs de revenus	-Délinquance juvénile -Exode rural -Recrudescence du vol. Augmentation du taux de chômage.	- Doter la Commune de Mbouda de 02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes à l'horizon 2020. - Organiser 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat. - Faciliter l'accès des jeunes aux programmes/sources de financement pour la réalisation des AGR.
SECTEUR 26 : COMMUNICATION		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES AUX RESEAUX AUDIOVISUELS DANS LA COMMUNE DE MBOUDA.		
Insuffisance d'équipements adaptés de transmission du signal audiovisuel	-Réception audiovisuelle de mauvaise qualité	Améliorer la qualité du signal télé et radio de la CRTV dans l'espace communal de Mbouda.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
Absence d'une radio communautaire	Utilisation limitée des communiqués radio-télé -faible promotion de la culture locale par radio diffusion	Créer, construire et équiper une radio communautaire dans la commune de Mbouda.
SECTEUR 27 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE		
PROBLEME : NON SOUSCRIPTION A LA SECURITE SOCIALE DE LA QUASI-TOTALITE DES CORPS DE METIERS DU SECTEUR PRIVE ET DE LA SOCIETE CIVILE EXISTANT DANS LA COMMUNE DE MBOUDA.		
-Faible organisation des populations en mutuelles de santé. -Mauvaise organisation de la plupart des corps de métiers. -Insuffisance de souscription des personnes aux assurances sociales.	-faible taux de reversement des redevances CNPS. -Absence de mutuelles de santé communautaire.	- Œuvrer à la transformation de 70% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain en emplois formels et souscrire une assurance sociale aux personnes concernées. - Inciter à la mise en place dans au moins 08 villages de la commune de Mbouda d'une mutuelle de santé communautaire.
SECTEUR 28 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		
PROBLEME GENERAL : FAIBLE PRISE EN COMPTE DES ASPECTS SOCIO ENVIRONNEMENTAUX DANS L'IMPLEMENTATION ET LA REALISATION DES ACTIVITES COMMUNALES.		
Gestion inappropriée des déchets dans le centre urbain et les villages (Incinération de la matière plastiques et autres déchets chimiques, présence de nombreux tas d'immondice au voisinage des habitations et des cours d'eau).	-Pollution atmosphérique. -Recrudescence des maladies de la peau. -Recrudescence des maladies hydriques. -Recrudescence des maladies respiratoires (Bronchites, Tuberculoses.) -Odeurs nauséabondes.	- Assurer un environnement sain dans la commune de Mbouda. -Développer et renforcer les capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale dans l'optique de gérer durablement les écosystèmes et conserver la biodiversité.
Pratiques de l'écobuage dans la plupart des villages de la Commune de Mbouda.	Baisse progressive de la fertilité des sols Disparition progressive des forêts raphia	Développer et renforcer les capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale dans l'optique de gérer durablement les écosystèmes et conserver la biodiversité.
Plantation anarchique des eucalyptus même dans les zones de captage des eaux.	-Eloignement de la nappe d'eau phréatique. -Assèchement du sol	
Utilisation anarchique des pesticides et autres intrants chimiques agricoles.	-pollution des cours d'eau et de la nappe phréatique. -intoxication des bêtes au niveau des zones d'abreuvement.	
SECTEUR 29 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION		
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES DES POPULATIONS AUX AVANTAGES LIES AUX PROGRES DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
Eloignement des stations et instituts de recherches existantes (c'est le cas des	-faible rendement des activités agricoles et pastorales	Créer, construire et équiper une antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda.

PRINCIPALES CAUSES	PRINCIPAUX EFFETS	BESOINS IDENTIFIES
stations de l'IRAD) au regard du potentiel agricole et pastorale de la zone des monts Bamboutos.		
Ignorance des populations, des structures de production et des multiplicateurs locaux agréés des semences et souches améliorées.	-Achat des semences et souches de qualité douteuse.	-Identifier et répertorier les structures de production et les multiplicateurs locaux agréés de semences et de souches améliorées. - Créer des points de vente des semences et de souches améliorées dans les grandes zones de production agropastorales (Balatchi, Ngoaya...)
Faible promotion des résultats de la recherche	-utilisation de semences de qualité douteuse -utilisation de souches de qualité douteuse -utilisation de matériaux de construction inappropriés...	Vulgariser les produits issus de la recherche scientifique

Source : Résultats des analyses.

4.3. Situation de l'économie locale

4.3.1. Situation de référence

L'observateur de la situation économique et sociale de la Commune de Mbouda est indubitablement marqué par : Le ralentissement de l'activité économique essentiellement dû à l'insuffisance de l'énergie électrique (soit 1000 Kva seulement pour toute la Commune de Mbouda). Les penseurs du domaine industriel avaient si bien posé l'équation : industrie = énergie. En effet, il n'existe pas de politique industrielle qui ne soit sous-tendue par les potentialités énergétiques.

4.3.2. Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune

Secteur	Potentialités/ Atouts	Axes stratégiques	Activité génératrice de revenus possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
MINPROFF et MINAS	-54, 08% de femmes. -Facteurs anthropologiques (dynamisme de la femme Mbouda en tant que partenaire de son conjoint dans l'émancipation familiale. -Existence de nombreuses associations des personnes vulnérables	encadrement des femmes dans l'entrepreneuriat féminin application des textes relatifs aux indigents et aux nécessiteux.	-petit commerce -corps de métiers (Broderie, coiffure, couture, call-box etc...)	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	Indice de Développement Humain (IDH)	-réalisation des études de faisabilité
	forêts sacrées : présence de plantes médicinales	encourager et encadrer les naturopathes	Création des unités de collecte et de vente	- cadres	visible en milieu rural	-réalisation des études de

Secteur	Potentialités/ Atouts	Axes stratégiques	Activité génératrice de revenus possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
MINFOF			des produits dérivés des plantes médicinales	-agents de maîtrise -ouvriers		faisabilité
MINADER	-secteur à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). -Sols fertiles dans les hauteurs de Balatchi (Monts Bamboutos) et la localité de Ngoya au confins de Bamenkombo. -Bas-fonds propices à la culture des produits vivriers, maraichers et de raphia.	Promotion, Relance et Vulgarisation du secteur	-construction et équipement d'une centrale d'achat des produits vivriers -construction de magasins de stockage des produits vivriers	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des unités de transformation des produits agricoles -création des pépinières -création de nouvelles plantations des produits vivriers -création de nouvelles plantations des produits de rente -création de nouvelles plantations des cultures pérennes	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- superficies exploitées -rendements par spéculation -main d'œuvre induite -quantités et qualités d'intrants utilisées -produits développés -ressources mobilisées -revenus générés	
MINEPIA	relativement faible seule la zone de Balatchi se prête à l'élevage. Cependant, l'élevage des ovins, des caprins et petits ruminants, volaille ainsi que l'élevage non conventionnel peuvent se pratiquer dans l'ensemble de l'espace communal	Promotion, Relance et Vulgarisation du secteur	-Promotion de l'alevinage -Promotion de l'aquaculture -Construction et équipement d'un abattoir municipal -Construction et équipement d'une boucherie -construction des	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	-quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité

Secteur	Potentialités/ Atouts	Axes stratégiques	Activité génératrice de revenus possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
			fermes avicoles -construction et équipement d'une chambre froide construction et équipement de porcheries -. Construction d'un marché de bétails			
MINEFOP et MINJEUN	-existence de nombreux programmes : Conseil National de la Jeunesse du Cameroun ; Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes ; le Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine ; le Programme National d'Alphabétisation, le Service Civique National de Participation au Développement.	encadrement des jeunes en vue de susciter l'esprit d'entrepreneuriat favorable à l'insertion sociale et à l'auto emploi	dans tous les secteurs de l'activité économique	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	Taux de chômage des jeunes.	-réalisation des études de faisabilité
MINTRANSPORT	– Clientèle disponible – Position de la ville de Mbouda entre deux grands pôles économiques de développement (Bamenda et Bafoussam sur la Nationale N°6). – engouement des opérateurs économiques locaux dans le secteur des transports – Disponibilité en pièce de rechange pour les voitures – Existence d'une gare routière de grande superficie. – Présence de 02 syndicats Atomicité des mototaxis	Organisation par la Commune du secteur des transports (gares routières, encombrement de la chaussée, racolages). Aménagement régulier du réseau routier	-Mécanique autos -vente des pièces détachées -laveries -Moto taxis -taxis brousses -transport urbain et interurbain	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	-Fluidité du trafic -taux de chômage	-réalisation des études de faisabilité
	– présence de 90 petits corps	-Développement	-hôteliers	-avérée en ce	-IDH	-réalisation

Secteur	Potentialités/ Atouts	Axes stratégiques	Activité génératrice de revenus possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
MINPMEESA, MINTOUR et MINCULT	- de métiers – population très active dans les activités commerciales. – Présence de bambous issus des raphias. – Valorisation du bambou de raphia en produits artisanaux (Lits, Chaises, Tabourets, Tables etc...). – Présence de nombreux sites touristiques (Monts, Chutes, Grotte, Lacs, Musées). – Pérennisation des traditions culturelles millénaires. Sauvegarde du patrimoine identitaire	- modernisation et expansion de l'artisanat -encadrement des professionnels de ces trois secteurs. -Développement et expansion des PME -Création des infrastructures d'accompagnement	-restaurateurs -artisans. - création des PME/PMI (secteur des assurances, prestation de services, établissements de services après vente, secrétariats bureautique, cyber-cafés	- qui concerne l'hôtellerie, l'artisanat, la restauration, PME/PMI - cadres -agents de maîtrise -ouvriers	-Nombre d'hôtels -Nombre de restaurants -Nombre d'artisans -Nombre de PME et PMI	des études de faisabilité
MINIMIDT	présence de carrières de sables, pierres, latérites.	-réglementation du secteur -aménagement des voies d'accès -dynamisme de l'Institution Communale (dotation en engins lourds)	Carrières de pierres et de latérites.	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	-Nombre de dépôts de produits de carrières -taxe d'exploitation sur les produits de carrières	-réalisation des études de faisabilité

Sources : Résultats des analyses

4.1.7.3. Recommandations

D'une manière générale, l'atteinte des objectifs de la matrice des potentialités et des atouts de la Commune de Mbouda est largement tributaire du dynamisme de l'exécutif communal vu sous l'angle du maître d'ouvrage du développement économique durable.

V.- PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

5.1.1. Vision du PCD

La vision des autorités de la Commune de Mbouda s'inscrit en droite ligne du discours politique de faire du Cameroun un pays émergent en 2035. Toutefois, compte tenu des spécificités de cette localité, ses dirigeants ont optés pour une approche de développement séquentielle sous forme de triptyque à savoir : le court, le moyen et le long terme.

Les priorités seront axées sur les problèmes sociaux qui font cruellement défaut dans la Commune et qui ont été recensés au cours des DSV, DEUC et DIC. Il s'agit notamment des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique, de l'électricité.

5.1.2. Objectifs du PCD

5.1.2.1. Objectif global

Il s'agit pour la Commune de Mbouda de se doter d'un document de référence, véritable feuille de route de l'autorité communale qui oriente les actions à mettre en œuvre à court à moyen et à long terme.

5.1.2.2. Objectifs spécifiques

A court terme, il s'agit d'identifier des projets réalistes et réalisables dont l'exécution sera planifiée sur douze (12) mois avec un bilan en fin d'exercice budgétaire et dont les activités sont contenues dans le PIA. Au terme de l'exercice budgétaire, le conseil Municipal en sa dernière session donne quitus à l'exécutif et/ou de nouvelles recommandations pour l'année suivante.

Il n'est pas superflu de rappeler que le PIA est constitué de projets prioritaires au regard de la vision holistique du Maire.

A moyen terme (triennale), l'exécutif communal revisite le parcours de trois années écoulées, en fait un bilan diagnostic et se reprojette sur trois nouvelles années, non sans tenir compte des projets qui peuvent chevaucher sur un, deux voire trois années successives.

A long terme (à partir des années 2020) : l'autorité communale fait un bilan à mi-parcours et des questionnements sont examinés par rapport à la filigrane de 2035 qui marque l'émergence de la Commune de Mbouda.

Vu désormais sous l'angle de la quête d'un pôle de développement économique durable, cette démarche qui se veut participative intègre tous les acteurs de la vie économique. Il convient de souligner que le succès de ce PCD est largement tributaire :

- De l'entregent de l'exécutif communal à travers le lobbying auprès des différents partenaires au développement ;
- De la mise sur pied d'une synergie interactive entre l'autorité communale et tous les acteurs de la vie économique : sectorielles, société civile, communautés villageoises, couches vulnérables, pour une prise en compte effective des problèmes de la commune de Mbouda.

5.2. Cadres logiques par secteur

5.2.1. Cadre logique de la stratégie du secteur Education de Base

Problème Global : difficultés d'accès à une éducation de base de qualité

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité				
Objectifs spécifiques	01	Renforcer l'effectif du personnel de 198 enseignants dans les écoles publiques maternelles et primaires d'ici fin 2025.	-Décisions d'affectation du personnel enseignant pris en charge par l'Etat.	-archives DDEB/Btos -Cameroon Tribune	
	02	Equiper les salles de classes en tables bancs (9109 tables bancs) à l'horizon 2016	-9109 tables bancs disponibles -le nombre d'élèves/table banc respecte les normes nationales.	-archives commune -archives DDEB/Btos	
	03	Equiper les écoles maternelles de 1991 petites et grandes chaises et tables d'ici fin 2013.	-1991 petites tables, grandes tables et chaises sont effectivement disponibles dans les écoles. -le nombre d'élèves/petite table respecte les normes nationales.	-archives commune -archives DDEB/Btos -observation directe dans les écoles.	
	04	Construire et équiper 240 salles de classes dans les écoles primaires et maternelles de la Commune de Mbouda à l'horizon 2020.	-Toutes les écoles à cycle complet ont chacune au moins 06 salles de classes fonctionnelles	-archives commune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de réception	
	05	Construire et équiper en tables bancs (300) 10 salles de classes à l'ENIEG de Mbouda d'ici fin 2016.	-10 salles de classes équipées et disponibles -PV de réception des travaux de construction et d'équipement des 10 salles de classe de l'ENIEG	-archives commune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de réception	
	06	Doter les écoles de 99 placards et 190 bureaux-maîtres d'ici fin 2025.	-99 placards et 190 bureaux-maîtres sont effectivement disponibles dans les écoles primaires et maternelles.	-archives commune -archives DDEB/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de réception	
	07	Doter les écoles de 125 ordinateurs d'ici fin 2016.	-125 ordinateurs sont effectivement disponibles dans les écoles. -Nombre d'élèves par ordinateur	-archives commune -archives DDEB/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de livraison	
	08	Doter les écoles de 71 bibliothèques à l'horizon 2025.	-71 écoles primaires et maternelles disposent effectivement d'une	-archives commune -archives DDEB/Btos	

			bibliothèque. -Nombre de livres et manuels disponibles	-observation directe dans les écoles. - PV de réception	
09	Doter les écoles de 78 lignes électriques à l'horizon 2025.	-78 lignes électriques sont disponibles dans les écoles à l'horizon 2025.	-archives commune -archives DDEB, DDEE des Bamboutos - PV de réception		
10	Construire 59 Blocs de latrines dans les écoles primaires et maternelles à l'horizon 2025.	-Chaque école primaire dispose d'au moins 01 bloc de latrines .	-archives commune -archives DDEB, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -observation directe dans les écoles. - PV de réception		
11	Construire 29 points d'eau dans les écoles primaires et maternelles d'ici fin 2025.	-29 points d'eau disponibles et fonctionnels. -Diminution des maladies hydriques	-archives commune -archives DDEB, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos - PV de réception -observation directe dans les écoles.		
12	Construire et équiper 02 blocs administratifs respectivement à la DDEB et à l'ENIEG	-02 blocs administratifs disponibles. -10 salles de classe équipées disponibles pour les élèves-maître de l'ENIEG -Nombre de bureaux disponibles -décongestion des locaux actuels	-archives commune -archives DDEB, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -observation directe dans les écoles.		
13	doter la DDEB et l'IAEB de 02 véhicules tout terrain.	-02 véhicules tout terrain disponibles.	-archives commune -archives DDEB/Btos -PV de réception		
14	Créer, construire et équiper deux écoles primaires et maternelles franco-islamique dans la localité de Balatchi, chez les Bororos et dans l'espace urbain de Mbouda.	-01 école primaire et maternelle franco-islamique dans la localité de Balatchi et dans l'espace urbain de Mbouda.	-archives commune -archives DDEB/Btos -PV de réception		
15	Créer, construire et équiper : -10 écoles maternelles bilingues -10 écoles primaires bilingues -08 écoles maternelles -08 écoles primaires à l'horizon 2035	-Actes de création -PV de réception des travaux de construction et d'équipement des écoles.	-archives DDEB/Btos -Cameroon Tribune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles.		
16	Construire et équiper 12 logements d'astreinte à l'horizon 2025	-12 logements d'astreinte équipés disponibles. PV de réception des travaux de construction et d'équipement des logements d'astreinte.	-archives commune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de réception		

Résultats	01	198 personnels enseignants affectés dans les écoles primaires et maternelles d'ici fin 2013	-Décision d'affectation	-archives DDEB/Btos -archives Communales -Cameroon Tribune	
	02	9109 tables bancs fabriqués et distribués dans les écoles identifiées.	-Nombre d'élèves par table banc	- Fiches statistiques commune - Fiches statistiques DDEB/Btos -PV de réception	
	03	1991 petites et grandes chaises et tables fabriquées et distribuées dans les écoles identifiées	-Nombre d'élèves par petite table	-Fiches statistiques commune - Fiches statistiques DDEB/Btos -PV de réception	
	04	240 salles de classes Construites et équipées à l'horizon 2020.	- 240 salles de classes opérationnelles. -nombre d'élèves par salle de classe	-archives/Fiches statistiques commune - archives/Fiches statistiques DDEB/Btos -PV de réception	
	05	10 salles de classes Construites et équipées en tables bancs (300) à l'ENIEG de Mbouda d'ici fin 2016.	-10 salles de classes équipées et disponibles -PV de réception des travaux de construction et d'équipement des 10 salles de classe de l'ENIEG	-archives commune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de réception	
	06	99 placards et 190 bureaux-mâtres fabriqués et distribués dans les écoles primaires et maternelles répertoriées.	-99 placards et 190 bureaux-mâtres disponibles	-archives DDEB/Btos -archives Communales -PV de réception.	
	07	125 ordinateurs distribués.	-125 ordinateurs sont effectivement disponibles dans les écoles. -Nombre d'élèves par ordinateur	-archives DDEB/Btos -archives Communales	
	08	71 écoles dotées d'une bibliothèque chacune à l'horizon 2025.	-71 écoles primaires et maternelles disposent effectivement d'une bibliothèque. -Nombre de livres et manuels disponibles	-archives DDEB/Btos -archives Communales	
	09	78 écoles alimentées en énergie électrique à l'horizon 2025.	-78 lignes électriques sont disponibles dans les écoles à l'horizon 2025.	-archives DDEB/Btos -archives Communales -archive DDEE/Btos	
	10	59 Blocs de latrines construits dans les écoles primaires et maternelles à l'horizon 2025.	-Chaque école primaire dispose d'au moins 01 bloc de latrines.	-archives DDEB/Btos -archives Communales	
	11	29 points d'eau construits et fonctionnels dans les écoles primaires et maternelles d'ici fin 2025.	-29 points d'eau disponibles et fonctionnels.	-archives DDEB/Btos -archives Communales	
	12	02 blocs administratifs construits et équipés respectivement à la DDEB et à l'ENIEG	-02 blocs administratifs disponibles. -Nombre de bureaux disponibles -décongestion des locaux actuels	-archives DDEB/Btos -archives Communales	
	13	02 véhicules tout terrain achetés et mis à la disposition	-02 véhicules tout terrain	-archives DDEB/Btos	

		de la DDEB et de l'IAEB	disponibles.			-archives Communales					
	14	01 école primaire et maternelle franco-islamique construite et fonctionnelle dans la localité de Balatchi et l'espace urbain de Mbouda	- 02 écoles primaires et maternelles franco-islamique disponibles dans la localité de Balatchi et dans l'espace urbain de Mbouda			-archives DDEB/Btos -archives Communales					
	15	-10 écoles maternelles bilingues -10 écoles primaires bilingues -08 écoles maternelles -08 écoles primaires Créées, construites et équipées à l'horizon 2035	-Actes de création -PV de réception des travaux de construction et d'équipement des écoles.			-archives DDEB/Btos -Cameroon Tribune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles.					
	16	12 logements d'astreinte Construits et équipés à l'horizon 2025	-12 logements d'astreinte équipés disponibles. PV de réception des travaux de construction et d'équipement des logements d'astreinte.			-archives commune -archives DDEB/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos -observation directe dans les écoles. - PV de réception					
Activités						Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
						H	M	F			
	01	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour affectation du personnel enseignant dans les établissements primaires et maternels. (78 enseignants qualifiés)					x	x		Coût administratif	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de tables bancs (9109)					x	x		Coût administratif	
		2.2. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM	
		2.3. Fabrication et distribution de 9109 tables bancs					x	x	x	273.270.000	
	03	3.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles maternelles de 1191 petites, grandes chaises et tables					x	x		Coût administratif	
		3.2. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM	
		3.3. Fabrication et distribution de 1191 petites, grandes chaises et tables					x	x	x	14.292.000	
	04	4.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 240 salles de classes					x	x		Coût administratif	
		4.2. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM	
		4.3. Construction de 240 salles de classes à l'horizon 2020					x	x	x	1.920.000.000	
	05	5.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction et l'équipement (300 tables-bancs) de 10 salles de classes à l'ENIEG de Mbouda d'ici fin 2016.					x	x		Coût administratif	
		5.2. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM	
		5.3. Construction et équipement de 10 salles de classes à l'ENIEG de Mbouda d'ici fin 2016.					x	x	x	169.000.000	
	06	6.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 99 placards et 109 bureaux-maîtres					x	x		Coût administratif	
		6.2. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM	
		6.3. Confection et distribution de 99 placards et 109 bureaux-maîtres					x	x	x	PM	

	07	7.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de 125 ordinateurs complets.	x	x		Coût administratif	
		7.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		7.3. Achat et distribution de 125 ordinateurs complets.	x	x	x	187.500.000	
	08	8.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de 78 Bibliothèques.	x	x		Coût administratif	
		8.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		8.3. Construction de 78 Bibliothèques.	x	x	x	PM	
	09	alimentation de 50 écoles en énergie électrique (Voir secteur électricité)	x	x	x	(Voir secteur électricité)	
	10	10.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 59 blocs de latrines	x	x		Coût administratif	
		10.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		10.3. Construction de 59 blocs de latrines	x	x	x	265.500.000	
	11	11.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 29 points d'eau.	x	x		Coût administratif	
		11.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		11.3. Construction de 29 points d'eau.	x	x	x	232.000.000	
	12	12.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction et de l'équipement de 01 bloc administratif à la DDEB et 01 bloc administratif à l'ENIEG.	x	x		Coût administratif	
		12.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		12.3. construction et équipement de 01 bloc administratif à la DDEB et 01 bloc administratif à l'ENIEG.	x	x	x	50.000.000	
	13	13.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de l'achat de 02 véhicules tout terrain mis à la disposition de la DDEB et de l'IAEB	x	x		Coût administratif	
		13.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		13.3. achat de 02 véhicules tout terrain et distribution à la DDEB et de l'IAEB	x	x	x	46.000.000	
	14	14.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la création d'une école primaire et maternelle franco-islamique dans la localité de Balatchi et dans l'espace urbain communal de Mbouda.	x	x		Coût administratif	
		14.2. Mobilisation des ressources				PM	
		14.3. construction et équipement de l'école primaire et maternelle franco-islamique de Balatchi et dans l'espace urbain communal de Mbouda.				160.000.000	
	15	15.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de : -10 écoles maternelles bilingues -10 écoles primaires bilingues -08 écoles maternelles -08 écoles primaires à l'horizon 2035	x	x		Coût administratif	
		15.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		15.3. construction et équipement de : -10 écoles maternelles bilingues -10 écoles primaires bilingues -08 écoles maternelles	x	x	x	-250.000.000 -160.000.000 -200.000.000	

		-08 écoles primaires à l'horizon 2035				-128.000.000	
	16	16.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 12 logements d'astreinte à l'horizon 2025	x	x		Coût administratif	
		16.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		16.3. construction et équipement de l'école primaire et maternelle franco-islamique de 12 logements d'astreinte l'horizon 2025	x	x	x	96.000.000	
		TOTAL 1				4 151 562 000	Coût estimatif

5.2.2. Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignement Secondaire

Problème Global : difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès de tous les jeunes à un enseignement secondaire de qualité				
Objectifs spécifiques	01	Renforcer l'effectif du personnel en : -236 enseignants -08 surveillants -09 Censeurs -07 Conseillers d'orientation dans les établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2013.	-Décision d'affectation du personnel enseignant pris en charge par l'Etat.	-archives DDES/Btos -Cameroon Tribune	
	02	Equiper les salles de classes de 1725 tables bancs à l'horizon 2020.	-1725 tables bancs disponibles -nombre d'élèves/table banc	-archives commune -archives DDES/Btos	
	03	construire et équiper 28 ateliers dans les établissements d'enseignement secondaire technique à l'horizon 2020.	-28 ateliers disponibles -nombre d'ateliers par établissement. -Nombre de spécialités disposant d'un atelier	-archives commune -archives DDES/Btos -PV de réception	
	04	Construire et équiper 182 salles de classes dans les établissements d'enseignement secondaire de la Commune de Mbouda à l'horizon 2020.	-182 salles de classes disponibles -nombre d'élèves par salle de classe	-archives commune -archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -PV de réception	
	05	Doter les établissements d'enseignement secondaire de 60 kits scientifiques.	-60 kits disponibles. - Nombre d'élèves par kit	-archives commune -archives DDES /Btos	
	06	Doter les établissements d'enseignement secondaire de 250 ordinateurs à l'horizon 2015.	-250 ordinateurs disponibles. -Nombre d'élèves par ordinateurs	-archives commune -archives DDES/Btos - PV de réception	
	07	Doter les établissements d'enseignement secondaire de 04 lignes électriques à l'horizon 2013.	04 lignes électriques disponibles.	-archives commune -archives DDES, DDEE des Bamboutos PV de réception	

	08	Construire 130 Blocs de latrines dans les établissements d'enseignement secondaire à l'horizon 2020.	-Chaque établissement dispose d'au moins 01 bloc de latrines.	-archives commune -archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos - PV de réception	
	09	Construire 31 points d'eau dans les établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2020.	-31 points d'eau disponibles et fonctionnels.	-archives commune -archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos - PV de réception	
	10	Construire et équiper 31 blocs administratifs dans les établissements d'enseignement secondaire à l'horizon 2020.	-31 blocs administratifs disponibles.	-archives commune -archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -PV de réception	
	11	Aménager 05 fosses à ordures dans 05 établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2013.	-05 fosses disponibles.	-archives commune -archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -PV de réception	
	12	Doter la DDESEC d'un véhicule tout terrain.	-01 véhicule tout terrain disponible.	-archives commune -archives DDES/Btos -PV de réception	
Résultats	01	-236 enseignants -08 surveillants -09 Censeurs -07 Conseillers d'orientation affectés dans les établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2013	-Décision d'affectation	-archives DDES/Btos -archives Communales -Cameroon Tribune	
	02	1725 tables bancs fabriqués et distribués dans les écoles identifiées.	-Nombre d'élèves par table banc -nombre d'élèves/table banc	- Fiches statistiques commune - Fiches statistiques DDES/Btos	
	03	28 ateliers construits, équipés et fonctionnels	-Nombre d'ateliers/établissement	-Fiches statistiques commune - Fiches statistiques DDES/Btos	
	04	182 salles de classes Construites et équipées à l'horizon 2020.	- 182 salles de classes opérationnelles. -nombre d'élèves par salle de classe	-archives/Fiches statistiques commune - archives/Fiches statistiques DDES/Btos	
	05	60 kits distribués dans les établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2013.	-60 kits scientifiques disponibles.	-archives DDES/Btos -archives Communales	
	06	250 ordinateurs distribués dans les établissements d'enseignement secondaire à l'horizon 2015.	-250 ordinateurs disponibles. -Nombre d'élèves par ordinateurs	-archives DDES/Btos -archives Communales	
	07	04 établissements d'enseignement secondaire alimentés en énergie électrique.	04 lignes électriques disponibles.	-archives DDES/Btos -archives Communales	
	08	130 Blocs de latrines construits dans les établissements d'enseignement secondaire à l'horizon 2020.	-Chaque établissement dispose d'au moins 01 bloc de latrines.	-archives DDES/Btos -archives Communales	
	09	31 points d'eau construits et fonctionnels dans les	-31 points d'eau disponibles et	-archives DDES, DDTP,	

		établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2020.	fonctionnels.			DDDAF, DDEP des Bamboutos -archives Communales		
	10	31 blocs administratifs construits et équipés dans les établissements d'enseignement secondaire à l'horizon 2020.	-31 blocs administratifs disponibles.			-archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -archives Communales		
	11	05 fosses à ordures aménagées d'ici fin 2013.	-05 fosses disponibles.			-archives commune -archives DDES, DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos		
	12	01 véhicule tout terrain acheté et mis à la disposition de la DDESEC	-01 véhicule tout terrain disponible.			-archives DDES/Btos -archives Communales		
Activités						Moyens	Coût (FCFA)	Conditions préalables de réalisation
						H		
	01	Plaidoirie auprès du MINESEC pour affectation du personnel enseignant dans les établissements secondaires. -236 enseignants -08 surveillants -09 Censeurs -07 Conseillers d'orientation enseignants qualifiés)	x	x		Coût administratif		
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 1725 tables bancs.	x	x		Coût administratif		
		2.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		2.3. Fabrication et distribution de 1725 tables bancs	x	x	x	51.750.000		
	03	3.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 06 ateliers.	x	x		Coût administratif		
		3.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		3.3. Construction et équipement de 28 ateliers.	x	x	x	700.000.000		
	04	4.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire en salles de classes (182 salles)	x	x		Coût administratif		
		4.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		4.3. Construction de 182 salles de classes	x	x	x	1.456.000.000		
	05	5.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 60 kits scientifiques.	x	x		Coût administratif		
		5.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif		
		5.3. Achat et distribution de 60 kits scientifiques.	x	x	x	6.000.000		
	06	6.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements de 250 ordinateurs complets.	x	x		Coût administratif		
		6.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		6.3. Achat et distribution de 250 ordinateurs complets.	x	x	x	375.000.000		
	07	alimentation de 04 écoles en énergie électrique (Voir secteur électricité)	x	x	x	(Voir secteur électricité)		
	08	8.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements secondaires de 130 blocs de latrines	x	x		Coût administratif		
		8.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		8.3. Construction de 130 blocs de latrines	x	x	x	585.000.000		
	09	9.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 31 points d'eau.	x	x		Coût administratif		

		9.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		9.3. Construction de 31 points d'eau.	x	x	x	248.000.000	
	10	10.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction et de l'équipement de 31 blocs administratifs dans les établissements d'enseignement secondaire.	x	x		Coût administratif	
		10.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		10.3. construction et équipement de 31 blocs administratifs à l'horizon 2020.	x	x	x	PM	
	11	11.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'aménagement de 06 fosses à ordures dans les établissements d'enseignement secondaire.	x	x		Coût administratif	
		10.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		10.3. Aménagement de 06 fosses à ordures	x	x	x	PM	
	12	12.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de l'achat de 01 véhicule tout terrain mis à la disposition de la DDESEC	x	x		Coût administratif	
		12.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		12.3. achat de 01 véhicule tout terrain et affectation à la DDESEC	x	x	x	23.000.000	
TOTAL 2						3 444 750 000	Coût estimatif

5.2.3. Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignement Supérieur

Problème Global : Difficultés d'accès aux services de l'enseignement supérieur de qualité.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification		Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Faciliter l'accès de tous les jeunes aux services de l'enseignement supérieur									
Objectifs spécifiques	01	Faciliter l'implantation de 05 structures privées de formation supérieure dans la Commune de Mbouda à l'horizon 2025.	-05 structures privées de formation supérieure opérationnelles. -augmentation de 50% des diplômés de formation professionnelles			-archives commune -archives MINESUP, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos - statistiques des centres de formation créés.				
	02	Créer construire et équiper un centre de formation supérieure d'Agronomie d'ici 2016.	-Arrêtés de création -Nombre de personnes ayant accès au centre de formation -amélioration des techniques culturelles.			-archives commune -archives MINESUP -archives DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos -archives DDADER				
Résultats	01	05 structures privées de formation supérieures créés construites, équipées et fonctionnelles	-Arrêtés de création desdits établissements. -Nombre de filières de formation disponibles.			-archives commune -archives MINESUP -archives DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos				
	02	01 centre de formation supérieure d'Agronomie créé, construit, équipé et fonctionnel.	-Arrêté de création.			-archives commune -archives MINESUP - archives DDTP, DDDAF, DDEP des Bamboutos				
Activités					Moyens			Coût (FCFA)		Conditions préalables de réalisation
					H	M	F			
	01	Organiser les rencontres avec les responsables des structures de formation supérieure.				x	x	x	PM	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINESUP pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 01 centre de formation supérieure d'Agronomie				x	x		Cout administratif	
		2.2. Mobilisation des ressources				x	x	x	PM	
2.3. Construction et équipement du centre de formation supérieure d'Agronomie.				x	x	x	150.000.000			
TOTAL 3								150 000 000		Coût estimatif

5.2.4. Cadre logique de la stratégie du secteur Santé Publique

Problème Global : difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

La commune de Mbouda fait partie intégrante du district de sante de Mbouda qui compte 12 aires de santé dont 09 pour la localité sous examen et 03 pour la localité de Babadjou .Les 09 aires de santé englobent 34 centres de santé géographiquement repartis sur une surface de 337 km² soit une moyenne d'un centre de santé sur 10 km² ; traduction : chaque habitant de la commune de Mbouda parcourt moins de 10 km pour atteindre un centre de santé

La fonctionnalité d'un centre de santé dépend essentiellement de 03 facteurs :

- les structures
- les équipements
- le personnel

Loin d'être un problème d'infrastructures, la problématique de l'accès aux soins de santé de qualité dans l'arrondissement de Mbouda se situe au niveau des équipements et du personnel.

Le paquet minimum en terme d'équipements sanitaires est quasi inexistant dans les centres de santé ruraux, le personnel médico-sanitaire n'échappe pas à cette triste réalité. Telles sont les deux préoccupations qui ont présidés à la planification stratégique du secteur santé de la commune de Mbouda, planification objet de la matrice ci-après :

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité				
Objectifs spécifiques	01	Doter les 09 formations sanitaires existantes en équipements de santé et pharmacies communautaires : -Service de santé de district de Mbouda -CSI de Babété (Groupement Babété) -CSI de Nguese (Groupement Bamenkombo) -CSI de Bafemgha (Groupement Bamessingué) -CSI de Batoula (Groupement Bamessingué) -CSI de Lepi (Groupement Bamendjinda) -CSI de Bakouotio -Kouoptetse (Groupement Balatchi) -CSI de Bafounda (Groupement Bafounda) -CSI de Bamesso (Groupement Bamesso).	-Différents types d'examens réalisés dans les formations sanitaires. -Amélioration de la qualité du service sanitaire.	-archive commune et DDSANTE/Btos -enquêtes réalisées auprès des populations.	
	02	Renforcer les formations sanitaires en personnel médical.	- Acte d'affectation -Le nombre de malades par médecin respecte les normes sectorielles.	-archive commune et DDSANTE/Btos -Cameroon tribune -Fiches statistique de la DDSANTE/Btos	

	03	Construire et équiper le centre de santé de Bamenkombo Chefferie.	-Différents types d'examens réalisés dans la formation sanitaire. -Amélioration de la qualité du service sanitaire à Bamenkombo.	-archive commune et DDSANTE -archives DDTP, DDAF, DDUH, DDEP des Bamboutos - CC, CDV	
	04	Organiser 12 Campagnes de sensibilisation en collaboration avec le MINSANTE, GTZ, PNDP, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres dans l'optique de réduire de 50% le taux actuel de séroprévalence dans la Commune de Mbouda à l'horizon 2015.	-Taux de séroprévalence réduit de 50% dans la Commune de Mbouda.	-archives commune -archives des rapports de : MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global fund et autres.	
	05	Organiser 12 campagnes de dépistage gratuit des MST/MH-SIDA en collaboration avec le MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres.	-fiches des patients dépistés. -Taux de participation de la population.	-archives commune -archives des rapports de : MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global fund et autres.	
	06	Renforcer en médicaments les structures de prise en charge des personnes infectées	-Amélioration de l'état de santé des malades (Numérologie). -bordereau de livraison	-Rapports de suivi des malades de la DDSANTE	
	07	Susciter l'aménagement des fosses septiques par la population (augmenter le nombre de fosses septique de 50% par rapport à l'existant).	-50% de familles possèdent une fosse septique.	-Fiches statistiques du service d'hygiène communal	
	08	Organiser des campagnes de sensibilisation dans toutes les écoles, les lycées et sur toute l'étendue du territoire Communal en vue d'encourager le respect des règles d'hygiènes de base par les élèves et l'ensemble de la population.	-Nombre de campagnes de sensibilisation tenues.	-Fiches statistiques du service d'hygiène communal -archives MINSANTE, MINEDUB, MINESEC et autres acteurs à identifier.	
	09	Redynamiser les activités de la croix rouge dans l'arrondissement de Mbouda à travers la création, la construction et l'équipement d'un centre médico-sanitaire	-Acte de création -PV de réception des travaux de construction et d'équipement du centre médico-sanitaire	-archive commune et DDSANTE -archives DDTP, DDAF, DDUH, DDEP des Bamboutos - CC, CDV	
Résultats	01	09 formations sanitaires équipées et dotées d'une pharmacie communautaire	-Différents types d'examens réalisés dans les formations sanitaires. -Amélioration de la qualité du service sanitaire.	-archive commune et DDSANTE	
	02	09 Formations sanitaires renforcées en personnels	-acte d'affectation -Nombre de malades par médecin	-archive/fiches statistiques commune et DDSANTE -Cameroon tribune	
	03	01 centre de santé construit, équipé et fonctionnel à Bamenkombo Chefferie.	-amélioration de la qualité du service sanitaire de Bamenkombo	-enquêtes réalisées auprès des populations.	
	04	12 Campagnes de sensibilisation organisées	-Listes de présence. -Nombre de partenariats conclus	-archives commune -archives des rapports de : MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global fund et autres.	
	05	12 Campagnes de dépistage volontaire organisées	-fiches des patients dépistés	-archives commune	

					-archives des rapports de : MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global fund et autres.			
	06	Structures de prise en charge renforcées en médicaments.	-Amélioration de l'état de santé des malades (Numérologie). -bordereau de livraison		-Rapports de suivi des malades de la DDSANTE			
	07	Fosses sceptiques aménagées.	-50% de familles possèdent une fosse septique.		-Fiches statistiques du service d'hygiène communal			
	08	Règles d'hygiènes corporelles respectées	-Nombre de campagnes de sensibilisation tenues.		-Fiches statistiques du service d'hygiène communal -archives MINSANTE, MINEDUB, MINESEC et autres acteurs à identifier. -Observation directe			
	09	Centre médico-sanitaire créé, construit et équipé.	-Acte de création -PV de réception des travaux de construction et d'équipement du centre médico-sanitaire		-archive commune et DDSANTE -archives DDTP, DDAF, DDUH, DDEP des Bamboutos - CC, CDV			
Activités				Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
				H	M	F		
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la dotation en pharmacies communautaires et équipements des formations sanitaires: -Service de santé de district de Mbouda -CSI de Babété (Groupement Babété) -CSI de Nguese (Groupement Bamenkombo) -CSI de Bafemgha (Groupement Bamessingué) -CSI de Batoula (Groupement Bamessingué) -CSI de Lepi (Groupement Bamendjinda) -CSI de Kouptetse (Groupement Balatchi) -CSI deBafounda (Groupement Bafounda) -CSI de Bamesso (Groupement Bamesso)	x	x		Coût administratif		
		1.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		1.3. Equipement des formations sanitaires	x	x	x	90.000.000		
	02	Plaidoirie auprès du MINSANTE pour affectation du personnel médical dans les formations sanitaires répertoriées (voir tableau paragraphe 3.3.2.2.3. du PCD qui couvre de manière exhaustive les besoins en personnel).	x	x		Coût administratif		
	03	Construction et équipement du CSI de Bamenkombo Chefferie	x	x	x	50.000.000	Travaux en cours (BIP 2011)	
	04	4.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la tenue de 12 campagnes de sensibilisation.	x	x		Coût administratif		
		4.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		4.3. Tenue de 12 campagnes de sensibilisation	x	x	x	750.000		
05	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal de la tenue de 12 campagnes de	x	x	x	Coût administratif			

		dépistages volontaires.					
		5.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		5.3. Tenue de 12 campagnes de dépistage volontaire	x	x	x	750.000	
	06	6.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour le renforcement des structures de prise en charge en médicaments.	x	x		Coût administratif	
		6.2. Réception et distribution des médicaments dans les structures de prise en charge.	x	x	x	Coût administratif	
	07	7.1. Elaboration d'un planning de contrôle et de sensibilisation de la population sur la nécessité d'aménager des fosses septiques et de respecter les règles d'Hygiène et de salubrité (service d'hygiène communal).	x	x	x	Coût administratif	
		7.2. Tenue des différents contrôles et ateliers de sensibilisation avec la population.				1.000.000	
	08	8.1. Elaboration d'un planning de rencontres éducatives avec les élèves en partenariat avec le MINSANTE, MINEDUB, MINESEC et autres acteurs à identifier	x	x	x	Coût administratif	
		8.2. Tenue des différentes rencontres éducatives avec les élèves.				5.000.000	
	09	9.1. Plaidoirie auprès des services de la croix rouge pour la création, la construction et l'équipement d'un centre médico-sanitaire dans la Commune de Mbouda..	x	x		Coût administratif	
		9.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		9.3. Construction et équipement du centre médico-sanitaire	x	x	x	PM	
TOTAL 4						147 500 000	Coût estimatif

Au Cameroun, le VIH/ SIDA fait partie des programmes prioritaires de santé publique. Le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose sont financés par le « GLOBAL FUND »/Fonds Mondial.

Tant au niveau national que communal, le programme du VIH/SIDA concerne les activités suivantes :

- la sensibilisation des populations sur l'éducation sanitaire
- le dépistage volontaire
- la disponibilité des réactifs de dépistage
- le screening (transfusion sanguine)
- la prévention de la transmission mère enfant (PTME) se pratique à l'échelle de chaque aire de santé
- le fonctionnement des unités de prise en charge (UPEC) qui consiste à faire un premier counseling, le dépistage puis à nouveau un second counseling. Cette activité est assurée au niveau urbain par des agents sociaux relayés dans les villages par les agents communautaires.
- la disponibilité des médicaments antirétroviraux est l'œuvre de l'UPEC dont les agents communautaires sont chargés de la distribution dans les communautés.
- la prise en charge des orphelins et des enfants vulnérables est gratuite et se fait par le biais du MINAS et des ONG.

Du taux de prévalence du VIH/SIDA

Le taux de prévalence observé dans la commune de Mbouda se situe autour de :

- 5.5 % pour le dépistage volontaire
- 6.8% pour la PTME

Quid du paludisme : Plan de travail 2011 du district de santé de Mbouda.

Il s'agit de la prévention et de la transmission. Pour atteindre ces deux objectifs, le plan prévoit la promotion de l'utilisation des unités d'imprégnation et de ré-imprégnation des moustiquaires.

Au niveau communautaire particulièrement, il y a lieu d'intensifier la sensibilisation des populations rurales sur l'importance de cette pratique. Ceci passe par deux actions : la conception des messages destinés à ces populations et le recrutement des mobilisateurs sociaux.

L'éducation des communautés sur les mesures de prévention par la ré-imprégnation des moustiquaires, la distribution des moustiquaires et la pulvérisation à domicile.

Au Cameroun, les mesures gouvernementales disposent que le traitement du paludisme est gratuit pour les enfants de 0 à 5 ans.

Cas de la tuberculose

On observe actuellement au Cameroun une recrudescence de la tuberculose) cause de la présence du VIH/SIDA.

Le programme tuberculose prévoit :

- l'intensification de la sensibilisation des communautés sur la tuberculose par l'acquisition et la distribution des affiches et dépliants ;
- et la prise en charge des malades. Il convient de rappeler que le traitement de cette maladie est gratuit pendant 06 mois.

5.2.5. Cadre logique de la stratégie du secteur eau et énergie

Problème Global : Difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique.				
Objectifs spécifiques	01	Doter la Commune de 195 points d'eau potable à l'horizon 2035.	Au moins 01 point d'eau pour 200 habitants dans l'ensemble des villages de la Commune.	-Fiches statistiques commune et DDEE/Btos	
	02	Réactualiser les projets abandonnés (Projet Hauts Plateaux de l'Ouest).	Etude de faisabilité du projet Hauts Plateaux de l'Ouest	-archives Commune et DDEE/Btos.	
	03	Réhabiliter les scans water de : -Bamenkombo -Balatchi -Babete	-Diminution de 40% du taux de maladies hydriques dans la Commune à l'horizon 2015. -amélioration de 50% de l'offre en eau potable par rapport à l'existant.	-archives Commune et DDEE/Btos. -Rapports de suivi médical des maladies hydriques de la DDSANTE/Btos. -enquêtes à réaliser auprès des ménages.	
	04	Aménager 91 sources d'eau à l'horizon 2020.	-Amélioration de la qualité de l'eau consommée par rapport à l'existant. -population par point d'eau	-Fiches statistiques/rapports de suivi de la commune et DDEE/Btos	
	05	Reboiser en Raphias ou autres espèces appropriées, les aires de captage d'eau.	-superficies reboisées en raphias ou autres espèces appropriées	-Fiches statistiques commune, DDEE, MINFOF	
	06	Renforcer les capacités des populations sur la maîtrise des procédures de potabilisation de l'eau, de façon régulière ou périodique.	-dépliants et manuels de procédures. -listes de présences des participants aux réunions de sensibilisations ou de renforcement des capacités.	-archives Commune et DDEE, DDAS, DDPROFF, DDSANTE des Bamboutos	
	07	Renforcer la puissance installée (puissance actuelle : 1000 KVA) en vue d'avoir une alimentation permanente et suffisante pouvant permettre l'extension du réseau électrique.	-Nouvelle puissance installée en hausse au regard de la précédente. -disparition définitive des étincelles, des courts-circuits au niveau des transformateurs en ligne et absence de coupures régulières ou inopinées en énergie électrique.	-PV de réception des nouveaux équipements de production-transport-distribution de l'énergie électrique. -archives Commune, DDEE/Btos	
	08	Etendre le réseau électrique de moyenne et basse tension dans l'ensemble des villages de la commune de Mbouda à l'horizon 2025. (prendre en compte prioritairement les 50 lignes des écoles et les 04 lignes des établissements d'enseignement secondaire)	-Réseau de branchement électrique disponible dans l'ensemble des villages de la Commune de Mbouda.	-archives Commune -DDEE/Btos	
	09	Valoriser les sources d'énergie renouvelable à l'horizon 2020. (notamment dans la zone de Balatchi à travers l'utilisation des aérogénérateurs) et la valorisation de la	-PV de réception des projets réalisés. -Nombre d'équipements d'appoint	-archives Commune -DDEE/Btos	

		production de l'énergie solaire pour les autres zones de la Commune	disponibles et fonctionnels				
Résultats	01	195 points d'eau construits à l'horizon 2035.	-Etudes de faisabilité -PV de réception			-archives Commune et DDEE/Btos.	
	02	Projet hauts plateaux de l'Ouest réactualisé	-Etudes de faisabilité			-archives Commune et DDEE/Btos.	
	03	scans water de : -Bamenkombo -Balatchi -Babete réhabilitées et fonctionnels	-PV de réception			-archives Commune et DDEE/Btos.	
	04	91 sources d'eau aménagées à l'horizon 2020.	-taux de réduction des maladies hydriques. -PV de réception				
	05	Aires de captage d'eau reboisées	-Superficie reboisée -PV de réception			-Fiches statistiques commune, DDEE/Btos, MINFOF/Btos	
	06	-Capacités des populations renforcées.	-PV de réunion -Listes de présence -taux de réduction des maladies hydriques.			-archives Commune et DDEE/Btos, DDAS/Btos, DDPROFF/Btos, DDSANTE/Btos	
	07	puissance installée renforcée et permettant une extension du réseau électrique dans l'ensemble de la Commune	-Nouvelle puissance installée en hausse au regard de la précédente. -disparition définitive des étincelles, des courts-circuits au niveau des transformateurs en ligne et absence de coupures régulières ou inopinées en énergie électrique.			-PV de réception des nouveaux équipements de production-transport-distribution de l'énergie électrique. -archives Commune, DDEE/Btos	
	08	réseau électrique de moyenne et basse tension étendu et disponible dans l'ensemble des villages de la Commune à l'horizon 2025.	-Linéaire de câble installé -Nombre de transformateur et autres équipements de distribution augmentés par groupement ou par village.			-DDEPAT/Btos (Enquête dans les ménages) - PV de réception disponible auprès de DDEE/Btos	
	09	au moins 02 sources d'énergie renouvelable valorisée à l'horizon 2020.	-Puissance augmentée par le biais des projets d'énergie éolienne et solaire mis en œuvre.			-archives Commune -DDEE/Btos -PV de réception	
						Coût	Conditions préalables de réalisation
			H	M	F		
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de la construction de 195 points d'eau.	x	x		Coût administratif	
		1.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		1.3. Construction de 195 points d'eau	x	x	x	1.560.000.000	
	02	2.1. Plaidoirie auprès Conseil Municipal pour la réactualisation du projet haut s Plateaux de l'Ouest (cas du projet de Balatchi dans le cadre de l'aménagement des zones de captage des Monts Bamboutos et l'extension du réseau de distribution en eau).	x	x		Coût administratif	

Activités		2.2. Réactualisation des études de faisabilité existantes.	x	x	x	PM	
		2.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	La commune doit rechercher des sources potentielles de financement auprès des élites locales et autres partenaires de développement.
		2.4. Exécution des travaux.	x	x	x	PM	
	03	3.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de la réhabilitation des scan water de : -Bamenkombo -Balatchi -Babete.	x	x		Coût administratif	
		3.2. Réactualisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		3.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		3.3. Travaux de réhabilitation des 03 scans water.	x	x	x	PM	
	04	4.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de l'aménagement de 91 sources d'eau.	x	x		Coût administratif	
		4.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		4.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		4.4. aménagement de 91 sources d'eau	x	x	x	364.000.000	
	05	Reboisement en raphias ou autres espèces appropriées des zones de captage d'eau	x	x	x	(Voir cadre logique du Secteur Faune et Forêt, activité 04)	
	06	6.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la tenue de 08 ateliers de renforcement des capacités des populations sur la maîtrise des procédures de potabilisation de l'eau.	x	x		Coût administratif	
		6.2. tenue des 08 ateliers de renforcement des capacités	x	x	x	800.000	
	07	7.1. plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement du renforcement de la puissance installée	x	x	x	Coût administratif	
		7.2. Remplacement de tous les équipements vétustes par des équipements nouveaux adaptés, durables et conventionnels.	x	x	x	PM	
	08	8.1. plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement de l'extension du réseau électrique de moyenne et basse tension dans l'ensemble des villages de la Commune de Mbouda à l'horizon 2025 (en particulier les 50 lignes des écoles et les 04 lignes des établissements d'enseignement secondaire).	x	x		Coût administratif	Participation de l'élite locale à la réalisation du micro projet
		8.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		8.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		8.4. Extension du réseau électrique dans les villages	x	x	x	PM	
		8.5. lutter contre les réseaux pirates ou toiles d'araignées dans l'espace urbain et les villages à travers la tenue de campagnes de sensibilisation et la facilitation de l'accès des populations à l'énergie électrique auprès de AES-SONEL ou autres.	x	x	x	PM	
		9.1. plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement de 02 projets de valorisation des sources d'énergie renouvelable.	x	x		Coût administratif	

	09	9.2. Réalisation des études de faisabilité et autres travaux de recherche pour développer les sources d'énergie renouvelable (Eolienne et solaire).	x	x	x	PM	
		9.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		9.4. Réalisation des 02 projets identifiés.	x	x	x	PM	
TOTAL 5						1 924 800 000	Coût estimatif

5.2.6. Cadre logique de la stratégie du secteur Promotion de la Femme et de la Famille

Problème Général : Difficultés d'accès à l'éducation sociale des femmes et de la jeune fille.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des femmes et de la jeune fille à une éducation sociale de qualité				
Objectifs spécifiques	01	Faciliter l'intégration de la femme et de la jeune fille dans les activités socioéconomiques	Indice de Développement Humain.	-Archives Commune, DDPROFF/Btos, DDMINEPAT/Btos	
	02	Augmenter de 45% le niveau de scolarisation de la majorité des femmes et des filles à l'horizon 2016.	-Augmentation de l'effectif des femmes et des filles scolarisées dans l'espace communal - Nombre de femmes et de jeunes filles présentes dans les écoles et autres centres de formations.	-Archives Commune, DDPROFF/Btos, DDMINEPAT/Btos -Fiches statistiques des écoles et centres de formations.	
	03	Autonomiser près de 50% les femmes à l'horizon 2020 dans la pratique des activités économiques génératrices de revenus à travers l'équipement du centre de promotion de la femme et de la famille en : -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 surfileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	-50% les femmes sont autonomes dans la pratique des activités économiques génératrices de revenus.	-Archives Commune, DDPROFF/Btos, DDMINEPAT/Btos -Fiches statistiques de la DDPROFF/Btos. -PV de réception	
	04	Organiser les journées commémoratives de la femme : -Journée internationale de la femme (08 mars); -Journée internationale de la famille (15 mai) ; -Journée internationale des veuves (23 juin) ; -Journée de la femme africaine (31 juillet) ; -Journée mondiale de la femme rurale (15 octobre) ; -16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, etc.	-taux de participation des femmes regroupées en associations. -liste des différentes activités tenues	-Archives, Commune, DDPROFF/Btos, CPF/Btos	
	05	Appuyer la construction de 03 foyers communautaires	03 foyers communautaires	Archives Commune,	

		communautaires de 08 tables et de 160 chaises	disponibles et permettant le regroupement des associations.	CDV, CC.	
	06	célébrer les mariages collectifs	'Nombre d'actes de mariage établies	-Registre des actes de la Commune. -archives DDPROFF	
	07	Construire et équiper la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	-Amélioration de la qualité du service -PV de réception des travaux de construction et d'équipement de la DDPROFF	-Archives, Commune, DDPROFF/Btos, DDTP/Btos, DDDUH/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
Résultats	01	Femmes et jeunes filles impliquées dans les activités socio-économiques	Indice de Développement Humain.	-Archives : Commune, DDPROFF/Btos, COOP/GIC/DDADER/Btos	
	02	Femmes et jeunes filles formées	-Augmentation de l'effectif des femmes et des filles scolarisées dans l'espace communal - Nombre de femmes et de jeunes filles présentes dans les écoles et autres centres de formations.	Commune, DDPROFF	
	03	Le CPF équipé en : -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 sur-fileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	-50% les femmes sont autonomes dans la pratique des activités économiques génératrices de revenus. -PV de réception	-Archives : Commune, DDPROFF, CPFF	
	04	06 journées célébrées	-taux de participation des femmes regroupées en associations.	-Archives Commune, DDPROFF, CPFF	
	05	08 foyers communautaires construits et équipés de 08 tables et de 160 chaises	-08 foyers communautaires disponibles et permettant le regroupement des associations.	-Archives Commune, DDPROFF, CPFF, CC, DDEP, DDDAF, DDDUH, DDTP	
	06	Mariages collectifs célébrés	'Nombre d'actes de mariage établies	Commune, DDPROFF, CPFF, CC	
	07	Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille construite et équipée	-Amélioration de la qualité du service/conditions de travail -PV de réception des travaux de	-Archives, Commune, DDPROFF/Btos, DDTP/Btos,	

			construction et d'équipement de la DDPROFF			DDDUH/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
Activités			Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
			H	M	F		
	01	1.1. Organisation de 10 campagnes de sensibilisation en vue d'une prise de conscience des femmes et de la jeune fille.	x	x	x	4.000.000	
		1.2. Organisation de 10 causeries éducatives	x	x	x	4.000.000	
		1.3. Organisation des femmes en GIC/Coopératives	x	x	x	Coût administratif	
	02	Organisation de 10 ateliers de renforcement des capacités (thème: Importance de l'autonomisation de la femme et de la jeune fille à travers les AGR)	x	x	x	4.000.000	
	03	3.1. plaidoirie auprès des pouvoirs publics pour inscription au BIP de l'équipement du CPF en : -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 sur-fileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		3.3. Achat et ventilation de -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 sur-fileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	x	x	x	20.000.000	
	04	4.1. Tenue des réunions préparatoires (réunions, points de presse, descentes sur le terrain, sensibilisation des cibles)	x	x	x	300.000	
		4.2. Célébration des différentes journées	x	x	x	2.900.000	
	05	5.1. Identification des 08 communautés	x	x	x	Coût administratif	
		5.2. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'appui à la construction de 08 foyers communautaires	x	x	x	Coût administratif	
		5.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		5.4. Appui à la construction de 08 foyers communautaires	x	x	x	16.000.000	
		5.5. Equipement des 08 foyers en tables et chaises (08 tables et 160 chaises)	x	x	x	2.400.000	
	06	Célébration des mariages collectifs	x	x	x	Coût administratif	

	07	7.1. plaidoirie auprès des pouvoirs publics pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	x	x	x	Coût administratif	
		7.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		7.3. construction de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	x	x	x	50.000.000	
		7.4. Equipement de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	x	x	x	25.000.000	
TOTAL 6						128 600 000	Coût estimatif

5.2.7. Cadre logique de la stratégie du secteur Affaires sociales

Problème Général : Dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables et sinistres

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Assurer une meilleure prise en charge des couches sociales vulnérables et une meilleure condition de travail				
Objectifs spécifiques	01	doter la commune de Mbouda d'un complexe multifonctionnel pour personnes vulnérables (Ecole pour Sourds-muets, handicapés moteurs, enfants abandonnés, orphelins et enfants vulnérables, personnes âgées, Infirmerie, infrastructures sportives, orphelinats).	- amélioration de la prise en charge et de l'autonomisation des personnes vulnérables.	- PV de réception et archives DDAS/Btos, COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	02	Construire et équiper un centre d'accueil pour enfants de la rue	- amélioration des conditions de prise en charge et des enfants de la rue.	-- PV de réception et archives DDAS/Btos, COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	03	Construire et équiper un centre d'accueil pour malades mentaux.	-baisse des cas d'errance des malades mentaux dans l'espace urbain et les villages de la Commune de Mbouda	-Observation directe réalisée et différentes enquêtes - PV de réception et archives DDAS/Btos, COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	04	Offrir une assistance multiforme aux indigents et aux nécessiteux identifiés.	- Liste des besoins - Devis quantitatif	-Archives Commune, DDAS/Btos	
	05	Construire et équiper une unité de transformation de manioc en sous produits.	-Augmentation des revenus des personnes vulnérables.	-Archives Commune, DDAS/Btos	
	06	Célébrer les journées spécifiques : -Journée internationale de l'enfant africain ; - Journée internationale des personnes âgées ; -Journée internationale personnes handicapées - Journée internationale des populations	-taux de participation de la population ciblée et autres. -liste des différentes activités tenues	-Archives Commune, DDAS/Btos	

		autochtones etc...			
	07	Doter la DDAS/Btos d'équipements divers	-Amélioration des conditions de travail et de prise en charge des personnes vulnérables et autres. -PV de réception des équipements	-archives commune - archives DDAS/Btos, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	08	Construire et équiper le centre social de Mbouda	-Amélioration des conditions de travail et de prise en charge des personnes vulnérables et autres. -PV de réception des travaux de construction et d'équipement du centre social de Mbouda	-archives commune -archives DDAS/Btos, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
Résultats	01	Complexe multifonctionnel construit, équipé et fonctionnel	- amélioration de la prise en charge et de l'autonomisation des personnes vulnérables.	-archives DDAS, COMMUNE, DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP	
	02	Centre d'accueil pour enfants de la rue construit, équipé et fonctionnel	- amélioration des conditions de prise en charge et des enfants de la rue.	-archives DDAS, COMMUNE, DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP	
	03	Centre d'accueil pour malades mentaux construit, équipé et fonctionnel	-baisse des cas d'errance des malades mentaux dans l'espace urbain et les villages de la Commune de Mbouda	-archives DDAS, COMMUNE, DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP	
	04	Indigents et nécessiteux identifiés et assistés	- Liste des besoins - Devis quantitatif	-archives Commune, statistiques disponibles -archives DDAS/Btos	
	05	01 unité de transformation de manioc en tapioca construite, équipée et fonctionnelle.	-Augmentation des revenus des personnes vulnérables.	-Archives Commune, DDAS/Btos	
	06	Journées célébrées	-taux de participation de la population ciblée et autres. -liste des différentes activités tenues	-Archives Commune, DDAS/Btos	
	06	DDAS/Btos Dotée en équipements divers	-Amélioration des conditions de travail et de prise en charge des personnes vulnérables et autres. -PV de réception des équipements	-archives commune - archives DDAS/Btos, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	

	07	Centre social de Mbouda Construit et équipé	-Amélioration des conditions de travail et de prise en charge des personnes vulnérables et autres. -PV de réception des tavaux de construction et d'équipement du centre social de Mbouda			-archives commune -archives DDAS/Btos, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos					
Activités						Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
						H	M	F			
	1	1.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement d'un complexe multifonctionnel					x	x	x	Coût administratif	
		1.2. Réalisation des Etudes de faisabilité					x	x	x	15.000.000	
		1.3. Mobilisation des ressources					x	x	x	Coût administratif	
		1.4. Construction du complexe multifonctionnel					x	x	x	135.000.000	
		1.5. Equipement du complexe multifonctionnel					x	x	x		
	2	2.1. Plaidoirie pour la construction et l'équipement d'un centre d'accueil pour enfants de la rue					x	x	x	Coût administratif	
		2.2. Réalisation des Etudes de faisabilité					x	x	x	PM	
		2.3. Mobilisation des ressources					x	x	x	Coût administratif	
		2.4. Construction du centre d'accueil pour enfants de la rue					x	x	x	PM	
		2.5. Equipement du centre d'accueil pour enfants de la rue					x	x	x	PM	
	3	3.1. Plaidoirie pour la construction et l'équipement d'un centre d'accueil pour malades mentaux					x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Réalisation des Etudes de faisabilité					x	x	x	PM	
		3.3. Mobilisation des ressources					x	x	x	Coût administratif	
		3.4. Construction du centre d'accueil pour malades mentaux					x	x	x	PM	
		3.5. Equipement du centre d'accueil pour malades mentaux					x	x	x	PM	
	4	4.1. Identification des besoins réels des indigents et des nécessiteux					x	x	x	Coût administratif	
		4.2. Plaidoirie pour le financement auprès des acteurs sociaux					x	x	x	Coût administratif	
		4.3. Réception et distribution des dons en espèce et en matériel					x	x	x	9.000.000	
	5	5.1. Plaidoirie auprès du MINAS et les autres acteurs de développement pour inscription au BIP du projet de								Coût administratif	

		création d'une unité de transformation du manioc en tapioca.					
		5.2. Réalisation des Etudes de faisabilité				3.000.000	
		5.3. Mobilisation des ressources				Coût administratif	
		5.4. Construction et équipement de l'unité de transformation du manioc en sous produits.				30.000.000	
	06	6.1. Tenue des réunions préparatoires (réunions, points de presse, descentes sur le terrain, sensibilisation des cibles)	x	x	x	Coût administratif	
		6.2. Célébration des différentes journées : - Journée internationale des personnes âgées ; - Journée internationale personnes handicapées - Journée internationale des populations autochtones etc..	x	x	x	-1.000.000 -1.000.000 -1.000.000	1.000.000/journée
	07	7.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la dotation de la DDAS/Btos en équipements divers	x	x	x	Coût administratif	
		7.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	x	x	x	Coût administratif	
		7.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		7.4. équipement de la DDAS/Btos.	x	x	x	8.000.000	
	08	8.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement du Centre Social de Mbouda	x	x	x	Coût administratif	
		8.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	x	x	x	5.000.000	
		8.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		8.4. Construction du Centre Social de Mbouda	x	x	x	54.000.000	
		8.4. équipement du Centre Social de Mbouda.	x	x	x	8.000.000	
TOTAL 7						270 000 000	Coût estimatif

5.2.8. Cadre logique de la stratégie du secteur Domaines et Affaires Foncières

Problème Général : Absence d'un plan cadastral dans le centre urbain communal.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation	
Objectif global	Doter la commune de Mbouda d'un plan cadastral.							
Objectifs spécifiques	01	Délimiter le centre urbain communal	Plan de délimitation du centre urbain communal.		-Archives COMMUNE, -archives DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP des Bamboutos			
	02	Achever les travaux de construction de la DDAF	PV de réception des travaux de construction de la DDAF		Archives COMMUNE, -archives DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP des Bamboutos			
	03	Equiper la DDAF de 02 voitures tout terrain	PV de réception des 02 voitures tout terrain.		-Archives COMMUNE -Archives DDDAF/Btos			
	04	Sécuriser les terrains des populations en zones rurales	-Nombre de titres fonciers obtenus par les populations rurales		-Archives COMMUNE -Archives DDDAF/Btos			
	05	Faciliter la sécurisation du domaine de l'espace urbain communal occupé ou exploité par chaque occupant	-Nombre de titres fonciers obtenus par les populations de l'espace urbain		-Archives COMMUNE -Archives DDDAF/Btos			
Résultats	01	Centre urbain communal délimité	Plan de délimitation du centre urbain communal disponible		Archives COMMUNE, -archives DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP des Bamboutos			
	02	Travaux de construction de la DDAF achevés	PV de réception des travaux de construction de la DDAF		- Archives COMMUNE, -archives DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP des Bamboutos			
	03	DDAF équipée de 02 véhicules tout terrain	PV de réception des 02 voitures tout terrain.		-Archives COMMUNE -Archives DDDAF/Btos			
	04	Domaine communal rural sécurisé	-Nombre de titres fonciers obtenus par les populations rurales		-Archives COMMUNE -Archives DDDAF/Btos			
	05	Domaine de l'espace urbain communal sécurisé.	-Nombre de titres fonciers obtenus par les populations de l'espace urbain		-Archives COMMUNE -Archives DDDAF/Btos			
Activités					Moyens		Coût	Conditions préalables de réalisation
					H	M		
	01	1.1. Plaidoirie pour la réalisation du projet de délimitation du centre urbain communal auprès du Conseil Municipal		x	x	x	Coût administratif	

		1.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	80.000.000	
		1.3. Mobilisation des ressources	x	x	x		
		1.4. Réunion de concertation avec les chefs de quartiers de l'espace urbain communal en vue de répertorier le nombre de quartiers et leurs limites naturelles					
		1.5. Implantation des bornes géodésiques	x	x	x		
		1.6. Photographie aérienne	x	x	x		
		1.7. Divers levés topographiques	x	x	x		
		1.8. Reprise plans lotissements existants et raccordement	x	x	x		
		1.9. Implantation repères de maîtrise espaces libres	x	x	x		
		1.10. Calculs topographiques	x	x	x		
		1.11. Report des données et production plan cadastral sur papier canson, calque, contre calque et tirage des plans	x	x	x		
	02	2.1. Plaidoirie pour l'inscription au BIP des travaux de finition de la DDAF	x	x	x	Coût administratif	
		2.2. Relance des travaux de finition	x	x	x	PM	
	03	3.1. Plaidoirie pour l'inscription au BIP de l'équipement de la DDDAF de 02 véhicules tout terrain	x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Equipement de la DDAF	x	x	x	56.000.000	
	04	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation du projet de sécurisation du domaine communal rural				Coût administratif	
		4.2. se rapprocher des services de la sous préfecture et de la DDDAF				Coût administratif	
	05	Informers les populations sur la procédure d'obtention des titres fonciers				Coût administratif	
	TOTAL 8					136 000 000	Coût estimatif

5.2.9. Cadre logique de la stratégie du secteur Forêt et Faune

Problème Général : Destruction abusive du couvert végétal et des espèces fauniques

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation				
Objectif global	Protéger le couvert végétal et les espèces fauniques										
Objectifs spécifiques	01	Lutter contre le braconnage et promouvoir l'élevage de certaines espèces fauniques conformément à la loi forestière	-Rapport de saisie/vente aux enchères et contentieux des espèces fauniques issues du braconnage.			Rapports disponibles dans les archives de : COMMUNE, DDFOF/Btos, DDEP/Btos					
	02	Lutter contre la coupe anarchique des arbres et arbustes	Rapport de contrôle et volume de bois saisi			Rapports disponibles dans les archives de : DDFOF/Btos, DDEP/Btos					
	03	Promouvoir l'agroforesterie (plantation de Grevilla et autres espèces appropriées comme solution alternative aux eucalyptus)	PV de réception des surfaces de Grevilla et autres espèces appropriées effectivement plantées.			Rapports d'exécution disponibles dans les archives de : DDEP/Btos, DDFOF/Btos					
	04	Lutter contre l'exploitation irrationnelle des raphias et des galeries forestières des bas -fonds	PV de réception des surfaces de champs de raphias plantés/régénérés			Rapports disponibles dans les archives de : DDADER, DDFOF, DDEP des Bamboutos					
	05	Equiper les services de la DDFOF de 5 motos, 1 véhicule de liaison (tout terrain)	PV de réception des 05 voitures tout terrain et 01 véhicule de liaison.			Rapports disponibles dans les archives de : DDFOF/Btos					
Résultats	01	Chasse des espèces fauniques réduites et certaines espèces fauniques introduites dans les forêts reboisées	-Actes de création de postes de contrôle anti-braconnage. -Nombre d'espèces fauniques en augmentation.			Rapports de création et PV de saisie/destruction disponibles dans les archives de : DDFOF/Btos					
	02	Couvert végétal protégé	Rapport de contrôle aux checks points et volume de bois saisi			Rapports disponibles dans les archives de : DDFOF/Btos					
	03	Forêts de Grévilla et autres espèces plantées	PV de réception des surfaces de Grevilla effectivement plantées.			Rapports d'exécution disponibles dans les archives de : COMMUNE, DDFOF/Btos, DDEP/Btos					
	04	Forêts de raphias créés le long des cours d'eau et dans les bassins versants	PV de réception des surfaces de champs de raphias plantés/régénérés			Rapports disponibles dans les archives de : COMMUNE, DDFOF/Btos, DDEP/Btos -Observation directe sur le terrain					
	05	05 motos YAMAHA et un véhicule tout terrain disponible	PV de réception des 05 voitures tout terrain et 01 véhicule de liaison.			PV de réception disponibles dans les archives de la DDFOF/Btos					
Activités						Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation			
						H	M		F		
	01	1.1. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'affectation des Eco-gardes à la DDFOF/Btos					x	x	x	Coût administratif	
		1.2. Intensification les contrôles anti-braconnages					x	x	x	Coût administratif	
		1.3. Saisie/vente aux enchères, contentieux des produits issus du					x	x	x	Coût administratif	

		braconnage					
		1.4. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'introduction de l'élevage non conventionnel (aulacodes etc...)	x	x	x	Coût administratif	A réaliser en partenariat avec le MINEPIA
		1.5. Formation des éleveurs	x	x	x	PM	
		1.6. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'introduction de certaines espèces fauniques dans les forêts reboisées	x	x	x	Coût administratif	
		1.7. Choix des espèces	x	x	x	10.000.000	
		1.8. Introduction des espèces fauniques choisies dans les espaces reboisés.	x	x	x	5.000.000	
	02	2.1. Campagne de sensibilisation des populations sur les méfaits de la coupe anarchique des arbres et arbustes	x	x	x	400.000	
		2.2. Intensification des contrôles forestiers.	x	x	x	Coût administratif	
		2.3. Saisies/vente aux enchères du bois /contentieux avec les contrevenants	x	x	x	Coût administratif	
	03	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINFOF pour la promotion de l'agroforesterie	x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Création des forêts communales et communautaires conformément à la loi n°94/01 du 20 janvier 1994 dans son article 33.	x	x	x	50.000.000	
		3.3. Reboisement de 10,5 hectares des sommets des Monts Bamboutos à l'horizon 2013 (projet en cours d'exécution et nécessitant d'autres sources de financement).	x	x	x	9.000.000	
		3.4. Entretien des forêts communales créées.	x	x	x	PM	
	04	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINFOF pour la promotion de la culture des raphias.	x	x	x	Coût administratif	
		4.2. Réalisation d'une étude de faisabilité (Identifier les sites potentiels, recherche des semences appropriées, création des pépinières)	x	x	x	50.000.000	
		4.3. Mobiliser les ressources	x	x	x		
		4.4. Mise en terre et entretien des plants	x	x	x		
	05	5.1. Plaidoirie auprès du MINFOF pour l'inscription au budget 2012 de l'achat de 05 motos et de 01 véhicule tout terrain	x	x	x	Coût administratif	
		5.2. Achat et distribution des 05 motos et de 01 véhicule tout terrain	x	x	x	35.500.000	
TOTAL 9						159 400 000	Coût estimatif

5.2.10. Cadre logique de la stratégie du secteur Développement Urbain et Habitat.

Problème Général : Difficultés d'accès à un habitat social décent dans un environnement sain

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à un habitat social décent dans un environnement sain				
Objectifs spécifiques	01	Construire 100 logements sociaux à l'horizon 2020 (contrat ville : article 05 alinéa 10 du décret n°2004/017 du 22/07/2004).	Accès facile de la population à un logement dans l'espace urbain communal	-Archive communale des résultats d'enquêtes réalisés auprès des populations.	
	02	Aménager des voiries et réseaux divers dans le centre urbain de Mbouda à l'horizon 2013.	linéaire de réseaux aménagés dans le centre urbain	-Archives COMMUNE, DDDAF, DDDUH, DDEP, DDTP	
	03	Doter le centre communal d'un plan d'occupation des sols en incluant : le marché de Mbouda par secteurs d'activités, les zones d'extensions urbanisées ou urbanisables en dehors du titre foncier de l'Etat n° 551 confondu à tort comme ville de Mbouda	-Disponibilité palpable d'un document de référence d'occupation orientée des sols de la Commune.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.	
	04	Aménager les zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols.	-Nombre de pentes stabilisées aménagées. -canalisations et réseaux divers aménagés.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.	
	05	Urbaniser certains quartiers du centre urbain de Mbouda par l'établissement des plans de lotissement desdits quartiers (Lafi, Montchio III...)	-plans de lotissement des quartiers disponibles.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos,	
	06	Promouvoir et vulgariser l'utilisation des matériaux locaux (Briques de terre stabilisées et autres).	-Nombre de séminaires/Informations organisés en partenariat avec le MINPROMALO, le MINRESI et autres	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.	
	07	Aménager les parkings et espaces verts	-Nombre de parkings aménagés -Décongestion de la chaussée.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.	
Résultats	01	100 logements sociaux construits à l'horizon 2020	-Contrats signés avec les différentes parties prenantes au projet -PV de réception	-Archives COMMUNE -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos, Secteur privé	
	02	Voiries et réseaux divers aménagés dans le centre urbain de Mbouda à l'horizon 2013 (assainissement du centre urbain)	-Salubrité palpable du centre urbain de la Commune de Mbouda	-Observations directes de l'état de salubrité et de praticabilité au sein de l'espace urbain communal.	
	03	Plan d'occupation des sols du centre urbain	-Plan d'occupation des sols du	-Archives COMMUNE,	

		de Mbouda établi	centre urbain disponible. -occupation ordonnée le l'espace urbain.	DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP,/Btos DDTP/Btos -PV de réception -observation directe			
	04	zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols aménagée	-Nombre de pentes stabilisées aménagées. -canalisations et réseaux divers aménagés.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.			
	05	Plans de lotissement des quartiers identifiés élaborés	-plans de lotissement des quartiers disponibles.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos,			
	06	Matériaux locaux vulgarisés	-Nombre de séminaires/Informations organisés en partenariat avec le MINPROMALO, le MINRESI et autres	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.			
	07	Parkings et espaces verts aménagés	-Nombre de parkings aménagés -Décongestion de la chaussée.	-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos.			
Activités			Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
			H	M	F		
	01	1.1. Plaidoirie pour le projet de construction de 100 logements sociaux auprès du Conseil Municipal	x	x	x	Coût administratif	
		1.2. Identification du site	x	x	x	Coût administratif	
		1.3. Réalisation des études de faisabilité.	x	x	x	Coût administratif	
		1.4. Identification des partenaires (Etat et ses démembrements, société civile, secteur privé et bailleurs de fonds internationaux).	x	x	x	PM	
		1.5. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		1.6. Construction de 100 logements sociaux	x	x	x	PM	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour le projet d'aménagement de la voirie et des réseaux divers.	x	x	x	Coût administratif	
		2.2. Identification des axes à aménager et des réseaux divers	x	x	x	Coût administratif	
		2.3. Etudes de faisabilité	x	x	x	PM	
		2.4. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		2.5. Aménagement des axes et réseaux divers	x	x	x	PM	
		2.6. Divers travaux d'aménagement de la voirie	x	x	x	PM	
	03	3.1. Inscription au budget 2012 de l'établissement du plan d'occupation des sols de la ville de Mbouda.	x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Photographie aérienne	x	x	x	52.000.000	
		3.3. Divers levés topographiques	x	x	x		
3.4. Calculs topographiques		x	x	x			
3.5. Report des données sur papier canson, calque, et contre		x	x	x			

		calque, tirage des copies et cartographie					
		3.6. Rédaction du rapport justificatif	x	x	x		
		3.7. Rédaction du règlement d'urbanisme	x	x	x		
		3.8. Réalisation du plan d'occupation des sols	x	x	x		
	04	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINDUH pour l'aménagement des zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols.				Coût administratif	
		4.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		4.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		4.4. Réalisation des travaux d'aménagement des zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols				PM	
	05	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINDUH du projet d'élaboration des plans de lotissement des quartiers de l'espace urbain communal (Lafi, Montchio III...)	x	x		Coût administratif	
		5.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		5.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		5.4. Réalisation des plans de lotissement des quartiers de l'espace urbain communal	x	x	x	PM	
	06	6.1. Recherche de partenariats avec les structures valorisant les matériaux locaux (MINRESI, MINPROMAIO, structures locales...)	x	x	x	PM	
		6.2. Organisation de 01 foire/exposition par an Thème : valorisation des matériaux locaux issus de la recherche (Briques de terre stabilisées et autres).	x	x	x	5.000.000/an	
	07	7.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'aménagement des parkings et espaces verts dans l'espace urbain de la Commune de Mbouda	x	x		Coût administratif	
		7.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		7.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		7.4. aménagement des parkings et espaces verts	x	x	x	PM	
	TOTAL 10					57 000 000	Coût estimatif

5.2.11. Cadre logique de la stratégie du secteur Industries, Mines et Développement Technologique

Problème Général : Difficultés dans l'exploitation, la gestion des carrières et l'implantation des industries.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'exploitation, la gestion des carrières et faciliter l'implantation des industries dans la Commune de Mbouda				
Objectifs spécifiques	01	Définir les zones propices à l'aménagement des carrières et Identifier leurs exploitants	-Liste des sites de carrières, PV de bornage, -Présence d'un registre des exploitants	-archives COMMUNE, -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDIMIDT/Btos, DDTP/Btos	
	02	Sensibiliser les exploitants et la Commune sur la nécessité d'obtenir leur autorisation ou permis d'exploitation délivré par le MINIMIDT	-Nombre d'exploitant inscrits dans le registre d'établissement des permis d'exploitation	Archives DDIMIDT/Btos, COMMUNE, CC	
	03	Sensibiliser les exploitants et la Commune sur la nécessité de s'auto-équiper en matériel adéquats (Blouse, Bottes, gans, masses, marteaux, machines de concassage de pierre...)	- diminution du nombre d'accident issue de l'exploitation des carrières.	Archives COMMUNE Exploitants privés, DDIMIDT/Btos	
	04	- Doter la DDIMIDT d'inspecteurs assermentés, de 02 ordinateurs et 02 motos de marque YAMAHA 125- Personnel administratif	-02 motos disponibles	-Archives DDIMIDT/Btos - PV de réception	
	05	Diffuser le code minier	Affichage public du code minier, Journal	Archives DDIMIDT/Btos, COMMUNE,	
	06	Aménager les voies d'accès	PV de réception	-archives COMMUNE, -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDIMIDT/Btos, DDTP/Btos	
	07	Instituer les taxes communales (taxes d'extraction et de transport) et la lettre de voiture en matière d'exploitation des carrières	Carnet des taxes communales en matière d'exploitation des carrières	Archives DDIMIDT, COMMUNE, CC	
	08	Lutter contre l'exploitation illicite et le transport clandestin des produits de carrière	Carnet des amendes de la commune et des communautés	Archives DDIMIDT/Btos, COMMUNE, CC	
	09	Organiser des journées technologiques au sein de la Commune de Mbouda.	-01 journée effectivement organisée par an -Nouvelles inventions -Noms et nombre d'industries présentes	-archives DDIMIDT/Btos, -Archives Communales	
	10	Faciliter l'implantation des industries agroalimentaires et de fabrication des produits cosmétiques dans la Commune de Mbouda (Ex : transformation des avocats en produits cosmétiques...)	-Nombre d'industries implantées -Augmentation de l'assiette fiscale communale	-archives DDIMIDT/Btos, -Archives Communales	
	11	Doter la Délégation Départementale du MINIMIDT d'un véhicule tout terrain	PV de réception du véhicule tout terrain	-archives communes -archives DDIMIDT/Btos,	

	05	Multiplication et diffusion du code minier	x	x	x	500.000	
	06	6.1. Plaidoirie auprès du MINIMIDT pour l'inscription au BIP de l'aménagement des voies d'accès vers les carrières	x	x	x	Coût administratif	
		6.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		6.3. Aménagement des voies d'accès	x	x	x	PM	
	07	7.1. Confection des carnets de taxes communales et des lettres de voiture	x	x	x	1.000.000	
		7.2. Organisation des équipes de contrôle	x	x	x	Coût administratif	
	08	8.1. Plaidoirie auprès du CM pour la construction de 10 postes de contrôle à la sortie des carrières	x	x	x	Coût administratif	
		8.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		8.3. Construction et équipement de 10 postes de contrôle à la sortie des carrières	x	x	x	5.000.000	
	09	9.1. Plaidoirie auprès du MINIMIDT pour l'inscription au BIP de l'organisation des journées technologiques au sein de la Commune de Mbouda.	x	x		Coût administratif	
		9.2. Organisation des journées technologiques	x	x	x	PM	
	10	Mettre en place une stratégie concertée entre la Commune et les investisseurs.	x	x	x	PM	
	11	11.1. Plaidoirie auprès du MINIMIDT pour inscription au BIP de l'achat de 01 véhicule tout terrain mis à la disposition de la DDIMIDT/Btos,	x	x		Coût administratif	
		11.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		11.3. achat de 01 véhicules tout terrain pour la DDIMIDT/Btos,	x	x	x	23.000.000	
TOTAL 11						40 300 000	Coût estimatif

5.2.12. Cadre logique de la stratégie du secteur Elevage, Pêches et Industries Animales

Problème Global : Difficultés d'accès aux techniques modernes dans les activités pastorales

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux techniques modernes dans les activités pastorales				
Objectifs spécifiques	01	Construire et équiper 02 centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire (CZCSV) à Mbouda et Balatchi	-augmentation du cheptel de la Commune au regard de la réduction des maladies.	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
	02	Créer et équiper 06 CZCSV dans les autres groupements de la Commune de Mbouda à l'horizon 2025.	PV de réception 06 CZCSV	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
	03	Subventionner 10 multiplicateurs de porcins	Liste et contrats de subvention signés avec les multiplicateurs de porcins	Archives Commune DDPIA/Btos	
	04	Renforcer les capacités de 100 éleveurs	Liste de présence Rapport de réunion	Archives Commune DDPIA/Btos	
	05	Réhabiliter la zone de pâturage de BALATCHI en éliminant les mauvaises herbes et en introduisant d'autres herbes (Bracharia, Gustemala, Moringer)	PV de réception des surfaces plantées des espèces Bracharia, Gustemala, Moringer.	Archives Commune DDPIA/Btos	
	06	Créer 03 postes de contrôles zoosanitaires pour lutter contre les Epizooties et Zoonoses	-Actes de création -PV de réception des 03 postes de contrôles zoosanitaires	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
	07	Organiser 680 GICs et 05 Unions d'éleveurs par spéculation dans différents groupements	680 GICs enregistrés dans le Registre COOP/GIC	Archives Commune DDPIA/Btos, DDADER/Btos	
	08	Doter la Commune d'un parc vaccino-gène	PV de réception du parc vaccino-gène	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDAF/Btos, DDEP/Btos	
	09	Doter la Commune d'un bain de-tiqueur à BALATCHI	PV de réception du bain de-tiqueur	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
	10	Réhabiliter le centre d'alevinage de Mbouda en vue de la relance les activités piscicoles dans la Commune de Mbouda	PV de réception des travaux de réhabilitation du centre d'alevinage	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
	11	Aménager des points d'eau dans les zones de pâturage Balatchi	PV de réception des points d'eau construits.	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos	
	12	Promouvoir l'élevage non conventionnel	Liste des éleveurs retenus dans le cadre de l'appui à la promotion de l'élevage non conventionnel	Archives Commune DDPIA/Btos,	
	13	Chercher les financements pour 08 microprojets/an	Contrats signés avec les partenaires de financement.	Archives Commune DDPIA/Btos, Partenaires au développement	

Résultats	01	02 CZCSV construits, équipés et fonctionnels à Mbouda et Balatchi	PV de réception des 02 centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	02	06 CZCSV créés et équipés	PV de réception 06 CZCSV	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDAF/Btos, DDEP/Btos				
	03	10 multiplicateurs de porcins subventionnés	Liste et contrats de subvention signés avec les multiplicateurs de porcins	Archives Commune DDPIA/Btos				
	04	Capacités de 100 éleveurs renforcées	Liste de présence Rapport de réunion	Archives Commune DDPIA/Btos				
	05	Zones de pâturage réhabilitées et délimitées, mauvaises herbes (Bakassa grass) éliminées et 1200 kg de Bracharia Gusteman Moringer planté	PV de réception des surfaces plantées des espèces Bracharia, Gustemala, Moringer.	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	06	03 postes de contrôles zoosanitaires créés et fonctionnels	-Actes de création des 03 postes de contrôles zoosanitaires. -PV de réception des 03 postes de contrôles zoosanitaires	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	07	680 GICs et 05 UNIONS d'éleveurs créés et fonctionnels.	680 GICs enregistrés dans le Registre COOP/GIC	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	08	01 parc vaccinogène construit, équipé et fonctionnel à Balatchi	PV de réception du parc vaccinogène	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	09	01 bain dé-tiqueur construit, équipé et fonctionnel à Balatchi	PV de réception du bain de-tiqueur	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	10	Centre d'alevinage de Mbouda réhabilité	PV de réception des travaux de réhabilitation du centre d'alevinage	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	11	Points d'eau construits dans les zones de pâturage de Balatchi	PV de réception des points d'eau construits.	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	12	20 éleveurs subventionnés	Liste des éleveurs retenus dans le cadre de l'appui à la promotion de l'élevage non conventionnel	Archives Commune DDPIA/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos				
	13	Fonds pour 08 microprojets disponibles/an	Contrats signés avec les partenaires de financement.	Archives Commune DDPIA/Btos				
Activités				Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation		
				H			M	F
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 02 CZCSV à Mbouda et à Balatchi		x	x	x	Coût administratif	
		1.2 Réalisation des études techniques		x	x	x		
		1.3 Mobilisation des ressources		x	x	x		
		1.4 Construction de 02 CZCSV à Mbouda et à Balatchi		x	x	x		

		1.5 Achat d'équipements pour les 02 CZCSV à Mbouda et à Balatchi	x	x	x		
	02	2.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour l'autorisation de création et d'équipement de 06 CZCSV	x	x	x	220.000.000	
		2.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		2.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		2.4 Construction de 06 CZCSV	x	x	x		
		2.5 Achat de : 08 motos Yamaha AGM 100 - 08 réfrigérateurs ; - 08 congélateurs ; - 08 incubateurs	x	x	x		
	03	3.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la subvention de 10 multiplicateurs de porcs	x	x	x	Coût administratif	
		3.2 Réalisation des études de faisabilité	x	x	x		
		3.3 Mobilisation des ressources	x	x	x	100.000.000	
		3.4 Achat et distribution des porcelets	x	x	x		
	04	Organisation des séminaires pour 100 éleveurs dans les différentes spéculations : poulets de chair, pondeuses, porcs, bovins, caprins, aulacodes, apiculture	x	x	x	5.000.000	
	05	5.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la réhabilitation des zones de pâturage	x	x	x	Coût administratif	
		5.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		5.3 Mobilisation des ressources	x	x	x	17.500.000	
		5.4 Achat des semences	x	x	x		
		5.5 Achat de fils barbelés	x	x	x		
		5.6 Réhabilitation des zones de pâturage	x	x	x		
	06	6.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la création et l'équipement de 03 postes de contrôles zoosanitaires	x	x	x	Coût administratif	
		6.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		6.3 Mobilisation des ressources	x	x	x	49.000.000	
		6.4 Construction de 03 postes de contrôles zoosanitaires	x	x	x		
		6.5 Equipement de 03 postes de contrôles zoosanitaires	x	x	x		
	07	7.1 Sensibilisation des éleveurs en vue de la création de 680 GICs et 05 UNIONS	x	x	x		
		7.2 Montage technique des dossiers	x	x	x	6.800.000	
		7.3 Légalisation des 680 GICs et de 05 Unions	x	x	x		
	08	8.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 parc vaccinogène à Balatchi	x	x	x	Coût administratif	
		8.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		8.3 Mobilisation des ressources	x	x	x	15.000.000	
		8.4 Construction de 01 parc vaccinogène à Balatchi	x	x	x		
		8.5 Equipement de 01 parc vaccinogène à Balatchi	x	x	x		
	09	9.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 bain dé-tiqueur à Balatchi	x	x	x	Coût administratif	
		9.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		9.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		9.4 Construction de 01 bain dé-tiqueur à Balatchi	x	x	x	10.000.000	

		9.5 Equipement de 01 bain de-tiqueur à Balatchi	x	x	x		
	10	10.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la réhabilitation et l'équipement de 01 centre d'alevinage	x	x	x	Coût administratif	
		10.2 Réalisation des études techniques	x	x	x	400.000.000	
		10.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		10.4 Construction de 01 centre d'alevinage à Mbouda	x	x	x		
		10.5 Equipement de 01 centre d'alevinage à Mbouda	x	x	x		
	11	11.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de points d'eau dans la zone de pâturage de Balatchi	x	x	x	Coût administratif	
		11.2 Réalisation des études techniques	x	x	x	5.500.000	
		11.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		11.4 Construction de points d'eau dans la zone de pâturage de Balatchi	x	x	x		
		11.5 Equipement de points d'eau dans la zone de pâturage de Balatchi	x	x	x		
	12	12.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la subvention de 20 éleveurs d'espèces non conventionnelles	x	x	x	Coût administratif	
		12.2- Identification des éleveurs	x	x	x	5.000.000	
		12.3 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		12.4 Mobilisation des fonds	x	x	x		
		12.5 - Formation des éleveurs	x	x	x		
		12.6 Construction et distribution des cages	x	x	x		
		12.7 Achat et distribution des souches	x	x	x		
	13	13.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA et autres partenaires pour la subvention de 08 microprojets/an	x	x	x	Coût administratif	
		13.2 Identification des 08 microprojets	x	x	x	320.000.000	
		13.3 Réalisation des 08 études de faisabilité	x	x	x		
		13.4 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		13.5 Financement des 08 microprojets annuels	x	x	x		
TOTAL 12						1 153 800 000	Coût estimatif

5.2.13. Cadre logique de la stratégie du secteur Tourisme

Problème Global : Difficultés d'épanouissement des populations dans les activités de tourisme

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations aux activités de tourisme				
Objectifs spécifiques	01	Créer, construire et équiper un office communal du tourisme	-Acte de création de l'office communal du tourisme -PV de réception des travaux de construction et d'équipement de l'office communal du tourisme.	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,	
	02	Créer, construire et équiper un parc d'attraction	-Acte de création -PV de réception des travaux de construction et d'équipement du parc d'attraction.	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,	
	03	Viabiliser les sites touristiques d'intérêt local (conformément au Décret n°20011/0005/PM du 13/01/2011): -03 lacs -04 chutes - 03 grottes	-PV de réception des travaux de viabilisation de : 03 lacs ; 04 chutes ; 03 grottes. -Augmentation du nombre de touriste dans l'espace communal	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos -Fiches statistiques obtenus après enquêtes	
	04	Créer et équiper 01 hôtel municipal d'une capacité de : -30 chambres -01 bar -01 restaurant -01 nightclub	PV de réception de la construction et l'équipement de l'hôtel municipal	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,	
	05	Créer et équiper 01 village de vacances	-PV de réception du village de vacance. -Augmentation du nombre de touriste/visiteurs dans l'espace communal	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,	
	06	Renforcer le cadre institutionnel de la DDTOUR par la construction de la DDTOUR.	-site acquis -PV de réception des travaux de construction et d'équipement de la DDTOUR. -Amélioration de la qualité du service.	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,	
	07	Créer les circuits et promouvoir les activités touristiques	-circuit touristique disponible -listing des acteurs partis à la promotion des activités touristiques	Archives Commune, DDTOUR/Btos, Opérateurs économiques implantés	
Résultats	01	01 Office communal du tourisme créé et fonctionnel	-Acte de création de l'office communal du tourisme -PV de réception des travaux de construction et d'équipement de l'office communal du tourisme.	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,	

	02	01 Parc d'attraction créé et fonctionnel	-Acte de création -PV de réception des travaux de construction et d'équipement du parc d'attraction.	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,						
	03	Sites touristiques d'intérêt local créé et fonctionnel : -03 lacs -04 chutes - 03 grottes	-PV de réception des travaux de viabilisation de : 03 lacs ; 04 chutes ; 03 grottes. -Augmentation du nombre de touriste dans l'espace communal	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,						
	04	01 Hotel municipal créé, équipé et fonctionnel	PV de réception de l'hôtel municipal	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,						
	05	01 village de vacances créé et fonctionnel	-PV de réception du village de vacance. -Augmentation du nombre de touriste/visiteurs dans l'espace communal	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,						
	06	Cadre institutionnel de la DDTOUR Renforcé	-site acquis -PV de récpion des travaux de construction et d'équipement de la DDTOUR. -Amélioration de la qualité du service.	Archives COMMUNE DDTOUR/Btos,, DDDAF/Btos,, DDDUH/Btos,, DDTP/Btos,, DDEP/Btos,						
	07	Circuits et activités touristiques Créées et promues	-circuit touristique disponible -listing des acteurs partis à la promotion des activités touristiques	Archives Commune, DDTOUR/Btos, Opérateurs économiques implantés						
Activités				Moyens			Coût		Conditions préalables de réalisation	
				H	M	F				
	01	1.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 office communal du tourisme à Mbouda			x	x	x	Coût administratif		
		1.2 Réalisation des études techniques			x	x	x	PM		
		1.3 Mobilisation des ressources			x	x	x	PM		
		1.4 Acquisition et sécurisation du terrain			x	x	x	PM		
		1.5 Construction de 01 office communal du tourisme à Mbouda			x	x	x	PM		
		1.6 Equipement de 01 office communal du tourisme à Mbouda			x	x	x	PM		
	02	2.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 parc d'attraction à Mbouda			x	x	x	Coût administratif		
		2.2 Réalisation des études techniques			x	x	x	PM		
		2.3 Mobilisation des ressources			x	x	x	PM		
		2.4 Acquisition et sécurisation du terrain			x	x	x	PM		
		2.5 Construction de 01 parc d'attraction à Mbouda			x	x	x	130.000.000		
2.6 Equipement de 01 parc d'attraction Mbouda			x	x	x	PM				
03	3.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et			x	x	x	Coût administratif			

		l'équipement de 03 lacs, de 04 chutes et de 03 grottes d'intérêt local					
		3.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		3.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		3.4. Choix des sites suivant leur importance ou leur taux de fréquentation	x	x			
		3.5 Aménagement de 03 lacs, de 04 chutes et de 03 grottes d'intérêt local	x	x	x		
		3.6. Equipement de 03 lacs, de 04 chutes et de 03 grottes d'intérêt local	x	x	x		
	04	4.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement à Mbouda de 01 hôtel municipal d'une capacité de : -30 chambres -01 bar -01 restaurant -01 night club	x	x	x		Coût administratif
		4.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		PM
		4.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		PM
		4.4 Acquisition et sécurisation du terrain	x	x	x		PM
		4.5 Construction de 01 hôtel municipal à Mbouda	x	x	x		
		4.6 Equipement de 01 hôtel municipal à Mbouda	x	x	x		50.000.000
	05	5.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 village de vacances à Mbouda	x	x	x		Coût administratif
		5.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		
		5.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		5.4 Acquisition et sécurisation du terrain	x	x	x		
		5.5 Construction de 01 village de vacances à Mbouda	x	x	x		
		5.6 Equipement de 01 village de vacances à Mbouda	x	x	x		
	06	6.1 Plaidoirie auprès du MINTOUR pour inscription au BIP de la construction et équipement d'un bâtiment pour la DDTOUR/Btos	x	x			Coût administratif
		6.2 Réalisation des études techniques	x	x	x		PM
		6.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		PM
		6.4 Construction du bâtiment de la DDTOUR	x	x	x		80.000.000
		6.5. Equipement de la DDTOUR	x	x	x		30.000.000
	07	7.1. Plaidoirie auprès du MINTOUR et du Conseil Municipal pour la Création et la promotion des circuits et activités touristiques dans la Commune de Mbouda	x	x			Coût administratif
		7.2. Financement des actions promotionnelles du tourisme	x	x			PM
TOTAL 13							1 340 000 000
							Coût estimatif

5.2.14. Cadre logique de la stratégie du secteur Travaux Publics

Problème Global : Mauvais état du réseau routier

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation				
Objectif global	Doter la commune d'un réseau routier viable										
Objectifs spécifiques	01	Créer de nouvelles routes rurales reliant les villages des différents groupements (30 Km linéaires /an) et construire les ouvrages d'arts	PV de réception des 30 Km linéaires de routes /an créées et ouvrages routiers construits			Archives COMMUNE DDTP/Btos, DDEP/Btos, DDDAF/Btos, CC					
	02	Entretien des routes rurales et ouvrages d'arts existants à raison de 135 Km linéaires de routes par an (prendre en compte les travaux de réhabilitation des 40 pistes de collecte et des 40 ouvrages d'art identifiés dans le secteur Agriculture et développement rural).	-Degré de praticabilité des routes en saison de pluie et en saison sèche. -PV de réception des 135 Km linéaires de routes entretenues			-Archives COMMUNE DDTP/Bto, DDEP/Bto, DDDAF/Btos, CC					
	03	Augmenter le nombre de barrières de pluie	-état des routes au niveau des points critiques.			Archives COMMUNE DDTP/Btos, DDEP/Btos, CC					
Résultats	01	Nouvelles pistes créées dans les différents villages des groupements et ouvrages de franchissement construits	-Degré de praticabilité intra et inter villages.			Archives COMMUNE DDTP/Btos, DDEP/Btos, DDDAF/Btos, CC					
	02	Routes rurales et ouvrages d'arts entretenus	-Degré de praticabilité des routes en saison de pluie et en saison sèche. -PV de réception des 135 Km linéaires de routes entretenues			Archives COMMUNE DDTP/Btos, DDEP/Btos, DDDAF/Btos, CC					
	03	Nombre de barrières de pluie en nette augmentation	-Degré de praticabilité des routes en saison de pluie.			Archives COMMUNE DDTP, DDEP, CC					
Activités					Moyens			Coût		Conditions préalables de réalisation	
					H	M	F				
	01	1.1 Plaidoirie auprès du MINTP en vue de la création de nouvelles pistes et de la construction d'ouvrages de franchissement reliant les 08 groupements				x	x	x	Coût administratif		
		1.2 Réalisation des études techniques				x	x	x	PM		
		1.3 Mobilisation des ressources				x	x	x	PM		
		1.4 Création de nouvelles pistes et construction d'ouvrages de franchissement reliant les 08 groupements				x	x	x	PM		
	02	2.1 Plaidoirie auprès du MINTP et du Conseil Municipal en vue de l'entretien des pistes et ouvrages d'art dans les 08 groupements				x	x	x	Coût administratif		
		2.2 Réalisation des études techniques				x	x	x	PM		
		2.3 Mobilisation des ressources				x	x	x	PM		
		2.4 Entretien des pistes et ouvrages d'art dans les 08 groupements				x	x	x	PM		
	03	3.1 Plaidoirie auprès du MINTP et du Conseil Municipal en vue d'augmenter/ réhabiliter les barrières de pluie dans les 08 groupements				x	x	x	Coût administratif		
		3.2 Réalisation des études techniques				x	x	x	PM		

		3.3 Mobilisation des ressources	x	x	x		
		3.4 Construction de nouvelles barrières de pluie dans les 08 groupements	x	x	x		
TOTAL 14						PM	

5.2.15. Cadre logique de la stratégie du secteur Commerce

Problème Global : Inorganisation des réseaux de commercialisation des produits

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Organiser les réseaux de commercialisation des produits								
Objectifs spécifiques	01	Organiser les différents opérateurs économiques en syndicats	Registre COOP/GIC Liste des opérateurs économiques			Archives COMMUNE DDADER/Btos, DDCOMMERCE/Btos			
	02	Construire et équiper 01 mini-marché de gros à Mbouda et 08 centres de collectes dans les groupements	- contrôle de la production locale et des différents flux commerciaux			Fiches statistiques COMMUNE DDCOMMERCE/Btos, DDDUH/Btos, DDTP/Btos, DDDAF/Btos, DDEP/Btos			
	03	Organiser les circuits de commercialisation des filières cacao et café	Nombre de circuits de commercialisation			Archives DDADER/Btos DDCOMMERCE, UCCAO			
	04	Assainir les marchés	IDH (pouvoir d'achat des populations, marchés régulièrement approvisionnés)			Archives COMMUNE DDEPAT/Btos, DDCOMMERCE/Btos			
	05	Vulgariser les textes régissant l'activité commerciale au Cameroun (Loi 90/031)	Nombre d'ateliers de sensibilisation organisés			Archives COMMUNE DDCOMMERCE/Btos			
Résultats	01	Opérateurs économiques organisés en syndicats	Registre COOP/GIC Liste des opérateurs économiques			Archives COMMUNE DDADER/Btos, DDCOMMERCE/Btos			
	02	01 mini-marchés de gros à Mbouda et 08 centre de collectes dans les groupements construits, équipés et fonctionnels	- contrôle de la production locale et des différents flux commerciaux			Fiches statistiques COMMUNE DDCOMMERCE/Btos, DDDUH/Btos, DDTP, DDDAF/Btos, DDEP/Btos			
	03	Circuits de commercialisation des filières cacao et café consolidés	Nombre de circuits de commercialisation			Archives DDADER DDCOMMERCE/Btos, UCCAO/Btos			
	04	Marchés assainis	IDH (pouvoir d'achat des populations, marchés régulièrement approvisionnés)			Archives COMMUNE DDEPAT/Btos, DDCOMMERCE/Btos			
	05	Textes régissant les activités commerciales vulgarisés	Nombre d'ateliers de sensibilisation organisés			Archives COMMUNE DDCOMMERCE/Btos			
Activités					Moyens		Coût	Conditions préalables de réalisation	
					H	M			F
	01	1.1 Plaidoirie auprès de la Commune, de la DDADER pour l'organisation des opérateurs économiques en syndicats			x	x	x	Coût administratif	

		1.2 Organisation de 04 campagnes de sensibilisation avec les opérateurs économiques/an	x	x	x	1.000.000	
		1.3 Montage des dossiers	x	x	x	PM	
		1.4 Légalisation des syndicats	x	x	x	PM	
	02	2.1 Plaidoirie auprès de la Commune pour la construction et l'équipement de 01 mini-marché de gros à Mbouda et de 08 centres de collecte dans 08 groupements	x	x	x	Coût administratif	
		2.2 Réalisation des études techniques	x	x	x	PM	
		2.3 Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		2.4 Construction des infrastructures	x	x	x	PM	
		2.5 Equipement des infrastructures				PM	
	03	Réunion de concertation entre la DDADER, DDCOMMERCE et les professionnels départementaux des filières cacao et café	x	x	x	1.000.000	
	04	4.1 Multiplication des contrôles des agents du MINCOMMERCE (missions organiques)	x	x	x	Coût administratif	
		4.2 Saisie/destruction des produits impropres à la consommation	x	x	x	Coût administratif	
	05	Organisation de 04 ateliers de sensibilisation en partenariat avec les opérateurs du secteur commerce	x	x	x	1.000.000	
TOTAL 15						3.000 000	Coût estimatif

5.2.16. Cadre logique de la stratégie du secteur Transports

Problème Global : Difficultés de circulation des biens et des personnes

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification		Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Faciliter la circulation des personnes et des biens									
Objectifs spécifiques	01	Réhabiliter la gare routière A, construire, équiper et organiser une nouvelle gare routière en vue d'augmenter de 35% les recettes communales issues de cette activité.	Augmentation des recettes communales des gares routières de 35% par rapport aux taux de recouvrement des recettes actuelles			Archives COMMUNE DDTRANSPORT, DDAF, DDUH, DDEP, DDTP, DDEE, DDCOMMERCE				
	02	-Organiser le syndicat des motos taximan en vue de permettre à 75% des conducteurs d'être en règle avec la législation en vigueur (obtention des permis A) et d'avoir une bonne maîtrise des principes fondamentaux du code de la route	75% des motos taximan disposent d'un permis de conduire et maîtrise le code de la route.			Archives COMMUNE DDTRANSPORT				
	03	Intensifier les contrôles de police dans le centre urbain	-diminution de l'occupation anarchique de l'espace urbain -fluidité du transport..			POSTE DE FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE				
	04	-Ramener à l'ordre et renforcer les capacités du personnel de la fourrière municipale sur les principes de bonne gouvernance.	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus.			Archives COMMUNE DDTRANSPORT, FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE				
	05	Aménager les parkings et matérialiser les routes	-Nombre de parkings aménagés -Décongestion de la chaussée.			-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos. DDCOMMERCE/Btos				
Résultats	01	Gare routière A réhabilitée et mieux organisée.	PV de réception des travaux de réhabilitation de la gare routière A et de construction de la nouvelle gare.			Archives COMMUNE DDTRANSPORT, DDAF, DDUH, DDEP, DDTP, DDEE, DDCOMMERCE				
	02	Syndicat des motos taximan organisé	Diminution du taux d'accidents			Archives COMMUNE DDTRANSPORT				
	03	Contrôles de police permanents dans le centre urbain	-diminution de l'occupation anarchique de l'espace urbain -fluidité du transport.			Fiches de suivi des poste de forces de maintien de l'ordre				
	04	Fourrière municipale organisée	-Respect des stationnements des véhicules. -désengorgement de la chaussée			Archives COMMUNE DDTRANSPORT, FORCES DE MAINTIEN DE L'ORDRE				
	05	Parkings et routes Aménagés et matérialisés	-Nombre de parkings aménagés -Décongestion de la chaussée.			-Archives COMMUNE, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos. DDCOMMERCE/Btos				
Activités					Moyens			Coût		Conditions préalables de réalisation
					H	M	F			
PCD de la Commune de Mbouda, réalisé par ADI sur financement PNDP										

	01	1.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et de la DDTRANSPORT en vue de l'organisation efficiente de la gare routière de Mbouda et de la construction et équipent d'une nouvelle gare routière.	x	x	x	Coût administratif	
		1.2 Réalisation des études techniques	x	x	x	5 000 000	
		1.3 Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		1.4 Réhabilitation de la gare routière A et construction de la nouvelle gare routière.	x	x	x	PM	
		1.5 Equipement de la gare routière				500.000	
	02	2.1 Réunions de sensibilisation des membres du syndicat des motos taximan	x	x	x	1.500.000	
		2.2 Organisation des examens en vue de l'obtention du permis A	x	x	x	Coût administratif	
	03	Intensification des contrôles des forces de maintien de l'ordre contre l'incivisme (racolage, engorgement de la chaussée, défaut de pièces administratives exigibles en matière de transport).	x	x	x	Coût administratif	
	04	4.1. Aménager et organiser la fourrière municipale					
		4.2. Campagne de sensibilisation des agents communaux en service à la fourrière municipale	x	x	x	250.000	
		4.3 Stricte observation des dispositions réglementaires régissant l'activité dans les fourrières municipales	x	x	x		
	05	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'aménagement des parkings et routes dans l'espace urbain de la Commune de Mbouda	x	x		(voir secteur MINDUH)	
		5.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	(voir secteur MINDUH)	
		5.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	(voir secteur MINDUH)	
		5.4. aménagement des parkings et routes	x	x	x	(voir secteur MINDUH)	
TOTAL 16						7 250 000	Coût estimatif

5.2.17. Cadre logique de la stratégie du secteur Culture

Problème Global : Difficultés d'épanouissement des populations dans les activités de loisirs et de culture.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations aux activités de loisirs et culture				
Objectifs spécifiques	01	Doter la Commune d'une Délégation Départementale de la culture	- Acte de création de la DDCULT	-archives Commune -archives DDCULT/Btos	
	02	Doter la commune des infrastructures culturelles communales et communautaires notamment dans les groupements de: -Bafounda (Batchusso) -Bamendjo (King-place) -Bamessingue (King-place)	- PV de réception des nouvelles infrastructures culturelles construites, équipées et fonctionnelles ;	-archives Commune -archives DDCULT -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	03	Doter la Commune de 01 centre de promotion des langues locales	-valorisation de la culture locale.	-archives Commune -archives DDCULT -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	04	Vulgariser la culture et l'artisanat d'art local à travers l'institution des journées culturelles à l'échelle de la Commune et des groupements (01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par an et par groupement)	-Rapports des manifestations culturelles et artisanales. -calendrier des manifestations	-archives Commune -archives DDCULT/Btos -archives CDV, CC	
	05	Augmenter de 25% les recettes issues du secteur de la culture par la Création d'une plage artisanale urbaine sur la place forte de Mbouda	-Augmentation des recettes communales issues du secteur tourisme de l'ordre de 25%.	-archives Commune -archives DDCULT/Btos -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	06	Editer des dépliants sur les musées et monuments historiques.	-Maquette des dépliants -PV de réception des dépliants imprimés.	-archives Commune -archives DDCULT/Btos	
Résultats	01	DDCULT créée, construite et équipée	- Acte de création de la DDCULT	-archives Commune -archives DDCULT/Btos	
	02	les foyers culturels de -Bafounda (Batchusso) -Bamendjo (King-place) -Bamessingue (King-place) construits, équipés et fonctionnels.	- Nombre de manifestations culturelles organisées dans ces foyers. -Nombre de touristes et visiteurs	-archives Commune -archives DDCULT -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	03	01 centre de promotion des langues construit, équipé et fonctionnel	-Nombre d'apprenants inscrits et d'activités organisées.	-archives Commune -archives DDCULT/Btos -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	04	01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par an et par	-Rapports des manifestations	-archives Commune	

		groupement mis sur pieds	culturelles et artisanales. -calendrier des manifestations			-archives DDCULT/Btos -archives CDV, CC		
	05	01 marché artisanal culturel construit et équipé	-PV de réception des travaux de construction d'un marché artisanal culturel sur la place forte de Mbouda.			-archives Commune -archives DDCULT/Btos -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos		
	06	dépliants sur les musés et circuits touristiques édités	-Maquette des dépliants -PV de réception			-archives Commune -archives DDCULT/Btos		
Activités						Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation
						H		
	01	1.1. plaidoirie auprès du MINCULT pour la création, la construction et l'équipement de la délégation départementale de la Culture des Bamboutos.	x	x	x	Coût administratif		
		1.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM		
		1.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM		
		1.4. Construction et Equipement de la DDCULT des Bamboutos	x	x	x	50.000.000		
	02	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'appui à la construction et l'équipement de 03 foyers culturels : -Bafounda (Batchusso) -Bamendjo (King-place) -Bamessingue (King-place)	x	x	x	Coût administratif		
		2.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	x	x	x	250.000.000		
		2.3. Acquisition et sécurisation des terrains	x	x	x			
		2.4. Mobilisation des ressources locales et autres	x	x	x			
		2.5. Construction et équipement des 03 foyers culturels.	x	x	x			
	03	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la construction de 01 centre de promotion des langues locales.	x	x	x	Coût administratif		
		3.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	x	x	x	35.000.000		
		3.3. Acquisition et sécurisation du terrain	x	x	x			
		3.4. Mobilisation des ressources	x	x	x			
		3.5. Construction et équipement de 01 centre de promotion des langues locales	x	x	x			
	04	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'institution des journées culturelles à l'échelle de la Commune et des groupements par le biais de 01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par an et par groupement.	x	x	x	Coût administratif		
		4.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	40.000.000		
		4.3. Mobilisation des ressources nécessaires	x	x	x			
		4.3. Mise en œuvre du projet	x	x	x			
	05	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal (et du MINCULT) pour la Création et la construction d'un centre artisanal culturel sur la place forte du centre urbain de Mbouda	x	x	x	Coût administratif		
		5.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	x	x	x	50.000.000		
		5.3. Acquisition et sécurisation du terrain	x	x	x			
		5.4. Mobilisation des ressources	x	x	x			
		5.5. Construction et équipement du centre artisanal culturel	x	x	x			

	06	6.1. plaidoirie auprès du conseil Municipal pour l'édition des dépliants sur les musés et circuits touristiques.	x	x	x	Coût administratif	
		6.2. Réalisation d'une étude de faisabilité en vue de sortir une maquette	x	x	x	5.000.000	
		6.3. Mobilisation des ressources	x	x	x		
		6.4. Edition des dépliants	x	x	x		
TOTAL 17						430 000 000	Coût estimatif

5.2.18. Cadre logique de la stratégie du secteur Agriculture et Développement Rural

Problème Global : Difficultés d'accès aux techniques modernes dans les activités agricoles

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux techniques modernes dans les activités agricoles				
Objectifs spécifiques	01	Réhabiliter le PA de Babeté et le CEAC de Balatchi	-PV de réception des travaux de réhabilitation des PA de Babeté et le CEAC de Balatchi	-archives Commune -archives DDADER -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	02	Créer, construire et équiper 05 postes agricoles à l'horizon 2016 (PA) : - Badjutsit - Bagathio - Ngouaya - Kontsa - Bakouotio	-Actes de création -PV de réception des PA de : - Badjutsit - Bagathio - Ngouaya - Kontsa - Bakouotio	-archives Commune -archives DDADER -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	03	Réfectionner la brigade phytosanitaire et la section statistique de Mbouda.	-PV de réception des travaux de réfection de la brigade phytosanitaire et la section statistique de Mbouda.	-archives Commune -archives DDADER -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	04	Achever l'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda	-PV de réception des travaux d'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda	-archives Commune -archives DDADER -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
	05	Introduire les techniques culturales modernes.	-Types de pratiques modernes introduites. -Nombre d'ateliers de renforcement des capacités -listes de présence et comptes rendus des réunions		
	06	Faciliter le financement des activités agricoles dans la	-400 nouveaux GIC mis sur pieds à	-archives Commune	

		Commune de Mbouda	l'horizon 2016. -Contrats signés avec les partenaires techniques	-registre COOP/GIC DDADER.	
	07	Pourvoir la DDADER en personnel d'encadrement -07 chefs de PA -01 Directeur de CEAC et, -36 cadres d'appui	-Actes d'affectation	-Archives Commune, DDADER.	
	08	Doter la DDADER d'équipements : - 02 Pick-up -15 motos - 20 mobiliers de bureau (pour 19 PA et 01 CEAC).	-PV de réception de l'acquisition de : 02 Pick-up, 15 motos acquises, 20 mobiliers de bureau (pour 19 PA et 01 CEAC).	-Archives Commune, DDADER.	
	09	Réhabiliter 40 pistes de collecte	-40 pistes de collecte réhabilitées -amélioration de l'évacuation des produits agricoles	-archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos -PV de réception des pistes de collecte réhabilitées -enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants.	
	10	Réhabiliter 40 ouvrages d'art	-40 ouvrages d'art réhabilités -amélioration de l'évacuation des produits agricoles	-archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos -PV de réception des ouvrages réhabilités -enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants.	
	11	Doter la Commune de 05 unités de transformation des produits agricoles (maïs, manioc, avocats etc...)	-05 unités de transformation des produits agricoles effectivement disponibles et fonctionnelles	-observation directe sur le terrain -PV de réception des 05 unités de transformation des produits agricoles.	
	12	Doter la Commune de 08 motoculteurs	-05 motoculteurs disponibles et fonctionnels -pourcentage des espaces cultivés mécaniquement	-archives Commune et DDADER/Btos -PV d'acquisition des 05 motoculteurs. -enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants.	
	13	Construire et équiper les postes agricoles existant : 1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bafemgha 5. Bakassang, 6. Tsada, 7. Bantap, 8. Batselan 9. Bamalapa, 10. Bamendjinda	-Amélioration du suivi des agriculteurs PV de réception des travaux de construction et d'équipement des 10 postes agricoles	-enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants. -archives Commune et DDADER/Btos -PV d'acquisition des 05 motoculteurs.	
Résultats	01	PA de Babeté et CEAC de Balatchi réhabilités	-PV de réception des travaux de réhabilitation des PA de Babeté et le CEAC de Balatchi	-archives Commune -archives DDADER -archives CDV, CC,	

				DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos	
02	PA créés, construits et équipés à : - Badjutsit - Bagathio - Ngouaya - Kontsa - Bakouotio	-Actes de création -PV de réception des PA de : - Badjutsit - Bagathio - Ngouaya - Kontsa - Bakouotio	-archives Commune -archives DDADER -archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos		
03	Brigade phytosanitaire et section statistique réfectionnés.	-PV de réception des travaux de réfection de la brigade phytosanitaire et la section statistique de Mbouda.	-archives Commune -archives DDADER -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos		
04	Travaux d'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda achevés	-PV de réception des travaux d'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda	-archives Commune -archives DDADER -archives DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos		
05	Techniques culturelles modernes introduites	-Types de pratiques modernes introduites. -Nombre d'ateliers de renforcement des capacités -listes de présence et comptes rendus des réunions	-archives Commune -archives DDADER/Btos -archives CDV, CC		
06	80 nouveaux GIC appuyés financièrement	-80 nouveaux GIC mis sur pieds à l'horizon 2016. -Contrats signés avec les partenaires techniques	-archives Commune -archives DDADER/Btos -archives CDV, CC		
07	DDADER pourvue de : -07 chefs de PA -01 Directeur de CEAC et, -36 cadres d'appui	-Actes d'affectation	-Archives Commune, DDADER/Btos.		
08	DDADER équipée de : - 02 Pick-up -15 motos acquises - 20 mobiliers de bureau (pour 20 PA et 01 CEAC).	-PV de réception de l'acquisition de : 02 Pick-up, 15 motos acquises, 20 mobiliers de bureau (pour 19 PA et 01 CEAC).	-Archives Commune, DDADER/Btos.		
09	40 pistes de collecte Réhabilités	-40 pistes de collecte réhabilités -amélioration de l'évacuation des produits agricoles	-archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos -PV de réception des pistes de collecte réhabilités -enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants.		
10	40 ouvrages d'art Réhabilités	-40 ouvrages d'art réhabilités -amélioration de l'évacuation des	-archives CDV, CC, DDDAF/Btos, DDDUH/Btos,		

			produits agricoles	DDEP/Btos, DDTP/Btos -PV de réception des ouvrages réhabilités -enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants .				
	11	05 unités de transformation des produits agricoles construits, équipés et opérationnels	-05 unités de transformation des produits agricoles effectivement disponibles et fonctionnelles	-observation directe sur le terrain -PV de réception des 05 unités de transformation des produits agricoles.				
	12	Doter la Commune de 08 motoculteurs	-05 motoculteurs disponibles et fonctionnels	-archives Commune et DDADER/Btos -PV d'acquisition des 05 motoculteurs.				
	13	Postes agricoles de : 1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bafemgha 5. Bakassang, 6. Tsada, 7. Bantap, 8. Batselan 9. Bamalapa,10. Bamendjinda Construits et équipés	-Amélioration du suivi des agriculteurs PV de réception des travaux de construction et d'équipement des 10 postes agricoles	-enquêtes réalisées auprès des agriculteurs et commerçants . -archives Commune et DDADER/Btos -PV d'acquisition des 05 motoculteurs.				
Activités				Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation		
				H M F				
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la réfection du PA de Babeté et du CEAC de Balatchi		x	x	x	Coût administratif	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité		x	x	x	PM	
		1.3. Mobilisation des ressources		x	x	x	PM	
		1.4. Réfection du P.A de Babeté et du CEAC de Balatchi		x	x	x	20.000.000	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la réfection du PA de Babeté et du CEAC de Balatchi		x	x	x	Coût administratif	
		2.2. Réalisation des études de faisabilité		x	x	x	100.000	
		2.3. Mobilisation des ressources		x	x	x	PM	
		2.4. construction et équipement des PA de : - Badjutsit - Bagathio - Ngouaya - Kontsa - Bakouotio		x	x	x	100.000.000	
	03	3.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la réfection de la brigade phytosanitaire et la section statistique		x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Réalisation des études de faisabilité		x	x	x	20.000.000	
		3.3. Mobilisation des ressources		x	x	x		
		3.4. réfection de la brigade phytosanitaire et la section statistique		x	x	x		
	04	4.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP des travaux d'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda		x	x	x	Coût administratif	

		4.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	10.000.000	
		4.3. Mobilisation des ressources	x	x	x		
		4.4. Réalisation des travaux d'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda	x	x	x		
	05	5.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP du renforcement des capacités des agriculteurs.	x	x	x	Coût administratif	
		5.2. Recherche de partenariats auprès des partenaires techniques (ACEFA, PACA, GIZ etc...) pour le renforcement des capacités des agriculteurs.	x	x	x	PM	
		5.3. Organisation de 400 ateliers de Formations de 600 GIC à l'utilisation des engrais spécifiques (et non spécifiés) des techniques de compostage par ex : utilisation des plantes fertilisantes (02 formations par an et par groupement) à l'horizon 2016.	x	x	x	2.000.000.000	
		5.4. viabilisation des sols, des reliefs accidentés (gestion durable des terres) dans les zones Balatchi et Bamessingue à l'horizon 2020. Ex1 : Utilisation des aménagements antiérosif (Bief, Pierres, ou arbres). Ex2 : Utilisation des plantes améliorantes sur les collines et les terres appauvries. Ex3 : Réduction et/ou Elimination des eucalyptus dans la Commune à travers la promotion de l'utilisation des espèces alternatives (ex : <i>Le Grevilla et podocarpus</i>) Ex4 : Utilisation des plantes améliorantes	x	x	x	240.000.000	
	06	6.1. Plaidoirie auprès du MINADER et des programmes de financement et d'appui au secteur agricole.	x	x	x	Coût administratif	
		6.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		6.3. Financement des 400 GIC/Associations identifiées.	x	x	x	400.000.000	
		6.4. Facilitation de l'acquisition du matériel agricole et l'achat des intrants par la création de 01 centrale d'achats à Mbouda	x	x	x	128.000.000	
	07	7.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour l'affectation de : -07 chefs de PA -01 Directeur de CEAC et, -36 cadres d'appui	x	x	x	Coût administratif	
	08	8.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de l'équipement de la DDADER de Mbouda de : - 02 Pick-up -15 motos - 20 mobiliers de bureau (pour 19 PA et 01 CEAC).	x	x	x	Coût administratif	
		8.2. Achat et distribution des équipements.	x	x	x	102.500.000	
	09	9.1. Plaidoirie auprès du MINTP pour inscription au BIP des travaux de réhabilitation de 40 pistes de collecte	x	x		(Voir secteur Travaux Publics)	
		9.2. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation des travaux de réhabilitation de 40 pistes de collecte	x	x			
		9.3. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x		
		9.4. Mobilisation des ressources	x	x	x		
		9.5. Exécution des travaux de réhabilitation de 40 pistes de collecte	x	x	x		
	10	10.1. Plaidoirie auprès du MINTP pour inscription au BIP des travaux de réhabilitation de 40 ouvrages d'art	x	x		(Voir secteur Travaux Publics)	
		10.2. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation des travaux de réhabilitation de 40 ouvrages d'art	x	x			

		10.3. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x		
		10.4. Mobilisation des ressources	x	x	x		
		10.5. Exécution des travaux de réhabilitation de 40 ouvrages d'art	x	x	x		
	11	11.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 05 unités de transformation des produits agricoles	x	x		Coût administratif	
		11.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		11.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		11.4. Exécution des travaux de construction et d'équipement des 05 unités de transformation des produits agricoles.	x	x	x	250.000.000	
	12	12.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de l'acquisition de 08 motoculteurs	x	x		Coût administratif	
		12.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		12.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		12.4. acquisition des 08 motoculteurs.	x	x	x	64.000.000	
	13	13.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la Construction et l'équipement des postes agricoles existant : 1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bafemgha 5. Bakassang, 6. Tsada, 7. Bantap, 8. Batselan 9. Bamalapa, 10. Bamendjinda	x	x		Coût administratif	
		13.2. Réalisation des études de faisabilité	x	x	x	PM	
		13.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		13.4. Exécution des travaux de construction et d'équipement desdits postes agricoles.	x	x	x	200.000.000	
	TOTAL 18					3 534 600 000	Coût estimatif

5.2.19. Cadre Logique de la stratégie du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

Problème Général : Faible développement des entreprises et de l'économie locale dans la Commune de Mbouda.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la création et la pérennisation des entreprises dans la Commune de Mbouda				
Objectifs spécifiques	01	Renforcer la puissance installée (puissance actuelle 1000 KVA) en vue d'avoir une alimentation permanente et suffisante devant permettre l'installation des industries	-Nouvelle puissance installée -PV de réception des nouveaux équipements	-archives Commune -DDEE/Btos	
	02	Faciliter l'accès aux sources de financement des porteurs de projets productifs auprès des institutions financières locales, nationales et internationales.	-Nombre de partenariats contractés avec les structures de finance et micro-finance. -30% des artisans et entreprises artisanales sont assistés financièrement	-Archives Commune -Archives DDPMEESA/Btos	
	03	Créer une zone industrielle et susciter l'installation des petites et moyennes entreprises dans l'espace communal en vue de la transformation des produits locaux (transformation des avocats en produits cosmétiques par exemple)	Le site choisi est aménagé conformément au plan d'occupation des sols et au plan cadastral	-Arrêté de création de la zone industrielle	
	04	Améliorer la promotion de l'économie sociale et de l'artisanat dans la Commune de Mbouda.	-01 répertoire des artisans élaboré -Au moins 80% des artisans sont organisés en groupes -01 salon de l'artisanat organisé par an	-Archives Commune -Archives DDPMEESA/Btos -enquêtes réalisées auprès des artisans.	Adhésion de la Mairie au projet.
Résultats	01	Puissance installée renforcée et permettant une extension du réseau électrique dans l'ensemble de la Commune	-Nouvelle capacité installée -PV de réception des nouveaux équipements	-archives Commune -DDEE/Btos	
	02	les capacités des porteurs de projets sur le montage et le financement des projets sont renforcées.	Les porteurs de projets de l'espace communal montent des projets finançables eux-mêmes.	Liste des projets effectivement financés disponibles dans les archives de la commune et de la DDPMEESA/Btos	
	03	01 zone industrielle est créée et les industries s'y sont installées.	-Les activités industrielles sont de plus en plus effectives dans la Commune. - Nombre d'entreprises créées et installées dans la zone industrielle	-Archives communales -Archives DDPMEESA/Btos	
	04	Economie sociale et de l'artisanat redynamisée dans la Commune de Mbouda.	-01 répertoire des artisans élaboré -Au moins 80% des artisans sont organisés en groupes -01 salon de l'artisanat organisé par an	-Archives Commune -Archives DDPMEESA/Btos -enquêtes réalisées auprès des artisans.	
Activités			Moyens	Coût	Conditions

		H	M	F		préalables de réalisation	
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement du renforcement de la puissance installée	x	x	x	(voir secteur MINEE)	
		1.2. Remplacement de tous les équipements vétustes par des équipements nouveaux adaptés et durables.	x	x	x	(voir secteur MINEE)	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINPMEESA et du Conseil Municipal pour inscription au BIP du renforcement des capacités des porteurs de projets sur le montage et le financement des projets				Coût administratif	
		2.2. Organiser les séminaires de renforcement des capacités des jeunes sur le montage des projets productifs	x	x	x	PM	(activité réalisée en partenariat avec le MINJEUN)
	03	3.1. Plaidoirie auprès du MINPMEESA et du Conseil Municipal pour inscription au BIP du financement de l'aménagement d'une zone industrielle dans la Commune de Mbouda					
		3.2. Mobilisation des ressources					
		3.3. Choix et aménagement du site pour la création des entreprises dans l'espace communal conformément aux normes édictées par la MAGZI	x	x	x	100 000 000	
	04	4.1. Organiser une plate forme pluri acteurs (Commune, DDFOP, DDPMEESA, DDIMDT, DDCULT, DDTOUR...) dans l'optique de fédérer les programmes gouvernementaux de promotion de l'industrie, de l'artisanat etc...	x	x	x	250.000	
		4.2. Créer un répertoire des artisans et des entreprises artisanales au niveau de la Commune	x	x	x	Coût administratif	
		4.3. Sensibiliser les acteurs de l'économie sociale et de l'artisanat à se regrouper en GIC ou associations	x	x	x	5.000.000	
		4.4. Assistance des artisans par l'octroi de matériel de production et la facilitation à l'obtention de diverses formes d'appui et sources de financement.	x	x	x	PM	Cet appui dépend des partenariats et des programmes existant
		4.5. Organiser un salon de l'artisanat chaque année	x	x	x	PM	
	TOTAL 19					105 250 000	Coût estimatif

5.2.20. Cadre logique de la stratégie du secteur Sport et Education Physique

Problème Général : Difficulté d'épanouissement des populations dans les activités sportives.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification		Hypothèse de réalisation	
Objectif global	Faciliter l'accès des populations aux activités sportives								
Objectifs spécifiques	01	Aménager et équiper 04 infrastructures sportives dans la Commune : -Stade municipal, -Court de tennis, - Jardins publics pour jeux de société, - Parcours Vita		PV de réception des travaux d'aménagement et d'équipement de 04 infrastructures sportives dans la Commune.			Archives COMMUNE DDSEP/Btos, DDAF/Btos, DDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos		
	02	Doter la DDSEP de 30 cadres de jeunesse et d'animation/encadreurs sportifs		30 actes d'affectation			Archives DDSEP		
Résultats	01	04 Infrastructures sportives aménagées dans la Commune		PV de réception des travaux d'aménagement et d'équipement de 04 infrastructures sportives dans la Commune.			Archives COMMUNE DDSEP/Btos, DDAF/Btos, DDUH/Btos, DDEP/Btos, DDTP/Btos		
	02	30 cadres de jeunesse et d'animation/encadreurs sportifs affectés		30 actes d'affectation			Archives DDSEP		
Activités				Moyens			Coût		Conditions de réalisation
				H	M	F			
	01	1.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et de la MINSEP en vue de l'aménagement et de l'équipement de 04 infrastructures sportives à Mbouda		x	x	x	Coût administratif		
		1.2. Identification de 03 sites pour l'aménagement : -Stade municipal, - Court de tennis, - Jardins publics pour jeux de société - Parcours Vita		x	x	x	Coût administratif		
		1.3 Réalisation des études techniques		x	x	x	PM		
		1.4 Mobilisation des ressources		x	x	x	PM		
		1.5 Aménagement de la piste d'athlétisme au stade municipal					PM		
		1.6 Construction de 03 infrastructures - Court de tennis - Jardins publics pour jeux de société - Parcours Vita		x	x	x	PM		
		1.7 Equipement de 03 infrastructures -Stade municipal -Court de tennis - Jardins publics pour jeux de société - Parcours Vita		x	x	x	280.000.000 40.000.000 30.000.000 80.000.000		
	02	Plaidoirie auprès du MINSEP en vue de l'affectation de 30 cadres de jeunesse et d'animation/encadreurs sportifs		x	x	x	Coût administratif		
	TOTAL 20						430.000.000		Coût estimatif

5.2.21. Cadre logique de la stratégie du secteur Postes et Télécommunication

Problème Général : Difficulté d'accès aux technologies de l'information et de la communication

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation			
Objectif global	Faciliter l'accès aux technologies de l'information et de la communication							
Objectifs spécifiques	01	Initier un projet d'installation de 01 télé-centre communautaire par groupement dans la commune de Mbouda en collaboration avec les responsables techniques du MINPOSTEL.	-PV de réception de l'installation de 01 télé-centre communautaire par groupement dans la commune de Mbouda	-archives de la Commune -archives DDPOSTEL/Btos				
	02	Créer, aménager et équiper un centre multimédia au sein de la Bibliothèque Municipale.	-Acte communal de création -PV de réception.	-archives de la Commune				
Résultats	01	01 Télé-centre créé, construit équipé et fonctionnel par groupement.	-Fréquence de la population ayant accès aux services offerts par le Télé-centre -fiches de recettes générées par le Télé-centre.	-Fiches statistiques du centre multimédia. -Documents Comptables du SAF de la Commune.				
	02	Centre Multimédia créé et fonctionnel.	-Fréquence de la population ayant recours aux services offerts par le Centre multimédia	-Fiches statistiques du centre multimédia.				
Activités			Moyens		Coût	Conditions préalables de réalisation		
			H	M			F	
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINPOSTEL pour inscription au BIP de la construction et de l'équipement d'un télé-centre communautaire par groupement		x	x	x	Coût administratif	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.		x	x	x	PM	
		1.3. Mobilisation des ressources		x	x	x	PM	
		1.4. construction et équipement du télé-centre communautaire.		x	x	x	PM	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 centre multimédia.		x	x	x	Coût administratif	
		2.2. Réalisation des études de faisabilité.		x	x	x	PM	
		2.3. Mobilisation des ressources		x	x	x	PM	
		2.4. Construction et de l'équipement d'un télé-centre communautaire		x	x	x	50.000.000	
TOTAL 21						50.000.000	Coût estimatif	

5.2.22. Cadre logique de la stratégie du secteur Jeunesse

Problème Général : Taux élevé de chômage des jeunes dans la Commune de Mbouda.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Réduire le taux de chômage des jeunes dans la Commune de Mbouda								
Objectifs spécifiques	01	Doter la Commune de Mbouda de 02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes à l'horizon 2020.	-PV de réception des travaux de construction et d'équipement de 02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes.			-Archives Commune -Archives DDJEUN, DDFOP/Btos, DDTP/Btos, DDEP/Btos, DDDUH/Btos DDDAF/Btos.			
	02	Organiser 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat.	-Nombre de modules de formation -listes de présence des participants			-Archives Commune -Archives DDJEUN.			
	03	Faciliter l'accès des jeunes aux programmes/sources de financement pour la réalisation des AGR.	-Nombre de partenariats contractés avec les structures de finance et micro-finance.			-Archives Commune -Archives DDJEUN/Btos			
Résultats	01	02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes construits, équipés et fonctionnel.	02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes disponibles			-Archives Commune -Archives MINFOP/Btos, MINTP, MINEP, MINDUH, MINDAF.			
	02	05 ateliers organisés.	-Nombre de modules de formation -listes de présence. Des participants			-Archives Commune -Archives MINFOP.			
	03	Jeunes formés à la recherche des financements des microprojets.	-Nombre de partenariats contractés avec les structures de finance et micro-finance et autres programmes.			-Archives Commune -Archives MINFOP			
Activités				Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
				H	M	F			
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINJEUN, MINPMEESA pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes			x	x		Coût administratif	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.			x	x	x	PM	
		1.3. Mobilisation des ressources			x	x	x	PM	
		1.4. construction et équipement de 02 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes.			x	x	x	200.000.000	
02	2.1. Plaidoirie auprès du conseil Municipal pour la tenue de 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de			x	x		Coût administratif		

		revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat.					
		2.2. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		2.3. Recherche de partenariats	x	x	x	PM	
		2.4. Organisation des 05 Ateliers de Renforcement des capacités	x	x	x	10.000.000	
	03	3.1. Regroupement des jeunes en GICS et associations	x	x	x	Coût administratif	
		3.2. Education des jeunes à la citoyenneté et à la formation des GICS et Associations	x	x	x	250.000	250.000/regroupement des jeunes
		3.3. Organisation de 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la recherche de financement des microprojets.	x	x	x	Formation organisée conjointement avec celle du renforcement de capacités des jeunes sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus	
		Organisation des stages rémunérés et colonies de vacances au sein de la Commune de Mbouda	x	x	x	PM	
TOTAL 22						210 250 000	Coût estimatif

5.2.23. Cadre logique de la stratégie du secteur Emploi et Formation Professionnelle

Problème Général : Taux de Chômage élevé dans la Commune de Mbouda.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification		Hypothèse de réalisation				
Objectif global	Réduire le taux de chômage dans la Commune de Mbouda.											
Objectifs spécifiques	01	Doter la Commune de Mbouda de 04 centres de formation professionnelle publics auxpetits métiers à l'horizon 2018.	-PV de réception des 04 centres de formation professionnelle auxpetits métiers équipés et fonctionnels			-Archives Commune -Archives MINFOP/Btos, MINTP/Btos, MINEP/Btos, MINDUH/Btos, MINDAF/Btos.						
	02	Informar les capacités des populations de la ville de Mbouda sur les opportunités d'emploi de l'heure et sur les projets et programmes de financement des projets existants.	-Nombre de modules de formation -listes de présence des participants -Nombre de partenariats contractés avec les structures de finance et micro-finance.			-Archives Commune -Archives DDFOP/Btos						
Résultats	01	04 centres de formation professionnelle publics auxpetits métiers créés, construits et équipés à l'horizon 2018.	-PV de réception.			-Archives Commune -Archives DDFOP/Btos, DDTP/Btos, DDEP/Btos, DDDUH/Btos, DDDAF/Btos.						
	02	Capacités renforcées des populations	-Nombre de modules de formation -listes de présence des participants -Nombre de partenariats contractés avec les structures de finance et micro-finance.			-Archives Commune -Archives DDFOP/Btos						
Activités						Moyens			Coût		Conditions préalables de réalisation	
						H	M	F				
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINFOP pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 04 centres de formation professionnelle aux petits métiers.					x	x	x	Coût administratif		
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.					x	x	x	PM		
		1.3. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM		
		1.4. construction et équipement de 04 centres de formation professionnelle.					x	x	x	400.000.000		
	02	2.1. Organisation de 01 atelier de renforcement des capacités des populations de la ville de Mbouda sur les opportunités d'emploi de l'heure et sur les projets et programmes de financement existants.								1.000.000		Atelier organisée Chaque année
2.2. Tenue de 01 journée porte ouverte par an en vue d'orienter les jeunes vers le choix des activités génératrices de revenus								2.500.000				
TOTAL 23									403 500 000		Coût estimatif	

5.2.24. Cadre Logique de la stratégie du secteur Travail et Sécurité Sociale

Problème Général : Non souscription à la sécurité sociale de la quasi-totalité des corps de métiers du secteur privé et de la société civile existant dans la Commune de Mbouda.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Inciter l'ensemble des opérateurs économiques à adhérer à la sécurité sociale				
Objectifs spécifiques	01	Œuvrer à la transformation de 70% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain en emplois formels à l'horizon 2020 et souscrire une assurance sociale aux personnes concernées	-livret de souscription CNPS -nombre d'emplois informels ayant migré en emplois formels dans l'espace urbain	-DDTSS/Btos -CNPS -Commune -fichier des contribuables	-fourniture d'un dossier
	02	Inciter à la mise en place dans au moins 08 villages de la commune de Mbouda d'une mutuelle de santé communautaire à l'horizon 2020	-nombre de mutuelles opérationnelles	-Commune -DDTSS/Btos -fichier des contribuables	
Résultats	01	70% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain transformés en emplois formels à l'horizon 2020 et souscrits à une assurance sociale	-livret de souscription CNPS -nombre d'emplois informels ayant migré en emplois formels dans l'espace urbain	-DDTSS/Btos -CNPS -Commune -fichier des contribuables	
	02	Au moins 08 villages de la Commune de Mbouda dotés à l'horizon 2020 d'une mutuelle de santé communautaire fonctionnelle	-nombre de mutuelles opérationnelles -nombre de membres par mutuelle	-DDTSS/Btos -Commune -fichier des contribuables	
Activités			Moyens		
			H	M	F
	01	Plaidoirie auprès du MINTSS pour la transformation de 70% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain en emplois formels à l'horizon 2020 et souscription à une assurance sociale	x	x	x
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINTSS pour sensibiliser les populations à créer et rendre opérationnelles les mutuelles de santé communautaires	x	x	x
		2.2. Accompagnement à la mise en place et la légalisation de 08 mutuelles de santé communautaire dans la commune de Mbouda			
TOTAL 24					
				3 000 000	Coût estimatif

5.2.25. Cadre Logique de la stratégie du secteur Administration Territoriale, Décentralisation Administrative et Maintien de l'ordre

Problème Général : Difficultés d'accès à certains services déconcentrés dans la Commune de Mbouda.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation			
Objectif global	Faciliter l'accès à tous les services déconcentrés dans la Commune de Mbouda.							
Objectifs spécifiques	01	Créer construire et équiper la délégation départementale de la Culture.	-Arrêté de création	-Archives DDCUL				
	02	Créer 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda à l'horizon 2020.	Actes de création de : 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda	-Archives communales -Archives préfecture et sous préfecture des Bamboutos				
	03	Créer construire et équiper un poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi en vue de limiter les cas d'agressions et de braquage des éleveurs et grands agriculteurs.	-Diminution de la fréquence d'agressions -01 poste de gendarmerie opérationnel	-Enquêtes auprès des populations -Archives communales -Archives préfecture et sous préfecture des Bamboutos				
Résultats	01	Délégation départementale de la culture créée, construite et équipée	PV de réception des travaux de construction et d'équipement de la DDCULT	-Archives DDCUL, DDTP, DDDUH, DDEP				
	02	06 centres d'état civil sont effectivement créés et fonctionnels.	Actes de création de 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda	-Archives communales -Archives préfecture et sous préfecture des Bamboutos				
	03	01 poste de gendarmerie créer, construit et équiper dans la localité de Balatchi.	-Diminution de la fréquence d'agressions -01 poste de gendarmerie opérationnel	-Enquêtes auprès des populations -Archives communales -Archives préfecture et sous préfecture des Bamboutos				
Activités			Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
			H	M	F			
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINCULT pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de la DDCULT.		x	x		Coût Administratif	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.		x	x	x	PM	
		1.3. Mobilisation des ressources		x	x	x	PM	
		1.4. construction et équipement de la DDCULT		x	x	x	50 000 000	
	02	Plaidoirie auprès du MINATD pour la création de 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda		x	x	x	Coût Administratif	
	03	3.1. Plaidoirie auprès du MINATD pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement d'un poste de gendarmerie dans la localité de		x	x		Coût Administratif	

		Balatchi .						
		3.2. Réalisation des études de faisabilité.	x	x	x		PM	
		3.3. Mobilisation des ressources	x	x	x		PM	
		3.4. construction et équipement du poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi.	x	x	x		15 000 000	
TOTAL 25							65 000 000	Coût estimatif

5.2.26. Cadre Logique de la stratégie du secteur Environnement et Protection de la Nature.

Problème Général : Faible prise en compte des aspects socio environnementaux dans l'implémentation et la réalisation des activités communales.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Prise en compte des aspects socio environnementaux dans l'implémentation et la réalisation des activités communales				
Objectifs spécifiques	01	Assurer un environnement sain dans la commune de Mbouda.	-Existence d'un paquet minimum d'engins des travaux publics. -Rapport d'étude d'impacts des projets réalisés dans la Commune -Nombre de structures de traitement des déchets installées et opérationnels. -Organigramme de fonctionnement du service de voirie municipale mis en oeuvre.	-archive de : Commune, DDEP/Btos	
	02	Développer et renforcer les capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale dans l'optique de gérer durablement les écosystèmes et conserver la biodiversité.	-Nombre d'atelier de renforcement de capacité initié.	-archive de : Commune, DDEP/Btos	
Résultats	01	Voirie Municipale mieux organisée.	-Existence d'un paquet minimum d'engins des travaux publics. -Nombre de structures de traitement des déchets installées. -Organigramme de fonctionnement du service de voirie municipale.	-archive de : Commune, DDEP/Btos	
	02	Capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale développées et renforcées.	-Nombre d'atelier de renforcement de capacité initié.	-archive de : Commune, DDEP/Btos	
Activités				Moyens	Coût
				H M F	Conditions préalables de réalisation
	01	1.1. Plaidoyer auprès du Conseil Municipal pour la Création et l'organisation d'un service de voirie municipale (élaboration de l'organigramme du service de la voirie municipale).	x	x	
					Coût Administratif

		1.2. Création de 01 décharge municipale				20.000.000	
		1.3. Acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	x	x	x	(voir secteur Institution Communale)	
		1.4. Recherche de partenariats avec des structures de traitement des déchets et de production du compost et du biogaz	x	x	x	2.000 000	
		1.5. Susciter l'aménagement des fosses septiques par la population (augmenter le nombre de fosses sceptique de 50% par rapport à l'existant).	x	x	x	(voir secteur santé publique)	
		1.6. Organiser des campagnes de sensibilisation dans toutes les écoles, les lycées et sur toute l'étendue du territoire Communal en vue d'encourager le respect des règles d'hygiènes de base par les élèves et l'ensemble de la population.	x	x	x	(voir secteur santé publique)	
		1.7. Aménager les zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols.	x	x	x	(voir secteur développement urbain et habitat)	
		1.9. Aménagement des espaces verts	x	x	x	5.000.000	(voir également l'apport du secteur développement urbain et habitat)
		1.10. Reboisement des zones sensibles de l'espace communal	x	x	x	30.000.000	
	02	2.1. Organisation des ateliers de renforcement des capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale dans l'optique de gérer durablement les écosystèmes et conserver la biodiversité.	x	x	x	5 000 000	
		2.2. Création d'une cellule communale chargée du suivi des aspects socio environnementaux de tous les projets.				Coût Administratif	
TOTAL 26						62 000 000	Coût estimatif

5.2.27. Cadre Logique de la stratégie du secteur Recherche Scientifique et Innovation

Problème Général : Difficultés d'accès des populations aux avantages liés aux progrès de la recherche scientifique

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global					
Objectifs spécifiques	01	Créer, construire et équiper une antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda.	-Acte de création de l'antenne expérimentale de l'IRAD de Mbouda -PV de réception des travaux de construction et d'équipement de l'antenne expérimentale de l'IRAD de Mbouda	-Archives Communes, MINRESI, DDEP/Btos, DDDUH/Btos	
	02	Identifier et répertorier les structures agréées de production des multiplicateurs locaux, des semences et des souches améliorées.	Listing des adresses et contacts des structures de production et les multiplicateurs locaux agréés de semences et de souches améliorées.	-Archives Communes	
	03	Créer des points de vente des semences et de souches améliorées dans les grandes zones de production agropastorales (Balatchi, Ngouaya...)	-Nombre de points de ventes créés et fonctionnels. -Les semences et les souches améliorées sont disponibles dans les points de vente agréés.	-Archives Communes, MINRESI, DDEP/Btos, DDDUH/Btos	
	04	Vulgariser les produits issus de la recherche scientifique	Base de données actualisée disponible sur les structures et résultats de la recherche	-Archives Communes, MINRESI	
Résultats	01	01 antenne expérimentale de l'IRAD créée, construite et équipée et fonctionnelle	-Acte de création de l'antenne expérimentale de l'IRAD de Mbouda -PV de réception des travaux de construction et d'équipement de l'antenne expérimentale de l'IRAD de Mbouda	-Archives Communes, MINRESI, DDEP/Btos, DDDUH/Btos	
	02	Structures de production et multiplicateurs locaux de semences identifiés et répertoriés	Listing des adresses et contacts des structures de production et les multiplicateurs locaux agréés de semences et de souches améliorées.	-Archives Communes	
	03	points de vente des semences et de souches améliorées créés et fonctionnels.	-Nombre de points de ventes créés et fonctionnels. -Les semences et les souches améliorées sont disponibles dans les points de vente agréés.	-Archives Communes, MINRESI, DDEP/Btos, DDDUH/Btos	
	04	Les produits issus de la recherche scientifique sont	Base de données actualisée	-Archives Communes,	

		vulgarisés	disponible sur les structures et résultats de la recherche			MINRESI					
Activités						Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
						H	M	F			
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINRESI pour inscription au BIP de l'ouverture d'une antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda					x	x		Coût Administratif	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.					x	x	x	PM	
		1.3. Mobilisation des ressources					x	x	x	PM	
		1.4. construction et équipement de l'antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda					x	x	x	80 000 000	
	02	Faire un inventaire des structures de production et des multiplicateurs de semences et mettre leurs adresses à la disposition des producteurs					x	x	x	500 000	
	03	Plaidoirie auprès du MINRESI et du Conseil Municipal pour la création des points de vente des semences et de souches améliorées dans les grandes zones de production agropastorales (Balatchi,Ngouaya...)					x	x		Coût Administratif	
		Organiser des rencontres entre les centres de recherches et les populations à la base.					x	x	x	10 000 000	
	04	Organisation de 01 foire et exposition par an au sein de la Commune de Mbouda.					x	x	x	5.000.000	5.000.000/foire
TOTAL 27									95 500 000	Coût estimatif	

5.2.28. Cadre logique de la stratégie du secteur Communication

Problème Général : Difficultés d'accès aux réseaux audiovisuels dans la Commune de Mbouda.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Faciliter l'accès aux réseaux audiovisuels dans la commune de Mbouda						
Objectifs spécifiques	01	Améliorer la qualité du signal télé et radio de la CRTV dans l'espace communal de Mbouda.	-Amélioration de la qualité de réception du signal télé et radio. - Amélioration de la qualité de réception du signal des autres chaînes de radio	-Enquêtes auprès des ménages			
	01	Créer, construire et équiper une radio communautaire dans la commune de Mbouda.	01 radio communautaire équipée et fonctionnelle	-archives communales -archives MINCOM Enquêtes auprès des ménages sur l'effectivité de l'émission des informations en provenance de ladite radio			
Résultats	01	La qualité du signal télé et radio de la CRTV dans l'espace communal de Mbouda Améliorée.	-Amélioration de la qualité de réception du signal télé et radio. - Amélioration de la qualité de réception du signal des autres chaînes de radio	-Enquêtes auprès des ménages			
	01	Radio communautaire Créée, construite et équipée.	01 radio communautaire équipée et fonctionnelle	-archives communales -archives MINCOM Enquêtes auprès des ménages sur l'effectivité de l'émission des informations en provenance de ladite radio			
Activités			Moyens		Coût	Conditions préalables de réalisation	
			H	M			F
	01	1.1. Plaidoirie auprès du MINCOM pour inscription au BIP de l'installation des antennes de relais de la CRTV dans l'espace communal	x	x		Coût Administratif	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.	x	x	x	PM	
		1.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		1.4. Installation des antennes de relais de la CRTV dans la Commune de Mbouda	x	x	x	PM	
	02	2.1. Plaidoirie auprès du MINCOM pour inscription au BIP de la	x	x		Coût Administratif	

		Création, la construction et l'équipement d'une radio communautaire dans la commune de Mbouda.					
		2.2. Réalisation des études de faisabilité.	x	x	x	PM	
		2.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	PM	
		2.4. Construction et équipement de la radio communautaire de Mbouda	x	x	x	150.000.000	
TOTAL 28						150 000 000	Coût estimatif

5.2.29. Cadre logique de la stratégie du secteur Institution Communale

Problème Global : Insuffisance des capacités organisationnelles et de gestion de l'institution communale.

	Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la gestion et l'administration de l'institution communale				
Objectifs spécifiques	01	Augmenter de 50% au moins le niveau de prestation des services au sein de l'institution communale à travers l'optimisation de la gestion des ressources humaines.	- 01 organigramme conforme à l'arrêté n°136 du 14/08/2009 -01 profil de carrière -01 cahier des charges -Nombre de Séminaires et de renforcement des capacités	-Archives Communales (Rapports d'exécution)	
	02	Optimiser la gestion des ressources financières	- 01 fichier du contribuable de la Commune de Mbouda. -Nombre de Séminaires et d'ateliers de renforcement des capacités	-Archives Communales (Rapports d'exécution)	
	03	Augmenter de 50% les recettes communales à travers le développement des AGR.	-Nombre d'activités génératrices de revenus. -Taux d'augmentation des recettes communales.	-Archives Communales (Rapports d'exécution)	
	04	Doter l'Institution Communale du paquet minimum d'engins des travaux publics à l'horizon 2016 : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	-PV de réception du paquet minimum d'engins des travaux publics.	-Archives Communales (Rapports d'exécution)	
	05	Etendre les locaux abritant les services communaux au regard des compétences transférées par l'Etat	PV de réception des travaux d'extension locaux abritant les services communaux.	-Archives Communales (Rapports d'exécution)	
Résultats	01	Gestion des ressources humaines Optimisée	Echelle de déploiement des ressources humaines de la Commune	-Archives Communales (Rapports d'exécution)	
	02	Gestion des ressources financières Optimisée	-Augmentation du taux de recouvrement des recettes de la Commune -Indice de Gouvernance	-Registre des recettes Communales -Rapports d'enquêtes d'évaluation de la gouvernance (auditeur externe)	
	03	Activités génératrices de revenus Développées.	-Augmentation du taux de recouvrement des recettes de la Commune. -Degré de liberté par rapport aux recettes fiscales et aux partenaires au développement.	-Registre des recettes Communales. -Rapport d'analyse statistique.	
	04	Institution Communale dotée en paquet minimum d'engins des travaux publics à l'horizon 2016 :	-Nombre d'activités génératrices de revenus.	-Archives de la Commune	

		-01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	-Taux d'augmentation des recettes communales.				
	05	Locaux abritant les services communaux Etendus	-PV de réception du paquet minimum d'engins des travaux publics.	-Archives Communales -Archives DDTP, DDUH, DDAF, DDEP.			
Activités				Moyens	Coût	Conditions préalables de réalisation	
				H M F			
01	1.1.	Elaboration d'un organigramme conforme à l'arrêté n°136 du 14/08/2009	x	x	x	PM	
	1.2.	Elaboration d'un profil de carrière	x	x	x	PM	
	1.3.	Elaboration d'un cahier des charges en vue de spécifier les tâches du personnel communal.	x	x	x	PM	
	1.4.	organisation des séminaires d'imprégnation du personnel communal et du Conseil Municipal sur les enjeux liés à la décentralisation et leur impact sur les activités de l'institution communale, avec un accent particulier sur les activités additionnelles au regard des compétences effectivement transférées	x	x	x	PM	
	1.5.	Renforcement des capacités du personnel de gestion des ressources humaines.	x	x	x	PM	
	1.6.	Recrutement des personnes handicapées conformément à la réglementation en vigueur	x	x	x	PM	
	1.7.	Informatisation de tous les services de la Commune et création d'un site web.	x	x	x	PM	
	1.8.	formation de l'ensemble du personnel à l'utilisation de l'outil informatique et sur les techniques d'archivage des documents.	x	x	x	PM	
	1.9.	Renforcer les capacités de l'exécutif communal en matière de lobbying	x	x	x	PM	
	1.10.	Renforcer la coopération intercommunale au niveau national, régional et international.	x	x	x	PM	
02	2.1.	Renforcement des capacités des membres de la CCPM en vue de la maîtrise des techniques d'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO).	x	x	x	PM	
	2.2.	Renforcement des capacités du personnel de gestion en vue de la mise en œuvre d'une comptabilité analytique conformément aux exigences des textes en vigueur dans le cadre de la gestion du service public.	x	x	x	PM	
	2.3.	Etablissement du fichier du contribuable de la Commune de Mbouda	x	x	x	PM	
	2.4.	Intensification des opérations de recouvrement dans les marchés secondaires.	x	x	x	Coût administratif	
03	3.1.	Organisation de la gare routière	x	x	x	(voir secteur Transport)	
	3.2.	Construction et équipement d'un abattoir municipal et de 07 mini abattoirs communautaires.	x	x	x	100.000.000	
	3.3.	Construction d'une boucherie moderne à Mbouda	x	x	x	50.000.000	
	3.4.	Construction d'une chambre froide communautaire.	x	x	x	50.000.000	
		Construction de 01 hôtel communal.	x	x	x	(voir secteur Tourisme)	
	3.5.	Construction de 01 centre artisanal culturel sur la place forte de Mbouda	x	x	x	(voir secteur Culture)	
	3.6.	Aménager le stade municipal de Mbouda	x	x	x	(voir secteur sport et Education	

						Physique)	
	04	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	x	x		Coût administratif	
		4.3. Mobilisation des ressources	x	x	x	Coût administratif	
		4.4. Acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	x	x	x	PM	
	05	Construction et/ou extension des locaux abritant les services communaux	x	x	x	PM	
TOTAL 29						200 000 000	Coût estimatif

5.3. Coût estimatif du PCD de la commune de Mbouda

N°	Désignation	Montant (FCFA)
01	SECTEUR EDUCATION DE BASE	4 151 562 000
02	SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	3 444 750 000
03	SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	150 000 000
04	SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	3 534 600 000
05	SECTEUR COMMERCE	3.000 000
06	SECTEUR CULTURE	430 000 000
07	SECTEUR AFFAIRES SOCIALES	270 000 000
08	SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	128 600 000
09	SECTEUR EAU ET ENERGIE	1 924 800 000
10	SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE DECENTRALISATION	65 000 000
11	SECTEUR ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	1 153 800 000
12	SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	403 500 000
13	SECTEUR TRAVAUX PUBLICS	PM
14	SECTEUR DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES	136 000 000
15	SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	57 000 000
16	SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	62 000 000
17	SECTEUR FORET ET FAUNE	159 400 000
19	SECTEUR JEUNESSE	210 250 000
19	SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	95 500 000
20	SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	105 250 000
21	SECTEUR POSTE ET TELECOMMUNICATION	50.000.000
22	SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	3 000 000
23	SECTEUR INDUSTRIE MINE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	40 300 000
24	SECTEUR SANTE PUBLIQUE	146 500 000
25	SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	430.000.000
26	SECTEUR TRANSPORT	7 250 000
27	SECTEUR TOURISME	1 340 000 000
28	SECTEUR COMMUNICATION	150 000 000
29	INSTITUTION COMMUNALE	200 000 000
TOTAL PCD		18 852 062 000

Sources : Résultat des analyses

NB : PM ces rubriques ne seront évaluées qu'à l'issue de l'attribution des marchés y relatifs basées sur les offres.

5.4.- Plan d'utilisation et de gestion des terres (PUGT)

L'agenda 21, le sommet de la terre tenue en Juin 1992 à Rio définit la gestion durable des terres comme « *l'utilisation des ressources en terres, y inclus les sols, l'eau, les animaux et les plantes, pour la production de biens destinés à satisfaire les besoins présents de l'humanité et ceux des générations futures, tout en assurant le maintien de leurs fonctions environnementales* ».

La gestion durable des terres (GDT) est, sous cet angle, une approche holistique, intégrée et générale centrée sur l'usage prudent des écosystèmes et la productivité des terres, et destinée à aider les pays soumis à une forte dégradation des terres à atteindre les objectifs de développement du millénaire, en particulier ceux liés à la lutte contre la pauvreté et la faim (MDG1) et à la gestion durable de l'environnement (MDG7).

Dans le contexte du Plan Communal de Développement, la GDT désignera l'ensemble des mécanismes qui permettent d'améliorer de manière durable la productivité et l'efficacité des différentes formes de capitaux des pauvres, à savoir :

- Le capital naturel (sols, faune, forêts, eaux, ressources halieutiques, ressources énergétiques...) ;

- Le capital social (rapports de confiance et de réciprocité, groupes, réseaux, droits coutumiers) ;
- Le capital humain (capacités, connaissances, savoir-faire, modes d'agir et bonne santé) ;
- Le capital physique (infrastructures de base, etc.).

5.4.1 Manifestations de la dégradation des terres dans la Commune de Mbouda

Les différents diagnostics et observations faites dans le cadre de l'élaboration de ce Plan Communal de Développement (PCD) montrent que plusieurs processus de dégradation des terres sont en cours dans la sous-région et que d'importantes ressources en terres sont affectées du fait de la dégradation.

Les principales manifestations de ces processus sont :

5.4.1.1. La baisse de la fertilité des sols :

La dégradation des sols se traduit concrètement par une érosion/perte de leur couche superficielle et une diminution de leur productivité agropastorale et des changements dans leurs propriétés biologiques, chimiques, physiques et hydrologiques. Le phénomène d'érosion existe dans la quasi-totalité de l'espace communal du fait du caractère élevé de son relief.

5.4.1.2. La dégradation de la végétation

La dégradation de la végétation se traduit en une modification de la structure du paysage avec un déclin sensible de la quantité et de la qualité des couvertures végétales. Bien que se résumant à des forêts tertiaires d'eucalyptus, La forêt naturelle est quasi inexistante ce qui accentue la dégradation des terres à travers une protection moindre des sols, une limitation de la reconstitution organique des sols, une capacité d'infiltration des eaux amoindrie car un eucalyptus très gourmand en eau.

5.4.1.3. La dégradation des ressources en eaux

La dégradation des ressources en eau est caractérisée par le rétrécissement de certains cours d'eau, notamment dans les hauteurs de Balatchi où certains agriculteurs dévient les lits des cours d'eau. Par ailleurs, ces derniers utilisent des motopompes pour l'arrosage de leurs plantations, ce qui a une incidence sur le potentiel hydraulique des villages situés en aval.

5.4.1.4. Une pression accrue sur les ressources liée à la croissance démographique ,

A la descente plus au Sud des troupeaux transhumants qui exploitent traditionnellement les zones de forte altitude, ces derniers sont contraints d'aller chercher vers les zones agricoles plus humides, de nouveaux pâturages et points d'eau. Cette pression liée à la croissance démographique conduit dans certains cas à des conflits violents entre les communautés notamment, les populations autochtones essentiellement agricoles et les nomades Bororos.

5.4.2. Causes de la dégradation des terres et des ressources naturelles

5.4.2.1. Forte densité démographique

Zone à forte densité démographique, l'arrondissement de Mbouda se caractérise par une surexploitation des terres par les activités agro pastorales. Les conséquences majeures qui en découlent sont l'érosion, le manque d'infiltration des eaux et le tarissement de la nappe phréatique.

5.4.2.2. Surpâturage et élevage transhumant

L'élevage des bovins constitue dans cette zone l'une des principales activités économiques. Des cheptels très importants en nombre de têtes sont parfois parqués sur un même espace pendant trop longtemps, provoquant de ce fait le surpâturage. Le surpâturage

est observé également le long des axes de transhumances occasionnant piétinement excessif et compactage des sols.

La transhumance est le déplacement massif de cheptels à la recherche de pâturages et de points d'eau. Dans ce cas, la dégradation est perçue comme un processus de diminution des ressources pastorales, suite à leur utilisation irrationnelle par l'élevage.

5.4.2.3. Pratique incontrôlée de l'écobuage.

C'est une pratique courante utilisée par les éleveurs, les agriculteurs. Le passage répété de ces feux de brousse, a des effets négatifs sur la végétation dont la croissance est fortement affectée. On aboutit au fil des années à l'appauvrissement de la composition floristique désormais favorable aux essences pyrorésistantes et au dénudement de grands espaces autrefois boisés.

5.4.2.4. Abondance de forêts d'eucalyptus.

L'absence de forêt proprement dite amène les populations à planter les eucalyptus à des fins de bois d'œuvres. Cette pratique résulte de l'ignorance des communautés sur les méfaits de cette espèce sur la nappe phréatique.

5.4.2.5. Exploitation irrationnelle du raphia.

Contrairement à l'eucalyptus dont l'une des caractéristiques principale est le dessèchement des sols, le raphia de par ses propriétés fixe dans le sol des molécules d'eau.

Cette espèce est aujourd'hui en voie de disparition pour des multiples raisons au nombre desquelles :

- la coupe abusive des bambous et nattes qui constituent les matières premières locales pour la construction et l'artisanat ;
- la cueillette incontrôlée de vin de raphia à des fins de consommation et qui constitue une source de revenu pour ceux qui la pratique ;
- la destruction des raphias à des fins agricoles notamment, la création des champs de cultures vivrières et maraichères.

Ces pratiques ont pour conséquences :

- la disparition progressive du raphia en tant que ressource naturelle ;
- le délaissement de l'artisanat local et la perte d'identité culturelle ;
- la raréfaction progressive du vin de raphia avec pour conséquence la perte de devises et la fragilité de l'économie locale ;
- l'assèchement du milieu et des cours d'eau ;
- la disparition du couvert végétal ;
- la raréfaction de l'eau pour les populations humaines, végétales et animales ;
- la disparition de la biodiversité et,
- la dégradation de l'environnement

5.4.3. Esquisse de solutions et mesures d'atténuations

Les professionnels de l'environnement, de la faune, des forêts de l'agriculture et de l'élevage s'accordent à reconnaître que des solutions alternatives existent et devraient faire l'objet d'une application de la part des populations en vue d'atténuer les effets pervers de l'eucalyptus, l'écobuage, l'érosion des sols et du phénomène de transhumance.

- **L'eucalyptus** : s'agissant particulièrement de cette espèce, des recherches ont prouvé que les espèces Grevilla et podocarpus entre autres ont les mêmes propriétés que l'eucalyptus à la seule différence qu'elles consomment des quantités très réduites d'eau.
- **L'écobuage** : pratique millénaire, l'écobuage a été de tout temps exercé dans l'ensemble du territoire national à l'insu des peuples ignorant ses effets néfastes.

Cependant, l'avancée scientifique et technologique dans les domaines de l'agriculture et de la forêt prouve de nos jours que l'application des techniques culturales modernes est un palliatif à l'écobuage. On peut citer entre autres techniques culturales l'utilisation des engrais minéraux.

- **L'érosion des sols** : s'agissant de la régénération des forêts, le législateur camerounais a pris les mesures allant dans le sens d'un reboisement des espaces communaux. En effet, la loi n°94/01 du 20 janvier 1994 dispose dans son article 33 que « chaque commune est tenue de respecter dans les villes un taux de boisement au moins égale à 800 m² de forêts par population de 1000 habitants. Il y a lieu de relever pour s'en féliciter, les décisions prises par l'exécutif communal de Mbouda qui a entamé en 2010 un vaste chantier de reboisement des Monts Bamboutos et dont la première phase a consisté à planter 3,5 hectares de forêts.
- **La transhumance** : tel que signalé plus haut, la pratique de la transhumance est la principale source de conflits entre éleveurs et agriculteurs de Balatchi avec toutes les conséquences sociologiques qu'ils entraînent. Afin d'éviter le nomadisme des éleveurs, plusieurs espèces végétales à l'instar du Bracharia et du Guatémala peuvent être plantées dans les hauteurs des monts bamboutos, zone par excellence de l'élevage dans la Commune de Mbouda au regard de la pédologie propice à la culture des espèces sus évoquées. Cette pratique si elle venait à être mise en œuvre permettrait de sédentariser les éleveurs et partant d'atténuer les conflits agropastoraux.

Compte tenu de ce qui précède, l'internalisation des mesures préconisées ci-dessus dans la politique de la Commune de Mbouda permettrait d'atténuer les effets pervers de la dégradation des terres et des ressources naturelles.

VI.- PROGRAMMATION

6.1.- CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES.

SECTEUR 1 : EDUCATION DE BASE										
PROBLEME GENERAL : DIFFICULTES D'ACCES A UNE EDUCATION DE BASE DE QUALITE										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Renforcer l'effectif du personnel de 78 enseignants dans les écoles publiques maternelles et primaires.	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour affectation du personnel enseignant dans les établissements primaires et maternels. (78 enseignants qualifiés).	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
02	Equiper les salles de classes en tables bancs (4362 tables bancs)	2.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de tables bancs (4362)	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		2.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		2.3. Fabrication et distribution de 4362 tables bancs	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation	-Commune -DDUB -maître d'œuvre				130.860.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	60 tables bancs en 2011 à l'EP de Bafemgha.
03	Equiper les écoles maternelles de 1991 petites et grandes chaises et tables.	3.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles maternelles de 1191 petites, grandes chaises et tables	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		3.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		3.3. Fabrication et distribution de 1191 petites, grandes chaises et tables	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation	-Commune -DDUB -maître d'œuvre				14.292.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP	596 petites, grandes chaises et tables/an

									-Microprojets parlementaires -CDV	
04	Construire et équiper 81 salles de classes dans les écoles primaires et maternelles de la Commune de Mbouda.	4.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 81 salles de classes	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		4.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		4.3. Construction de 81 salles de classes.	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				648.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	17 salles de classes en 2011.
05	Doter les écoles de 95 ordinateurs d'ici fin 2013.	5.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de 95 ordinateurs complets.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		5.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		5.3. Achat et distribution de 95 ordinateurs complets.	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation	-Commune -DDUB -maître d'œuvre				142.500.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	47 ordinateurs/an à partir de 2012
06	Construire 24 Blocs de latrines dans les écoles primaires et maternelles.	6.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 24 blocs de latrines	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		6.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		6.3. Construction de 24 blocs de latrines	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP				108.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets	-08 blocs de latrines/an -14 blocs de latrines en 2011.

				-DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV					parlementaires -CDV	
07	Construire 09 points d'eau dans les écoles primaires et maternelles.	7.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 09 points d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		7.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		7.3. Construction de 09 points d'eau.	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				72.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	03 Points d'eau/an
08	Construire et équiper 02 blocs administratifs respectivement à la DDEB et à l'ENIEG	8.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction et de l'équipement de 01 bloc administratif à la DDEB et 01 bloc administratif à l'ENIEG.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		8.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	
		8.3. construction et équipement de 01 bloc administratif à la DDEB et 01 bloc administratif à l'ENIEG.	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				50.000.000	-BIP -FEICOM	
09	Créer, construire et équiper une école primaire et maternelle franco-islamique dans la localité de Balatchi, chez les Bororos.	9.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la création d'une école primaire et maternelle franco-islamique dans la localité de Balatchi.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB				Coût administratif	/	
		9.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDUB -CDV				PM	/	

		9.3. construction et équipement de l'école primaire et maternelle franco-islamique	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				80 000 000	-Commune -BIP -Banque Islamique de Développement -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	
TOTAL SECTEUR EDUCATION DE BASE									1.165.732.000	
SECTEUR 2 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE										
Problème Général : difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Renforcer l'effectif du personnel en : -236 enseignants -08 surveillants -09 Censeurs -07 Conseillers d'orientation dans les établissements d'enseignement secondaire d'ici fin 2013.	Plaidoirie auprès du MINESEC pour affectation du personnel enseignant dans les établissements primaires et maternels. -236 enseignants -08 surveillants -09 Censeurs -07 Conseillers d'orientation enseignants qualifiés)	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/	
02	Equiper les salles de classes de 575 tables bancs.	2.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 575 tables bancs.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/	287 tables bancs/an
		2.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV				PM	/	
		2.3. Fabrication et distribution de 575 tables bancs	-PV de réception -Procès verbales de ventilation	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre				17.250.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	
03	Construire et équiper 02 ateliers dans les établissements d'enseignement	3.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 02 ateliers.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/	
		3.2. Mobilisation des	-Relevés bancaires	-Commune				PM	/	

	secondaire.	ressources	-Conventions de partenariats.	-DDESEC -CDV						
		3.3. Construction et équipement de 02 ateliers.	-PV de réception	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				50.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	
04	Construire et équiper 45 salles de classes dans les établissements d'enseignement secondaire de la Commune de Mbouda.	4.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire en salles de classes (45)	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/	
		4.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV				PM	/	
		4.3. Construction de 45 salles de classes	-PV de réception	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				360.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	06 salles de classes en 2011.
05	Doter les établissements d'enseignement secondaire de 60 kits scientifiques.	5.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 60 kits scientifiques.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/	
		5.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV				PM	/	
		5.3. Achat et distribution de 60 kits scientifiques.	-PV de réception	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre				6.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	
06	Doter les établissements d'enseignement	6.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des écoles	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/	

	secondaire de 50 ordinateurs.	primaires de 50 ordinateurs complets.							
		6.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV				PM	/
		6.3. Achat et distribution de 50 ordinateurs complets.	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre				75.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV
07	Construire 15 Blocs de latrines dans les établissements d'enseignement secondaire.	7.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de 15 blocs de latrines	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/
		7.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV				PM	/
		7.3. Construction de 15 blocs de latrines	-PV de réception	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				67.500.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV
08	Construire 06 points d'eau dans les établissements d'enseignement secondaire.	8.1. Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 06 points d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/
		8.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV				PM	/
		8.3. Construction de 06 points d'eau.	-PV de réception	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				48.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV
09	Aménager 05 fosses à ordures	9.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC				Coût administratif	/

dans 05 établissements d'enseignement secondaire.	l'aménagement de 06 fosses à ordures dans les établissements d'enseignement secondaire.									
	9.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDESEC -CDV					PM	/	
	9.3. Aménagement de 06 fosses à ordures	-PV de réception	-Commune -DDESEC -maître d'œuvre					PM	-Commune -CDV	
TOTAL SECTEUR 3 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE								623.750.000		
SECTEUR SANTE PUBLIQUE										
Problème Général : difficultés d'accès aux soins de santé de qualité										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Doter les 09 formations sanitaires existantes en équipements de santé et propharmacies : -Service de santé de district de Mbouda -CSI de Babété (Groupement Babété) -CSI de Nguese (Groupement Bamenkombo) -CSI de Bafemgha (Groupement Bamessingué) -CSI de Batoula (Groupement Bamessingué) -CSI de Lepi (Groupement Bamendjinda) -CSI de Bakouotio-Kouptetse (Groupement Balatchi) -CSI de Bafounda (Groupement Bafounda) -CSI de Bamesso (Groupement Bamesso) .	1.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la dotation en propharmacies et équipements des formations sanitaires: -Service de santé de district de Mbouda -CSI de Babété (Groupement Babété) -CSI de Nguese (Groupement Bamenkombo) -CSI de Bafemgha (Groupement Bamessingué) -CSI de Batoula (Groupement Bamessingué) -CSI de Lepi (Groupement Bamendjinda) -CSI de Bakouotio-Kouptetse (Groupement Balatchi) -CSI de Bafounda (Groupement Bafounda) -CSI de Bamesso (Groupement Bamesso) .	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	/	
		1.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDSANTE -CDV				PM	/	
		1.3. Equipement des formations sanitaires	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation	-Commune -DDSANTE -maître d'œuvre				90.000.000	-Commune -BIP	

	-CSI de Bamesso (Groupement Bamesso)									
02	Renforcer les formations sanitaires en personnel médical (Voir rapport consolidé du PCD qui couvre de manière exhaustive les besoins en personnel).	Plaidoirie auprès du MINSANTE pour affectation du personnel médical dans les formations sanitaires répertoriées.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	/	
03	Construire et équiper le centre de santé de Bamenkombo.	Construction et équipement du CSI de Bamenkombo	-PV de réception	-Commune -DDSANTE -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				50.000.000	-BIP	
04	Organiser 12 Campagnes de sensibilisation en collaboration avec le MINSANTE, GTZ, PNDP, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres dans l'optique de réduire de 50% le taux actuel de séroprévalence dans la Commune de Mbouda à l'horizon 2015.	4.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la tenue de 12 campagnes de sensibilisation.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	/	
		4.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDSANTE				PM	/	
		4.3. Tenue de 12 campagnes de sensibilisation	-listes de présence -prospectus et dépliants	-Commune -DDSANTE -CC, CDV -MINAS -MINPROF				750.000	-Commune - MINSANTE, GTZ, PNDP, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres	
05	Organiser 12 campagnes de dépistage gratuit des MST/VIH-SIDA en collaboration avec le MINSANTE, GTZ, PNDP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal de la tenue de 12 campagnes de dépistages volontaires.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	/	
		5.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDSANTE				PM	/	
		5.3. Tenue de 12 campagnes de dépistage volontaire	-fiches des patients dépistés	-Commune -DDSANTE				750.000	-Commune - MINSANTE, GTZ,	

				-CC, CDV -MINAS -MINPROF					PNDP, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres	
06	Renforcer en médicaments les structures de prise en charge des personnes infectées	6.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour le renforcement des structures de prise en charge en médicaments.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	/	
		6.2. Réception et distribution des médicaments dans les structures de prise en charge.	-PV de réception des médicaments. -bordereau de livraison	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	-Commune - MINSANTE, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres	
07	Susciter l'aménagement des fosses septiques par les populations (augmenter le nombre de fosses sceptique de 50% par rapport à l'existant).	7.1. Elaboration d'un planning de contrôle et de sensibilisation de la population sur la nécessité d'aménager des fosses septiques et de respecter les règles d'Hygiène et de salubrité (service d'hygiène communal).	-Chronogrammes de contrôle -Nombre de Campagnes de sensibilisations organisées.	-Commune -DDSANTE -DDEP -DDPROFF -DDAS -CC, CDV -Chefs traditionnels				Coût administratif	-Commune -CDV, CC	
		7.2. Tenue des différents contrôles et ateliers de sensibilisation avec la population.	Fiches communales de contrôle -Listes de présence des participants	Idem				1.000.000	-Commune -CDV, CC -APEE	
08	Organiser des campagnes de sensibilisation dans toutes les écoles, les lycées et sur toute l'étendue du territoire Communal en vue d'encourager le respect des règles d'hygiènes de base par les élèves et l'ensemble de la population.	8.1. Elaboration d'un planning de rencontres éducatives avec les élèves en partenariat avec le MINSANTE, MINEDUB, MINESEC et autres acteurs à identifier	-Chronogrammes des rencontres éducatives	Idem				Coût administratif	-Commune -autres partenaires	
		8.2. Tenue des différentes rencontres éducatives avec les élèves.	Fiches communales de contrôle -Listes de présence des participants	idem				5.000.000	-Commune -autres partenaires	
09	Redynamiser les activités de la croix rouge dans l'arrondissement de Mbouda à travers la création, la	9.1. Plaidoirie auprès des services de la croix rouge pour la création, la construction et l'équipement d'un centre médico-sanitaire dans la Commune de Mbouda..	-Acte de création -Conventions de partenariats.	-Commune -DDSANTE				Coût administratif	/	

	construction et l'équipement d'un centre médico-sanitaire	9.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDSANTE				PM	/	
		9.3. Construction et équipement du entre médico-sanitaire	-PV de réception des travaux de construction et d'équipement du centre médico-sanitaire	-Commune -DDSANTE -maître d'œuvre				PM	-Commune -Croix rouge -Elite locale	
TOTAL SECTEUR SANTE PUBLIQUE								147.500.000		
SECTEUR 4 : PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE										
Problème Général : Difficultés d'accès à l'éducation sociale des femmes et de la jeune fille.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Faciliter l'intégration des femmes et de la jeune fille dans les activités socioéconomiques	1.1. Organisation de 10 campagnes de sensibilisation en vue d'une prise de conscience des femmes et de la jeune fille.	-Listes de présence -Modules de formation -dépliants.	-Commune -DDPROFF -Consultants				4.000.000	-Commune -BIP	
		1.2. Organisation de 10 causeries éducatives	-Listes de présence -Modules de formation -dépliants.	-Commune -DDPROFF -Consultants				4.000.000	-Commune -BIP	
		1.3. Organisation des femmes en GIC/Coopératives	-Nombre de GIC/Coopératives	-Commune -DDPROFF -DDADER				Coût administratif	/	
02	Augmenter de 15% le niveau de scolarisation de la majorité des femmes et des filles	Organisation de 10 ateliers de renforcement des capacités (thème: Importance de l'autonomisation de la femme et de la jeune fille à travers les AGR)	-Listes de présence -Modules de formation -dépliants.	-Commune -DDPROFF -Consultants				4.000.000	-Commune -BIP	
03	Equiper le centre de promotion de la femme et de la famille en : -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 surfileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets.	3.1. plaidoirie auprès des pouvoirs publics pour inscription au BIP de l'équipement du CPF en : -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 sur-fileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	-Correspondances administratives.	-Commune -DDPROFF				Coût administratif	/	
		3.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDPROFF				Coût administratif	/	

		3.3. Achat et ventilation de -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 sur-fileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	-PV de réception	-Commune -DDPROFF -Maître d'œuvre			20.000.000	-Commune -BIP	
04	Organiser les journées commémoratives : -Journée internationale de la femme (08 mars); -Journée internationale de la famille (15 mai) ; -Journée internationale des veuves (23 juin) ; -Journée de la femme africaine (31 juillet) ; -Journée de la femme rurale (15 octobre) ; -15 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, etc.	4.1. Tenue des réunions préparatoires (réunions, points de presse, descentes sur le terrain, sensibilisation des cibles)	-Listes de présence -PV de réunions, points de presse etc...	-Commune -DDPROFF -Réseau des femmes -Partenaires			300.000	-Commune -BIP	
		4.2. Célébration des différentes journées	-Ordre du jour -Discours -Programmes des manifestations	-Commune -DDPROFF -Réseau des femmes -Partenaires			2.900.000	-Commune -BIP	
05	Appuyer la construction de 08 foyers communautaires de 08 tables et de 160 chaises	5.1. Identification des 08 communautés	Liste des Communautés à appuyer	-Commune			Coût administratif	/	
		5.2. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'appui à la construction de 08 foyers communautaires	-Correspondances administratives.	-Commune			Coût administratif	/	
		5.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune			Coût administratif	/	
		5.4. Appui à la construction de 08 foyers communautaires	-Reçus - Factures	-Commune			16.000.000	-Commune	
		5.5. Equipement des 08 foyers de 08 tables et de 160 chaises	-Reçus - Factures	-Commune			2.400.000	-Commune	
06	célébrer les mariages collectifs	Célébration des mariages collectifs.	-Registre des actes. -liste des couples identifiés.	-Commune -DDPROFF -CDV, CC			Coût administratif	/	

07	Construire et équiper la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	7.1. plaidoirie auprès des pouvoirs publics pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	-Correspondances administratives.	-Commune				Coût administratif	/	
		7.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune				Coût administratif	/	
		7.3. construction de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	-Reçus - Factures	-Commune				50.000.000	-BIP	
		7.4. Equipement de la Délégation Départementale de la promotion de la Femme et de la Famille	-Reçus - Factures	-Commune				25.000.000	-BIP	
TOTAL SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE								128.600.000		
SECTEUR 5 : AFFAIRES SOCIALES										
Problème Général : Dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables et sinistres										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	doter la commune de Mbouda d'un complexe multifonctionnel pour personnes vulnérables (Ecole pour Sourds-muets, handicapés moteurs, enfants abandonnés, personnes âgées, Infirmerie, infrastructures sportives, orphelinats).	1.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement d'un complexe multifonctionnel	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS				Coût administratif	/	
		1.2. Réalisation des Etudes de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception	-Commune -DDAS -Bureau d'études				15.000.000	-Commune -BIP PNDP	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDAS				Coût administratif	/	
		1.4. Construction du complexe multifonctionnel	-PV de réception	-Commune -DDAS -Maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				135.000.000	-Commune -BIP	
		1.5. Equipement du complexe multifonctionnel	-PV de réception	-Commune -DDAS						

				--Maître d'œuvre						
02	Offrir une assistance multiforme aux indigents et aux nécessiteux.	2.1. Identification des besoins réels des indigents et des nécessiteux	-Rapports d'identification -demandes d'aides réceptionnées	-Commune -DDAS				Coût administratif	/	
		2.2. Plaidoirie pour le financement auprès des acteurs sociaux	-Correspondances administratives.	-Commune				Coût administratif	/	
		2.3. Réception et distribution des dons en espèce et en matériel	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation. -Reçus	-Commune -DDAS -CC, CDV				9.000.000 + Dons en nature	-Commune -BIP -Croix rouge -ONG, Organisations Internationales -CC, CDV -Elite locale.	
03	Construire et équiper une unité de transformation du manioc en tapioca.	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation du projet de création d'une unité de transformation de manioc en tapioca.	Arrêté Municipal	-Commune -DDAS				Coût administratif	/	
		3.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception	-Commune -DDAS -Bureau d'études				3.000.000	-Commune	
		3.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -PNDP -autres partenaires au développement				PM	/	
		3.4. Construction et équipement de l'unité de transformation du manioc en tapioca.	-PV de réception - factures des équipements	-Commune -DDAS -Maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV				30.000.000	-Commune -Associations des personnes vulnérables. -PACA -ACEFA	
04	Célébrer les journées spécifiques : -Journée internationale de l'enfant africain ;	4.1. Tenue des réunions préparatoires (réunions, points de presse, descentes sur le terrain, sensibilisation des cibles)	-Listes de présence -PV de réunions, points de presse etc...	-Commune -DDAS -Réseau des femmes -Partenaires						
		4.2. Célébration des	-Ordre du jour	-Commune						

	- Journée internationale des personnes âgées ; -Journée internationale personnes handicapées - Journée internationale des populations autochtones etc...	différentes journées : - Journée internationale des personnes âgées ; -Journée internationale personnes handicapées - Journée internationale des populations autochtones etc..	-Discours -Programmes des manifestations	-DDAS -Réseau des femmes -Partenaires				-1.000.000 -1.000.000 -1.000.000	-Commune -BIP	
05	Doter la DDAS/Btos d'équipements divers	5.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la dotation de la DDAS/Btos en équipements divers	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS				Coût administratif	/	
		5.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception	-Commune -DDAS -Bureau d'études				Coût administratif	-Commune -BIP PNDP	
		5.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDAS				PM	/	
		5.4. équipement de la DDAS/Btos.	-PV de réception	-Commune -DDAS -Maître d'œuvre				8.000.000	-Commune -BIP	
06	Construire et équiper le centre social de Mbouda	8.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement du Centre Social de Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS				Coût administratif	/	
		6.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception	-Commune -DDAS -Bureau d'études				5.000.000	-Commune -BIP PNDP	
		6.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDAS				PM	/	
		6.4. Construction du Centre Social de Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDAS -Maître d'œuvre				54.000.000	-Commune -BIP	
		6.4. équipement du Centre Social de Mbouda.						8.000.000	Commune -BIP	
TOTAL SECTEUR AFFAIRES SOCIALES								270.000.000		
SECTEUR 6 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT.										

Problème Général : Difficultés d'accès à un habitat social décent dans un environnement sain.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Aménager des voiries et réseaux divers dans le centre urbain de Mbouda.	1.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour le projet d'aménagement de la voirie et des réseaux divers.	-PV des résolutions et recommandations du CM.	-Commune				Coût administratif	/	
		1.2. Identification des axes à aménager et des réseaux divers	-Carte des réseaux à aménager.	-Commune -DDDUH				Coût administratif	/	
		1.3. Etudes de faisabilité	-Devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception.	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre				PM	-Commune	
		1.4. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune				Coût administratif	/	
		1.5. Aménagement des axes et réseaux divers.	-PV de réception -Rapports des différentes levées.	-Commune -DDDUH -DDTP -DDEP.				PM	-Commune -BIP (MINTP) -BIP (MINDUH -Fonds routier	
		1.6. Divers travaux d'aménagement de la voirie	-PV de réception	-Commune -DDDUH -DDTP -DDEP				PM	-Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours)	
02	Doter le centre communal d'un plan d'occupation des sols en incluant : le marché de Mbouda par secteurs d'activités, les zones d'extensions urbanisées ou urbanisables en dehors du titre foncier de l'Etat n° 551 confondu à tort comme ville de Mbouda	2.1. Inscription au budget 2012 de l'établissement du plan d'occupation des sols de la ville de Mbouda.	-PV des résolutions et recommandations du CM.	-Commune				Coût administratif	/	
		2.2. Photographie aérienne	-Photos -papier rosace	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre				52.000.000	-Commune	
		2.3. Divers levés topographiques	-carte des levées topographiques	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre						
		2.4. Calculs topographiques	-carte des calculs topographiques							
		2.5. Report des données sur papier canson, calque, et contre calque, tirage des copies et cartographie	-papiers cansons, calques etc...	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre						
		2.6. Rédaction du rapport justificatif	-rapport	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre						

		2.7. Rédaction du règlement d'urbanisme	-règlement d'urbanisme	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre						
		2.8. Réalisation du plan d'occupation des sols	-plan d'occupation des sols.	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre						
03	Aménager les zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols.	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINDUH pour l'aménagement des zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDUH				Coût administratif	/	
		3.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception	-Commune -DDDUH -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP PNDP	
		3.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDDUH				PM	/	
		3.4. Réalisation des travaux d'aménagement des zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols	-PV de réception	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre				PM	-Commune -BIP	
04	Urbaniser certains quartiers du centre urbain de Mbouda par l'établissement des plans de lotissement desdits quartiers (Lafi, Montchio III...)	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINDUH du projet d'élaboration des plans de lotissement des quartiers de l'espace urbain communal (Lafi, Montchio III...)	-Correspondances administratives	-Commune -DDDUH				Coût administratif	/	
		4.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs disponibles	-Commune -DDDUH -Bureau d'études				PM	-Commune -Population	
		4.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDDUH				PM	-Commune -Population	
		4.4. Réalisation des plans de lotissement des quartiers de l'espace urbain communal	-PV de réception	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre				PM	-Commune -DDDUH	
05	Promouvoir et vulgariser l'utilisation des matériaux locaux	5.1. Recherche de partenariats avec les structures valorisant les matériaux locaux (MINRESI, MINPROMAIO,	-Conventions de partenariats.	-Commune -DDDUH				PM	-Commune	

	(Briques de terre stabilisées et autres).	structures locales...)								
		5.2. Organisation de 01 foire/exposition par an Thème : valorisation des matériaux locaux issus de la recherche (Briques de terre stabilisées et autres).	-Nombre de participants à la foire exposition	-Commune -DDDUH				5.000.000/an	-Commune -CDV, CC -Différents partenaires	
06	Aménager les parkings et espaces verts	6.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'aménagement des parkings et espaces verts dans l'espace urbain de la Commune de Mbouda	-Correspondances administratives	-Commune -DDDUH				Coût administratif	/	
		6.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs disponibles	-Commune -DDDUH -Bureau d'études				PM	-Commune -Population	
		6.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDDUH				PM	-Commune -Population	
		6.4. aménagement des parkings et espaces verts	-PV de réception	-Commune -DDDUH -Maître d'œuvre				PM	-Commune -DDDUH -DDTP -DDDAF	
TOTAL SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT.								52.000.000		
SECTEUR 7 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES										
Problème Général : Absence d'un plan cadastral dans le centre urbain communal.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Délimiter le centre urbain communal.	1.1. Plaidoirie pour la réalisation du projet de délimitation du centre urbain communal auprès du Conseil Municipal	-PV des résolutions et recommandations du CM.	-Commune				Coût administratif	-Commune	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité	-Devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception.	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre				80.000.000	-Commune	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune					/	
		1.4. Réunion de concertation avec les chefs de quartiers de l'espace urbain communal en vue de répertorier le nombre de quartiers et leurs limites naturelles	-Rapports de concertation	-Commune					-Commune	

		1.5. Implantation des bornes géodésiques	-Plan d'implantation des bornes géodésiques.						
		1.6. Photographie aérienne	-Photos -papier rosace	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre					
		1.7. Divers levés topographiques	-carte des levés topographiques	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre					
		1.8. Reprise plans lotissements existants et raccordement	-plans de lotissements et raccordement.	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre					
		1.9. Implantation repères de maîtrise espaces libres	-plans de localisation des repères	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre					
		1.10. Calculs topographiques	-carte des calculs topographiques	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre					
		1.11. Report des données et production plan cadastral sur papier canson, calque, contre calque et tirage des plans	-papiers cansons, calques etc...	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre					
02	Achever les travaux de construction de la DDDAF	2.1. Plaidoirie pour l'inscription au BIP des travaux de finition de la DDDAF	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDAF				Coût administratif	/
		2.2. Relance des travaux de finition	-PV de réception	-Commune -DDDAF -Maître d'œuvre				PM	-BIP
03	Equiper la DDDAF de 02 voitures tout terrain.	3.1. Plaidoirie pour l'inscription au BIP de l'équipement de la DDDAF de 02 véhicules tout terrain	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDAF				Coût administratif	-BIP
		3.2. Equipement de la DDDAF	-PV de réception	-Commune -DDDAF -Fournisseurs				56.000.000	-BIP
04	Sécuriser les terrains des populations en zones rurales	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation du projet de sécurisation du domaine communal rural	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDAF				Coût administratif	/
		4.2. se rapprocher des services de la sous préfecture	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDAF				Coût administratif	/

		et de la DDDAF								
05	Faciliter la sécurisation du domaine de l'espace urbain communal occupé ou exploité par chaque occupant	Informar les populations sur la procédure d'obtention des titres fonciers	-Communiqués radio/presse	-Commune -DDDAF				Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES								136.000.000		
SECTEUR 8 : FORET ET FAUNE										
Problème Général : Destruction abusive du couvert végétal et des espèces fauniques										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Lutter contre le braconnage et promouvoir l'élevage de certaines espèces fauniques conformément à la loi forestière	1.1. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'affectation des Eco-gardes à la DDFOF/Btos	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF				Coût administratif	/	
		1.2. Intensification les contrôles anti-braconnages	- Nombre de postes de contrôle anti-braconnage installés	-Commune -DDFOF -CDV, CC				Coût administratif	/	
		1.3. Saisie/vente aux enchères, contentieux des produits issus du braconnage	Rapport de saisie/destruction des espèces fauniques issues du braconnage.	-Commune -DDFOF -CDV, CC				Coût administratif	/	
		1.4. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'introduction de l'élevage non conventionnel (aulacodes etc...)	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF				Coût administratif	/	
		1.5. Formation des éleveurs	-Liste de présence -Parchemins distribués	-Commune -DDFOF -CDV, CC				PM	-BIP -Partenaires au développement	
		1.6. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'introduction de certaines espèces fauniques dans les forêts reboisées	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF				Coût administratif	/	
		1.7. Choix des espèces	-liste des espèces retenues	-DDFOF				10.000.000	-Commune -BIP	
		1.8. Introduction des espèces fauniques choisies dans les espaces reboisés.	-Nombre des espèces fauniques introduites.	-DDFOF				5.000.000	-Commune -BIP	
02	Lutter contre la coupe anarchique des arbres et arbustes	2.1. Campagne de sensibilisation des populations sur les méfaits de la coupe anarchique des arbres et	-Liste de présence -Comptes rendus des réunions	-Commune -DDFOF -CDV, CC				400.000	-Commune DDFOF	

		arbustes								
		2.2. Intensification des contrôles forestiers.	- Nombre de postes de contrôles forestiers	-DDFOF				Coût administratif	/	
		2.3. Saisies/vente aux enchères du bois/contentieux avec les contrevenants	Rapport de saisie/destruction.	-DDFOF				Coût administratif	/	
03	Promouvoir l'agroforesterie (plantation de Grevilla et autres espèces appropriées comme solution alternative aux eucalyptus)	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINFOF pour la promotion de l'agroforesterie	-Résolutions/ recommandations du CM	-Commune				Coût administratif	/	
		3.2. Création des forêts communales et communautaires conformément à la loi n°94/01 du 20 janvier 1994 dans son article 33.	-Arrêtés portant création des forêts	-Commune -DDFOF				50.000.000	-Commune -CC, CDV	
		3.3. Reboisement de 10,5 hectares des sommets des Monts Bamboutos à l'horizon 2013 (projet en cours d'exécution et nécessitant d'autres sources de financement).	-PV de réception	-Commune -DDFOF -CDV, CC				9.000.000	-Commune	
04	Lutter contre l'exploitation irrationnelle des raphias et des galeries forestières des bas-fonds	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINFOF pour la promotion de la culture des raphias.	-Résolutions/ recommandations du CM	-Commune -DDFOF -PNDP				Coût administratif	/	
		4.2. Réalisation d'une étude de faisabilité (Identifier les sites potentiels, recherche des semences appropriées, création des pépinières)	-Devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception.	-Commune -DDFOF -PNDP -Consultant				50.000.000	-Commune -BIP : DDADER, DDDUH, DDFOF -CDV	
		4.3. Mobiliser les ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune						
		4.4. Mise en terre et entretien des plants	-PV de réception -Rapport comité de suivi	-Commune -DDFOF						
05	Equiper les services de la DDFOF de 5 motos, 1 véhicule de liaison (tout terrain)	5.1. Plaidoirie auprès du MINFOF pour l'inscription au budget 2012 de l'achat de 05 motos et de 01 véhicule tout terrain	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF				Coût administratif	/	
		5.2. Achat et distribution des 05 motos et de 01 véhicule tout terrain	-PV de réception	-DDFOF.				35.500.000	BIP	
TOTAL SECTEUR FORET ET FAUNE								159.900.000		

SECTEUR 9 : INDUSTRIES MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
Problème Général : Difficultés dans l'exploitation, la gestion des carrières et l'implantation des industries.

N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Définir les zones propices à l'aménagement des carrières et Identifier leurs exploitants	1.1. Définition des zones exploitables	-liste des sites	-Commune -DDIMDT				Coût administratif	/	
		1.2. Sécurisation et protection de l'environnement	-carte des sites sécurisés	-DDIMDT -DDEP				PM	-BIP : DDIMDT, DDEP	
		1.3. Confection de la liste des exploitants	-liste des exploitants	-DDIMDT				Coût administratif	/	
02	Sensibiliser les exploitants et la Commune sur la nécessité d'obtenir leur autorisation ou permis d'exploitation délivré par le MINIMDT	Organisation de 02 campagnes de sensibilisation sur l'obtention des permis et autorisation d'exploitation	-listes de présence -Comptes rendus de réunions.	-DDIMDT				800.000	-BIP : DDIMDT	
03	Sensibiliser les exploitants et la Commune sur la nécessité de s'auto-équiper en matériel adéquats (Blouse, Bottes, gans, masses, marteaux, machines de concassage de pierre...)	Achat du matériel et des équipements de carrière.	- Factures exploitants -PV de contrôle (DDIMDT)	-Commune -Exploitants -DDIMDT				Secteur privé	-Commune Secteur privé	
04	- Doter la DDIMDT d'inspecteurs assermentés, de 02 ordinateurs et 02 motos de marque YAMAHA 125- Personnel administratif	4.1. Plaidoirie pour l'affectation d'inspecteurs assermentés et personnel administratif.	-Correspondances administratives	-Commune -DDIMDT				Coût administratif	/	
		4.2. Plaidoirie pour l'achat de 02 ordinateurs et 02 motos de marque YAMAHA 125	-Correspondances administratives	-Commune -DDIMDT				Coût administratif	/	
		4.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-DDIMDT				PM	/	
		4.4. Achat et distribution de 02 ordinateurs et 02 motos de marque YAMAHA 125	-PV de réception - Procès verbaux de ventilation	-DDIMDT -maître d'œuvre				10.000.000	-BIP	
05	Diffuser le code minier	Multiplication et diffusion du code minier	-Code minier	-DDIMDT				500.000	BIP	
06	Aménager les voies d'accès	6.1. Plaidoirie pour l'inscription au BIP de l'aménagement des	-Correspondances administratives	-Commune -DDIMDT				Coût administratif	/	

		voies d'accès vers les carrières							
		6.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDIMDT.				Coût administratif	
		6.3. Aménagement des voies d'accès	-PV de réception -Rapports de suivi	-Commune -DDIMDT -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM -Commune -BI P DDIMDT	
07	Instituer les taxes communales (taxes d'extraction et de transport) et la lettre de voiture en matière d'exploitation des carrières	7.1. Confection des carnets de taxes communales et des lettres de voiture	-Carnets de taxes et lettres de voitures	-Commune				1.000.000	-Commune
		7.2. Organisation des équipes de contrôle	-Ordres de mission -Notes de services	-Commune -DDIMDT				Coût administratif	-Commune - DDIMDT
08	Lutter contre l'exploitation illicite et le transport clandestin des produits de carrière	8.1. Plaidoirie auprès du CM pour la construction de 10 postes de contrôle à la sortie des carrières	-Correspondances administratives	-Commune				Coût administratif	/
		8.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune.				Coût administratif	/
		8.3. Construction et équipement de 10 postes de contrôle à la sortie des carrières	-PV de réception	-Commune -DDIMDT -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP -Maître d'œuvre.				5.000.000	-Commune
09	Organiser des journées technologiques au sein de la Commune de Mbouda.	9.1. Plaidoirie auprès du MINIMDT pour l'inscription au BIP de l'organisation des journées technologiques au sein de la Commune de Mbouda.	-Correspondances administratives					Coût administratif	/
		9.2. Organisation des journées technologiques	-Nombre de stands occupés par les opérateurs économiques	-Commune -DDIMDT				PM	-Commune -BIP
10	Faciliter l'implantation des industries agroalimentaires et de fabrication des produits	Mettre en place une stratégie concertée entre la Commune et les investisseurs.	-documents définissant la stratégie adoptée	-Commune -DDIMDT				PM	-Commune -Acteurs du développement -Elite locale

	cosmétiques dans la Commune de Mbouda (Ex : transformation des avocats en produits cosmétiques...)									
11	Doter la Délégation Départementale du MINIMIDT d'un véhicule tout terrain	11.1. Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de l'achat de 01 véhicule tout terrain mis à la disposition de la DDIMIDT/Btos,	-Correspondances administratives	-Commune -DDIMIDT				Coût administratif	/	
		11.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDIMIDT				Coût administratif	BIP	
		11.3. achat de 01 véhicules tout terrain pour la DDIMIDT/Btos,	-PV de réception	-Commune -DDIMIDT				23.000.000		
TOTAL SECTEUR INDUSTRIES MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE								40.300.000		
SECTEUR 10 : ELEVAGE, PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES										
Problème Général : Difficultés d'accès aux techniques modernes dans les activités pastorales										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Construire et équiper 01 centre zootechnique et de contrôle sanitaire vétérinaire (CZCSV) à Balatchi	1.1. Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 CZCSV à Balatchi	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA				Coût administratif	/	
		1.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'études				50.000.000	- BIP - Commune - Autres partenaires	
		1.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune						
		1.4 Construction de 01 CZCSV à Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP						
		1.5 Achat d'équipements pour les 01 CZCSV à Balatchi - 02 réfrigérateurs ; - 02 congélateurs ; - 02 incubateurs	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Fournisseur						
02	Subventionner 03 multiplicateurs de porcins/an	2.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la subvention de 10 multiplicateurs de	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA				Coût administratif	/	

		porcins							
		2.2 Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'études.			60.000.000	-PDFP -PACA -ACEFA -COMMUNE	
		2.3 Mobilisation des ressources.	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA					
		2.4 Achat et distribution des porcelets.	-PV de réception -PV de ventilation	-DDPIA -Fournisseur.					
03	Renforcer les capacités de 100 éleveurs	Organisation des séminaires. pour 100 éleveurs dans les différentes spéculations : poulets de chair, pondeuses, porcs, bovins, caprins, aulacodes, apiculture	-Listes de présence -Parchemins -Modules de formation.	-Commune -DDPIA			5.000.000	-MINEPIA -COMMUNE	
04	Réhabiliter la zone de pâturage de BALATCHI en éliminant les mauvaises herbes et en introduisant d'autres herbes (Bracharia, Gustemala, Moringa)	4.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la réhabilitation des zones de pâturage	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA			Coût administratif	/	
		4.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre			17.500.000	-Commune -PNDP -ACEFA -Forêt et environnement	Conflits fonciers
		4.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA					
		4.4 Achat des semences	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre					
		4.5 Achat de fils barbelés	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre					
		4.6 Réhabilitation des zones de pâturage	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP					
05	Créer 01 poste de contrôle zoosanitaire pour lutter contre les Epizooties et Zoonoses à Balatchi	5.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la création et l'équipement de 01 poste de contrôles zoo sanitaire à Balatchi	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA.			Coût administratif	/	
		5.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Maître			17.000.000	-BIP -COMMUNE -PNDP	

				d'œuvre						
		5.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA.						
		5.4 Construction de 01 poste de contrôles zoo-sanitaire	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP						
		5.5 Equipement de 01 poste de contrôle zoo-sanitaire	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre						
06	Organiser 98 GICs et 01 Union d'éleveurs par spéculation dans différents groupements	6.1 Sensibilisation des éleveurs en vue de la création de 98 GICs et 05 UNIONS	-Listes de présence -Parchemins -Modules de formation.	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre				Coût administratif	GIC Partenaires -CDV, CC -Populations	
		6.2 Montage technique des dossiers	-Dossiers techniques	-DDPIA -Commune						
		6.3 Légalisation des 680 GICs et de 05 Unions	-Attestations d'inscription	-DDPIA -DDADER						
07	Doter la Commune d'un parc vaccinogène	7.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 parc vaccinogène à Balatchi	-Correspondances administratives	-DDPIA -Commune				Coût administratif	/	
		7.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'étude				15.000.000	BIP COMMUNE PNDP ACEFA	
		7.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA						
		7.4 Construction de 01 parc vaccinogène à Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP						
		7.5 Equipement de 01 parc vaccinogène à Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Fournisseur						
08	Construire des points d'eau dans les zones de pâturage Balatchi	8.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de points d'eau dans la zone de	-Correspondances administratives.	-DDPIA -Commune				Coût administratif	/	

		pâturage de Balatchi							
		8.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'étude				5.500.000	- BIP - COMMUNE - ACEFA - PNUD - PACA
		8.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA					
		8.4 Construction de points d'eau dans la zone de pâturage de Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP					
		8.5 Equipement de points d'eau dans la zone de pâturage de Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Fournisseur					
09	Chercher les financements pour 08 microprojets/an	9.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA et autres partenaires pour la subvention de 08 microprojets/an	-Correspondances administratives.	-DDPIA -Commune				Coût administratif	/
		9.2 Identification des 08 microprojets	-liste des 08 projets identifiés	-DDPIA -Commune					/
		9.3 Réalisation des 08 études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'étude				PM	- BIP - COMMUNE - ACEFA - PNUD - PACA
		9.4 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA				PM	
		9.5 Financement des 08 microprojets annuels	-Contrat de financement	-Commune -DDPIA -CDV, CC				106.000.000	
10	Doter la Commune d'un bain de-tiqueur	10.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 bain de-tiqueur à Balatchi	-Correspondances administratives.	-DDPIA -Commune				Coût administratif	/
		10.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'étude				10.000.000	BIP COMMUNE PNDP ACEFA
		10.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPIA					
		10.4 Construction de 01 bain de-tiqueur à Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre -DDTP					

				-DDDUH -DDDAF -DDEP						
		10.5 Equipement de 01 bain dé-tiqueur à Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDPIA -Fournisseur						
TOTAL SECTEUR ELEVAGE, PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES								286.000.000		
SECTEUR 11 : TOURISME										
Problème Général : Difficultés d'épanouissement des populations dans les activités de tourisme										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Créer, construire et équiper un office communal du tourisme	1.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 office communal du tourisme à Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTOUR				Coût administratif	-Commune -PNDP -FEICOM	
		1.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTOUR -Bureau d'études				PM	-Commune	
		1.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTOUR				PM	-Commune	
		1.4 Acquisition et sécurisation du terrain	-Titre de propriété -Titre de donation	-Commune -DDTOUR -CDV, CC				PM	-Commune	
		1.5 Construction de 01 office communal du tourisme à Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDTOUR -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	-Commune -BIP -PNDP -FEICOM -Partenaires	
		1.6 Equipement de 01 office communal du tourisme à Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDTOUR -Maître d'œuvre				PM	-Commune -BIP -PNDP -FEICOM -Partenaires	
02	Créer, construire et équiper un parc d'attraction.	2.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 parc d'attraction à Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTOUR				Coût administratif	-Commune -PNDP -FEICOM	
		2.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTOUR -Bureau d'études				PM	-Commune	
		2.3 Mobilisation des	-Relevés bancaires	-Commune				PM	-Commune	

		ressources		-DDTOUR					
		2.4 Acquisition et sécurisation du terrain	-Titre de propriété -Titre de donation	-Commune -DDTOUR -CDV, CC				PM	-Commune
		2.5 Construction de 01 parc d'attraction à Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDTOUR -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				130.000.000	-Commune -BIP -PNDP -FEICOM -Partenaires
		2.6 Equipement de 01 parc d'attraction Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDTOUR -Maître d'œuvre				PM	-Commune -BIP -PNDP -FEICOM -Partenaires
03	Viabiliser les sites touristiques d'intérêt local (conformément au Décret n°20011/0005/PM du 13/01/2011) : -03 lacs -04 chutes - 03 grottes	3.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 03 lacs, de 04 chutes et de 03 grottes d'intérêt local	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTOUR				Coût administratif	
		3.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTOUR -Bureau d'études				50.000.000	-Commune -BIP -PNDP -FEICOM -Partenaires
		3.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTOUR					
		3.4 Choix des sites suivant leur importance ou leur taux de fréquentation	Liste des sites retenus	-Commune -DDTOUR -CDV, CC					
		3.5 Aménagement de 03 lacs, de 04 chutes et de 03 grottes d'intérêt local	-PV de réception	-Commune -DDTOUR -Maître d'œuvre					
		3.6. Equipement de 03 lacs, de 04 chutes et de 03 grottes d'intérêt local	-PV de réception	-DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP					
04	Renforcer le cadre institutionnel de la DDTOUR par la construction de la DDTOUR.	5.1 Plaidoirie auprès du MINTOUR pour inscription au BIP de la construction et équipement d'un bâtiment pour la DDTOUR/Btos	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTOUR				Coût administratif	/
		5.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTOUR -Bureau d'études				PM	

		5.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTOUR				PM	-Commune -BIP	
		5.4 Construction du bâtiment de la DDTOUR	-PV de réception	-Commune -DDTOUR				80.000.000	-PNDP -FEICOM	
		5.5. Equipement de la DDTOUR	-PV de réception	-Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				30.000.000	-Partenaires	
06	Créer les circuits et promouvoir les activités touristiques	7.1. Plaidoirie auprès du MINTOUR et du Conseil Municipal pour la Création et la promotion des circuits et activités touristiques dans la Commune de Mbouda						Coût administratif	/	
		7.2. Financement des actions promotionnelles du tourisme						PM	-Commune et autres personnes au Cameroun.	
TOTAL SECTEUR TOURISME								290.000.000		
SECTEUR 12 : TRAVAUX PUBLICS										
Problème Général : Mauvais état du réseau routier										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Créer de nouvelles routes rurales reliant les villages des différents groupements (30 Km linéaires /an) et construire les ouvrages d'arts	1.1 Plaidoirie auprès du MINTP en vue de la création de nouvelles pistes et de la construction d'ouvrages de franchissement reliant les 08 groupements	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTP				Coût administratif	/	
		1.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTP -Bureau d'études				PM	-COMMUNE -FEICOM -DDTP -Fonds routier	
		1.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTP				PM	/	
		1.4 Création de nouvelles pistes et construction d'ouvrages de franchissement reliant les 08 groupements	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	-COMMUNE -FEICOM -DDTP -Fonds routier	
02	Entretien des routes rurales et ouvrages d'arts existants à	2.1 Plaidoirie auprès du MINTP et du Conseil Municipal en vue de l'entretien des	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTP				Coût administratif	/	

	raison de 135 Km linéaires de routes par an (prendre en compte les travaux de réhabilitation des 40 pistes de collecte et des 40 ouvrages d'art identifiés dans le secteur Agriculture et développement rural).	pistes et ouvrages d'art dans les 08 groupements								
		2.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTP -Bureau d'études				PM	-COMMUNE -FEICOM -DDTP -Fonds routier	
		2.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTP				PM	/	
		2.4 Entretien des pistes et ouvrages d'art dans les 08 groupements	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	-COMMUNE -FEICOM -DDTP -Fonds routier	
03	Augmenter le nombre de barrières de pluie	3.1 Plaidoirie auprès du MINTP et du Conseil Municipal en vue d'augmenter/ réhabiliter les barrières de pluie dans les 08 groupements	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTP				Coût administratif	/	
		3.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDTP -Bureau d'études				PM	-COMMUNE -FEICOM -DDTP -Fonds routier	
		3.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTP					/	
		3.4 Construction de nouvelles barrières de pluie dans les 08 groupements	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP					-COMMUNE -FEICOM -DDTP -Fonds routier	
TOTAL SECTEUR TRAVAUX PUBLICS								PM		
SECTEUR 13 : COMMERCE										
Problème Général : Inorganisation des réseaux de commercialisation des produits										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Organiser les différents opérateurs économiques en syndicats	1.1 Plaidoirie auprès de la Commune, de la DDCOMMERCE et de la DDADER pour l'organisation des opérateurs économiques en syndicats	-Correspondances administratives.	-Commune DDCOMMERCE - DDADER				Coût administratif	/	
		1.2 Organisation de 04	-Listes de présence	-Commune				1.000.000	-Commune	

		campagnes de sensibilisation avec les opérateurs économiques/an	-Parchemins -Modules de formation.	DDCOMMERCE -Opérateurs concernés.					-Opérateurs économiques	
		1.3 Montage des dossiers	-Dossiers techniques	-Commune DDCOMMERCE -Opérateurs concernés.				PM	-Commune -Opérateurs économiques	
		1.4 Légalisation des syndicats	-Lettre de légalisation	-Commune DDCOMMERCE -Opérateurs concernés.				PM	/	
02	Construire et équiper 01 mini-marché de gros à Mbouda et 08 centres de collectes dans les groupements	2.1 Plaidoirie auprès de la Commune pour la construction et l'équipement de 01 mini-marché de gros à Mbouda et de 08 centres de collecte dans 08 groupements	-Correspondances administratives.	-Commune DDCOMMERCE				Coût administratif	/	
		2.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune DDCOMMERCE -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP -Opérateurs économiques	
		2.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTP				PM	/	
		2.4 Construction des infrastructures	-PV de réception	-Commune DDCOMMERCE				PM	-Commune -BIP -Opérateurs économiques	
		2.5 Equipement des infrastructures	-PV de réception	-Commune DDCOMMERCE -Maître d'œuvre				PM	-Commune -BIP -Opérateurs économiques	
03	Organiser les circuits de commercialisation des filières cacao et café	Réunion de concertation entre la DDADER, DDCOMMERCE et les professionnels départementaux des filières cacao et café	-Listes de présence -Rapports de concertation.	-Commune DDCOMMERCE - professionnels départementaux des filières cacao et café				1.000.000	-BIP - COMMUNE - CAPLABAM - GIC PRABA - Opérateurs économiques de la filière	
04	Assainir les marchés	4.1 Multiplication des contrôles des agents du MINCOMMERCE (missions	-Fiches de contrôle	-Commune DDCOMMERCE				Coût administratif	/	

		organiques)		-Forces de l'ordre						
		4.2 Saisie/destruction des produits impropres à la consommation	Rapport de saisie/destruction.	-Commune DDCOMMERCE -Forces de l'ordre				Coût administratif	/	La Saisie et la destruction est assurée par le contrevenant
05	Vulgariser les textes régissant l'activité commerciale au Cameroun (Loi 90/031)	Organisation de 04 ateliers de sensibilisation en partenariat avec les opérateurs du secteur commerce.	Nombre d'ateliers de sensibilisation organisés	-Commune DDCOMMERCE				1.000.000	-Commune -BIP	
TOTAL SECTEUR COMMERCE								3.000.000		
SECTEUR 14 : TRANSPORTS										
Problème Général : Difficultés de circulation des biens et des personnes										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Réhabiliter la gare routière A, construire, équiper et organiser une nouvelle gare routière en vue d'augmenter de 35% les recettes communales issues de cette activité.	1.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et de la DDTRANSPORT en vue de l'organisation efficiente de la gare routière de Mbouda et de la construction et équipement d'une nouvelle gare routière.	-Correspondances administratives.	-Commune -MINTRANS				Coût administratif	/	
		1.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -MINTRANS - Bureau d'études				5.000.000	-Commune	
		1.3 Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTP				PM	/	
		1.4 Réhabilitation de la gare routière	-PV de réception	-Commune -MINTRANS - Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	-Commune	
		1.5 Equipement de la gare routière	-PV de réception	-Commune -MINTRANS - Maître d'œuvre				PM	-Commune	
02	-Organiser le syndicat des motos taximan en vue de permettre à 75% des	2.1 Réunions de sensibilisation des membres du syndicat des motos taximan	-Listes de présence -Comptes rendus de réunions	-Commune -MINTRANS				500.000	/	
		2.2 Organisation des	-Nombre de permis	-Commune				1.500.000	/	

	conducteurs d'être en règle avec la législation en vigueur (obtention des permis A) et d'avoir une bonne maîtrise des principes fondamentaux du code de la route	examens en vue de l'obtention du permis A	de conduire -PV de la Commission	-MINTRANS -Auto-écoles						
03	Intensifier les contrôles de police dans le centre urbain	Intensification des contrôles des forces de maintien de l'ordre contre l'incivisme (racolage, engorgement de la chaussée, défaut de pièces administratives exigibles en matière de transport).	-Nombre de contraventions -Notes de services des forces de l'ordre.	-Commune -MINTRANS -Forces de l'ordre.				Coût administratif	/	
04	-Ramener à l'ordre et renforcer les capacités du personnel de la fourrière municipale sur les principes de bonne gouvernance.	4.1 Campagne de sensibilisation des agents communaux en service à la fourrière municipale	-Notes de services (sur la gouvernance)	-Commune				250.000	/	
		4.2 Stricte observation des dispositions réglementaires régissant l'activité dans les fourrières municipales	-Notes de services	-Commune				Coût administratif	/	
05	Aménager les parkings et matérialiser les routes	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'aménagement des parkings et routes dans l'espace urbain de la Commune de Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -MINTRANS				(voir secteur MINDUH)	/	
		5.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -MINTRANS - Bureau d'études					-Commune -Partenaires au Développement	
		5.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDTP						
		5.4. aménagement des parkings et routes	-PV de réception	-Commune -MINTRANS -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP						
TOTAL SECTEUR TRANSPORTS								7 250 000		
SECTEUR 15 : CULTURE										
Problème Général : Difficultés d'épanouissement des populations dans les activités de loisirs et de culture.										

N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Doter la Commune d'une Délégation Départementale de la culture	1.1. plaidoirie auprès du MINCULT pour la création, la construction et l'équipement de la délégation départementale de la Culture des Bamboutos.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT				Coût administratif	/	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDCULT -Bureau d'études				PM	-BIP	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDCULT				PM	/	
		1.4. Construction et Equipement de la DDCULT des Bamboutos	-PV de réception	-Commune -DDCULT -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				50.000.000	-BIP	
02	Vulgariser la culture et l'artisanat d'art local à travers l'institution des journées culturelles à l'échelle de la Commune et des groupements (01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par an et par groupement)	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'institution des journées culturelles à l'échelle de la Commune et des groupements par le biais de 01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par an et par groupement.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT				Coût administratif	/	
		2.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune, -CDV, CC -Chefs traditionnels. -DDCULT -Bureau d'études				40.000.000	-Commune -CDV, CC -Elite locale -partenaires au développement	
		2.3. Mobilisation des ressources nécessaires	-Relevés bancaires	-Commune -DDCULT					/	
		2.3. Mise en œuvre du projet	-PV de réception	-Commune -DDCULT -CDV, CC -Chefs traditionnels.					-Commune -CDV, CC -Elite locale -partenaires au développement	
03	Augmenter de 25% les recettes issues du secteur de la culture par la	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINCULT pour l'obtention d'une autorisation de Création	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT				Coût administratif	/	

	Création d'une plage artisanale urbaine sur la place forte de Mbouda	et de construction d'un centre artisanal culturel sur la place forte du centre urbain de Mbouda								
		3.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDCULT -Bureau d'études				50.000.000	-Commune -BIP	
		3.3. Acquisition et sécurisation du terrain	-Titre de propriété -Certificat de donation	-Commune -DDCULT -CDV, CC -Chefs traditionnels.					-Commune -BIP -CDV, CC -Elite locale -partenaires au développement	
		3.4. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDCULT					/	
		3.5. Construction et équipement du centre artisanal culturel	-PV de réception	-Commune -DDCULT -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP					-Commune -BIP	
04	Editer des dépliant sur les musés et monuments historiques.	4.1. plaidoirie auprès du conseil Municipal pour l'édition des dépliant sur les musés et circuits touristiques existants	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT				Coût administratif	/	
		4.2. Réalisation d'une étude de faisabilité en vue de sortir une maquette	-devis quantitatifs et qualitatifs -Rapports d'étude de faisabilité	-Commune -DDCULT -Bureau d'études				5.000.000	-Commune -CDV, CC	
		4.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDCULT						
		4.4. Edition des dépliant	-PV de réception	-Commune -DDCULT -Maître d'œuvre						
TOTAL SECTEUR CULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL								145.000.000		
SECTEUR 16 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL										
Problème Général : Difficultés d'accès aux techniques modernes dans les activités agricoles										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsable s et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Réhabiliter le PA de Babeté et le CEAC de Balatchi .	1.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la réfection du PA de Babeté et du CEAC de Balatchi	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	

		1.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études				PM	-COMMUNE -BIP -PNDP -FEICOM	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER				PM	/	
		1.4. Réfection du P.A de Babeté et du CEAC de Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDADER -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				20.000.000	-COMMUNE -BIP -PNDP -FEICOM	
02	Créer, construire et équiper 03 postes agricoles (PA) : - Badjutsit - Ngouaya - Bakouotio	2.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement des postes agricoles de : - Badjutsit - Ngouaya - Bakouotio	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		2.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études				60.000	-COMMUNE -BIP -PNDP -FEICOM	
		2.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER				PM		
		2.4. construction et équipement des PA de : - Badjutsit - Ngouaya - Bakouotio	-PV de réception	-Commune -DDADER -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				60.000.000	-COMMUNE -BIP -PNDP -FEICOM -CDV, CC	
03	Achever l'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda.	4.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP des travaux d'extension du bâtiment abritant les services de la DDADER de Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		4.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études				10.000.000	-BIP	
		4.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER						
		4.4. Réalisation des travaux d'extension du bâtiment	-PV de réception	-Commune -DDADER						

		abritant les services de la DDADER de Mbouda		-Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP						
04	Introduire les techniques culturales modernes.	5.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP du renforcement des capacités des agriculteurs.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		5.2. Recherche de partenariats auprès des partenaires techniques (ACEFA, PACA, GIZ etc...) pour le renforcement des capacités des agriculteurs.	-Nombre de partenariats conclus pour le renforcement des capacités des agriculteurs.	-Commune -DDADER				PM	-Commune	
		5.3. Organisation de 32 ateliers de Formations de 168 GIC à l'utilisation des engrais spécifiques et des techniques de compostage par ex: utilisation des plantes fertilisantes (02 formations par an et par groupement).	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -DDADER -Consultants				160.000.000	-Commune -BIP -Partenaires au développement -ACEFA -PACA -Programmes : maïs, Tubercules ...	
		5.4. viabilisation des sols, des reliefs accidentés (gestion durable des terres) dans les zones Balatchi et Bamessingue à l'horizon 2020. Ex1 : Utilisation des aménagements antiérosifs (Bief, Pierres, ou arbres). Ex2 : Utilisation des plantes améliorantes sur les collines et les terres appauvries. Ex3 : Réduction et/ou Elimination des eucalyptus dans la Commune à travers la promotion de l'utilisation des espèces alternatives (ex : <i>Le Grevilla et podocarpus</i>) Ex4 : Utilisation des plantes améliorantes.	-Nombre d'espèces plantées - linéaire d'aménagements antiérosifs.	-Commune -DDADER -Consultants -Partenaires au développement				48.000.000	-Commune -BIP -Partenaires au développement -ACEFA -PACA -Programmes : maïs, Tubercules ...	
05	Faciliter le financement des activités agricoles dans la Commune de Mbouda	6.1. Plaidoirie auprès du MINADER et des programmes de financement et d'appui au secteur agricole pour faciliter le financement des activités agricoles.	-Correspondances administratives	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	

		6.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER				PM	/	
		6.3. Financement de 80 GIC/Associations identifiées.	-Conventions/ Contrats de financement	-Commune -DDADER -Consultants -Partenaires au développement				80.000.000/an	-Commune -BIP -Partenaires au développement -ACEFA -PACA -Programmes : maïs, Tubercules ...	
		6.4. Facilitation de l'acquisition du matériel agricole et l'achat des intrants par la création de 01 centrale d'achats à Mbouda	-Conventions/ Contrats de financement	-Commune -DDADER -Consultants -Partenaires au développement -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				128.000.000	-Commune -BIP -Partenaires au développement -ACEFA -PACA -Programmes : maïs, Tubercules ...	
06	Pourvoir la DDADER en personnel d'encadrement -07 chefs de PA -01 Directeur de CEAC et, -36 cadres d'appui	7.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour l'affectation de : -07 chefs de PA -01 Directeur de CEAC et, -36 cadres d'appui	-Correspondances administratives	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
07	Réhabiliter 40 pistes de collecte	(Voir secteur Travaux Publics)	(Voir secteur Travaux Publics)					(Voir secteur Travaux Publics)		
08	Réhabiliter 40 ouvrages d'art	(Voir secteur Travaux Publics)	(Voir secteur Travaux Publics)					(Voir secteur Travaux Publics)		
09	Doter la Commune de 03 unités de transformation des produits agricoles (maïs, manioc, avocats etc...)	11.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 05 unités de transformation des produits agricoles	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		11.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études				PM	-BIP -Projets/programme (PACA, ACEFA...) -Partenaires au développement	
		11.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER				PM		
		11.4. Exécution des travaux de construction et d'équipement des 05 unités de transformation des produits	-PV de réception	-Commune -DDADER -Maître d'œuvre				150.000.000		

		agricoles.		-DDDUH -DDDAF -DDEP						
10	Doter la Commune de 08 motoculteurs	12.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de l'acquisition de 08 motoculteurs	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		12.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études				PM	-BIP -Projets/programme (PACA, ACEFA...) -Partenaires au développement	
		12.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER				PM		
		12.4. acquisition des 08 motoculteurs.	-PV de réception	-Commune -DDADER -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				64.000.000		
11	Construire et équiper les postes agricoles de : 1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bakassang 5. Bamendjinda	13.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la Construction et l'équipement des postes agricoles de :1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bakassang 5. Bamendjinda	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		13.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études				PM	-BIP -Projets/programme (PACA, ACEFA...) -Partenaires au développement	
		13.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER				PM		
		13.4. Exécution des travaux de construction et d'équipement desdits postes agricoles.	-PV de réception	-Commune -DDADER -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				100.000.000		
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL								820 060 000		
SECTEUR 17 : INSTITUTION COMMUNALE										
Problème Général : Insuffisance des capacités organisationnelles et de gestion de l'institution communale.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
	Augmenter de 50% au moins le niveau	1.1. Elaboration d'un organigramme conforme à	-Organigramme de la Commune de	-Commune -Consultant				PM	-Commune	

	de prestation des services au sein de l'institution communale à travers l'optimisation de la gestion des ressources humaines.	l'arrêté n°136 du 14/08/2009	Mbouda						
		1.2. Elaboration d'un profil de carrière	-Profil de carrière	-Commune -Consultant				PM	-Commune
		1.3. Elaboration d'un cahier des charges en vue de spécifier les tâches du personnel communal.	-Cahier de charges	-Commune -Consultant					-Commune
		1.4. organisation des séminaires d'imprégnation du personnel communal sur les enjeux liés à la décentralisation et leur impact sur les activités de l'institution communale, avec un accent particulier sur les activités additionnelles au regard des compétences effectivement transférées.	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -Consultant				PM	-Commune
		1.5. Renforcement des capacités du personnel de gestion des ressources humaines.	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -Consultant				PM	-Commune
		1.6. Recrutement des personnes handicapées conformément à la réglementation en vigueur	-Acte de recrutement	-Commune				Coût administratif	/
		1.7. Informatisation de tous les services de la Commune et création d'un site web.	-PV de réception du matériel informatique	-Commune -fournisseurs				PM	
		1.8. formation de l'ensemble du personnel à l'utilisation de l'outil informatique	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -Consultant				PM	-Commune
		1.9. Renforcement des capacités de l'exécutif communal en matière de lobbying	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -Consultant				PM	-Commune
02	Optimiser la gestion des ressources financières	2.1. Renforcement des capacités des membres de la CCPM en vue de la maîtrise des techniques d'élaboration des Dossiers d'Appels d'Offres (DAO).	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -Consultant				PM	-Commune
		2.2. Renforcement des capacités du personnel de	-Listes de présence -Modules de	-Commune -Consultant				PM	-Commune

		gestion en vue de la mise en œuvre d'une comptabilité analytique conformément aux exigences des textes en vigueur dans le cadre de la gestion du service public.	formation -Manuels de formation.						
		2.3. Etablissement du fichier du contribuable de la Commune de Mbouda	-fichier du contribuable	-Commune -Consultant				PM	-Commune
		2.4. Intensification des opérations de recouvrement dans les marchés secondaires.	-Fiches de recouvrement	-Commune				Coût administratif	/
03	Doter l'Institution Communale du paquet minimum d'engins des travaux publics à l'horizon 2016 : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	-Rapport du Conseil Municipal	-Commune				Coût administratif	/
		4.3. Mobilisation des ressources	-Relevés Bancaires	-Commune				Coût administratif	/
		4.4. Acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	-PV de réception	-Commune				PM	-Commune -FEICOM
04	Augmenter de 50% les recettes communales à travers le développement des AGR.	3.1. Organisation de la gare routière et aménagement d'une nouvelle gare routière		-Commune -Transport				(voir secteur Transport)	-Commune -Partenaires au Développement
		3.2. Construction et équipement d'un abattoir municipal conventionnel	-PV de réception	-Commune -DDPIA				30.000.000	-Budget d'investissement Communal
		3.3. Construction d'une boucherie moderne à Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDPIA				50.000.000	-Commune -Partenaires au Développement
		3.5. Construction de 01 centre artisanal culturel sur la place forte de Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDCULT				(voir secteur Culture)	-Commune -Partenaires au Développement
TOTAL SECTEUR 18 : INSTITUTION COMMUNALE								80 000 000	Coût Indicatif, PM (à évaluer)
SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE									

Problème Général : Difficulté d'épanouissement des populations dans les activités sportives.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Aménager et équiper 04 infrastructures sportives dans la Commune : -Stade municipal, -Court de tennis, -Jardins publics pour jeux de société, -Parcours Vita.	1.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et de la DDSEP en vue de l'aménagement et de l'équipement de 04 infrastructures sportives à Mbouda	-Correspondances administratives	-Commune -DDSEP				Coût administratif	/	
		1.2. Identification de 03 sites pour l'aménagement : - Court de tennis - Jardins publics pour jeux de société - Parcours Vita	-Titre de propriété -Certificats de donation	-Commune -DDSEP -CDV, CC -Chefs Traditionnels				Coût administratif	/	
		1.3 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDSEP -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP -MTN Cameroon. -Autres sponsors.	
		1.4 Mobilisation des ressources	-Relevés Bancaires	-Commune -DDSEP				PM	/	
		1.5 Aménagement de la piste d'athlétisme au stade municipal	-PV de réception	-Commune -DDSEP -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	-Commune -MTN Cameroon. -Autres sponsors	
		1.6 Construction de 03 infrastructures - Court de tennis - Jardins publics pour jeux de société - Parcours Vita	-PV de réception	-Commune -DDSEP -DDTP -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	-Commune -BIP -MTN Cameroon. -Autres sponsors	
		1.7 Equipement de 04 infrastructures : -Stade municipal - Court de tennis - Jardins publics pour jeux de société - Parcours Vita	-PV de réception	-Commune -DDSEP -Maître d'ouvrage				-280.000.000 -40.000.000 -30.000.000 -80.000.000	-Commune -BIP -MTN Cameroon. -Autres sponsors	
02	Doter la DDSEP de 30 cadres de jeunesse et d'animation/ encadreurs sportifs	Plaidoirie auprès du MINSEP en vue de l'affectation de 30 cadres de jeunesse et d'animation/encadreurs sportifs	-Correspondances Administratives	-Commune -DDSEP				Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE								430 000 000		

SECTEUR 19 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS										
Problème Général : Difficulté d'accès aux technologies de l'information et de la communication										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Initier un projet d'installation de 01 télé-centre communautaire dans la commune de Mbouda en collaboration avec les responsables techniques du MINPOSTEL.	1.1. Plaidoirie auprès du MINPOSTEL pour inscription au BIP de la construction et de l'équipement d'un télé-centre communautaire	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPOSTEL -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPOSTEL				PM	/	
		1.4. construction et équipement du télé-centre communautaire.	-PV de réception	-Commune -DDPOSTEL -Maître d'œuvre -DDDUH, DDDAF -DDEP				PM	-Commune -BIP	
02	Créer, aménager et équiper un centre multimédia au sein de la Bibliothèque Municipale.	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 centre multimédia.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER				Coût administratif	/	
		2.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPOSTEL -Bureau d'études				PM	-Commune -Partenaires au développement -FEICOM	
		2.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDPOSTEL				PM	/	
		2.4. Construction et équipement d'un centre multimédia au sein de la bibliothèque municipale.	-PV de réception	-Commune -DDPOSTEL -Maître d'œuvre -DDDUH, DDDAF -DDEP				50.000.000	-Commune -Partenaires au développement -FEICOM	
TOTAL SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS								50 000 000		
SECTEUR 20 : JEUNESSE										
Problème Général : Taux élevé de chômage des jeunes dans la Commune de Mbouda.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Doter la Commune	1.1. Plaidoirie auprès du	-Correspondances	-Commune				Coût	/	voir Secteur Emploi

	de Mbouda de 01 centre d'encadrement et de divertissement des jeunes.	MINJEUN, MINPMEESA pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 01 structures d'encadrement et de divertissement des jeunes	administratives.	-DDEFOP				administratif		et Formation Professionnelle)
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDEFOP -Bureau d'études				100.000.000	/	voir Secteur Emploi et Formation Professionnelle)
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune - DDEFOP					/	voir Secteur Emploi et Formation Professionnelle)
		1.4. structures d'encadrement et de divertissement des jeunes	-PV de réception	-Commune - DDEFOP -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP					/	(voir Secteur Emploi et Formation Professionnelle)
02	Organiser 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat.	2.1. Plaidoirie auprès du conseil Municipal pour la tenue de 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat.	-Correspondances administratives	-Commune -DDJEUN				Coût administratif	/	
		2.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires					PM	/	
		2.3. Recherche de partenariats	-Contrats signés	-Commune -DDJEUN				PM	-Commune	
		2.4. Organisation des 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat.	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -Consultant				10.000.000	-Commune -DDJEUN	
03	Faciliter l'accès des jeunes aux programmes/sources de financement pour la réalisation	3.1. Regroupement des jeunes en GICS et associations	-Arrêtés des GICS créés	-Commune -DDJEUN				250.000	-Commune -DDJEUN -Elite locale -partenaires au développement	

	des AGR.	3.2. Education des jeunes à la citoyenneté et à la formation des GICS et Associations	-Adhésion des jeunes aux GICs et aux actions citoyennes	-Commune -DDJEUN				Formation organisée conjointement avec celle du renforcement de capacités des jeunes sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus	-Commune -DDJEUN -Elite locale -partenaires au développement	
		3.3. Organisation de 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la recherche de financement des microprojets.	-Listes de présence -Modules de formation -Manuels de formation.	-Commune -DDJEUN -Consultant				Formation organisée conjointement avec celle du renforcement de capacités des jeunes sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus	-Commune -DDJEUN	
		3.4. Organiser des stages rémunérés et colonies de vacances au sein de la Commune de Mbouda	-Nombre de stages octroyés par la Commune	-Commune -DDJEUN				PM	-Commune -Elite locale	
		TOTAL SECTEUR JEUNESSE							110.250.000	
SECTEUR 21 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE										
Problème Général : Taux de Chômage élevé dans la Commune de Mbouda.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Doter la Commune de Mbouda de 04 centres de formation professionnelle publics aux petits métiers.	1.1. Plaidoirie auprès du MINFOP pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 01 centre de formation professionnelle.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEFOP				Coût administratif	/	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDEFOP -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP	

		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune - DDEFOP				Coût administratif	/	
		1.4. construction et équipement de 01 centre de formation professionnelle.	-PV de réception	-Commune - DDEFOP -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				100.000.000	-Commune -BIP.	
02	Informer er les capacités des populations de la ville de Mbouda sur les opportunités d'emploi de l'heure et sur les projets et programmes de financement des projets existants.	2.1. Organisation de 01 atelier de renforcement des capacités des populations de la ville de Mbouda sur les opportunités d'emploi de l'heure et sur les projets et programmes de financement existants.	-Modules de formations - Affiches -listes de présence	-Commune - DDEFOP -partenaires				1.000.000	-Commune -BIP. -Partenaires au développement	
		2.2. Tenue de 01 journée porte ouverte par an en vue d'orienter les jeunes vers le choix des activités génératrices de revenus	-Nombre d'employeurs présents -Nombre de participants	-Commune - DDEFOP				2.500.000	-Commune -BIP. -Partenaires au développement	
TOTAL SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE								103.500.000		
SECTEUR 22 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE										
Problème Général : Non souscription à la sécurité sociale de la quasi-totalité des corps de métiers du secteur privé et de la société civile existant dans la Commune de Mbouda.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Cœuvrer à la transformation de 20% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain en emplois formels à l'horizon 2015 et souscrire une assurance sociale aux personnes concernées	Plaidoirie auprès du MINTSS pour la transformation de 20% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain en emplois formels à l'horizon 2015 et souscription à une assurance sociale	-décisions de recrutement -livret de souscription CNPS -nombre d'emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain	-DDTSS -Commune -autres partenaires				Coût administratif (CA)	/	
02	Inciter à la mise en place dans au moins 08 villages de la commune de Mbouda d'une mutuelle de santé communautaire à l'horizon 2020.	2.1. Plaidoirie auprès du MINTSS pour sensibiliser les populations à créer et rendre opérationnelles les mutuelles de santé communautaires	-Correspondances administratives	-DDTSS -Commune -autres partenaires				Coût administratif (CA)	/	
		2.2. Accompagnement à la mise en place et la légalisation de 08 mutuelles de santé	-nombre de mutuelles opérationnelles -nombre de membres					3.000.000	-Commune -BIP	

		communautaire dans la commune de Mbouda	par mutuelle							
TOTAL SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE								3 000 000		
SECTEUR 23 : EAU ET ENERGIE										
Problème Général : difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Doter la Commune de 36 points d'eau potable.	1.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de la construction de 36 points d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE				Coût administratif	/	-02 points d'eau par groupement/an et 04 points d'eau/an dans l'espace urbain Communal.
		1.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -DDEE -CDV, CC				PM	/	
		1.3. Construction de 36 points d'eau	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre				288.000.000	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV	Privilégier les localités où il ya des écoles et les CSI. -01 point d'eau en 2011.
02	Réactualiser les projets abandonnés (Projet Hauts Plateaux de l'Ouest).	2.1. Plaidoirie auprès Conseil Municipal pour la réactualisation du projet hauts Plateaux de l'Ouest (cas du projet de Balatchi dans le cadre de l'aménagement des zones de captage des Monts Bamboutos et l'extension du réseau de distribution).	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE				Coût administratif	/	
		2.2. Réactualisation des études de faisabilité existantes.	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapports études géophysiques -PV de réception	-Commune -DDEE -Bureaux d'études				PM	/	
		2.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -MINEE -CDV, CC				PM	/	
		2.4. Exécution des travaux.	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre -CC, CDV				PM	-Commune -BIP -FEICOM -PNDP -Microprojets parlementaires -CDV -autres partenaires	

								au développement	
03	Aménager 24 sources d'eau.	3.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de l'aménagement de 24 sources d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE				Coût administratif	/
		3.2. Réalisation des études de faisabilité	-rapports études géophysiques	-Commune -DDEE -Bureaux d'études				PM	/
		3.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -MINEE -CDV, CC				PM	/
		3.4. aménagement de 24 sources d'eau	-PV de réception	-Commune -MINEE -CDV, CC				96.000.000	
04	Reboiser en Raphias ou autres espèces appropriées, les aires de captage d'eau.	Reboisement en raphias des zones de captage d'eau	/	/	/	/	/	/	(Voir planification du secteur Faune et Forêt, activité 04)
05	Renforcer les capacités des populations sur la maîtrise des procédures de potabilisation de l'eau, de façon régulière ou périodique.	5.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la tenue de 08 ateliers de renforcement des capacités des populations sur la maîtrise des procédures de potabilisation de l'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -MINEE				Coût administratif	/
		5.2. tenue des 08 ateliers de renforcement des capacités	-Listes de présence -Modules de formation -dépliants.	-Commune -MINEE -DDSANTE				800.000	-Commune -CDV -autres partenaires au développement
06	Renforcer la puissance installée (puissance actuelle : 1000 KVA) en vue d'avoir une alimentation permanente et suffisante pouvant permettre l'extension du réseau électrique.	6.1. plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement du renforcement de la puissance installée	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE				Coût administratif	/
		6.2. Remplacement de tous les équipements vétustes par des équipements nouveaux adaptés, durables et conventionnels.	-PV de réception	-Commune -DDEE				PM	-Commune -BIP DDEE -PPTE -AER
07	Etendre le réseau électrique de moyenne et basse tension dans l'ensemble des	7.1. plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement de l'extension du réseau électrique de moyenne et basse tension	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE				Coût administratif	/

	villages de la commune de Mbouda. (prendre en compte prioritairement les 50 lignes des écoles et les 04 lignes des établissements d'enseignement secondaire).	dans l'ensemble des villages de la Commune de Mbouda (en particulier les 50 lignes des écoles et les 04 lignes des établissements d'enseignement secondaire).							
		7.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDEE -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP DDEE -PPTE -AER
		7.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDEE				PM	
		7.4. Extension du réseau électrique dans les villages	-PV de réception -Linéaire augmenté	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	
		7.5. lutter contre les réseaux pirates ou toiles d'araignées dans l'espace urbain et les villages à travers la tenue de campagnes de sensibilisation et la facilitation de l'accès des populations à l'énergie électrique auprès de AES-SONEL ou autres.	-Listes de présence -Nombre de campagnes tenues -Comptes rendus des réunions	-AES/SONEL -AER -CC, CDV				PM	
08	Valoriser les sources d'énergie renouvelable. (notamment dans la zone de Balatchi à travers l'utilisation des aérogénérateurs et la valorisation de la production de l'énergie solaire.	8.1. plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement de 02 projets de valorisation des sources d'énergie renouvelable.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE				Coût administratif	/
		8.2. Réalisation des études de faisabilité et autres travaux de recherche pour développer les sources d'énergie renouvelable.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDEE -Bureau d'études				PM	-Commune -BIP DDEE -PPTE -AER
		8.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDEE				PM	
		8.4. Réalisation des 02 projets identifiés.	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF -DDEP				PM	

TOTAL SECTEUR EAU ET ENERGIE						384.800.000				
SECTEUR 24 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE										
Problème Général : Faible prise en compte des aspects socio environnementaux dans l'implémentation et la réalisation des activités communales.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsable s et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
	Assurer un environnement sain dans la commune de Mbouda.	1.1. Plaidoyer auprès du Conseil Municipal pour la Création et l'organisation d'un service de voirie municipale (élaboration de l'organigramme du service de la voirie municipale).	Correspondance administrative	-Commune				Coût Administratif	/	
		1.2. Création de 01 décharge municipale	-Titres d'acquisition des terrains -Plan de la décharge -Autorisation de la DDEP	-Commune -DDEP				20.000.000	-Budget d'investissement de la Commune -Partenaires au développement	
		1.3. Acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	(voir secteur Institution Communale)						(voir secteur Institution Communale)	
		1.4. Recherche de partenariats avec des structures de traitement des déchets.	-partenariats conclus	-Commune				2.000 000	-Commune	
		1.5. Susciter l'aménagement des fosses septiques par la population (augmenter le nombre de fosses sceptique de 50% par rapport à l'existant).	(voir secteur santé publique)						(voir secteur santé publique)	
		1.6. Organiser des campagnes de sensibilisation dans toutes les écoles, les lycées et sur toute l'étendue du territoire Communal en vue d'encourager le respect des règles d'hygiènes de base par les élèves et l'ensemble de la population.	(voir secteur santé publique)						(voir secteur santé publique)	
		1.7. Aménager les zones habitées à éboulement ou à érosion rapide et permanente des sols.	(voir secteur développement urbain et habitat)						(voir secteur développement urbain et habitat)	

		1.9. Aménagement des espaces verts	-PV de réception des travaux d'aménagement des espaces verts	-Commune -DDEP -DDDUH				5.000.000	-Commune -BIP DDEP -BIP DDDUH	(voir également l'apport du secteur développement urbain et habitat)
		1.10. Reboisement des zones sensibles de l'espace communal	-PV de réception des travaux de reboisement des zones sensibles de l'espace communal	-Commune -DDEP -DDDUH				30.000.000	-Commune -BIP DDEP -BIP DDDUH -partenaires au développement (GIZ, PNDP...)	
02	Développer et renforcer les capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale dans l'optique de gérer durablement les écosystèmes et conserver la biodiversité.	2.1. Organisation des ateliers de renforcement des capacités institutionnelles et les ressources humaines de l'institution Communale dans l'optique de gérer durablement les écosystèmes et conserver la biodiversité.	-Listes de présence -Modules de formation	-Commune -MINEP -MINFOF				5 000 000	-Commune -PNUD -PNDP -Autres partenaires au développement	
		2.2. Création d'une cellule communale chargée du suivi des aspects socio environnementaux de tous les projets.	-Acte de création de la Cellule	-Commune				Coût Administratif		
TOTAL SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE								62.000.000		
SECTEUR 25 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION										
Problème Général : Difficultés d'accès des populations aux avantages liés aux progrès de la recherche scientifique										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Créer, construire et équiper une antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda.	1.1. Plaidoirie auprès du MINRESI pour inscription au BIP de l'ouverture d'une antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda	-Correspondances administratives	-Commune -IRAD				Coût Administratif	/	
		1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapports études	-Commune -IRAD -Bureau d'études				PM	-Commune -CDV, CC	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -IRAD				PM	-Commune -CDV, CC	
		1.4. construction et équipement de l'antenne expérimentale de l'IRAD dans la Commune de Mbouda	-PV de réception	-Commune -IRAD -Maître d'œuvre -DDDUH -DDDAF				80 000 000	-Commune -CDV, CC -IRAD -MINRESI -MINADER -Autres partenaires	

				-DDEP					au développement	
02	Identifier et répertorier les structures agréées de production des multiplicateurs locaux, des semences et des souches améliorées.	Faire un inventaire des structures de production et des multiplicateurs de semences et mettre leurs adresses à la disposition des producteurs	Listing des adresses et contacts des structures de production et les multiplicateurs locaux agréés de semences et de souches améliorées.	-Commune				500 000	-Commune -CDV, CC	
03	Créer des points de vente des semences et de souches améliorées dans les grandes zones de production agropastorales (Balatchi, Ngouaya..)	3.1. Plaidoirie auprès du MINRESI et du Conseil Municipal pour la création des points de vente des semences et de souches améliorées dans les grandes zones de production agropastorales (Balatchi, Ngoaya...)	-Correspondances administratives	-Commune -MINADER				Coût Administratif	/	
		3.2. Organiser des rencontres entre les centres de recherches et les producteurs à la base.	-Listes de présence -Ordre du jour	-Commune -IRAD				10 000 000	-Commune -CDV, CC -IRAD -MINRESI -MINADER -Autres partenaires au développement	
04	Vulgariser les produits issus de la recherche scientifique	Organisation de 01 foire et exposition par an au sein de la Commune de Mbouda.	-Nombre de structures présentes	-Commune -IRAD -DDIMIDT				5.000.000	-Commune -CDV, CC -IRAD -MINRESI -MINADER -Autres partenaires au développement	
TOTAL SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION								95.500.000		
SECTEUR 26 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT										
Problème Général : Faible développement des entreprises et de l'économie locale dans la Commune de Mbouda.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Renforcer la puissance installée (puissance actuelle 1000 KVA) en vue d'avoir une alimentation permanente et suffisante devant permettre l'installation des	1.1. Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement du renforcement de la puissance installée	(Vor secteur Eau et Energie)	(Vor secteur Eau et Energie)				(Vor secteur Eau et Energie)	(Vor secteur Eau et Energie)	
		1.2. Remplacement de tous les équipements vétustes par des équipements nouveaux adaptés et durables.	(Vor secteur Eau et Energie)	(Vor secteur Eau et Energie)				(Vor secteur Eau et Energie)	(Vor secteur Eau et Energie)	

	industries									
02	Faciliter l'accès aux sources de financement des porteurs de projets productifs auprès des institutions financières locales, nationales et internationales.	2.1. Plaidoirie auprès du MINPMEESA et du Conseil Municipal pour inscription au BIP du renforcement des capacités des porteurs de projets sur le montage et le financement des projets 2.2. Organiser les séminaires de renforcement des capacités des jeunes sur le montage des projets productifs.	-Correspondances administratives -Listes de présence -Ordre du jour	-Commune -MINPMEESA				Coût administratif	/	
03	Créer une zone industrielle et susciter l'installation des petites et moyennes entreprises dans l'espace communal en vue de la transformation des produits locaux (transformation des avocats en produits cosmétiques par exemple)	3.1. Plaidoirie auprès du MINPMEESA et du Conseil Municipal pour inscription au BIP du financement de l'aménagement d'une zone industrielle dans la Commune de Mbouda 3.2. Mobilisation des ressources 3.3. Choix et aménagement du site pour la création des entreprises dans l'espace communal conformément aux normes édictées par la MAGZI	-Correspondances administratives -Relevés bancaires -Conventions de partenariats. -titre de propriété. -Plan de morcellement	-Commune -Commune -Commune -MINDAF -MINDUH				Coût administratif	-Commune	
								PM	-Commune	
								100 000 000	-Commune -CC, CDV	
04	Améliorer la promotion de l'économie sociale et de l'artisanat dans la Commune de Mbouda.	4.1. Organiser une plate forme pluri acteurs (Commune, DDFOP, DDPMEESA, DDIMDT, DDCULT, DDTOUR...) dans l'optique de fédérer les programmes gouvernementaux de promotion de l'industrie, de l'artisanat etc... 4.2. Créer un répertoire des artisans et des entreprises artisanales au niveau de la Commune 4.3. Sensibiliser les acteurs de l'économie sociale et de l'artisanat à se regrouper en GIC ou associations 4.4. Assistance des artisans par l'octroi de matériel de production et la facilitation à	-liste de présence -Compte rendu et résolutions de la rencontre. -répertoire disponible -Communiqués radio-presse -Noms des artisans assistés	-Commune -DDPMEESA -Commune -DDPMEESA -Commune -DDPMEESA -Commune -DDPMEESA				250.000	-Commune Budget de fonctionnement DDPMEESA	
								Coût administratif	/	
								5.000.000	-Commune Budget de fonctionnement DDPMEESA	
								PM	-Commune Budget de fonctionnement	Cet appui dépend des partenariats et des programmes

		l'obtention de diverses formes d'appui et sources de financement.							DDPMEESA	existant
		4.5. Organiser un salon de l'artisanat chaque année	-Liste des artisans présents					PM	-Commune -Budget de fonctionnement DDPMEESA -Partenaires au développement -Elite, CDV	
TOTAL SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT								105.250.000		
SECTEUR 27 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR										
Problème Général : Difficultés d'accès aux services de l'enseignement supérieur de qualité.										
N°	Objectifs spécifiques	Activités	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période de réalisation			Coût estimatif en FCFA	Source de financement	Observations
					A1	A2	A3			
01	Faciliter l'implantation de 01 structure privée de formation supérieure dans la Commune de Mbouda	Organiser des rencontres avec les responsables des structures de formation supérieure.	-Ordres de mission -PV de rencontres	-Commune -MINESUP				PM	-Commune	
02	Créer construire et équiper un centre de formation supérieure d'Agronomie	2.1. Plaidoirie auprès du MINESUP pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 01 centre de formation supérieure d'Agronomie	-Correspondances administratives	-Commune				Coût administratif	/	
		2.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires -Conventions de partenariats.	-Commune -MINESUP				PM	-Commune	
		2.3. Construction et équipement du centre de formation supérieure d'Agronomie.	-PV de réception des travaux de construction et d'équipement effectués	-Commune -MINESUP -Bureau d'études DDDUH, DDTP -DDDAF				150.000.000	-Commune -MINESUP -Autres partenaires	
TOTAL SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR								150.000.000		
SECTEUR 28 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE ET MAINTIEN DE L'ORDRE										
Problème Général : Difficultés d'accès à certains services déconcentrés dans la Commune de Mbouda.										
01	Créer construire et équiper la délégation départementale de la Culture.	1.1. Plaidoirie auprès du MINCULT pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de la DDCULT.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT				Coût Administratif	/	

		1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDCULT				PM		
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDCULT				PM		
		1.4. construction et équipement de la DDCULT	-PV de réception	-Commune -MINESUP -Maître d'œuvre DDDUH, DDTP -DDDAF				50 000 000	BIP	
02	Créer 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda.	Plaidoirie auprès du MINATD pour la création de 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -Préfecture				Coût Administratif	/	
03	Créer construire et équiper un poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi en vue de limiter les cas d'agressions et de braquage des éleveurs et grands agriculteurs.	3.1. Plaidoirie auprès du MINATD pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement d'un poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi .	-Correspondances administratives.	-Commune -Préfecture				Coût Administratif	/	
		3.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -Préfecture -Gendarmerie				PM	-BIP	
		3.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -Préfecture				PM		
		3.4. construction et équipement du poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi.	-PV de réception	-Commune -Préfecture -Maître d'œuvre DDDUH, DDTP -DDDAF				15 000 000		
TOTAL SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE ET MAINTIEN DE L'ORDRE								65.000.000		
SECTEUR 29 : COMMUNICATION										
Problème Général : Difficultés d'accès aux réseaux audiovisuels dans la Commune de Mbouda.										
01	Améliorer la qualité du signal télé et radio de la CRTV dans l'espace communal de	1.1. Plaidoirie auprès du MINCOM pour inscription au BIP de l'installation des antennes de relais de la CRTV dans l'espace communal	-Correspondances administratives.	-Commune -MINCOM -CRTV				Coût Administratif	/	

	Mbouda.	1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -MINCOM -CRTV				PM	/	
		1.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -MINCOM -CRTV				PM	/	
		1.4. Installation des antennes de relais de la CRTV dans la Commune de Mbouda	-PV de réception	-Commune -MINCOM -Maître d'œuvre DDDUH, DDTP -DDDAF				PM	-Commune -BIP MINCOM -CRTV	
02	Créer, construire et équiper une radio communautaire dans la commune de Mbouda.	2.1. Plaidoirie auprès du MINCOM pour inscription au BIP de la Création, la construction et l'équipement d'une radio communautaire dans la commune de Mbouda.	-Correspondances administratives.	-Commune -MINCOM -CRTV				Coût Administratif	/	
		2.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -MINCOM				PM	/	
		2.3. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -MINCOM				PM	/	
		2.4. Construction et équipement de la radio communautaire de Mbouda	-PV de réception	-Commune -MINCOM -Maître d'œuvre DDDUH, DDTP -DDDAF				150.000.000	-Commune -BIP MINCOM -Partenaires au développement	
TOTAL SECTEUR COMMUNICATION								150.000.000		
TOTAL GENERAL DU CDMT								6 063 792 000		

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du plan triennal

6.2.1. Principaux impacts environnementaux potentiels.

6.2.1.1. Sur le plan économique

A l'observation, l'ensemble, les activités de la plupart des corps de métiers recensés dans l'espace urbain communal utilisent l'énergie électrique malheureusement peut abondante. Ce constat est valable tant pour les administrations, les ménages, la société civil bref tous les acteurs économiques de la Commune de Mbouda.

L'amélioration de l'énergie électrique viendrait en n'en point douter booster le rendement l'efficience de ces acteurs économiques.

Au plan agropastoral, la prise en compte des mesures édictées dans la planification contribuerait significativement à améliorer le tissu économique de la Commune de Mbouda et partant de renforcer l'indice de développement humain (IDH).

Il n'est pas superflu de rappeler le Vieil adage qui dit « *là où la route passe le développement suit* ». Le réseau routier de la Commune de Mbouda est une illustration parfaite de cet adage. En effet, la précarité des routes est le principal frein à la mobilité des personnes et des biens et partant de l'activité commercial.

La nature n'a pas beaucoup favorisé la commune de Mbouda en matière de ressources minières, exception faite de quelques carrières de sable, de pierre et de latérite disséminées çà et là et dont l'exploitation n'obéit pas à la réglementation en vigueur. L'or le Diamant, le Cobalt, le Saphir sont inexistant.

Au niveau de la culture et du tourisme, l'activité est en relative hibernation. Elle ne constitue pas à proprement parler la préoccupation des acteurs économiques bien qu'il existe des potentialités au nombre desquelles il y a lieu de citer :

- les diversités culturelles (funérailles, intronisation des chefs avec l'avènement du « La'akam », le costume Bamiléké, les contes et récits en voies de disparition, l'art culinaire etc...) ;
- les sites existant à l'instar des chutes d'eau de Bafounda, de Babété, les lacs et grottes pour ne citer que ceux-là. La viabilisation desdits sites constituerait au niveau communautaire un pôle de développement touristique susceptible de générer des recettes au niveau communautaire et communal.

6.2.1.2. Sur le plan institutionnel

On ne le dira jamais assez, la bonne gouvernance est la garantie de tout développement socio-économique durable.

6.2.2. Sur le plan social.

6.2.2.1. Au niveau des services sociaux

Les différents diagnostics élaborés au niveau rural (DSV) et au niveau urbain (DEUC) ont fait apparaître des carences en infrastructures de base et de paquets minimums susceptibles de garantir une éducation et des soins de santé de qualité.

Par ailleurs, et s'agissant particulièrement de l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique, il y a lieu de noter :

- un décalage dans le système éducationnel entre les ruraux et les urbains au regard de la révolution des TIC, outils indispensables à l'encrage à la mondialisation ;
- considérée depuis la nuit des temps comme étant source de vie, l'homme a toujours été à la conquête de l'eau. Les populations de la Commune de Mbouda n'échappent pas à cette vérité universelle. S'agissant de l'espace communal, la précarité de l'eau est un problème critique en ce sens qu'il conduit les populations et les animaux à se

ravitainer où à s'abreuver dans des sources non conventionnelles. Ceci est à l'origine de nombreuses maladies hydriques que l'on constate dans les fiches statistiques de toutes les aires de santé de la Commune de Mbouda.

6.2.2.2. Au niveau des couches vulnérables.

La situation observée plus haut est accentuée au niveau des couches vulnérables. En effet, de par leur condition physique et morale, les couches dites « vulnérables » sont beaucoup plus exposées à ces différentes carences et pénuries.

6.2.2.3. Le chômage des jeunes

Longtemps adossé sur les études livresques, le système éducatif camerounais intègre progressivement l'approche professionnelle qui favorise l'insertion efficace dans l'entreprise et favorise l'auto emploi.

On observe également le manque d'esprit d'entrepreneuriat de la jeunesse camerounaise en général et celle de Mbouda en particulier. Bien que des sources de financements existent à l'instar de : PACA, ACEFA, PNAFM, PSSC, PPVCC, PNDRT etc... la jeunesse de la Commune de Mbouda ne semble pas explorer ces voies susceptibles de financer des Activités Génératrices de Revenus (AGR).

Une sensibilisation de la part des autorités municipales en vue d'une conscientisation de la jeunesse devrait figurer en bonne place dans la politique de l'exécutif communal à l'endroit des jeunes.

6.2.3. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables.

La méthodologie utilisée dans le cadre de l'élaboration du PCD de la Commune de Mbouda a fait ressortir à chaque étape des diagnostics DIC, DEUC, DSV, les solutions idoines à mettre en œuvre en vue de palier aux carences observées. Ces différentes mesures sont consolidées dans le tableau de planification Triennale dont les ajustements et/ou corrections se font annuellement.

6.2.4. Plan sommaire de gestion de l'environnement

La transversalité des problèmes environnementaux interpelle tous les secteurs de l'activité économique. Aussi, chaque acteur de la vie économique devrait intégrer cette approche dans sa politique conformément à la Législation nationale : **La loi n° 96/12 du 05/08/1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, complétée par le décret n° 2005/577/ PM du 23 février 2005 fixant les modalités de réalisation des EIE et l'arrêté n° 0070/ MINEP du 22 avril 2005 fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à une étude d'impact environnemental.**

6.2.4.1. Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets de construction

Activités	Période	Impacts potentiels	Mesures d'atténuation envisagées	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
Construction/aménagement de : - salles de classe ; - mini marché de gros ; -cases communautaires ; -bibliothèques ; -blocs de latrines ; -Fosses à ordures ; -ateliers de formation dans les établissements secondaires ; -complexe multifonctionnel pour personnes vulnérables ; -centres d'accueil pour personnes vulnérables ; -logements sociaux ; -DDAF ; -centres zootechniques ; -parc vaccino-gène ; -bain-détendeur ; -centre d'alevinage ; -office communal du tourisme ; -parcs d'attraction ; -hôtel municipal ; -villages de vacances ; -centres de collectes (magasins de stockage) ; -DDCULT ; -centre de promotion des langues locales ; -marché artisanal de la culture ; -postes agricoles ; -CEAC de balatchi ; -brigade phytosanitaire et section statistique ; - bâtiments DDADER ; -gare routière ; -abattoir municipal ; -boucherie moderne ; -chambre froide ; -stade municipal ;	AVANT LE PROJET	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'acquiescer un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	- Comité communal de suivi et évaluation (CCSE) -sectoriels impliqués	
		Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informez les personnes touchées ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées.	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -sectoriel technique impliqué. -MINATD -Forces de l'ordre. -DDAF -DDUH -DDEP	- CCSE -MINATD	
		Conflits liés à l'utilisation et, à la non pérennisation de l'ouvrage	-Mettre en place un comité de gestion du microprojet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Impacts divers liés aux choix des sites	-Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc. ;	-Commune -MINDUH -MINDAF -MINEP -DDEP	- CCSE - CC, CDV, -Autorités traditionnelles	

Activités	Période	Impacts potentiels	Mesures d'atténuation envisagées	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
Infrastructures sportives ; -télé-centre communautaire ; -fosses septiques ; -centres de formation professionnelle.	PENDANT LES TRAVAUX	Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	-Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Commune -DDTP -DDEP	- CCSE -DDTP -CC, CDV	
		Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Perte de plantes médicinales liée au dégagement du site	-Reboiser les alentours de l'ouvrage	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	-Respecter les emprises routières. -Mettre les panneaux de signalisation du chantier; -observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE	
		Augmenter les revenus dans la zone de microprojet	-Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; -Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE	
		Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100 m du cours d'eau) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	

Activités	Période	Impacts potentiels	Mesures d'atténuation envisagées	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
	APRES LES TRAVAUX	Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage	- Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge ; - Voir disposition annexe 6 pour les déchets de marchés - Voir disposition annexe 5 pour les déchets des hôpitaux	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	
		Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	
		Amélioration de l'accès aux services de base	-Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	
			-Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	
		Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage.	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	

6.2.4.2. Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets hydrauliques

Activités	Période	Impacts potentiels	Mesures d'atténuation envisagées	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
Construction/Aménagement de : -Puits ; -forage ; -sources aménagées.	AVANT LE PROJET	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	- Comité communal de suivi et évaluation (CCSE) -sectoriels impliqués	
		Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site.	-Informers les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les affectées.	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -sectoriel technique impliqué. -MINATD -Forces de l'ordre. -DDAF -DDUH -DDEP	- CCSE -MINATD	
		Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	-mettre en place un comité de gestion du microprojet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Impacts divers liés aux choix de site	-Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc.	-Commune -MINDUH -MINDAF -MINEP -DDEP	- CCSE - CC, CDV, -Autorités traditionnelles	

Activités	Période	Impacts potentiels	Mesures d'atténuation envisagées	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
	PENDANT LES TRAVAUX	Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	-Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) -Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	-Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Commune -DDTP -DDEP	- CCSE -DDTP -CC, CDV	
		Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Perte de plantes médicinales liée au dégagement du site	-Reboiser les alentours de l'ouvrage	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE - CC, CDV	
		Risques d'accident dus aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier; -Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE	
		Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	-Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; -Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE	
		Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler)	-Commune -Maître d'œuvre	- CCSE -CC, CDV -DDEP	

Activités	Période	Impacts potentiels	Mesures d'atténuation envisagées	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs de suivi	Observations
			-Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	sélectionné.		
	APRES LES TRAVAUX	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.	- CCSE -CC, CDV -DDEP	
		Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierrés maçonnés	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE -CC, CDV -DDEP	
		Perturbation de la qualité de l'eau	Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	- CCSE -CC, CDV -DDEP	

Sources : Résultats des analyses

6.2.4.3. Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets de construction/réhabilitation des pistes rurales et de gestion des ressources naturelles.

La démarche utilisée plus haut (5.2.4.1. et 5.2.4.2.) est valable pour les microprojets de construction et/ou de réhabilitation des pistes rurales ainsi que Microprojet type de gestion des ressources naturelles.

6.3. Plan d'Investissement Annuel (PIA)

6.3.1.- Ressources mobilisables et échéances

Tableau 23 : Ressources mobilisables à échéance.

désignation	montant (FCFA)	Observations
Budget d'Investissement Public (BIP)	367 127 103	Période de référence (2011).
Budget d'investissement de la Commune (BIC)	127 450 000	Montant prévisionnel
FEICOM	179 604 263	Période de référence (2010-2011).
Fonds routiers	394 979 689	
PNDP	80 000 000	Période de référence (2011).
TOTAL	1 149 161 055	

Sources : Résultat des analyses

6.3.2.- Programmation annuelle des projets prioritaires (PIA)

SECTEUR EDUCATION DE BASE														
Problème Global : difficultés d'accès à une éducation de base de qualité														
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour affectation du personnel enseignant dans les établissements primaires et maternels. (78 enseignants qualifiés).	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB.									Coût administratif	/	
02	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de tables bancs (2151) pour 2012	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB									Coût administratif	/	
	Fabrication et distribution de 60 tables bancs à l'EP de Bafemgha.	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation	-Commune -DDUB -maître d'œuvre									1.800.000 (En cours de réalisation)	-BIP 2011 (en cours)	l'EP de Bafemgha.
03	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles maternelles de 596 petites, grandes chaises et tables pour 2012	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB									Coût administratif	/	
04	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 32 salles de classes pour 2012.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB									Coût administratif	/	
	4.2. Construction de 02 salles de classes à l'EP de Bafemgha.	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV									16.000.000	BIP 2011 (en cours de passation)	- Bafemgha (Bamessingué)
	4.3. Construction de 01 salle de classe à l'EP de BATAP et 01 latrine (Bamenkombo)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP									11 928 923	-Budget FEICOM Exercice 2009 (du 25/02/2011 au 25/06/2011)	-BATAP (Bamenkombo)

[illegible]

4.10 Construction de 01 salle de classe à l'EP de Bamendjinda Latet (Bamendjinda)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV							12 125 800	Budget FEICOM 2011 (en cours)	Bamendjinda Latet (Bamendjinda)
4.11 Construction de 01 salle de classe à l'EP de Bamaka (Balatchi)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV							12 125 800	Budget FEICOM 2011 (en cours)	Bamaka (Balatchi)
4.12 Construction de 01 salle de classe à l'EP de Bamendjo Centre (Bamendjo)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV							12 125 800	Budget FEICOM 2011 (en cours)	Bamendjo Centre (Bamendjo)
4.13 Construction de 01 salle de classe à l'EP de Babété (Babété)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV							12 125 800	Budget FEICOM 2011 (en cours)	Babété (Babété)
4.14 Construction de 01 salle de classe à l'EP de Femto'o (Babété)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV							12 125 800	Budget FEICOM 2011 (en cours)	Femto'o (Babété)
4.15 Construction de 01 salle de classe à l'EP de Montchio III (Centre Urbain)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV							12 125 800	Budget FEICOM 2011 (en cours)	Montchio III (Centre Urbain)
4.16 Construction de 01	-PV de réception	-Commune							12 125 800	Budget FEICOM	Lafi G3 (Centre

	salle de classe à l'EP de Lafi G3 (Centre Urbain)		-DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV													2011 (en cours)	Urbain)
	4.17. Construction de 01 salle de classe à l'EM de Bamesso (Groupement Bamesso)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											4 873 738		Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours)	EM de Bamesso
	4.18. Construction de 01 bloc de latrines à l'EP de Bafemgha (Groupement Bamessingué)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											3 479 715		Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisée)	EP de Bafemgha
	4.19. Construction d'une seconde salle de classe à l'EM de Bamesso (Groupement Bamesso)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											4 846 320		Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours)	EM de Bamesso
	4.20. Travaux de réhabilitation de 03 salles de classe et de 01 bureau à l'EP de Bamessingué ville Gr I (Groupement Bamessingué)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											4 650 471		Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours)	EP de Bamessingué
	4.21. Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamesso + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines (Groupement Bamesso).	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											12 800 000		-Commune -Fonds PNDP	EP Bamesso
	4.22. Construction de 01	-PV de réception	-Commune											12 800 000		-Commune	EP Bamefap

	salle de classe à l'EP Bamefap + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines (Groupement Bamenkombo).		-DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV									-Fonds PNDP	
	4.23. Construction de 01 bloc de latrines à l'EP Gr A (Groupement Bamendjo)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV								4 500 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Gr A (Groupement Bamendjo)
	4.24. Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines à l'EP Badjuitsi (Groupement Bafounda)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV								12 800 000	-Commune -Fonds PNDP	EP de Badjuitsi
	4.25. Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Gr. I (Groupement Babété)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV								8 300 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Gr I (Groupement Babété)
	4.26. Construction de 01 blocs de latrines à l'EP Femto'o (Groupement Babété)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV								4 500 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Femto'o (Groupement Babété)
	4.27. Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bamendou et 01 bloc de latrines (Groupement	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP								12 800 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Bamendou (Groupement Bamessingué)

	Bamessingué)		-DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV																
	4.28. Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Batchépa et 01 bloc de latrines (Groupement Bamendjinda)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											12 800 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Batchépa (Groupement Bamendjinda)			
	4.29. Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bilingue Bamaka et 01 bloc de latrines (Groupement Balatchi)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											12 800 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Bilingue Bamaka (Groupement Balatchi)			
	4.30. Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Nylon G3 et 01 bloc de latrines (Centre Urbain)	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre -PNDP -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV											12 800 000	-Commune -Fonds PNDP	EP Nylon G3 (Centre Urbain)			
05	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de 47 ordinateurs complets.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB											Coût administratif	/				
06	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 08 blocs de latrines	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB											Coût administratif	/				
07	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 09 points d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB											Coût administratif	/				
08	Plaidoirie auprès du	-Correspondances administratives.	-Commune											Coût	/				

	MINEDUB pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires et maternelles de 03 points d'eau.		-DDUB									administratif		
10	Plaidoirie auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la création d'une école primaire et maternelle franco-islamique dans la localité de Balatchi.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDUB									Coût administratif	/	
09	Equiperement Bureau du Maître à l'EP de Bafemgha.	-PV de réception	-Commune -DDUB -maître d'œuvre									250 000	-BIP 2011 (déjà réalisé)	

TOTAL SECTEUR EDUCATION DE BASE

339.454.507

SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Problème Global : difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	Plaidoirie auprès du MINESEC pour affectation du personnel enseignant dans les établissements primaires et maternels. -236 enseignants -08 surveillants -09 Censeurs -07 Conseillers d'orientation enseignants qualifiés)	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/	
02	Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 287 tables bancs.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/	
03	Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 02 ateliers.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/	
04	Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/	

[illegible]

	scientifiques.												
07	Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des écoles primaires de 25 ordinateurs complets.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/
08	Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de 08 blocs de latrines	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/
09	Plaidoirie auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la dotation des établissements d'enseignement secondaire de 03 points d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/
10	Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'aménagement de 06 fosses à ordures dans les établissements d'enseignement secondaire.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDESEC									Coût administratif	/

TOTAL SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

62.861.294

SECTEUR SANTE PUBLIQUE

Problème Global : difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	1.1. Plaidoirie auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la dotation en propharmacies et équipements des formations sanitaires: -Service de santé de district de Mbouda -CSI de Babété (Groupement Babété) -CSI de Batoula (Groupement Bamessingué) -CSI de Lepi (Groupement Bamendjinda) -CSI de Bamesso (Groupement Bamesso) .	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE									Coût administratif	/	

02	Plaidoirie auprès du MINSANTE pour affectation du personnel médical dans les formations sanitaires répertoriées.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE								Coût administratif	/	
03	Construction et équipement du CSI de Bamenkombo	-PV de réception	-Commune -DDSANTE -maître d'œuvre -DDTP -DDDAF -DDDUH -DDEP -CC, CDV								50.000.000 (en cours de réalisation)	-BIP 2011	
04	Plaidoirie auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la tenue de 12 campagnes de sensibilisation.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE								Coût administratif	/	
05	Plaidoirie auprès du Conseil Municipal de la tenue de 12 campagnes de dépistages volontaires.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE								Coût administratif	/	
06	Plaidoirie auprès du MINSANTE pour le renforcement des structures de prise en charge en médicaments.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDSANTE								Coût administratif	/	
07	Elaboration d'un planning de contrôle et de sensibilisation de la population sur la nécessité d'aménager des fosses septiques et de respecter les règles d'Hygiène et de salubrité (service d'hygiène communal).	-Chronogrammes de contrôle -Nombre de Campagnes de sensibilisations organisées.	-Commune -DDSANTE -DDEP -DDPROFF -DDAS -CC, CDV -Chefs traditionnels								PM	-Commune -CDV, CC	
08	Plaidoirie auprès des services de la croix rouge pour la création, la construction et l'équipement d'un centre médico-sanitaire dans la Commune de Mbouda..	-Acte de création -Conventions de partenariats.	-Commune -DDSANTE								Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR SANTE PUBLIQUE											50.000.000		

SECTEUR EAU ET ENERGIE

Problème Global : difficultés d'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et	Période	Coût	Source de	Observations/
----	----------------------	------------------------	-----------------	---------	------	-----------	---------------

			partenaires	J	J	A	S	O	N	D	(FCFA)	financement	Localisation
01	Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de la construction de 12 points d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE								Coût administratif	/	
02	2.1. Construction de 01 forage équipé à Kassam.	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								8.000.000	-BIP 2011 (en cours d'exécution)	Mbouda
	2.2. Construction de 01 Puits équipé à King-place (Groupement Bamenkombo)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	Budget FEICOM (en cours d'exécution)	Bamenkombo
	2.3. Construction de 01 Puits à motricité humaine à Bamedou (Groupement Bamessingué)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								2 474 438	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	Bamedou
	2.4. Construction de 01 Puits à motricité humaine à Balegho (Groupement Bamessingué)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								2 474 438	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	Balegho
	2.5. Construction de 01 point d'eau à Latet (Bamesso)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre -PNDP								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Latet (Bamesso)
	2.5. Construction de 01 point d'eau au marché Kuitchou (Groupement Bamenkombo).	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Kuitchou (Groupement Bamenkombo).
	2.6. Construction de 01 point d'eau à Bakatou (Bamendjo).	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Bakatou (Bamendjo)
	2.7. Construction de 01 point d'eau à King-Place (Groupement Bafounda)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	King-Place (Groupement Bafounda)
	2.8. Construction de 01 point d'eau à Batang (Groupement Babété)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Batang (Groupement Babété)
	2.9. Construction de 01 point d'eau à Kontsa (Groupement Bamessingué)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Kontsa (Groupement Bamessingué)
	2.10. Construction de 01 point d'eau à Poneki I (Groupement Bamendjinda)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Poneki I (Groupement Bamendjinda)
	2.11. Construction de 01 point d'eau à Bamenkemé (Groupement Balatchi)	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre								6 000 000	-Commune -Fonds PNDP	Bamenkemé (Groupement Balatchi)

	3.3. Renforcement du captage d'eau de l'AEP CDE-CAMWATER de la ville de Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'œuvre											PM	-DDEE Par Budget Ponctuel géré par le MINMEE Yaoundé (en cours d'exécution)	Mbouda
01	plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement du renforcement de la capacité installée	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE											Coût administratif	/	
02	plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement de l'extension du réseau électrique de haute et basse tension dans l'ensemble des villages de la Commune de Mbouda à l'horizon 2025 (en particulier les 50 lignes des écoles et les 04 lignes des établissements d'enseignement secondaire).	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE											Coût administratif	/	
03	plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement de 02 projets de valorisation des sources d'énergie renouvelable.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE											Coût administratif	/	
04	Acquisition de 02 ordinateurs Complet DDEE	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'oeuvre											3 000 000	BIP 2011 (en cours)	Mbouda
05	Entretien du réseau électrique à la bibliothèque et à la tribune municipale de Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDEE -Maître d'oeuvre											1 775 632	Budget d'Investissement Communal	
03	Plaidoirie auprès du MINEE pour inscription au BIP de l'aménagement de 24 sources d'eau.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEE											Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR EAU ET ENERGIE													71.724.508			
SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE																
Problème Global : Difficultés d'accès à l'éducation sociale des femmes et de la jeune fille.																
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation		
				J	J	A	S	O	N	D						

01	3.1. plaidoirie auprès des pouvoirs publics pour inscription au BIP de l'équipement du CPF en : -05 machines à coudre -03 cuisinières -02 sur-fileuses -05 Kits coiffures -02 tricoteuses -02 congélateurs -07 ordinateurs complets	-Correspondances administratives.	-Commune -DDPROFF									Coût administratif	/	
02	2.1. Tenue des réunions préparatoires (réunions, points de presse, descentes sur le terrain, sensibilisation des cibles) -Journée internationale des veuves (23 juin) ; -Journée de la femme africaine (31 juillet) ; -Journée de la femme rurale (15 octobre) ; -15 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, etc.	-Listes de présence -PV de réunions, points de presse etc...	-Commune -DDPROFF -Réseau des femmes -Partenaires									Fonds inscrits au Budget 2011	-Commune -BIP	
	2.2. Célébration des différentes journées	-Ordre du jour -Discours -Programmes des manifestations	-Commune -DDPROFF -Réseau des femmes -Partenaires									Fonds inscrits au Budget 2011	-Commune -BIP	
03	Célébration des mariages collectifs.	-Registre des actes. -liste des couples identifiés.	-Commune -DDPROFF -CDV, CC									Coût administratif	/	

TOTAL SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

/

SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Problème Global : Difficultés d'accès à un habitat social décent dans un environnement sain.

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	1.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINDUH pour le projet d'aménagement de la voirie et des réseaux divers.	-PV des résolutions et recommandations du CM. -Correspondances administratives	-Commune -MINDUH									Coût administratif	/	-Réhabiliter prioritairement les voies d'accès en rapport avec le projet d'aménagement de la voirie et des réseaux divers.
	1.2. Identification des axes à aménager et des réseaux	-Carte des réseaux à aménager.	-Commune -DDDUH									Coût administratif	/	

SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES														
Problème Global : Absence d'un plan cadastral dans le centre urbain communal.														
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation	
				J	J	A	S	O	N	D				
01	1.1. Plaidoirie pour la réalisation du projet de délimitation du centre urbain communal auprès du Conseil Municipal	-PV des résolutions et recommandations du CM.	-Commune									Coût administratif	-Commune	
02	2.1. Plaidoirie pour l'inscription au BIP des travaux de finition de la DDDAF	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDAF									Coût administratif	/	
03	Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation du projet de sécurisation du domaine communal rural	-Correspondances administratives.	-Commune -DDDAF									Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES											/			
SECTEUR FORET ET FAUNE														
Problème Global : Destruction abusive du couvert végétal et des espèces fauniques														
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation	
				J	J	A	S	O	N	D				
01	1.1. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'affectation des Eco-gardes à la DDFOF	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF									Coût administratif	/	
	1.2. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'introduction de l'élevage non conventionnel (aulacodes etc...)	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF									Coût administratif	/	
	1.3. Plaidoirie auprès de la commune et du MINFOF pour l'introduction de certaines espèces fauniques dans les forêts reboisées	-Correspondances administratives	-Commune -DDFOF									Coût administratif	/	
02	2.1. Campagne de sensibilisation des populations sur les méfaits de la coupe anarchique des arbustes	-Liste de présence -Comptes rendus des réunions	-Commune -DDFOF -CDV, CC									400.000	-Commune -DDFOF	
	2.2. Intensification des	- Nombre de postes de contrôles	-DDFOF									Coût	/	

	contrôles forestiers.	forestiers										administratif		
	2.3. Saisies/vente aux enchères du bois	Rapport de saisie/destruction.	-DDFOF									Coût administratif	/	
03	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINFOF pour la promotion de l'agroforesterie	-Résolutions/recommandations du CM	-Commune									Coût administratif	/	
	3.2. Création des forêts communales et communautaires conformément à la loi n°94/01 du 20 janvier 1994 dans son article 33. Pour 3, 5 hectares en 2012	-Arrêtés portant création des forêts	-Commune -DDFOF									50.000.000	-Commune -CC, CDV	(projet de Gestion Durable des Terres)
	3.3. Reboisement des sommets des Monts Bamboutos (projet d'extension de la forêt communale en cours d'exécution dans la zone de Balatchi et nécessitant d'autres sources de financement).	-PV de réception	-Commune -DDFOF -CDV, CC									1 492 800	-Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours)	En cours d'exécution
04	4.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et du MINFOF pour la promotion de la culture des raphias.	-Résolutions/recommandations du CM	-Commune -DDFOF -PNDP									Coût administratif	/	
	4.2. Réalisation d'une étude de faisabilité (Identifier les sites potentiels, recherche des semences appropriées, création des pépinières)	-Devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception.	-Commune -DDFOF -PNDP -Consultant									PM	/	Projet en rapport avec la DDADER sous financement PNDP et autres

TOTAL SECTEUR FORET ET FAUNE

51.892.800

SECTEUR INDUSTRIES MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Problème Global : Difficultés dans l'exploitation, la gestion des carrières et l'implantation des industries.

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D			
01	1.1. Définition des zones exploitables	-liste des sites	-Commune -DDIMDT								Coût administratif	/	
	1.2. Sécurisation et protection de l'environnement	-	-DDIMDT -DDEP								PM	-BIP : DDIMDT, DDEP	
	1.3. Confection de la liste des exploitants	-liste des exploitants	-DDIMDT								Coût administratif	/	
02	Organisation de 02 campagnes de	-listes de présence -Comptes rendus de réunions.	-DDIMDT								800.000	-BIP -DDIMDT	

[illegible]

SECTEUR ELEVAGE, PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES

Problème Global : Difficultés d'accès aux techniques modernes pastorales.

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 CZCSV à Mbouda et à Balatchi	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA									Coût administratif	/	
02	Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la subvention de 10 multiplicateurs de porcins	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA									Coût administratif	/	
03	3.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la réhabilitation des zones de pâturage	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA									Coût administratif	/	
	3.2 Réalisation des études	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune									PM	-Commune	

	techniques		-DDPIA -Maître d'œuvre														-PNDP -ACEFA -Forêt et environnement	
04	Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la création et l'équipement de 01 poste de contrôles zoo sanitaire à Balatchi	-Correspondances administratives	-Commune -DDPIA.														Coût administratif	/
05	5.1 Sensibilisation des éleveurs en vue de la création de 226 GICs et 02 UNIONS	-Listes de présence -Parchemins -Modules de formation.	-Commune -DDPIA -Maître d'œuvre														Coût administratif	/
	5.2 Montage technique des dossiers	-Dossiers techniques	-DDPIA -Commune															
	5.3 Légalisation des 226 GICs et de 02 Unions	-Attestations d'inscription	-DDPIA -DDADER															
06	Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 parc vaccino-gène à Balatchi	-Correspondances administratives	-DDPIA -Commune														Coût administratif	/
07	7.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de points d'eau dans la zone de pâturage de Balatchi	-Correspondances administratives.	-DDPIA -Commune														Coût administratif	/
	7.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'étude														PM	-Commune -MINEPIA -CC, CDV
08	8.1 Plaidoirie auprès du MINEPIA pour la construction et l'équipement de 01 bain dé-tiqueur à Balatchi	-Correspondances administratives.	-DDPIA -Commune														Coût administratif	/
	8.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPIA -Bureau d'étude														PM	-BIP -COMMUNE -PNDP -ACEFA

TOTAL SECTEUR ELEVAGE, PÊCHES ET INDUSTRIES ANIMALES

PM

SECTEUR TOURISME

Problème Global : Difficultés d'épanouissement des populations dans les activités de tourisme

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	1.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la	-Correspondances administratives.	-Commune -DDTOUR									Coût administratif	-Commune -PNDP	

ouvrages d'art dans les 08 groupements pour l'exercice 2012													
2.2. Travaux d'entretien courant des routes rurales par l'élimination des points critiques : Marché n°013/01/MINTP/CPM-ERR/2009	-PV de réception	-DDTP -Commune -Maître d'œuvre									121 641 139	Fonds Routier (26/05/2010 au 05/01/2011)	
2.3. Travaux d'entretien courant des routes rurales par l'élimination des points critiques : Marché n°62/M/MINTP/CPM-ERR	-PV de réception	-DDTP -Commune -Maître d'œuvre									118 286 129	Fonds Routier (du 17/08/2010 à 2011)	
2.4. Travaux d'entretien courant des routes rurales par l'élimination des points critiques : Marché n°341/M/MINTP/CPM-ERR/2010	-PV de réception	-DDTP -Commune -Maître d'œuvre									128 313 000	MDR/PPTE (17/08/2010 à 2011)	
2.5. Travaux d'entretien courant des routes rurales par l'élimination des points critiques : LC n°390/LC/MINTP/CPM-ER/2010	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre									26 739 421	Fonds Routier (30/11/2010 à 2011)	
2.6. Travaux de parachèvement du pont reliant l'Ecole Publique Batang à l'hôpital Ad lucem de Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre									4 512 420	Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours de réalisation)	
2.7. Réfection du pont sur le cours d'eau de captage Camerounaise des Eaux à Balatchi	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre									3 116 760	Budget d'Investissement Communal 2011 (en cours de réalisation)	
2.8. Reprofilage du tronçon Carrefour Nzitia-Domicile du Maire-Chefferie Babété	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre									4 293 000	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	
2.9. Gavage avec bitume du tronçon place des fêtes-Mairie de Mbouda	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre									4 650 750	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	
2.10. Construction des rigoles, aménagement des servitudes de passage et réfection générale des	-PV de réception	-Commune -DDTP -Maître d'œuvre									3 569 000	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	

01	Plaidoirie auprès de la Commune, de la DDCOMMERCE et de la DDADER pour l'organisation des opérateurs économiques en syndicats	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCOMMERCE - DDADER									Coût administratif	/	
02	Plaidoirie auprès de la Commune pour la construction et l'équipement de 01 mini-marché de gros à Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune DDCOMMERCE									Coût administratif	/	Lobbying à explorer du côté du MINCOMMERCE
03	3.1. Multiplication des contrôles des agents du MINCOMMERCE (missions organiques)	-Fiches de contrôle	-Commune DDCOMMERCE -Forces de l'ordre									Coût administratif	/	
	3.2 Saisie/destruction des produits impropres à la consommation	Rapport de saisie/destruction.	-Commune DDCOMMERCE -Forces de l'ordre									Coût administratif	/	La Saisie et la destruction est assurée par le contrevenant

TOTAL SECTEUR COMMERCE

/

SECTEUR TRANSPORTS

Problème Global : Difficultés de circulation des biens et des personnes

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D			
01	1.1 Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et de la DDTRANSPORT en vue de l'organisation efficiente de la gare routière de Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -MINTRANS								Coût administratif	/	
	1.2 Réalisation des études techniques	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -MINTRANS -Bureau d'études								PM	-Commune	
	1.3. Construction d'un mur de soutènement à la gare routière « A » de Mbouda	-PV de réception des travaux	-Commune -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH								3 577 822	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	
	1.4. Aménagement de la gare routière « A » de Mbouda (Congestionnement des entrées et sorties, peinture sur les stands et nettoyages des encombrements)	-PV de réception des travaux	-Commune -Maître d'œuvre -DDTP -DDDUH								3 660 975	Budget d'Investissement Communal 2011 (déjà réalisé)	
02	2.1 Réunions de	-Listes de présence	-Commune								Coût	/	

	sensibilisation des membres du syndicat des motos taximan	-Comptes rendus de réunions	-MINTRANS								administratif		
	2.2 Organisation des examens en vue de l'obtention du permis A	-Nombre de permis de conduire -PV de la Commission	-Commune -MINTRANS -Auto-écoles								Coût administratif	/	
03	Intensification des contrôles des forces de maintien de l'ordre contre l'incivisme (racolage, engorgement de la chaussée, défaut de pièces administratives exigibles en matière de transport).	-Nombre de contraventions -Notes de services des forces de l'ordre.	-Commune -MINTRANS -Forces de l'ordre.								Coût administratif	/	
04	4.1 Campagne de sensibilisation des agents communaux en service à la fourrière municipale	-Notes de services (sur la gouvernance)	-Commune								Coût administratif	/	
	4.2 Stricte observation des dispositions réglementaires régissant l'activité dans les fourrières municipales	-Notes de services	-Commune								Coût administratif	/	

TOTAL SECTEUR TRANSPORTS

7.238.797

SECTEUR CULTURE

Problème Global : Difficultés d'épanouissement des populations dans les activités de loisirs et de culture.

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D			
01	1.1. plaidoirie auprès du MINCULT pour la création, la construction et l'équipement de la délégation départementale de la Culture des Bamboutos.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT								Coût administratif	/	
	1.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDCULT -Bureau d'études								PM	-BIP	
02	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'institution des journées culturelles à l'échelle de la Commune et des groupements par le biais de 01 foire urbaine par an et 01 festival culturel par	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT								Coût administratif	/	

[illegible]**SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL**

Problème Global : Difficultés d'accès aux techniques modernes dans les activités agricoles

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D			
01	1.1. Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la réfection du PA de Babeté et du CEAC de Balatchi	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER								Coût administratif	/	
	1.2. Réalisation des études de faisabilité	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDADER -Bureau d'études								PM	-COMMUNE -BIP -PNDP -FEICOM	
02	Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement des postes agricoles de : - Badjutsit - Ngouaya - Bakouotio	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER								Coût administratif	/	
03	Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP du renforcement des capacités des agriculteurs pour 2012.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER								Coût administratif	/	
04	Plaidoirie auprès du	-Correspondances administratives	-Commune								Coût	/	

	MINADER et des programmes de financement et d'appui au secteur agricole pour faciliter le financement des activités agricoles.		-DDADER								administratif		
	4.2. Mobilisation des ressources	-Relevés bancaires	-Commune -DDADER								PM	/	voir les autres projets et programmes : -PACA -ACEFA -Programme maïs
	4.3. Transfert en Capitaux au GIC AGROPAST ORAL MICE DES BTOS (GIC-MICE)	-PV de réception	-DDADER								1 000 000	BIP 2011 (En cours d'exécution)	Mbouda
	4.4. Transfert en Capitaux au GIC pour L'Agriculture, l'Elevage et la Sylviculture durable de l'Ouest et Littoral	-PV de réception	-DDADER								1 000 000	BIP 2011 (En cours d'exécution)	Mbouda
	4.5. Transfert en Capitaux au GIC Elapi	-PV de réception	-DDADER								1 000 000	BIP 2011 (En cours d'exécution)	Mbouda
	4.6. Transfert des Capitaux au GIC AGROPAST ORAL Solidarité et Développement NENEWO des Bamboutos	-PV de réception	-DDADER								1 000 000	BIP 2011 (En cours d'exécution)	Mbouda
	4.7. Projet de production en culture intensive de maïs haricot du GIC OLOIM-COL	-PV de réception	-DDADER								1 000 000	BIP 2011 (En cours d'exécution)	Mbouda
05	Plaidoirie auprès du MINADER pour inscription au BIP de la Construction et l'équipement des postes agricoles de :1. Bamesso, 2. Bamaka, 3. Bafacdjui, 4. Bakassang 5. Bamendjinda	-Correspondances administratives	-Commune -DDADER								Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL											5.000.000		
SECTEUR INSTITUTION COMMUNALE													
Problème Global : Insuffisance des capacités organisationnelles et de gestion de l'institution communale.													
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D			
01	1.1. Elaboration d'un	-Organigramme de la Commune de	-Commune								PM	-Commune	

[illegible]

	recouvrement dans les marchés secondaires.																
	2.5. Achat des tables pour la salle des délibérations	-PV de réception	-Commune -Maître d'oeuvre										815 670	-Commune			
03	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour l'acquisition du paquet minimum des engins des travaux publics : -01 Bulldozer -02 Camions -01 Niveleuse -01 Compacteur -01 pelle chargeuse	-Rapport du Conseil Municipal	-Commune										Coût administratif	/			
	3.2. Mobilisation des ressources	-Relevés Bancaires	-Commune										Coût administratif	/		jusqu'en 2016	
TOTAL SECTEUR INSTITUTION COMMUNALE													815.670				
SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE																	
Problème Global : Difficulté d'épanouissement des populations dans les activités sportives.																	
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation			
				J	J	A	S	O	N	D							
01	Plaidoirie auprès du Conseil Municipal et de la MINSEP en vue de l'aménagement et de l'équipement de 04 infrastructures sportives à Mbouda	-Correspondances administratives	-Commune -DDSEP										Coût administratif	/			
02	Plaidoirie auprès du MINSEP en vue de l'affectation de 30 cadres de jeunesse et d'animation/encadreur sportifs	-Correspondances Administratives	-Commune -DDSEP										Coût administratif	/			
TOTAL SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE													/				
SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS																	
Problème Global : Difficulté d'accès aux technologies de l'information et de la communication																	
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation			
				J	J	A	S	O	N	D							
01	Plaidoirie auprès du MINPOSTEL pour inscription au BIP de la construction et de l'équipement d'un télé-centre communautaire	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER										Coût administratif	/			

02	2.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la création et l'équipement de 01 centre multimédia.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDADER										Coût administratif	/	
	2.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDPOSTEL -Bureau d'études										PM	-Commune -Partenaires au développement -FEICOM	les études de faisabilité se poursuivent jusqu'en 2012

TOTAL SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

PM

SECTEUR JEUNESSE

Problème Global : Taux élevé de chômage des jeunes dans la Commune de Mbouda.

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	Plaidoirie auprès du MINJEUN, MINPMEESA pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 01 centre de formation professionnelle.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEFOP									/	/	voir Secteur Emploi et Formation Professionnelle)
02	Plaidoirie auprès du conseil Municipal pour la tenue de 05 Ateliers de Renforcement des capacités des jeunes dans la ville de Mbouda sur la maîtrise des techniques de montage et de gestion des projets générateurs de revenus et susciter l'esprit d'entrepreneuriat.	-Correspondances administratives	-Commune -DDJEUN									Coût administratif	/	

TOTAL SECTEUR JEUNESSE

/

SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Problème Global : Taux de Chômage élevé dans la Commune de Mbouda.

N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période								Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D				
01	Plaidoirie auprès du MINFOP pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de 01 centre de formation professionnelle.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDEFOP									Coût administratif	/	
02	Construction de la Délégation Départementale	-PV de réception	-DDEFOP -Maître d'œuvre									50 000 000	BIP 2011	Mbouda

	de l'Emploi et de la Formation Professionnelle																
TOTAL SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE												50.000.000					
SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE																	
Problème Général : Non souscription à la sécurité sociale de la quasi-totalité des corps de métiers du secteur privé et de la société civile existant dans la Commune de Mbouda.																	
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation				
				J	J	A	S	O	N	D							
01	Plaidoirie auprès du MINTSS pour la transformation de 70% des emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain en emplois formels à l'horizon 2020 et souscription à une assurance sociale	-décisions de recrutement -livret de souscription CNPS -nombre d'emplois informels des corps de métiers de l'espace urbain	-DDTSS -Commune -autres partenaires								Coût administratif (CA)	/					
02	Plaidoirie auprès du MINTSS pour sensibiliser les populations à créer et rendre opérationnelles les mutuelles de santé communautaires	-nombre de mutuelles opérationnelles -nombre de membres par mutuelle	-DDTSS -Commune -autres partenaires								Coût administratif (CA)	/					
TOTAL SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE												/					
SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE																	
Problème Général : Faible prise en compte des aspects socio environnementaux dans l'implémentation et la réalisation des activités communales.																	
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation				
				J	J	A	S	O	N	D							
01	1.1. Plaidoyer auprès du Conseil Municipal pour la Création et l'organisation d'un service de voirie municipale (élaboration de l'organigramme du service de la voirie municipale).	Correspondance administrative	-Commune								Coût Administratif	/					
02	1.2. Création de 01 décharge municipale	-Titres d'acquisition des terrains -Plan de la décharge -Autorisation de la DDEP	-Commune -DDEP								20.000.000	-Budget d'investissement de la Commune -Partenaires au développement					
03	Création d'une cellule communale chargée du suivi des aspects socio environnementaux de	-Acte de création de la Cellule	-Commune								Coût Administratif	/					

[illegible]

TOTAL SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR									
SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE ET MAINTIEN DE L'ORDRE									
Problème Général : Difficultés d'accès à certains services déconcentrés dans la Commune de Mbouda.									
01	1.1. Plaidoirie auprès du MINCULT pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement de la DDCULT.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDCULT					(voir secteur culture)	/
02	1.2. Réalisation des études de faisabilité.	-devis quantitatifs et qualitatifs	-Commune -DDCULT					(voir secteur culture)	BIP
03	Plaidoirie auprès du MINATD pour la création de 01 centre d'état civil dans le village Bororos (Groupement Balatchi) ainsi que dans 05 autres villages de la commune de Mbouda	-Correspondances administratives.	-Commune -Préfecture					Coût Administratif	/
04	Plaidoirie auprès du MINATD pour inscription au BIP de la création, la construction et l'équipement d'un poste de gendarmerie dans la localité de Balatchi .	-Correspondances administratives.	-Commune -Préfecture					Coût Administratif	/
TOTAL SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ADMINISTRATIVE ET MAINTIEN DE L'ORDRE								/	
SECTEUR COMMUNICATION									
Problème Général : Difficultés d'accès aux réseaux audiovisuels dans la Commune de Mbouda.									
01	Plaidoirie auprès du MINCOM pour inscription au BIP de l'installation des antennes de relais de la CRTV dans l'espace communal	-Correspondances administratives.	-Commune -MINCOM -CRTV					Coût Administratif	/
02	Plaidoirie auprès du MINCOM pour inscription au BIP de la Création, la construction et l'équipement d'une radio communautaire dans la commune de Mbouda.	-Correspondances administratives.	-Commune -MINCOM -CRTV					Coût Administratif	/
TOTAL SECTEUR COMMUNICATION								/	

Source : Résultats des analyses

6.3.3. Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables.

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES													
Problème Global : Dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables et sinistres													
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période							Coût (FCFA)	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N	D			
01	Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 01 complexe multifonctionnel	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS								Coût administratif	/	
02	2.1. Plaidoirie pour le financement auprès des acteurs sociaux	-Correspondances administratives.	-Commune								PM	-Apport Commune -Croix rouge -autres acteurs sociaux	
	2.3. Réception des dons en espèce et en matériel	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation. -Reçus	-Commune -DDAS -CC, CDV								Coût administratif	/	
	2.2. Acquisition Appareillages pour Handicapés Commune de Mbouda et autres dons reçus	-PV de réception -Procès verbaux de ventilation. -Reçus	-Commune -DDAS -CC, CDV								600 000	BIP 2011	
03	3.1. Plaidoirie auprès du Conseil Municipal pour la réalisation du projet de création d'une unité de transformation de manioc en produits dérivés.	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS								Coût administratif	/	
	3.2. Réalisation des Etudes de faisabilité	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS -Bureau d'études								2 500 000	-Budget d'Investissement Communal 2011	
	3.3. Mobilisation des ressources	-devis quantitatifs et qualitatifs -rapport de l'étude -PV de réception	-Commune -PNDP -autres partenaires au développement								PM	/	
	5.1. Plaidoirie auprès du MINAS pour inscription au BIP de la dotation de la DDAS/Btos en équipements divers	-Correspondances administratives.	-Commune -DDAS								Coût administratif	/	
TOTAL SECTEUR AFFAIRES SOCIALES											3.100.000		

Source : Résultats des analyses

6.3.4. Budget annuel opérationnel du PIA de la Commune de Mbouda

N°	Désignation	Montant (FCFA)
01	SECTEUR EDUCATION DE BASE	339.454.507
02	SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	62.861.294
03	SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	/
04	SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	5.000.000
05	SECTEUR COMMERCE	/
06	SECTEUR CULTURE	/
07	SECTEUR AFFAIRES SOCIALES	3.100.000
08	SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	/
09	SECTEUR EAU ET ENERGIE	71.724.508
10	SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE DECENTRALISATION	/
11	SECTEUR ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	PM
12	SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	50.000.000
13	SECTEUR TRAVAUX PUBLICS	438.648.104
14	SECTEUR DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES	/
15	SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	66.125.375
16	SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	/
17	SECTEUR FORET ET FAUNE	51.892.800
18	SECTEUR JEUNESSE	/
19	SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	/
20	SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	/
21	SECTEUR POSTE ET TELECOMMUNICATION	PM
22	SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	/
23	SECTEUR INDUSTRIE MINE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	2.300.000
24	SECTEUR SANTE PUBLIQUE	50.000.000
25	SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	/
26	SECTEUR TRANSPORT	7.238.797
27	SECTEUR TOURISME	PM
28	INSTITUTION COMMUNALE	815.670
TOTAL PCD		1.149.161.055

NB : PM ces rubriques ne seront évaluées qu'à l'issue de l'attribution des marchés y relatifs basées sur les offres.

6.4. Plan de Passation des marchés.

N°	Désignation du projet	Saisine CPM	Examen DAO	Lancement AONO	Signature Maire	Dépouillement offres	Analyse des offres	Proposition Attribution	Signature Communiqué par le Maire	Publication des résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification	Notification OS	Date de démarrage	Date prévisionnelle réception provisoire	Date prévisionnelle définitive
01	Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamesso + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines (Groupement Bamesso).	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
02	Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamefap + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines (Groupement Bamenkombo).	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
03	Construction de 01 bloc de latrines à l'EP Gr A (Groupement Bamendjo)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
04	Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines à l'EP Badjuitsi	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12

N°	Désignation du projet	Saisine CPM	Examen DAO	Lancement AONO	Signature Maire	Dépouillement offres	Analyse des offres	Proposition Attribution	Signature Communiqué par le Maire	Publication des résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification	Notification OS	Date de démarrage	Date prévisionnelle réception provisoire	Date prévisionnelle définitive
	(Groupement Bafounda)																
05	Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Gr. I (Groupement Babété)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
06	Construction de 01 blocs de latrines à l'EP Femto'o (Groupement Babété)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
07	Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bamendou et 01 bloc de latrines (Groupement Bamessingué)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
08	Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Batchépa et 01 bloc de latrines (Groupement Bamendjinda)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12

N°	Désignation du projet	Saisine CPM	Examen DAO	Lancement AONO	Signature Maire	Dépouillement offres	Analyse des offres	Proposition Attribution	Signature Communiqué par le Maire	Publication des résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification	Notification OS	Date de démarrage	Date prévisionnelle réception provisoire	Date prévisionnelle définitive
09	Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bilingue Bamaka et 01 bloc de latrines (Groupement Balatchi)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
10	Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Nylon G3 et 01 bloc de latrines (Centre Urbain)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	09/05/12	08/01/12
11	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine à Latet (Bamesso)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	
12	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine au marché Kuitchou (Groupement Bamenkombo).	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	
13	Construction																

N°	Désignation du projet	Saisine CPM	Examen DAO	Lancement AONO	Signature Maire	Dépouillement offres	Analyse des offres	Proposition Attribution	Signature Communiqué par le Maire	Publication des résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification	Notification OS	Date de démarrage	Date prévisionnelle réception provisoire	Date prévisionnelle définitive
	de 01 puits équipé à motricité humaine à Bakatou (Bamendjo).	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	
14	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine à King-Place (Groupement Bafounda)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	
15	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine à Batang (Groupement Babété)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	
16	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine à Kontsa (Groupement Bamessingué)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	
17	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine à	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	

N°	Désignation du projet	Saisine CPM	Examen DAO	Lancement AONO	Signature Maire	Dépouillement offres	Analyse des offres	Proposition Attribution	Signature Communiqué par le Maire	Publication des résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification	Notification OS	Date de démarrage	Date prévisionnelle réception provisoire	Date prévisionnelle définitive
	Poneki I (Groupement Bamendjinda)																
18	Construction de 01 puits équipé à motricité humaine à Bamenkemé (Groupement Balatchi)	04/10/11	06/10/11	10/10/11	18/10/11	17/11/11	Du 18/11/11 au 16/12/11	20/12/11	21/12/11	28/12/11	30/12/11	04/01/12	04/01/12	09/01/12	16/01/12	15/04/12	

VII. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1. Composition, attribution du Comité de Suivi-Evaluation du PCD.

Conformément à l'Arrêté Municipal N°02/AM/C/MDA/SG/SAF du 20 Juin 2011 portant désignation des Membres du Comité de Suivi du Plan Communal de Développement (PCD) de Mbouda, les personnes dont les noms suivent sont désignés membres dudit Comité.

N°	Désignation	Noms et Prénoms
Membres Permanents		
01	Président (Mr le Maire)	WADJI
02	Rapporteur	Agent Communal de Développement
03	Rapporteur Adjoint	MVELE François Jackson
04	Représentant du Préfet	
05	Représentant du MINEPAT en sa qualité de responsable du suivi de tous les projets départementaux du BIP	
06	NGNOMBOUPEBOUI Jonas	Membre
07	PELAGUE Zacharie	Membre
08	KUETE Noel	Membre
09	TANEKOU SONKOUÉ Elie	Membre
10	KFA	Membre
Sous-commissions		
01	Président (Sectoriel impliqué/Maître d'ouvrage)	
02	Vice-président	
03	Rapporteur	
04	Rapporteur Adjoint	
05	Maître d'œuvre	
06	Les membres en fonction de leur implication dans la réalisation du projet.	
07	01 Conseiller Municipal/Sous-Commission	

La composition du Comité de Suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de relever que les Chefs Supérieurs, les Présidents des Comités de Développement, les membres des Comités de Concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont membres d'office de la sous-commission du Comité de Suivi Evaluation des projets inhérents à leurs Communautés.

S'agissant des sectoriels, ils sont tous membres du Comité de Suivi Evaluation et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction de leur implication de par leurs missions organiques par rapport à la mise en œuvre du projet. A titre d'illustration, la sous-commission chargée de la réalisation des infrastructures (Travaux de construction des bâtiments, les aires de jeux, sites touristiques...) sera nécessairement composée du MINTOUR, MINDAF, MINTP, MINDUH, MINEP.

NB : Le Comité de Pilotage mis en place lors de l'élaboration du PCD ayant montré ses limites dans le suivi des activités des différents diagnostics (DIC, DEUC, DSV), ADI propose une refondation complète du Comité de Suivi Evaluation dont la création et la composition des membres feront l'objet d'un arrêté municipal portant création et composition dudit comité.

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation.

Tableau 24 : Matrice des Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV).

SECTEUR	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
EDUCATION	% des jeunes en âge scolaire ayant un accès facile à une éducation de base de qualité.	– Nombre d'équipements et infrastructures scolaires acquis ; – Qualité et quantité du personnel enseignant affecté ; – Taux de réussite scolaire ; – Nombre d'élèves par salle de classe. – Nombre d'équipements et d'infrastructures installées. – Nombre d'élèves par ordinateur. – Ratio Maître/Elèves.
PROMOTION FEMME ET FAMILLE	% des femmes et des jeunes filles ayant accès à une éducation sociale de qualité	– Nombre de GIC, d'OP et d'ARG créés. – Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus. – IDH de la Commune de Mbouda
AFFAIRES SOCIALES	– IDH des personnes vulnérables de la Commune de Mbouda. – Nombre de personnes handicapés recrutés dans les administrations.	– Nombre de cartes préférentielles d'admission dans les services sociaux – Nombre d'organisations des personnes vulnérables formées et formalisées. – Nombre d'ateliers de formations/réunions organisés. – IDH des personnes vulnérables de la Commune de Mbouda.
TOURISME	Nombre d'infrastructures de loisirs et de cultures créées et fonctionnelles	– Nombre de sites touristiques aménagés et fonctionnels – Nombre de centres culturels aménagés et fonctionnels. – Nombre de villages de vacances créés et fonctionnels. – Nombre de parcs d'attraction – Nombre de touristes – Nombre d'événements culturels.
CULTURE	Nombre d'infrastructures culturelles créées et fonctionnelles	– Note de création de la DDCUL et bâtiment disponible et équipé.
HYDRAULIQUE	– % d'accès à l'eau potable en milieu urbain. – % d'accès à l'eau potable en milieu rural	– Nombre de points d'eau aménagés et fonctionnels. – Nombre de points d'eau réhabilités. – Nombre de campagnes de formation au traitement de l'eau.
ELECTRIFICATION	Quantité d'énergie générée	– Linéaire du réseau de distribution. – Volume des pertes énergétiques (à cause de l'état du réseau).
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Taux de chômage des jeunes	– Répertoire des AGR. – Nombre d'ateliers de renforcement des capacités tenus. – Nombre de centres de formation professionnelle créés. – Nombre d'ateliers de renforcement des capacités en recherche de financements. – Taux de chômage
		– Nombre d'infrastructures zootechniques de contrôle sanitaire et vétérinaire

SECTEUR	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
ELEVAGE	Nombre de produits agricoles sur le marché.	- créés et fonctionnels. – Nombre d'infrastructures zootechniques équipées. – Nombre de partenariats signés. – Nombre de subventions obtenues. – Nombre de séminaires de sensibilisation. – Nombre de contrôles organisés. – Nombre de GIC et Unions – 01 abattoir municipal construit. – Bain de-tiqueur construit. – Centre d'alevinage réhabilité – Points d'eau de pâturage construits à Balatchi. – Nombre d'éleveurs d'espèces non-conventionnelles enregistrés.
AGRICULTURE	Nombre de produits de l'élevage sur le marché.	– 05 postes agricoles (PA) créés. PA de Babeté et du CEAC de Balatchi réhabilités. – Brigade phytosanitaire créée et section statistique réfectionnée. – Personnel d'encadrement affecté à la DDAR et équipements réceptionnés. – Nombre de GIC. – Nombre de séminaires de sensibilisation organisés sur la maîtrise des techniques modernes. – Nombre de financements obtenus auprès des programmes (PACA, ACEFA etc...).
TRAVAUX PUBLICS	Fluidité du transport (Trafic routier)	– linéaire total des routes revêtues – Pourcentage du réseau routier en bon état. – Taux de couverture de la Commune en infrastructures routières. – Nombre d'ouvrages d'arts construits et réceptionnés.
TRANSPORT	Fluidité du transport (Trafic routier)	– Gare routière organisée et bien fonctionnelle. – Nombre d'AGR présents au sein de la gare. – Nombre de contrôles routiers. – Taux de recouvrement des recettes issues de la gare et de la fourrière municipale.
COMMERCE	– Marché (Produits) – Mini-marchés de gros construits ;	– Nombre de mini-marchés de gros créés et fonctionnels – Nombre de réunions de concertation organisées. – Nombre de contrôles effectués. – Marché
FAUNE ET FORET ; ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	– % de sols fertiles. – Marché des espèces fauniques (rareté).	– – Nombre de produits artisanaux issus du bambou de raphias et de vin de raphia – Surfaces de raphias reboisées. – Nombre de zones de pâturage réhabilitées et délimitées.

SECTEUR	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
		– Nombre d'espèces
AFFAIRES FONCIERES ; DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	– Délimitation des superficies des terres aménagées. – Zonage de l'espace urbain communal.	– Plan cadastral disponible – Plan d'occupation des sols disponible. – Limites de l'espace urbain communal. – Plan de délimitation des rayons d'activités dans les marchés. – Cartographie des sols de l'espace urbain communal.
INDUSTRIE MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Nombre de carrières en activités	– Nombre d'ateliers de sensibilisation – Nombre de permis d'exploitation délivrés. – Matériel de travail dans les chantiers – Nombre d'inspecteur assermentés et personnel administratif affectés à la DDIMINDT. – Nombre de carrières créées. – Taux de recouvrement des recettes issues de l'exploitation des carrières

Source : Résultats des analyses.

7.3. Dispositif, outils et fréquence de suivi

7.3.1. Dispositif

Il consiste principalement à renforcer la coordination du Comité de suivi pour que l'information puisse circuler de façon « optimale ». Il s'agira donc d'instaurer un débat contradictoire entre toutes les parties prenantes au processus de développement si cher aux pouvoirs publics.

7.3.2. Outils et fréquence de suivi

Le suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD exige la pleine participation de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des actions programmées. Il s'agira d'instaurer un dialogue constructif, participatif et durable entre les différents acteurs impliqués dans le processus de développement de la Commune.

Les outils préconisés sont les suivants :

- les fiches de suivi et évaluation (elles sont fonctions des activités à mener);
- le chronogramme de suivi des activités qui est élaboré par la sous-commission conformément à la programmation annuelle des activités à mener ;
- les Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV) (voir cadres logiques, paragraphe 8.2, planification triennale et annuelle);
- les enquêtes de terrain ;
- les réunions périodiques (mensuelles) ;
- les rapports trimestriels d'avancement des activités. Ceux-ci sont fonctions de la périodicité des réunions du Conseil Municipal à qui le Comité de Suivi a obligation de Compte rendu ;
- l'échelle d'appréciation est la résultante du feedback du Conseil Municipal en tant que critique interne et de la société civile en tant que auditeur externe etc...

7.3.3. Dispositif statistique

Ce dispositif a pour objectifs spécifiques : (i) d'améliorer la connaissance du phénomène de pauvreté (Indices de Développement Humain (IDH), le taux de scolarisation, le nombre de formation sanitaire/habitant, le nombre de médecins/habitant, l'accessibilité aux TIC, à l'eau potable, à l'énergie électrique...) (ii) d'assurer l'harmonisation, la cohérence et la coordination des systèmes de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données à tous les niveaux, (iii) de déterminer un noyau d'indicateurs pertinents permettant de mesurer objectivement les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et de développement humain, (iv) de mesurer périodiquement les résultats, effets et impacts des interventions, (v) d'assurer l'accessibilité de l'information fiable à tous les acteurs, et (vi) de renforcer les capacités des structures communales en matière de suivi et évaluation.

7.4. Mécanisme de révision du PCD et de préparation du PIA

Initialement prévue pour cinq (05) ans, la planification du PCD de la Commune de Mbouda s'est faite à la Triennale Compte tenu des nouvelles orientations du PNDP. Logiquement, au terme des trois (03) années d'exécution de ce plan, une révision du PCD s'impose.

Cette révision devra tenir compte :

- du taux de réalisation des objectifs préalablement définis ;
- des difficultés (financières, matérielles, humaines) observées dans l'atteinte de ces objectifs ;
- et des corrections à apporter au plan politique et managérial.

7.5. Plan d'information et de communication sur la mise en œuvre du PCD

Pour une meilleure mise en œuvre du PCD, le plan d'information et de communication permettra d'atteindre les résultats escomptés en favorisant :

- le partage d'information à travers la création au sein de la Mairie, d'une Cellule Communale Chargée de l'information et de la Communication;
- la sensibilisation ;
- la participation et,
- l'appropriation du processus par tous les acteurs.

Pour atteindre un seuil de diffusion efficace de l'information, les deux conditions suivantes doivent être remplies :

- Premièrement, l'accès à l'information et sa diffusion réside dans l'obligation pour les autorités communales de conserver les informations qu'elles détiennent ou qui sont détenues pour leur compte.
- Deuxièmement, il s'agit pour la Commune de mettre en place des mécanismes obligatoires pour que les acteurs soient dûment informés des activités qui risqueraient d'avoir des incidences importantes sur l'environnement socioéconomique de la Commune en vue de permettre une « diffusion active et systématique » de cette information auprès du public, laquelle information devra régulièrement être mise à jour.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Véritable fruit de la décentralisation, le PCD de la commune de Mbouda résulte de la volonté des pouvoirs publics de doter les instances dirigeantes communales d'un outil de développement durable. A ce titre le PCD est :

- au niveau méthodologique de son élaboration, un document à large spectre qui, dans sa réalisation a tenu compte des préoccupations de toutes les composantes de la société : jeunes, femmes, hommes, vieillards, couches vulnérables.
- un document dialectique qui met en exergue les forces et les faiblesses de la commune d'une part et d'autre part, ses atouts et contraintes.
- un document révolutionnaire qui vient battre en brèche les pratiques de gestion concentration du passé pour prôner une approche de gestion participative de tous les acteurs de la vie socio-économique de la commune.
- un document de référence pour toutes les équipes dirigeantes de l'exécutif communal susceptible de se succéder jusqu'en 2035.

Vu sous cet angle institutionnel, le PCD consacre la volonté du discours politique d'un désengagement progressif des compétences de l'Etat en faveur des communes, nouveaux pôles de développement économique et social.

La mise en œuvre harmonieuse de ce PCD nécessite de la part de l'appareil dirigeant de la commune :

- l'internalisation des avis de toutes les parties prenantes dans la gestion de la cité ;
- l'instauration permanente d'un débat contradictoire ;
- l'observation scrupuleuse des principes de bonne gouvernance ;
- un monitoring permanent des différentes activités ;
- la pro-activité et un sens plus élevé du lobbying dans la recherche de partenariats tous azimuts.

Le maître d'œuvre (ADI) de cet important ouvrage suggère que les potentiels bénéficiaires de ce document en leur qualité de maître d'ouvrage s'inspirent des enseignements édictés de manière participative et consensuelle pour une gestion toujours plus efficiente de la Commune de Mbouda, concourant par-là même à la concrétisation des multiples efforts consentis par les communautés villageoises, les sectoriels, la société civile, les opérateurs économiques de tout bord, les couches vulnérables ayant pris une part active à la réalisation du Plan Communal de Développement de la cité de Mbouda.

ANNEXES I : FICHES DE PROJETS DU PIA

Fiche signalétique 1 : Micro projet portant Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamesso King place + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines.

	Date : août 2011
N° de référence : 01-2011	Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamesso King place + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines.
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS	
Commune de : MBOUDA	
COMMUNAUTES : Bamesso King Place (Groupement Bamesso)	
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA	
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal	
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET • Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.	
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.	Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs et un bloc de latrines pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage <i>n.b. :</i> un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 2 : Micro projet portant Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamefap + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines (Groupement Bamenkombo).

Date : août 2011	
N° de référence : 02-2011	Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe à l'EP Bamefap + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines.
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS	
Commune de : MBOUDA	
COMMUNAUTES : Bamefap (Groupement Bamenkombo)	
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA	
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal	
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET • Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.	
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.	Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs et un bloc de latrines pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 3 : Micro projet portant Construction de 01 bloc de latrines à l'EP Gr A (Groupement Bamendjo).

		Date : août 2011
N° de référence : 03-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 bloc de latrines à l'EP Gr A (Groupement Bamendjo).
REGION : Ouest		Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
Commune de : MBOUDA		
COMMUNAUTES : Ecole Publique Groupe I (Groupement Bamendjo)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.		
Coût total estimé du microprojet : 4 500 000 FCFA.		Subvention du PNDP: 4 500 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire un bloc de latrines à l'école publique Groupe A de Bamendjo pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Mettre en place un comité de gestion des toilettes incluant les commerçants du marché de Mbouda Centre et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 4 : Microprojet portant Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines à l'EP Badjuitsi (Groupement Bafounda).

Date : août 2011	
N° de référence : 04-2011	Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs et 01 bloc de latrines à l'EP Badjuitsi (Groupement Bafounda).
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS	
Commune de : MBOUDA	
COMMUNAUTES : Badjuitsi (Groupement Bafounda)	
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA	
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal	
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.	
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.	Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs et un bloc de latrines pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site - Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage <i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 5 : Microprojet portant Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Gr. I (Groupement Babété).

		Date : août 2011
N° de référence : 05-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Gr. I (Groupement Babété).
REGION : Ouest		Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
Commune de : MBOUDA		
COMMUNAUTES : l'Ecole Publique Gr. I (Groupement Babété).		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.		
Coût total estimé du microprojet : 8 300 000 FCFA.		Subvention du PNDP: 8 300 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site - Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b. :</i> un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 6 : Microprojet Construction de 01 blocs de latrines à l'EP Femto'o (Groupement Babété).

		Date : août 2011
N° de référence : 06-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 blocs de latrines à l'EP Femto'o (Groupement Babété).
REGION : Ouest		Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
Commune de : MBOUDA		
COMMUNAUTES : Femto'o (Groupement Babété)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.		
Coût total estimé du microprojet : 4 500 000 FCFA.		Subvention du PNDP: 4 500 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire un bloc de latrines à l'école publique Femto'o de Bamendjo pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Mettre en place un comité de gestion des toilettes incluant les commerçants du marché de Mbouda Centre et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 7 : Microprojet portant Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bamendou et 01 bloc de latrines (Groupement Bamessingué).

Date : août 2011	
N° de référence : 07-2011	Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bamendou et 01 bloc de latrines (Groupement Bamessingué).
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS	
Commune de : MBOUDA	
COMMUNAUTES : Bamendou (Groupement Bamessingué).	
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA	
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal	
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.	
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.	Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site - Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 8 : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Batchépa et 01 bloc de latrines (Groupement Bamendjinda).

		Date : août 2011
N° de référence : 08-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Batchépa et 01 bloc de latrines (Groupement Bamendjinda).
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics	
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
Commune de : MBOUDA		
COMMUNAUTES : Batchépa (Groupement Bamendjinda).		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.		
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.		Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site - Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 9 : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bilingue Bamaka et 01 bloc de latrines (Groupement Balatchi).

		Date : août 2011
N° de référence : 09-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Bilingue Bamaka et 01 bloc de latrines (Groupement Balatchi).
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics	
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
Commune de : MBOUDA		
COMMUNAUTES : Bamaka (Groupement Balatchi).		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET • Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.		
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.		Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) • Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage <i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 10 : Microprojet portant Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Nylon G3 et 01 bloc de latrines (Centre Urbain).

Date : août 2011	
N° de référence : 10-2011	Désignation du micro projet : Construction de 01 salle de classe + 30 tables bancs à l'EP Nylon G3 et 01 bloc de latrines (Centre Urbain).
REGION : Ouest	Domaine d'intervention : Education de base/Travaux Publics
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS	
Commune de : MBOUDA	
COMMUNAUTES : Ecole publique Nylon Groupe 3 (Centre Urbain).	
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de MBOUDA	
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal	
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner	
OBJECTIFS DU MICRO PROJET Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de qualité dans la Commune de Mbouda.	
Coût total estimé du microprojet : 12 800 000 FCFA.	Subvention du PNDP: 12 800 000 FCFA Contributions de la Commune aux travaux d'entretien : à déterminer par les études de faisabilité
Description du micro projet Le projet consiste à construire une salle de classe équipée de 30 tables bancs pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet. L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site - Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site. - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, délimitation du périmètre de sécurité) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau. - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage	
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux: 04 mois	Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 11 : Microprojet d'Aménagement de 01 point d'eau à Latet (Bamesso).

		Date : août 2011
N° de référence : 11-2011		Désignation du micro projet : Projet d'aménagement d'un forage dans un village
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : Latet (Bamesso)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Latet (bamesso). Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site - Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site - Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés - Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) - Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

**Fiche signalétique 12 : Microprojet portant Construction de 01 point d'eau au marché
Kuitchou (Groupement Bamenkombo).**

		Date : août 2011
N° de référence : 12-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau au marché Kuitchou (Groupement Bamenkombo).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : marché Kuitchou (Groupement Bamenkombo).		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Kuitchou (Groupement Bamenkombo). Trois volets sont envisagés à savoir i) l'élaboration des TDR, ii) la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et iii) la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
n.b. : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 13 : Microprojet portant Construction de 01 point d'eau à Bakatou (Bamendjo).

		Date : août 2011
N° de référence : 13-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau à Bakatou (Bamendjo).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : Bakatou (Bamendjo)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Bakatou (Bamendjo). Trois volets sont envisagés à savoir i) l'élaboration des TDR, ii) la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et iii) la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
n.b. : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 14 : Microprojet portant Construction de 01 point d'eau à King-Place (Groupement Bafounda).

		Date : août 2011
N° de référence : 14-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau à King-Place (Groupement Bafounda).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : King-Place (Groupement Bafounda).		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à King-Place (Groupement Bafounda). Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 15 : Microprojet portant Construction de 01 point d'eau à Batang (Groupement Babété).

		Date : août 2011
N° de référence : 15-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau à Batang (Groupement Babété).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : Batang (Groupement Babété).		
MAÎTRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAÎTRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAÎTRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à King-Place (Groupement Bafounda). Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
n.b. : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

**Fiche signalétique 16 : Microprojet portant Construction de 01 point d'eau à Kontsa
(Groupement Bamessingué)**

		Date : août 2011
N° de référence : 16-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau à Kontsa (Groupement Bamessingué).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : Kontsa (Groupement Bamessingué)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Kontsa (Groupement Bamessingué). Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
n.b. : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

**Fiche signalétique 17 : Microprojet portant Construction de 01 point d'eau à Poneki I
(Groupement Bamendjinda)**

		Date : août 2011
N° de référence : 17-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau à Poneki I (Groupement Bamendjinda).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : Poneki I (Groupement Bamendjinda)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Poneki I (Groupement Bamendjinda). Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
n.b. : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

Fiche signalétique 18 : Construction de 01 point d'eau à Bamenkemé (Groupement Balatchi).

		Date : août 2011
N° de référence : 18-2011		Désignation du micro projet : Construction de 01 point d'eau à Bamenkemé (Groupement Balatchi).
Région : Ouest		Domaine d'intervention : Eau et Energie.
DEPARTEMENT : BAMBOUTOS		
COMMUNE de Mbouda		
Communautés : Bamenkemé (Groupement Balatchi)		
MAITRE D'OUVRAGE : Maire de la Commune de Mbouda		
MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : Comité de Suivi Communal et CC		
MAITRE D'ŒUVRE : A désigner		
OBJECTIFS DU MICRO PROJET		
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable		
Coût total estimé du microprojet : 6 000 000 FCFA		Subvention du PNDP: 6 000 000 FCFA Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux.
Description du micro projet Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Bamenkemé (Groupement Balatchi). Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement		
Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet • Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site • Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site • Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés • Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé • Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau • Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) • Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ; • Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) • Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage		
<i>n.b.</i> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet		
Durée prévisionnelle des travaux : 04 mois		Date de démarrage : Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

ANNEXES II : QUELQUES PHOTOS

PROCESSUS DE PLANIFICATION



Photo : Atelier de restitution du DIC



Photo : Atelier de planification à Bamessingue



Photo : Elaboration de la carte du village
Bamekeme par Balatchi



Photo : travail en groupe socioprofessionnel



Photo : Comité de Concertation de la
communauté de Mbatap



Photo : atelier de planification communal dans la
salle des actes de la Commune de Mbouda.

QUELQUES CHEFFERIES



Photos 1 : Chefferie Balaloum



Photo 2 : Chefferie Mbatap

QUELQUES LIEUX TOURISTIQUES



Photo 3 : un Notable du village présentant la Chute de Nguassack.



Photos 4 : une planificatrice de ADI autorisée à présenter le lieu sacré du village Tcheusso



Photo 5 : Lieu sacré du village Baloum



Photo 6 : Pierre à 09 trous représentant un lieu sacré

QUELQUES RESSOURCES NATURELLES



Photo 6 : Carrière de Basalte de Tedjing



Photo 7 : Présentation du flanc nord d'une carrière de pierre de type basaltique

QUELQUES FORMATIONS SANITAIRES



Photo 8 : Salle d'accouchement dans un village de la localité de Mbouda (CSI Bamenkombo)



Photo 9 : salle d'hospitalisation dans une formation sanitaire de la Commune



Photo 10 : Vue extérieure de la Salle d'accouchement précédemment citée sur la photo 7



Photo 11 : Bâtiment d'accueil et de consultation d'une formation sanitaire de Mbouda

HYDRAULIQUE VILLAGEOISE



Photo 12 : Scan Water en panne



Photo 13 Puits d'eau dans un village de la Commune



Photo 13 : Source d'eau alimentant un village

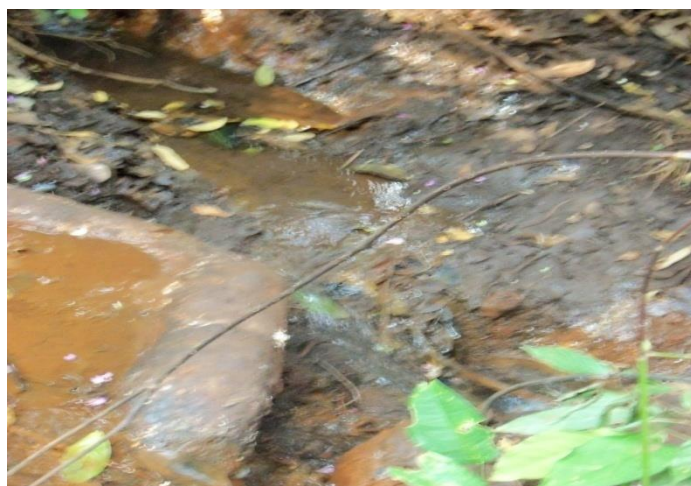


Photo 14 : Source d'eau à boire dans un village

SECTEUR DU TRANSPORT ET TRAVAUX PUBLICS



Photo 15 : Insuffisance de moyens de transport due au mauvais état des routes



Photo 16 : surcharge des véhicules de transport



Photo 17 : Véhicule assurant le transport dans la localité de Ngoaya (l'un des greniers de l'arrondissement de Mbouda)



Photo 18 : Véhicule en partance pour Mbouda.



Photo 19 : Pont de singe reliant sigle à Bametieum



Photo 20 : Pont de singe dans un village de Mbouda

QUELQUES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES



Photo 21 : Ecole CEBEC



Photo 22 : Ecole publique Mbatap

ZONE DE PATURAGE



Photo : Zone de pâturage de Balatchi (village bororos)



Photo : zone de pâturage sur les hauteurs de Balatchi

SALUBRITE PUBLIQUE



Photo : Tas d'immondices dans le centre urbain de Mbouda



Photo : Tas d'immondice en face de la DDFOP